



MONTS D'ARDECHE



2013-2025

Rapport de

Charte

du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche



Illustration : Eric FLEURY



Parc
naturel
régional
des Monts d'Ardèche

Mars 2013



Les fondements de la Charte

Présentation des Monts d’Ardèche	2
Les Monts d’Ardèche, un territoire pluriel à très forte identité.....	2
Des menaces importantes qui renforcent la nécessité de l’approche globale du Parc.....	3
Un périmètre qui évolue, pour plus de cohérence.....	4
Première Charte, premiers constats.....	7
Le cadre de la nouvelle Charte 2013-2025.....	8
Un projet de territoire co-construit.....	8
Les missions d’un Parc naturel régional.....	9
La portée juridique de la Charte.....	9
Les différents documents de la Charte et leur articulation.....	10
Des modalités et moyens d’action renforcés.....	11
Le rôle du syndicat mixte réaffirmé.....	11
Une attention permanente d’articulation des politiques publiques locales.....	12
Gouvernance et appropriation du projet de territoire.....	13
Production, organisation et partage de la connaissance.....	15
Un dispositif d’évaluation en continu, au service du territoire, des élus et des partenaires.....	15
Pour une stratégie volontariste de développement durable.....	18
Six valeurs fondatrices, gage d’un développement durable omniprésent.....	18
Trois vocations, gage d’une profonde ambition.....	19
Treize orientations, gage d’une approche évolutive concrète.....	20
Une approche territorialisée, gage d’une volonté opérationnelle.....	23
Schéma de synthèse.....	29

Le contenu de la Charte

VOCATION 1 : Un territoire remarquable à préserver.....	31
Orientation 1 : Préserver et gérer la biodiversité : l'affaire de tous.	
Mesure 1.1 : Améliorer, organiser et partager la connaissance sur la biodiversité.....	32
Mesure 1.2 : Protéger et gérer les réservoirs de biodiversité.....	34
Mesure 1.3 : Préserver et gérer la «nature ordinaire» formant les corridors écologiques.....	36
Mesure 1.4 : Maîtriser les pratiques de loisirs motorisés.....	38
Orientation 2 : Préserver et gérer durablement le capital en eau du territoire.	
Mesure 2.1 : Economiser la ressource en eau.....	40
Mesure 2.2 : Lutter contre les pollutions et viser l'excellence de la qualité de l'eau.....	42
Mesure 2.3 : Préserver et restaurer la trame bleue.....	44
Orientation 3 : Préserver et valoriser les patrimoines culturels spécifiques, matériels et immatériels.	
Mesure 3.1 : Mettre en place une instance de concertation et de coordination des actions concernant les patrimoines culturels des Monts d'Ardèche.....	46
Mesure 3.2 : Créer une culture partagée de la qualité architecturale et environnementale du bâti dans les Monts d'Ardèche.....	48
Mesure 3.3 : Valoriser les patrimoines agricoles.....	50
Mesure 3.4 : Valoriser les patrimoines industriels.....	52
Orientation 4 : Préserver la qualité paysagère des Monts d'Ardèche et construire ensemble les paysages de demain.	
Mesure 4.1 : Partager des références paysagères communes.....	54
Mesure 4.2 : Doter le territoire de stratégies paysagères intercommunales, avec un portage local fort.....	56
Mesure 4.3 : Maîtriser l'impact des activités humaines sur les paysages du quotidien.....	58
Orientation 5 : Développer un urbanisme durable, économe et innovant.	
Mesure 5.1 : Doter le territoire d'outils stratégiques de planification pour une politique d'urbanisme économe.....	62
Mesure 5.2 : Porter une attention particulière à la préservation des terres agricoles.....	64
Mesure 5.3 : Développer un urbanisme opérationnel répondant aux enjeux sociaux et patrimoniaux des Monts d'Ardèche.....	66
VOCATION 2 : Un territoire productif, qui valorise durablement ses ressources.....	69
Orientation 6 : Mobiliser les ressources locales, par des pratiques respectueuses de l'Homme et de son environnement.	
Mesure 6.1 : Soutenir des pratiques agricoles à la fois productives et respectueuses des ressources.....	70
Mesure 6.2 : Soutenir une gestion durable de la forêt.....	72

Mesure 6.3 : Soutenir et accompagner les entreprises du commerce, de l'artisanat et de l'industrie vers la performance environnementale.....	74
Mesure 6.4 : Qualifier et certifier les entreprises touristiques pour les accompagner vers une gestion durable de leur activité.....	76
Orientation 7 : Valoriser les produits spécifiques du territoire.	
Mesure 7.1 : Soutenir et promouvoir les productions et filières agricoles locales de qualité.....	78
Mesure 7.2 : Exploiter et valoriser plus et mieux la ressource en bois.....	80
Mesure 7.3 : Qualifier et valoriser les productions artisanales et savoir-faire emblématiques.....	82
Mesure 7.4 : Renforcer et qualifier l'offre touristique de découverte des patrimoines et savoir-faire.....	84
Orientation 8 : Encourager les démarches de consommation solidaire et responsable.	
Mesure 8.1 : Faciliter l'accès pour les consommateurs aux produits et services locaux de qualité.....	86
Mesure 8.2 : Responsabiliser les consommateurs.....	88
Orientation 9 : Intensifier la politique de maintien et d'accueil des activités et des emplois.	
Mesure 9.1 : Impliquer les collectivités et acteurs locaux pour le maintien et l'accueil des agriculteurs.....	90
Mesure 9.2 : Créer des activités et des emplois liés au territoire.....	92
Mesure 9.3 : Soutenir les acteurs de l'Economie sociale et solidaire.....	94
Mesure 9.4 : S'assurer de la mise en oeuvre sur le territoire d'infrastructures de télécommunication adaptées aux besoins nouveaux des entreprises.....	96
VOCATION 3 : Un territoire attractif et solidaire	97
Orientation 10 : Impliquer tous les acteurs au projet de territoire : élus, partenaires et habitants.	
Mesure 10.1 : Créer des outils de veille et de prospective, pour mieux comprendre les mutations du territoire et agir.....	98
Mesure 10.2 : Informer et sensibiliser pour faire connaître les Monts d'Ardèche et faire comprendre l'action du Parc.....	100
Mesure 10.3 : Faire de la Maison du Parc un lieu de médiation, de connaissance et de promotion du territoire.....	102
Orientation 11 : Se mobiliser autour des ressources énergétiques et du changement climatique.	
Mesure 11.1 : Renforcer les économies d'énergie.....	104
Mesure 11.2 : S'approprier un développement équilibré des énergies renouvelables.....	106
Mesure 11.3 : Adapter le territoire au changement climatique.....	110
Orientation 12 : S'engager pour l'accessibilité et la qualité de l'habitat et des services aux habitants.	
Mesure 12.1 : Accroître et diversifier l'offre de logements permanents.....	112
Mesure 12.2 : Innover dans les services aux habitants.....	114
Mesure 12.3 : Repenser la mobilité des personnes.....	116
Orientation 13 : Affirmer la contribution de la culture au développement du territoire.	
Mesure 13.1 : Mieux connaître et coordonner l'action culturelle du territoire.....	118
Mesure 13.2 : Impliquer les collectivités et développer une stratégie territorialisée de l'action culturelle.....	120
Mesure 13.3 : S'appuyer sur la création artistique pour «faire bouger le regard porté sur le territoire».....	122

LES FONDEMENTS DE LA CHARTE

Présentation des Monts d'Ardèche

Les Monts d'Ardèche, un territoire pluriel à très forte identité

La diversité, telle une richesse

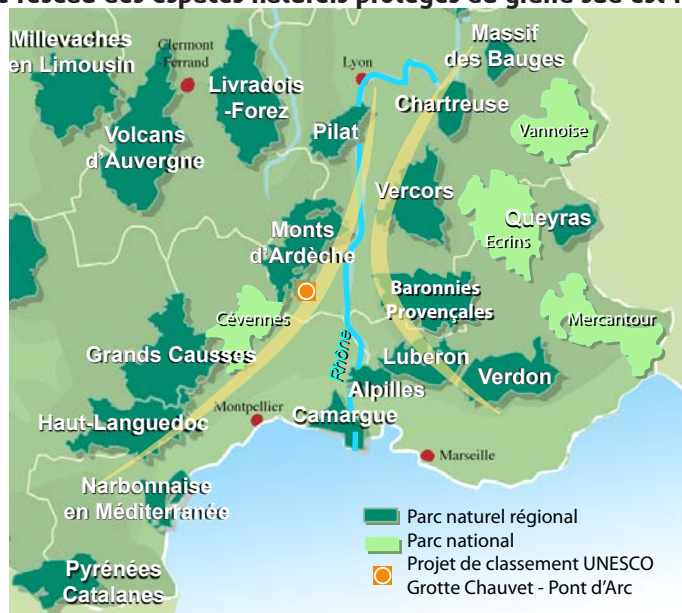
Le territoire des Monts d'Ardèche est situé sur le versant sud-est du massif central, tout en étant sous influence des franges rhodanienne et méditerranéenne.

Il est un territoire de moyenne montagne dont la géographie est une succession de vallées, monts et plateaux, de 200 à 1700 mètres d'altitude.

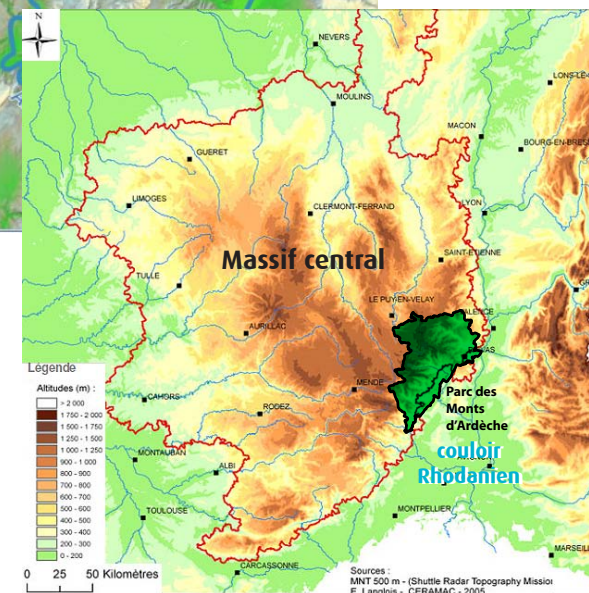
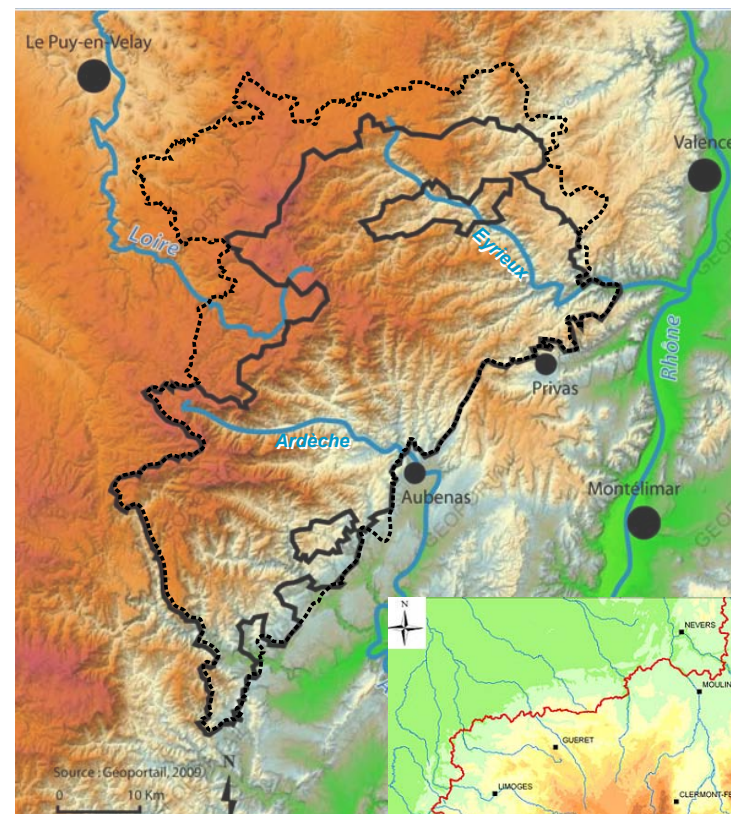
Ce relief contrasté et cette localisation originale donnent au territoire une palette étonnante de paysages naturels et culturels. Il en ressort notamment des patrimoines naturels remarquables et diversifiés, concentrés sur un espace de près de 200 000 hectares : des milliers de kilomètres de cours d'eau, un patrimoine géologique de renom, un foisonnement d'espèces animales et végétales...

Au-delà, le territoire du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche est intégré dans un continuum d'espaces naturels protégés marquant le grand Sud-Est français. Dans sa partie sud, la proximité immédiate avec le Parc national des Cévennes est d'un intérêt notoire.

Le réseau des espaces naturels protégés du grand sud est français



Le relief



L'identité, telle une force

Une culture rurale forte

Cette culture tient d'abord au travail de la terre et notamment au rôle essentiel joué par l'agriculture, particulièrement en secteur de pente et de montagne. Ce territoire de moyenne montagne, véritable campagne habitée, a été construit par la main de l'homme. Au-delà des paysages, l'agriculture a façonné l'économie locale et les mentalités. Elle est au coeur d'une tradition paysanne dans laquelle les notions d'entraide, de solidarité et d'échanges ont toujours été prégnantes. La «civilisation du châtaignier» a grandement participé à cette réalité collective.

Une terre d'innovation depuis toujours

Les habitants des Monts d'Ardèche se sont adaptés à un territoire complexe dans lequel les contraintes sont réelles. Depuis toujours, ils ont su développer un esprit créatif et ingénieux. En ce sens, ils ont souvent été des «défricheurs» ; ceci dans les domaines techniques (exemple des savoir-faire agricoles...), économiques (exemple de la filière textile), ou sociétaux (exemple des ouvriers-paysans ou le retour à la terre des années 1970).

Terre irriguée par diverses influences, les Monts d'Ardèche ont tiré partie de nombreux échanges pour toujours évoluer.

Des patrimoines partagés, tels des marqueurs emblématiques

Le territoire des Monts d'Ardèche dispose de patrimoines naturels et culturels qui font sa singularité et sa renommée :

- **la châtaigneraie**, qui marque profondément le paysage ainsi que la vie de ce territoire. Elle constitue un des éléments les plus visibles et transversaux de la culture commune aux habitants des Monts d'Ardèche ;

- **les terrasses de pierres sèches** édifiées par les hommes afin de pouvoir cultiver et vivre sur les pentes, qui constituent des «permanences» à la fois dans le temps et dans l'espace ;

- **l'eau** qui est omniprésente sur le territoire, avec près de 3000 km de cours d'eau et les sites emblématiques des sources de la Loire et de l'Ardèche. Elle a modelé les paysages et a joué un rôle important dans l'histoire agricole et industrielle du territoire. Elle a un rôle essentiel, aujourd'hui encore, dans le maintien des activités (agriculture, industrie, tourisme) ;

- **la forêt**, qui couvre aujourd'hui près de 60% du territoire et fait des Monts

d'Ardèche l'un des dix parcs les plus boisés de France. Issue d'une histoire complexe, elle joue aujourd'hui un rôle essentiel dans la vie locale, grâce à ses multiples fonctions (productive, écologique, sociale...) ;

- **un patrimoine bâti remarquable**, dont les formes et matériaux témoignent d'une adaptation au relief, au climat, et d'une géologie singulière : l'habitat traditionnel, le patrimoine hydraulique (béalières...), le bâti industriel ou encore les calades... tous constituent des «dénominateurs communs» du nord au sud du territoire ;

- **les savoir-faire agricoles, artisanaux et industriels**, qui se sont perpétués au fil des décennies et qui permettent à ce territoire, pour exemple, de bénéficier de quatre appellations d'origine contrôlée (le Fin gras du Mézenc, le Picodon, la Châtaigne de l'Ardèche, la Lentille verte du Puy).

Proche du Parc dans sa partie sud, la Grotte «Chauvet - Pont d'Arc» offre les plus anciennes peintures rupestres connues à ce jour. Autour de ce patrimoine exceptionnel, des projets territoriaux sont en cours (Classement au patrimoine mondial de l'Humanité, Grand projet Rhône-Alpes) pour lesquels le Parc naturel régional des Monts d'Ardèche est un partenaire de premier plan.

Des menaces importantes, qui renforcent la nécessité de l'approche globale du Parc

La révision de la Charte a été l'occasion de réaliser un diagnostic mettant en avant les éléments d'évolution du territoire depuis 2001. Ces éléments sont à prendre en compte pour l'avenir et peuvent être résumés de la façon suivante :

Entre pression (au sud et sur la frange rhodanienne)...

Sur la partie sud et sud-est des Monts d'Ardèche, la tendance est à une dynamique périurbaine et touristique significative. Une mutation rapide et irréversible de nombreuses terres anciennement agricoles est en cours.

Cette urbanisation se traduit à la fois par un étalement progressif des villes, voire des villages, et par un «mitage» de l'espace par l'habitat pavillonnaire.

Une pression touristique dense s'exerce et vient renforcer le développement des constructions.

Le risque d'une banalisation des paysages est important, comme celui d'un fonctionnement territorial pris dans ses propres contradictions. En effet, les modes de vie évoluent et les habitants sont tout à la fois fortement demandeurs de services «comme à la ville», mais aussi désireux de quiétude et d'espaces préservés.

... et déprise lente (secteurs de pente et de montagne)

Au coeur du territoire des Monts d'Ardèche et dans sa partie occidentale, le risque de déprise (démographique, socio-économique et culturelle...) est encore fort. Il doit être combattu quotidiennement.

Progressivement, une dynamique de relance des activités agricoles prend forme. Mais elle ne pourra assurer la réappropriation par l'Homme de nombre de paysages qui se referment et sont rendus à leur «état naturel». La gestion de l'espace est un enjeu majeur de ces secteurs de pentes et de montagne où la cohabitation entre agriculture, forêt productive et espaces naturels doit s'organiser avec plus de mobilisation encore. Parallèlement, la fonction récréative de ces espaces se développe à travers l'installation d'une économie résidentielle non négligeable (résidences secondaires, activité touristique, jeunes retraités) mais qui ne pourra à elle seule faire vivre ces espaces durant toute l'année. Les enjeux porteront alors sur la capacité à mobiliser les acteurs (économiques, culturels, de la société...) pour créer des conditions d'attractivité du territoire, en s'appuyant notamment sur la valorisation des patrimoines emblématiques.

... le renforcement de l'intérêt du Parc sur le territoire

Si les Monts d'Ardèche portent des patrimoines exceptionnels qui justifient le classement en Parc naturel régional, les menaces constatées renforcent la raison d'être et d'agir du Parc :

- elles renvoient inexorablement à un rapport entre l'Homme et la Nature, autour notamment des questions de continuité écologique et de réchauffement climatique,
- elle nécessitent une approche territoriale large, qui dépasse les notions de vallées et de bassins d'emplois,
- elles demandent une vision transversale et la recherche de solutions innovantes, qui sont la marque de fabrique des Parcs naturels régionaux.

Un périmètre qui évolue, pour plus de cohérence

La révision de la Charte fournit l'occasion d'ajuster le périmètre du Parc, d'une part pour constituer une unité territoriale sans enclave, d'autre part pour intégrer de nouvelles communes, en veillant aux continuités géographiques et patrimoniales, ainsi qu'à la pertinence de l'outil «Parc naturel régional» sur ces secteurs d'extension.

Intégration des communes formant les enclaves du périmètre de la première Charte.

La volonté a été d'intégrer dans la réflexion du nouveau périmètre d'étude l'ensemble des communes qui avaient été consultées lors de la création du Parc. C'est notamment le cas des enclaves actuelles, formées par les communes suivantes :

- Mariac, Accons, Le Cheylard, St-Michel d'Aurance, St-Barthélémy-le-Meil, St-Julien-Labrousse, au sein de l'entité paysagère des Boutières. Le Parc pourra ainsi développer son action sur l'ensemble des communes de la communauté de communes «Pays du Cheylard», dans la continuité d'actions partenariales engagées lors de la première Charte (par exemple «la Vallée du Bijou»).

La plus-value du Parc sur ce secteur, outre ses missions classiques résidera notamment dans l'accompagnement d'une économie industrielle de renom vers la performance environnementale, ou encore la valorisation touristique du secteur par une mise en relation avec les secteurs patrimoniaux des Boutières, des Sucs et du Mézenc.

- Sanilhac, Taurier, Lablachère, au sein de l'entité paysagère du Piémont cévenol. La plus-value du Parc résidera notamment dans l'accompagnement de ces communes pour le maintien de la qualité paysagère, compte tenu des pressions urbanistiques existantes autour de Largentière et globalement sur le secteur du Piémont.

Les extensions du périmètre

Six zones d'extension sont proposées, en tenant compte des caractéristiques des Monts d'Ardèche («une identité dans la diversité») et des nécessaires cohérences écologique, paysagère et socio-économique :

1- Le secteur des sources de la Loire (comprenant l'intégralité des communes de Sagnes-et-Goudoulet, Sainte-Eulalie, Usclade-et-Rieutord, Saint-Cirgue-en-Montagne, Mazan l'Abbaye, Le Béage, Cros-de-Géoran). Ce secteur est remarquable pour son patrimoine naturel (un des deux secteurs majeurs de zones humides et de tourbières, avec près de 50% du secteur inscrits en sites natura 2000, la présence de ZNIEFF de types 1 et 2 couvrant des milieux agro-pastoraux, pelouses et pâturages naturels) et ses patrimoines culturels (avec le site de renom de l'Abbaye de Mazan).

La plus-value du Parc sera notamment de pouvoir approfondir la connaissance sur les **corridors écologiques** du secteur, de mettre en place des actions partenariales de gestion et d'accompagner les acteurs locaux dans la **gestion durable d'importantes**

surfaces boisées (feuillus, conifères et forêts mélangés).

D'autre part, le rapprochement des secteurs de montagne trouve ses fondements dans les **liens culturels et historiques forts** avec le reste des Monts d'Ardèche. Dès l'époque romaine, les grandes voies commerciales relient le cœur du Massif Central à la cité d'Alba, via le Puy. Au Moyen Age, les seigneurs de la montagne sont à l'origine de la naissance des trois grandes abbayes de Mazan, des Chambons et de Bonnefoy, vraies puissances économiques dont les domaines annexes étaient installés dans les pays de la vigne et des pâturages d'hiver en Cévenne ardéchoise. Au milieu du XIX^{ème} siècle de nombreuses familles migrent de la montagne, préférant renoncer à la terre pour tenter leur chance dans les vallées où l'industrie s'installe, textile et minière notamment. Qu'elles soient économiques, religieuses ou sociales, de multiples raisons ont poussé les hommes à défier la géographie du rebord oriental du Massif Central, multipliant les échanges et tissant des liens encore très présents.

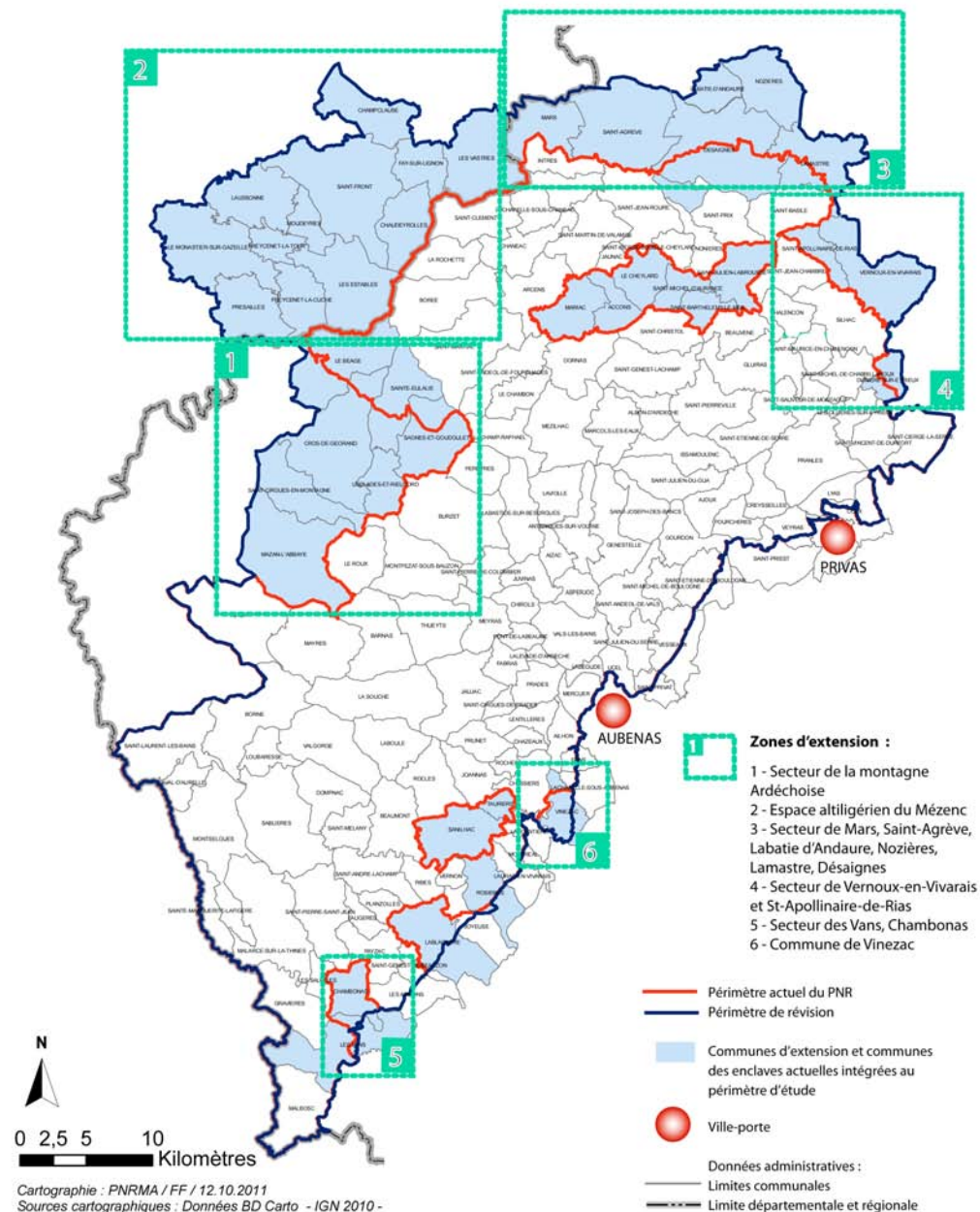
La **valorisation touristique** du secteur en s'appuyant sur ses richesses historiques, est une des plus-values du Parc. Elle pourra se traduire notamment par la construction d'itinéraires thématiques, autour des patrimoines monastiques, des parcours muletiers, etc.

2- L'espace altiligérien du Mézenc (comprenant l'intégralité des communes de Saint-Front, Fay-sur-Lignon, Chaudeyrolles, Moudeyres, Les Estables, Freycenet-la-Cuche, Freycenet-la-Tour, Présailles, Le Monastier-sur-Gazeille, Laussonne, Champclause, Les Vastres). Ce secteur correspond à l'entité paysagère du Mézenc (Cf. Inventaire départemental des paysages, CAUE, 1995). Cet espace homogène présente une identité forte au regard de ses caractéristiques paysagères, patrimoniales, culturelles et scientifiques. Il forme, avec le secteur ardéchois limitrophe, un ensemble «Massif Mézenc - Gerbier», qui constitue un **haut lieu patrimonial**, connu et reconnu notamment pour :

- le Mont Mézenc, point culminant de la bordure orientale du massif central (1753 m) et des Monts d'Ardèche, sur la ligne emblématique de partage des eaux,
- le site classé du Mézenc (4300 ha) au titre de la loi du 2 mai 1930,
- des paysages volcaniques, uniques en Europe, qui constituent à la fois un motif paysager propre au Massif Central et un marqueur emblématique des Monts d'Ardèche,
- une concentration de zones d'inventaire et de protection du patrimoine naturel (ZNIEFF de type 1 et 2, Réserve biologique domaniale, Site Natura 2000 «Mézenc», rivière à écrevisses et à moules, site des Narces de Chaudeyrolles),
- un climat aux influences méditerranéennes qui permettent le séchage du foin sur pré,
- un savoir-faire d'éleveurs de bovins, avec aujourd'hui une AOC Fin Gras du Mézenc,
- la richesse du patrimoine bâti, avec des fermes monumentales, un patrimoine rural dense, des ouvrages d'art, les tracés de la Transcévenole, le patrimoine hérité des religieux aménageurs, les trois toits, lauze, paille et genêt, ces derniers étant exclusivement situés sur ce territoire, etc.

La plus-value du Parc sur ce secteur, en s'appuyant sur des collaborations intercommunales

Périmètre d'étude



Présentation des Monts d'Ardèche

et inter-départementales actuelles et potentielles, sera d'œuvrer en faveur de :

- la connaissance, la préservation et la gestion des **corridors écologiques** reliant les espaces protégés de ce secteur,
- le maintien d'une **économie agricole forte**, créatrice des paysages emblématiques du Mézenc : cela passe par une politique volontariste de maintien et d'accueil des actifs agricoles, par le déploiement de la démarche « Fin gras du Mézenc » (qui fédère les acteurs locaux, valorise l'image du Mézenc et sert de « locomotive » pour les autres productions locales, tout en ouvrant une voie durable de développement grâce à une logique de filière courte et de revalorisation de savoir-faire ancestraux...), enfin par le décloisonnement des milieux professionnels et touristiques,
- le **maintien des services** et le développement de nouvelles formes de services, à la fois pour les habitants et les visiteurs,
- le développement d'un **tourisme « durable »**, autour des sports et loisirs de pleine nature (activités hivernales et estivales), des produits de terroirs, ou encore de la découverte des patrimoines naturels et culturels. Il s'agit notamment de poursuivre et de renforcer la dynamique enclenchée par le précédent Pôle d'excellence Rural, en développant des thématiques correspondant aux centres d'intérêt d'un Parc (patrimoine bâti, volcanisme, eau, vent, savoir-faire liés à une culture montagnarde, artisanat d'art...). Sur ces thématiques, de nombreuses connexions sont envisageables avec les actions menées sur le reste du territoire des Monts d'Ardèche. Le Parc peut notamment développer sur le secteur du Mézenc ses « Maisons et musées du Parc », ainsi que des itinéraires et sentiers patrimoniaux emblématiques, et inscrire pleinement le Mézenc dans sa politique de valorisation de l'offre d'interprétation des patrimoines et paysages du Parc,
- le renforcement de la **dynamique culturelle**, en s'appuyant sur un tissu associatif local actif et en intensifiant les relations avec les secteurs voisins des Boutières, du Cheylard, de la Montagne ardéchoise et du Puy en Velay.

3- Le secteur de Mars, Saint-Agrève, Labatie-d'Andaure, Nozières, Lamastre, Désaignes (intégralité des communes). Ce secteur, qui s'inscrit en continuité de l'entité paysagère des Boutières, présente un fort intérêt par son patrimoine naturel (un des deux secteurs les plus riches de zones humides d'intérêt régional, ZNIEFF de type 1 et 2, Sites Natura 2000, importantes surfaces de milieux agro-pastoraux jouant le rôle de réservoirs de biodiversité...), et par son patrimoine paysager et architectural (paysages remarquables de terrasses, nombreux monuments historiques, villages de caractères de Nozières et Désaignes...).

L'intégration de ce secteur au sein du Parc permettra, entre autre, la mise en place de programmes d'identification, de restauration et de gestion des **corridors écologiques** (particulièrement des zones humides), l'accompagnement de professionnels forestiers

dans une gestion exemplaire et une exploitation optimisée de la **ressource en bois**, importante sur ce secteur.

La plus-value du Parc portera, d'autre part, sur des actions de **reconquête et de valorisation de l'espace agricole** et des paysages de terrasses (en lien avec son intervention pour le maintien des actifs et des activités agricoles), sur la valorisation des châtaigneraies (le secteur est en partie compris dans l'aire de l'AOC de la Châtaigne d'Ardèche), ainsi que sur la maîtrise de l'urbanisation aux abords des villages. Enfin, face à la fragilisation démographique et économique de ce secteur relativement enclavé, les collectivités pourront s'appuyer sur les outils méthodologiques et les leviers financiers du Parc pour développer un **tourisme durable** et promouvoir des **stratégies culturelles intercommunales...**

4- Le secteur de Vernoux-en-Vivarais, Saint-Apollinaire-de-Rias et de Dunière-sur-Eyrieux (intégralité des communes). La qualité de ce secteur repose sur : des milieux agro-pastoraux (ZNIEFF de type 2), de nombreuses zones humides, un site Natura 2000 et une ZNIEFF de type 1 autour de la rivière de Dunière, une importante couverture boisées, des paysages de terrasses, de vergers et de prairies en fond de vallée. Il appartient à l'entité paysagère du « Plateau de Vernoux » et forme véritablement une porte d'entrée sur les Monts d'Ardèche : une première entrée en empruntant la RD120 qui remonte la vallée de l'Eyrieux et traverse la commune de Dunière-sur-Eyrieux, une seconde entrée par Vernoux-en-Vivarais.

Situé à 30 minutes de Valence et de l'autoroute A7, ce secteur observe une nette augmentation de sa population depuis 1999 et un développement significatif de l'urbanisation, notamment autour du bourg de Vernoux, le long de la RD14 et de la RD 120 sur la commune de Dunière-sur-Eyrieux.

Intégrer le Parc permettra notamment aux collectivités et acteurs locaux de se faire accompagner dans le déploiement d'une **stratégie intercommunale de planification**, qui permette l'accueil de nouveaux habitants sans compromettre le maintien de l'activité agricole (il s'agit d'un des secteurs présentant encore la plus forte Surface Agricole Utile) et la qualité des paysages ruraux.

5- Les Communes des Vans et de Chambonas (en partie). Ce secteur présente les caractéristiques et sensibilités paysagères de l'entité « Piémont cévenol ». Il est notamment marqué par les méandres cultivés du Chassezac, où domine l'oléiculture, l'arboriculture et la viticulture. Il est aussi connu pour l'intérêt patrimonial du pont de Chambonas (le plus grand pont médiéval du département de l'Ardèche) et du château de Chambonas des XVIème et XVIIème siècles.

Ce secteur marque la **porte d'entrée Sud du Parc** et doit, à ce titre, faire l'objet d'une attention particulière en matière de gestion urbanistique et d'affichage publicitaire. Une intégration au Parc permettra de travailler sur la préservation des espaces agricoles dans les documents d'urbanisme, sur la reconquête du bâti existant, ou sur la qualification des entrées de ville, etc.

La plus-value du Parc résidera également dans l'accompagnement des collectivités pour la définition et la mise en place d'une stratégie intercommunale de développement et de planification (gestion de l'espace, développement socio-économique, préservation des espaces naturels et agricoles, développement culturel, etc.) qui **valorise les complémentarités entre la ville des Vans et les villages** alentours du piémont et des pentes (bassin de vie des Vans).

Pour les trois secteurs précédemment cités, l'objectif est d'**intégrer dans le périmètre du Parc certaines villes-portes de la première charte** (Saint Agrève, Lamastre, Vernoux en Vivarais, Les Vans) et leurs territoires proches.

Les caractéristiques paysagères et patrimoniales, ainsi que les dynamiques socio-économiques de ces bourgs en font des espaces qui allient à la fois un caractère patrimonial notoire et un rôle important dans le fonctionnement même du territoire du Parc. Ces communes, de taille modeste au regard d'une dénomination de «ville-porte» (dont la justification renvoie à la notion de solidarité «ville-campagne»), participent pleinement à la constitution de l'identité (dans la diversité) du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche.

6- La commune de Vinezac (en partie).

La volonté est d'intégrer dans le périmètre du Parc une partie plus importante de la commune de Vinezac, caractérisée par des paysages du Piémont cévenol (entité paysagère à part entière du Parc), ainsi que par un noyau villageois d'origine médiévale remarquable.

La plus-value du Parc s'énoncera notamment à travers un accompagnement dans la **gestion de l'urbanisme et de l'affichage publicitaire**, dans la valorisation touristique et patrimoniale, et le **soutien à l'activité agricole**.

Aucun des périmètres d'extension proposés ne comporte d'espaces dégradés qui déprécieraient la qualité de leur territoire au point de le rendre incompatibles avec un classement en Parc naturel régional.

Quelques chiffres clefs :

- Surface : 266 000 ha
- Population : 91 600 habitants
- 34 habitants au km²
- 165 communes
- 20 communautés de communes

Première Charte, premiers constats

Deux documents ont été des préalables à ce projet de charte : l'évaluation de la charte 2001-2010 et le diagnostic de territoire. Ils ont permis d'établir une analyse sans concession de la première décennie du Parc.

Ces documents ont reçu l'avis favorable du Comité de pilotage de la révision de charte le 29 mars 2011.

Synthétiquement, des pistes de progrès en émergent, qui sont à prendre en compte pour cette nouvelle Charte.

Sur le diagnostic de territoire :

Certaines évolutions du territoire, précédemment évoquées, pèsent comme des menaces pour l'avenir : la pression urbaine en zone de piémont et la déprise sur les autres secteurs demeurent des tendances lourdes, même si le Parc a, depuis son origine, mis en place des actions pour en limiter les effets. Ainsi, le projet de territoire 2013-2025 doit intégrer plus encore ces tendances et proposer des réponses misant davantage sur des logiques intercommunales et des dynamiques partenariales, les plus à même de croiser les enjeux sociétaux, écologiques et de viabilité économique.

Sur l'évaluation de la Charte :

Jeune structure, le syndicat mixte du Parc est identifié aujourd'hui comme un acteur majeur du développement local. L'évaluation de ses dix premières années d'action pointe toutefois des pistes d'amélioration qui lui permettraient de gagner en efficacité et en lisibilité sur le territoire. Au titre de ces améliorations potentielles peuvent être citées :

- une gouvernance interne qui renforce le rôle des délégués, notamment dans la définition des orientations du Parc et le relais des informations auprès des habitants,
- une gouvernance externe qui clarifie le rôle des structures de développement local et la place du Parc,
- la mise en place d'une politique d'évaluation digne d'un Parc,
- la déclinaison d'objectifs de protection et de développement plus «mesurables», à la fois dans le temps et dans l'espace,
- une intervention renforcée du Parc dans des domaines sur lesquels la Charte a une portée juridique : urbanisme, affichage publicitaire, maîtrise des pratiques de loisirs motorisés,
- un rôle renforcé d'expérimentation, sans perdre de vue la reproductibilité des actions et la nécessité d'un portage local.

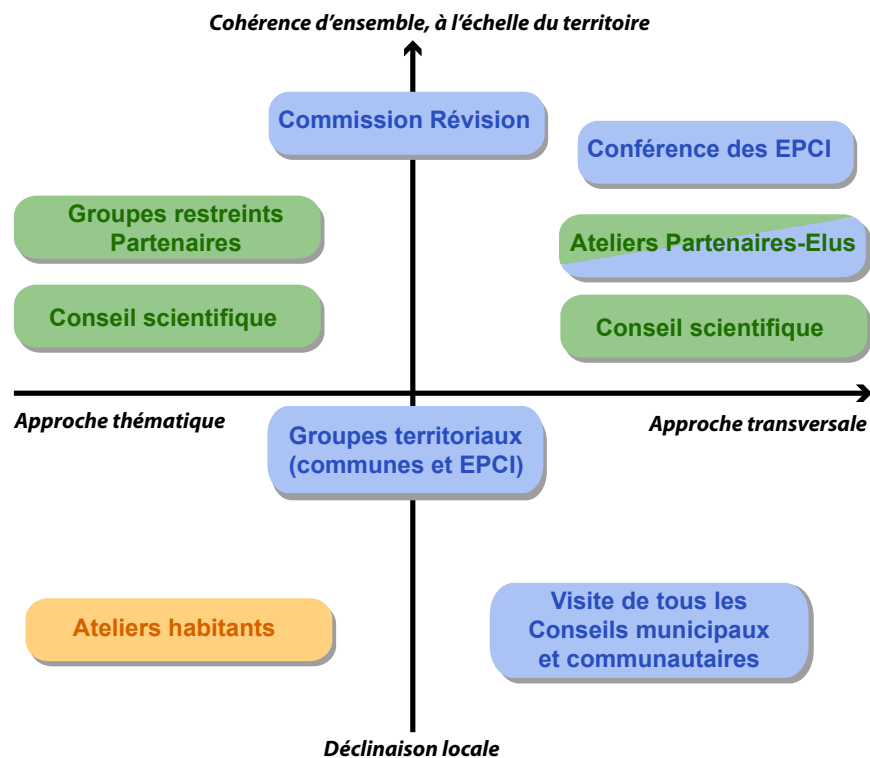
Un projet de territoire co-construit

La nouvelle Charte des Monts d'Ardèche s'est construite progressivement et collectivement depuis 2008, car ce projet de territoire sera mis en oeuvre par le Syndicat mixte du Parc et par l'ensemble des communes et communautés de communes, des partenaires techniques (chambres consulaires, syndicats de gestion, associations...), et au-delà par la société civile. Une démarche participative a donc été mise en place pour associer l'ensemble de ces acteurs à chaque étape de construction de l'avant-projet.

Les trois étapes clefs d'une construction concertée de l'avant-projet :

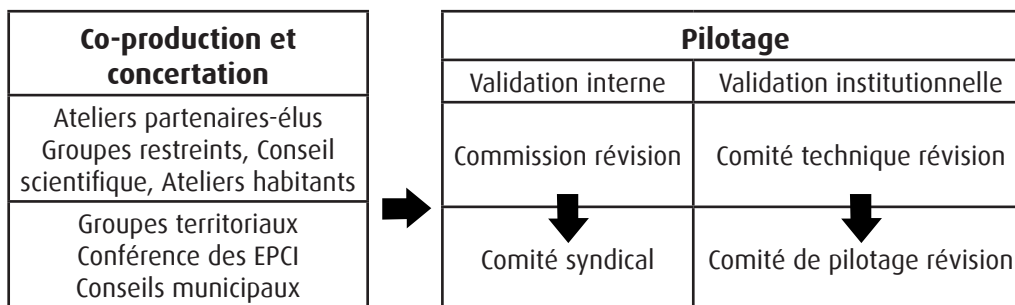
Diagnostic de territoire
+ Evaluation 2001-2010 > Les enjeux > Les orientations 2013-2025

Les espaces de la concertation :



	Espaces de concertation	Participants	Nombre total de réunions
Le syndicat mixte du PNR se déplace sur le territoire	Groupes territoriaux (10 secteurs géographiques rassemblant de 10 à 20 communes, de 1 à 3 EPCI)	Ensemble des Maires, délégués Parc et conseillers municipaux, Présidents de conseils communautaires	30
	Conseils municipaux et communautaires	Le Maire et son conseil municipal / le Président et son conseil communautaire	185
	Ateliers habitants	Habitants, associations	14
Les acteurs du territoire rassemblés à la Maison du Parc	Conférence annuelle des EPCI	Ensemble des Présidents et Directeurs d'EPCI, et techniciens volontaires	3
	Commission Révision	Elus du Bureau syndical	6
	Ateliers Partenaires-Elus	environ 120 partenaires techniques (chambres consulaires, syndicats de gestion, associations, socio-professionnels...) et institutionnels, élus volontaires	3 séries de 4 ateliers
	Groupes restreints partenaires	environ 10 partenaires techniques proches par groupes	15
	Conseil scientifique	Chercheurs, enseignants	6

Organisation de la gouvernance :



Les missions d'un Parc

L'article R. 333-1 du code de l'environnement définit les missions d'un Parc naturel régional en cinq points :

- protéger et gérer les patrimoines naturels, culturels et paysagers, à travers une gestion adaptée des milieux naturels et des paysages,
- contribuer à l'aménagement du territoire,
- contribuer au développement économique, social, culturel et à la qualité de la vie,
- assurer l'accueil, l'éducation et l'information des publics,
- mettre en oeuvre des actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus et contribuer à des programmes de recherche.

Ces missions déterminent les champs d'intervention des Parcs dont la philosophie d'action relève des textes fondateurs de la fin des années 1960 : être des espaces d'aménagement fin du territoire, cherchant à concilier développement et protection, fondant leur dynamique sur la valorisation de leurs patrimoines, agissant dans un partenariat large et diversifié, visant l'exemplarité dans leurs politiques et cherchant à transférer, vers d'autres territoires, les résultats des expérimentations engagées sur le terrain. Plus récemment se sont ajoutés les principes de recherche prospective et d'évaluation des politiques. C'est dans ces valeurs qu'il faut analyser l'originalité des Parcs naturels régionaux et rechercher ce qui les différencie des Parcs nationaux, des réserves naturelles ou des Pays (au sens de la loi de 1999 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire).

La portée juridique de la Charte

La Charte d'un Parc naturel régional a valeur de contrat. Elle détermine, pour douze ans, les orientations et actions de protection, de mise en valeur et de développement pour le territoire. Elle exprime la volonté des partenaires de travailler ensemble, sur des objectifs partagés, afin d'assurer un développement cohérent et concerté du territoire. Elle se traduit par des engagements des différents signataires, collectivités et Etat, à respecter ou faire respecter ces orientations et à tout faire pour les mettre en oeuvre, dans le respect de leurs compétences juridiques propres. Elle précise le(s) partenariat(s) à établir. Elle s'inscrit dans la poursuite des documents stratégiques promus ou signés par les gouvernements français en faveur du développement durable, de la préservation de la biodiversité (Charte nationale de l'environnement, Stratégie nationale pour la biodiversité...) et de la protection des patrimoines culturels.

L'adhésion à une Charte de Parc ne se réduit pas à un simple engagement moral. Elle relève d'abord d'un acte libre et réfléchi, puis de la conviction de devoir dépasser l'échelle de la commune ou de l'intercommunalité pour répondre à des enjeux de territoire.

La loi confère à la Charte du Parc une portée juridique qui se traduit à différents niveaux :

- **les documents d'urbanisme** (Carte communale, Plan Local d'Urbanisme, Schéma de Cohérence Territoriale) doivent être compatibles, ou rendus compatibles (dans un délai de trois ans), avec les orientations et les mesures de la Charte du Parc (articles L 333-1 et R 333-13 du Code de l'Environnement),

- **la publicité** dans les agglomérations est interdite sauf instauration de zones de publicité restreinte (article L 581-8 du Code de l'Environnement),

- **la circulation des véhicules à moteur** doit faire l'objet de règles communales sur les voies ouvertes à la circulation (chemins ruraux...), dont le principe est précisé dans un article ad hoc de la Charte (article L 362-1 du Code de l'Environnement),

- le Parc a capacité à ester en justice et à exercer des droits reconnus à la partie civile pour des faits constatés portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts qu'il a pour objet de défendre et constituant une infraction aux dispositions législatives relatives à la protection de la nature et de l'environnement, à l'amélioration du cadre de vie, à la protection de l'eau, de l'air, des sols, des sites et des paysages, à l'urbanisation, ou ayant pour objet la lutte contre les pollutions et les nuisances (article L 132-1 du Code de l'Environnement).

Les dispositions énoncées par la présente charte ne sauraient avoir pour conséquence d'entraver ou de limiter la réalisation des activités, installations ou travaux répondant à un impératif de défense nationale (article L.1142-1 du code de la Défense).

Enfin la Charte sert de cadre de référence au Parc pour établir les avis pour lesquels il est obligatoirement saisi, notamment pour les aménagements, ouvrages ou travaux envisagés sur son territoire et soumis à étude ou notice d'impact, ou pour les manifestations sportives ou publiques en milieu naturel (article R 244-15 du Code de l'Environnement).

Les différents documents de la Charte et leur articulation

La Charte se compose :

- d'un **rapport de charte**, qui se décline en vocations, orientations et mesures. Pour chacune des mesures, il précise les rôles et engagements du Syndicat mixte du Parc, des signataires de la Charte (Etat, Régions, Départements, communes et communautés de communes) et des partenaires. Il renvoie pour certaines mesures au plan de Parc,

- d'un **plan de Parc**, qui constitue la traduction spatiale des orientations et mesures contenues dans le rapport. Cartographié au 1/100 000^{ème}, il délimite, en fonction des patrimoines, les différentes zones à enjeux où s'appliquent les politiques du Parc,

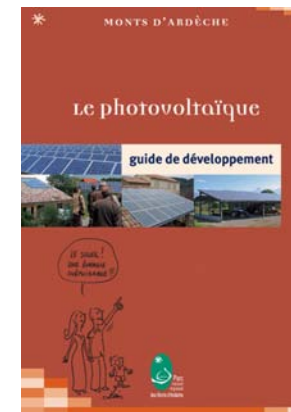
- des **annexes**, qui comprennent :

- 1 - la liste des communes du périmètre d'étude,
- 2 - la liste des collectivités (communes, établissements publics de coopération intercommunale) ayant approuvé la Charte,
- 3 - les statuts révisés du Syndicat mixte du Parc et l'emblème du Parc assorti de sa signification,
- 4 - l'organigramme de l'équipe du Parc, qui doit faire la démonstration de sa pertinence tant en termes de moyens humains que de compétences pour mener à bien la tâche prévue,
- 5 - le budget prévisionnel à 3 ans en fonctionnement, permettant de s'assurer des moyens du Syndicat pour engager son nouveau projet,
- 6 - un programme triennal dégagant les priorités d'intervention,
- 7 - les conclusions de l'enquête publique,
- 8 - la charte signalétique du Parc des Monts d'Ardèche,
- 9 - l'inventaire des mesures de gestion des pratiques de loisirs motorisés (cartographie),
- 10 - le guide du développement éolien dans les Monts d'Ardèche (qui sera complété sur les nouvelles communes du futur périmètre dans la première année de mise en oeuvre de la Charte),
- 11 - le guide du développement de l'énergie photovoltaïque dans les Monts d'Ardèche,
- 12 - les cahiers de recommandations architecturales et paysagères (qui

seront complétés sur les nouvelles communes du futur périmètre dans la première année de mise en oeuvre de la Charte).

13 - les entités paysagères : illustration des éléments structurants, des dynamiques et objectifs.

14 - la qualité des rivières : objectifs par cours d'eau, en rapport avec les SDAGE.



Guide du développement photovoltaïque



Guide du développement éolien



Cahiers de recommandations architecturales et paysagères

Le rôle du syndicat mixte du Parc réaffirmé

Incitateur et coordinateur

Avec cette deuxième Charte, le syndicat mixte du Parc entend faire reconnaître son rôle spécifique auprès des différents acteurs et qui se définit comme «**incitateur et coordinateur**» :

- il structure l'intervention territoriale autour d'objectifs communs : il est le **garant de la cohérence** entre acteurs et actions, aux regards des enjeux locaux et territoriaux ;
- il **fédère et coordonne** les parties prenantes au projet de territoire (signataires, partenaires actuels et potentiels) ;
- il est **médiateur**.

Le Syndicat mixte du Parc a donc principalement vocation à **agir dans le cadre de la concertation** et à user de sa capacité à convaincre pour rechercher les consensus locaux. Ce positionnement spécifique est légitimé par sa capacité à :

- mener une approche transversale des enjeux, qui lui permet de proposer à ses partenaires des pistes de réponses globales, originales, innovantes ou expérimentales,
- donner à la notion de «territoire des Monts d'Ardèche» qu'il incarne, tout son sens et sa pertinence,
- s'interroger, se renouveler, se remettre en question, en portant une attention particulière aux initiatives des collectivités et des habitants.

En conséquence, le Syndicat mixte du Parc entend être un partenaire prioritaire dans l'élaboration de politiques infra et extra territoriales portant sur les thématiques de la Charte. Il est investi par les partenaires pour produire des avis et recommandations, de sorte à être le garant de la cohérence territoriale, des spécificités des Monts d'Ardèche et des intérêts de leurs habitants.

Concrètement, le Parc se positionne sur :

- **l'appui en ingénierie** : s'affirmant comme structure de conseil et de mutualisation des expériences, il accompagne l'élaboration et la mise en œuvre

de stratégies locales et de projets, qu'ils soient portés par les collectivités territoriales, les groupements intercommunaux (communautés de communes, CDDRA), ou encore par d'autres types de structures (chambre consulaires, syndicats de gestion, associations, établissements publics, etc.). Le Parc n'a pas vocation à porter des projets en se substituant à d'autres structures plus légitimes à agir. Les projets qu'il accompagne doivent répondre aux objectifs de la Charte, présenter un caractère exemplaire et privilégier le partenariat,

- **la maîtrise d'ouvrage** : s'affirmant comme structure d'expérimentation et de diffusion des savoirs et savoir-faire, il assure une maîtrise d'ouvrage pour des projets à caractère expérimental, ainsi que pour des programmes concernant la totalité ou une grande partie de son territoire (élaboration et suivi de schémas de développement, mise en œuvre de politiques de sensibilisation, développement de la marque «Parc naturel régional», etc.),

- **l'aide à l'émergence de projets** : s'affirmant comme structure d'accompagnement technique qui aide au montage de projets, il participe aussi à la recherche de financements.

Enfin, le Syndicat mixte du Parc assure la **gestion de la marque «Parc naturel régional des Monts d'Ardèche»** par délégation du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire.

Le Syndicat mixte du Parc n'a pas vocation à se substituer, en terme de maîtrise d'ouvrage, aux collectivités qui le composent, et aux différents syndicats de gestion présents sur son territoire, sauf à considérer que c'est à son échelle que la mise en œuvre d'une politique est la plus pertinente.

Dans la perspective d'une **mise en œuvre partagée du projet de territoire**, il est important que l'ensemble des actions soient pensées et menées de façon exigeante et conforme aux objectifs fixés mutuellement dans la Charte. Il en va de l'efficacité, de la crédibilité et de la pérennité de «l'outil Parc» dont chacun a la responsabilité. Pour clarifier l'intervention complémentaire des parties prenantes au projet de territoire, la Charte précise pour chaque mesure les engagements du Syndicat Mixte du Parc, ceux des signataires (Etat, Régions, Départements, communes et communautés de communes) et le rôle des partenaires (chambres consulaires, CDDRA, syndicats de gestion, associations, etc.).

Fédérateur des acteurs et des territoires

> La mise en réseau et le partage d'expériences entre acteurs du territoire.

La force d'action du territoire repose sur l'ensemble de ses acteurs. Dans chaque domaine d'intervention, il est important pour le syndicat mixte du Parc de :

- s'appuyer sur le dynamisme des acteurs locaux pour porter et défendre le projet de territoire : élus locaux, mais aussi acteurs institutionnels, économiques, associatifs et habitants. L'objectif est de s'appuyer sur les réseaux existants (par exemple le réseau des Partenaires éducatifs), à renforcer ou à créer ; de mobiliser et de « réactualiser » aussi certains partenariats ; enfin de mieux utiliser et valoriser le travail réalisé par chacun des acteurs impliqués sur le territoire,
- formaliser des partenariats sous forme de conventions pluriannuelles, avec les chambres consulaires et les partenaires associatifs,
- s'appuyer sur des relais locaux, ce qui est une garantie de cohérence, d'efficacité et de pérennisation de l'action.

Dans cette optique, des réflexes d'information et de communication (descendante et ascendante) sont à créer ou renforcer, notamment pour encourager les acteurs locaux à participer activement à la mise en oeuvre de la Charte. Cela passe par une centralisation des informations, la réalisation de «porter à connaissance», l'organisation de rencontres régulières (se référer également au paragraphe relatif à la gouvernance).

> L'ouverture et la coopération au service des territoires

Face aux enjeux contextuels qui sont aujourd'hui des urgences aux niveaux national et international, notamment l'atténuation des changements climatiques, la lutte contre l'érosion de la biodiversité, et face à la précarisation sociale et économique des territoires ruraux, le Parc doit développer son action dans un esprit de solidarité (intra et extra-territoriale), de partage de la connaissance et de transfert des expériences.

Ainsi, pour enrichir sa réflexion, ses références et nourrir sa mission de prospective, le Parc doit faire de la coopération une de ses modalités d'action renforcées. Il fait déjà partie de réseaux (IPAMAC, Réseau des parcs et espaces remarquables de Rhône-Alpes, Fédération des Parcs naturels régionaux de France). Il s'agira de

consolider les échanges avec les réseaux actuels et de renforcer les échanges avec d'autres territoires.

D'autre part, la vie économique, sociale et culturelle des Monts d'Ardèche est liée pour partie aux bassins de vie limitrophes (bassins de Valence, Montélimar, le Puy en Velay, voire Alès). Vis-à-vis de ces pôles urbains, le Parc offre également des espaces de loisirs, de détente et de ressourcement. Il s'agit donc de favoriser l'émergence de projets communs avec ces territoires voisins et notamment les villes-portes (Aubenas et Privas) dans des domaines tels que la culture, l'éducation à l'environnement, la sensibilisation au développement durable, l'information touristique, les transports et déplacements, l'énergie, la trame verte et bleue... Cet objectif se concrétisera à travers la signature de conventions de partenariat.

Des compétences techniques adaptées aux nouvelles priorités de la Charte 2013-2025

Le Syndicat mixte des Monts d'Ardèche met à disposition du territoire une équipe qualifiée et pluridisciplinaire. Capable d'intégrer dans son action les dimensions environnementale, économique, sociale et culturelle, elle est garante d'une approche transversale et «durable» permettant d'enrichir et de consolider les projets qu'elle porte ou qu'elle accompagne.

Au regard des nouvelles priorités de la Charte 2013-2025 et des modes d'intervention envisagés, les missions et domaines de compétence de l'équipe technique (organigramme, évolution de certains postes, formations, etc.) seront organisés.

Une attention permanente d'articulation des politiques publiques locales

Considérant l'ensemble des acteurs et institutionnels intervenant sur le territoire des Monts d'Ardèche, les objectifs généraux visent à :

- affirmer le Parc comme un outil de mise en oeuvre des politiques régionales et départementales de développement et d'aménagement du territoire. Dans cette logique, la Charte du Parc tient compte des documents stratégiques et de cadrage à plus grande échelle (Plan régional

de l'agriculture durable, Plan pluriannuel régional de développement forestier, Schémas régionaux éoliens de Rhône-Alpes et d'Auvergne, Schéma régional du Climat, de l'air et de l'Energie, Schéma régional de cohérence écologiques...),

- affirmer la Charte comme le Projet de territoire pour l'ensemble des acteurs, CDDRA, communautés de communes, communes, syndicats de gestion...
- organiser des échanges réguliers entre le Parc naturel régional, les CDDRA et les principales institutions disposant de pouvoirs financiers et/ou réglementaires,
- impliquer les principaux partenaires (institutionnels et financeurs) dans l'utilisation d'outils communs au service d'une intelligence territoriale (suivi de l'évolution du territoire, prospective),
- mobiliser les signataires de la charte pour sa mise en oeuvre, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Cette articulation des politiques se traduit notamment par une consolidation et une formalisation du cadre partenarial.

Un partenariat renforcé avec les Contrats territoriaux

Le périmètre de révision du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche est couvert par :

- le CDRA Valence Drôme Ardèche Centre, couvrant 60 communes du Parc,
- le CDRA Ardèche Verte, couvrant 3 communes du Parc,
- le Pays Ardèche Méridionale, couvrant 90 communes du Parc,
- Le Pays du Velay, couvrant 12 communes du Parc.

Historiquement, la première Charte du Parc a été élaborée avant la finalisation des chartes respectives des premiers contrats territoriaux. Les élus de ces syndicats ont cependant souhaité accentuer le rapprochement de leurs objectifs et de leurs actions.

Dans cette nouvelle charte, les enjeux identifiés sur le territoire commun sont partagés par l'ensemble des Contrats territoriaux qui adhèrent aux objectifs énoncés. Ils sont de fait identifiés comme partenaires potentiels sur l'ensemble des orientations et mesures de la Charte du Parc. Par ailleurs ils s'engagent à faire référence dans leurs chartes respectives à chacune des orientations et mesures du Parc naturel régional.

Ainsi, les cinq territoires de projet ont souhaité harmoniser et mutualiser les objectifs et moyens à mettre en oeuvre à long terme. Les Contrats territoriaux devront tenir compte de la charte du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche, selon les objectifs identifiés par la loi de juillet 2003 qui stipule que : « l'organisme de gestion du Parc assure la cohérence et la coordination des actions menées au titre du Pays et qui relèvent des missions du Parc sur le territoire commun ». Les domaines d'intervention respectifs du Parc et des Contrats territoriaux sont fixés, dans le cadre

de leurs missions et des lois en vigueur, par une convention d'articulation entre les cinq organismes. Cette convention, actualisée selon les besoins, confirme le principe général et la politique de partenariat étroit.

En terme de gouvernance, les commissions mixtes chargées de suivre cette articulation regrouperont l'ensemble des contrats territoriaux. Le Parc sera garant de la cohérence des actions entre les Contrats territoriaux sur son territoire.

Une coopération formalisée avec les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre et les villes-portes

Le Parc souhaite renforcer sa relation aux Communautés de communes, Communautés d'agglomération et aux villes portes, et lui donner un caractère plus opérationnel. Il propose un outil : le Plan de coopération. Il est élaboré conjointement avec les EPCI à fiscalité propre et les villes portes volontaires. Il se traduit par un programme d'actions communes sur une à trois années.

Dans le cadre de ce partenariat, le Parc s'engage sur un apport à la fois stratégique, technique et financier.

Réciproquement, les EPCI et les villes portes partenaires s'engagent à être les relais de l'action du Parc.

Ce processus permet également au Parc naturel régional de renforcer la lisibilité de son action grâce à une feuille de route conjointement élaborée avec la collectivité partenaire, et de compléter sa démarche d'évaluation par un bilan annuel de chaque Plan de coopération.

Gouvernance et appropriation du projet de territoire

Une gouvernance qui évolue en faveur de la cohérence et de la cohésion territoriale

Le Parc prend en compte dans ses instances décisionnelles le nouveau paysage institutionnel : les Monts d'Ardèche (périmètre d'étude) sont aujourd'hui couverts par 20 Communautés de communes qui sont un échelon opérationnel déterminant de l'intervention territoriale. Leurs compétences font d'elles des interlocutrices et des partenaires techniques incontournables du Syndicat mixte. Le Parc des Monts d'Ardèche souhaite ainsi intégrer ces changements et ouvrir son comité et son

bureau syndical aux représentants des Communautés de communes, aux côtés des communes.

De plus, dans le cadre de la Charte 2013-2025 le Parc entend développer des **dispositifs participatifs et rencontres annuelles**, réunissant régulièrement :

- **l'ensemble des maires et présidents de Communautés de communes, et les élus de leurs conseils respectifs**, dans le cadre de Groupes territoriaux.

Pour être au plus près des élus et couvrir l'ensemble du territoire, le Parc a initié dans le cadre de la révision des «Groupes territoriaux». Ces temps réguliers d'information et de consultation des élus (accompagnés des conseils municipaux et communautaires), seront renouvelés tout au long de la vie du Parc pour devenir de véritables « **Rendez-vous des élus du Parc** ». La Charte entend aussi poursuivre les **Conférences annuelles des EPCI**, moments d'information et d'échange permettant de consolider la relation Parc – EPCI, de diffuser plus largement le projet du Parc et de faire évoluer l'action du Parc en concertation avec ces interlocuteurs,

- **les délégués communaux et intercommunaux**, qui constituent la principale courroie de transmission entre le syndicat mixte et les collectivités locales, et qui sont aussi les premiers « relais » du Parc auprès de la population. La Charte prévoit des rencontres annuelles entre délégués permettant des temps d'échange, d'information et de formation pour les «outiller» davantage dans leur mission,

- **les organismes partenaires et élus** seront réunis dans le cadre **d'Assises du territoire**, envisagées comme temps d'information et d'échange sur la vie globale du territoire et sur les expériences les plus concluantes (partage et bilan des connaissances, veille territoriale). Elus (représentant les échelons communaux et intercommunaux), partenaires (actuels et potentiels) et villes-portes pourront ainsi échanger et croiser leurs visions du territoire et de ses évolutions. Ils seront accompagnés par les techniciens du Parc et par des représentants du Conseil Scientifique. Cette forme de rencontre est retenue pour décloisonner les acteurs, ne pas multiplier les niveaux de réflexion, limiter la perte d'information et bien articuler le travail du Parc avec celui de ses partenaires. Ce rendez-vous est prévu en moyenne tous les trois ans,

- **des commissions stratégiques thématiques** réunissent deux à trois fois par an un groupe d'élus et de techniciens du Parc, en conviant des personnes ressources (partenaires, élus, représentants socio-professionnels...). Leur rôle est d'alimenter le débat et la réflexion du Parc sur certaines thématiques, avec

une vision transversale des enjeux. Au regard des divers outils d'observation et d'évaluation disponibles, elles définissent des orientations stratégiques et le cadre de leur mise en oeuvre, en lien avec les outils et programmes d'actions Leader, PSADER et Plan Pastoral Territorial. Ces commissions apportent les éléments d'aide à la décision au Bureau syndical et contribuent à la construction et à l'évaluation des programmes d'action du syndicat mixte du Parc.

Enfin, dans le cadre de sa mission d'expérimentation, le syndicat mixte du Parc travaillera sur **l'implication de la sphère citoyenne** (habitants, collectifs, associations), notamment par la mise en place de démarches participatives. Cette expérimentation portera par exemple sur des questions et projets d'urbanisme, d'énergie, de culture, d'accueil.... Elle sera menée avec des collectivités volontaires, appuyées dans leur démarche par le syndicat mixte du Parc.

L'ensemble de ces dispositifs permettent au Parc, au-delà de son travail quotidien sur le terrain, de jouer un de ses rôles fondamentaux : instaurer un dialogue entre les politiques de droit commun et ses actions, ainsi qu'entre les différents acteurs (élus, professionnels, particuliers, etc.), qu'ils soient décideurs ou bénéficiaires, habitant ou non le territoire.

Une meilleure information et sensibilisation pour favoriser l'implication des acteurs

« Convaincre plutôt que contraindre » est un des fondements de l'intervention d'un Parc. L'appropriation de la Charte par les différents acteurs du territoire, et leur implication dans sa mise en oeuvre, dépendent de deux facteurs :

- une meilleure connaissance du territoire et de ses mutations,
- une meilleure compréhension des actions du Parc.

Dans sa deuxième charte, le Parc des Monts d'Ardèche entend ainsi renforcer sa mission d'information, de communication, de sensibilisation, d'éducation au territoire, notamment auprès des élus qui représentent la première «force d'action». Par ailleurs, si les élus et délégués sont les relais actuels du Parc, la nouvelle Charte entend ouvrir cette fonction « d'ambassadeur » aux publics habitants et professionnels.

Production et partage de la connaissance

Une mission réaffirmée d'amélioration, d'organisation et de suivi de la connaissance.

Pour mieux décider et agir, la première étape est de mieux connaître et comprendre le territoire et ses évolutions, ses patrimoines et ses potentiels de développement. Les outils de connaissance existants (observatoires, diagnostic de territoire et diagnostics thématiques divers...) seront avant tout mobilisés et si besoin complétés par des campagnes spécifiques. L'objectif est de nourrir la décision politique sur le territoire, de mieux cibler les actions et de pouvoir les évaluer sur la base de données tangibles. L'ensemble des orientations de cette Charte comporte ainsi un volet consacré à l'amélioration, à l'organisation et au partage de la connaissance.

Un Conseil scientifique acteur et contributeur.

Le Conseil scientifique, composé de représentants des sciences de la vie et de la terre et des sciences humaines, a été créé dès 1995 pour participer à la création du Parc. Il constitue aujourd'hui un appui précieux pour le Parc, tant au niveau stratégique qu'au niveau opérationnel, notamment pour :

- **apporter de l'expertise** : le Conseil scientifique mobilise les acquis de la recherche et apporte son avis sur les projets de recherches et d'expérimentation (pilotes ou accompagnés par le syndicat mixte du Parc, en relation avec le milieu universitaire), ainsi que sur les projets de stages commandés par le Parc,
- **contribuer aux démarches d'évaluation** : le Conseil scientifique aide à la définition des indicateurs qui viendront alimenter le référentiel évaluatif,
- **contribuer aux démarches de prospective**, en relation avec les travaux de la Fédération des Parcs naturels régionaux de France et du Conseil d'Orientation, Recherche et Prospective (CORP),
- **contribuer aux démarches pédagogiques** : le Conseil scientifique travaille au côté du Parc sur la transmission des savoirs, notamment en donnant son avis sur les projets d'expositions et de publications, ou encore par la valorisation des productions du Conseil Scientifique.

Un partenariat renforcé avec le milieu de la recherche.

L'objectif visé est de faire évoluer la démarche de partenariat entre le Parc et le milieu universitaire : il s'agit de définir et cadrer une stratégie globale de recherche, considérant les caractéristiques, les dynamiques et les besoins des Monts d'Ardèche. Une attention particulière sera portée sur la structuration d'un partenariat durable

dans les domaines de la gestion de l'espace et des modes d'habiter.

Un dispositif d'évaluation en continu, au service de la Charte, des élus et des partenaires

Les objectifs d'une évaluation en continu

Le dispositif d'évaluation répond à trois objectifs majeurs :

- offrir un **outil de pilotage** : outil d'aide à la réflexion stratégique et au réajustement des priorités du Parc et des programmes d'actions,
- **impliquer davantage les acteurs** à la mise en œuvre du projet de territoire et à son évaluation,
- mieux **communiquer sur les actions** du syndicat mixte du Parc et de ses partenaires, **donner une lisibilité à l'intervention territoriale.**

Les temps de l'évaluation et les livrables

Trois temps d'évaluation	tous les ans	la sixième année	à l'issue de la Charte, en vue de son renouvellement
Livrables	Bilan d'activité	Evaluation à mi-parcours	Evaluation finale
... construits à partir de...	référentiel évaluatif défini pour chaque programme d'actions	référentiel évaluatif global (défini dans la Charte pour chaque mesure)	

Les modalités d'évaluation

L'évaluation en continu sera fondée sur deux démarches indissociables :

1 - Le suivi de la mise en oeuvre de la Charte

Il s'agit précisément du suivi des actions du syndicat mixte du Parc et de la mobilisation des acteurs concernés par la mise en oeuvre de la Charte. La formalisation de ce suivi se traduit par deux types de référentiels évaluatifs :

1.1 - Un référentiel évaluatif global :

Pour chaque mesure de la Charte, des **indicateurs de réalisation et de résultats** sont précisés. Ils serviront aux évaluations à mi-parcours et finale. Ces indicateurs sont prévisionnels : il seront précisés et affinés

(source, périodicité...) dans le cadre d'un travail concerté, à mener dès la première année de la Charte. Le suivi de ces indicateurs est rendu possible notamment grâce aux différents tableaux de bords annoncés dans le contenu des mesures (exemples : observatoire de la biodiversité, observatoire des patrimoines culturels...), ainsi que des enquêtes.

1.2 - Des référentiels évaluatifs par programmes d'actions :

Ces référentiels seront à construire annuellement, permettant le choix d'indicateurs adaptés à chaque projet et action, et **définis de façon concertée** avec les signataires et partenaires concernés (y compris le Conseil scientifique). Ces référentiels comprendront des **indicateurs de réalisation** (mise en œuvre effective des actions, animation...) et des **indicateurs de résultat**, comme par exemple :

- la « **plus-value** » **du Parc** (qualité des projets au regard du développement durable, innovation, expérimentation, transférabilité sur le territoire et en dehors, dynamique des réseaux...),
- la **transversalité** (dans les méthodes de travail et l'organisation des partenariats, mobilisation de différentes échelles territoriales et articulation entre les stratégies...),
- le **mode de gouvernance** (comités de pilotage, association des partenaires, médiation...),
- l'**atteinte des publics cibles** (nombre de personnes mobilisées, diversité des publics...).

2 - l'observation des mutations du territoire et la production de prospective. Ce suivi est réalisé sur la base d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs d'évolution du territoire, qui seront nourris par les différents diagnostics thématiques, études et enquêtes qualitatives, veilles territoriales, interview d'acteurs... réalisés au cours de la vie de la Charte.

Le croisement de l'ensemble de ces démarches permettra d'évaluer les effets de la mise en œuvre de la Charte sur l'évolution du territoire.

Par ailleurs, le Parc veillera à garantir la **cohérence entre les référentiels et outils d'évaluation** utilisés par les différents partenaires et territoires de projet.

Un dispositif participatif

Un des principes fondamentaux de ce dispositif est l'**implication des parties prenantes de la Charte** dans la démarche d'évaluation. Il repose ainsi sur le partenariat.

Le syndicat mixte du Parc mène alors un travail de **coordination** visant à :

- s'assurer de l'appropriation du dispositif par les élus et les acteurs associés,
- impliquer élus, partenaires, conseil scientifique, ainsi que différents ambassadeurs du Parc dans la définition des objectifs et priorités d'une démarche évaluative, dans la définition de la méthode (publics à impliquer, choix d'une évaluation participative ou pas...) et dans la définition des référentiels d'évaluation (choix des indicateurs par projets et actions),
- accompagner les acteurs du territoire dans le montage de projets intégrant la démarche d'évaluation.

Les partenaires associés contribuent :

- au fonctionnement et à la pérennisation du dispositif d'évaluation,
- à la collecte et au partage des données relevant de leur champ de compétences,
- en intégrant dans leur montage de projet la démarche d'évaluation.

D'autres partenariats sont à citer dans le cadre du dispositif d'évaluation. Le syndicat mixte des Monts d'Ardèche participe en effet :

- au réseau de la Fédération des Parcs naturels régionaux de France,
- au réseau des Parcs naturels régionaux de Rhône-Alpes
- au réseau des Parcs naturels régionaux du Massif Central.

Ces partenariats lui permettront, d'une part, d'enrichir sa propre démarche d'évaluation en continu, d'autre part, de contribuer à l'évolution et à l'adaptation des systèmes d'évaluation des Parcs et des politiques publiques territoriales en général.

La gouvernance de l'évaluation

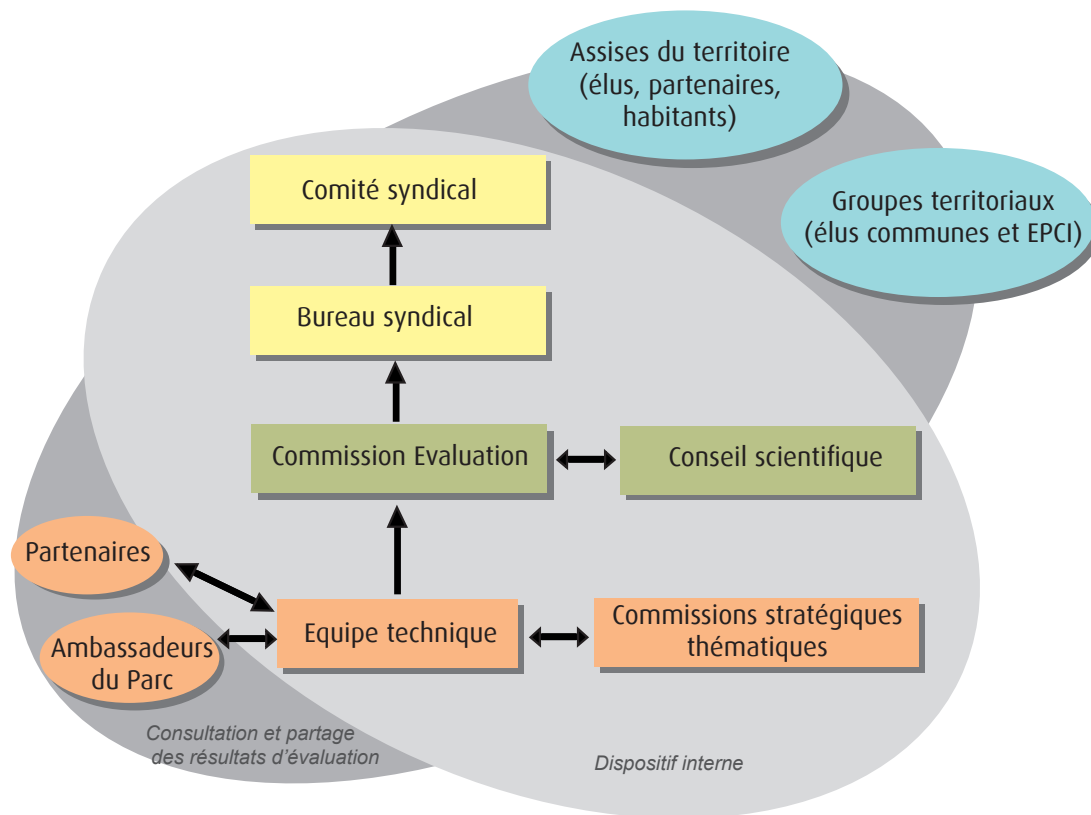
Elle repose sur :

- une **Commission stratégique « Evaluation »**, composée d'élus et de techniciens, mobilisée pour mener un travail d'analyse et de jugement évaluatif, sur la base des éléments fournis par l'équipe technique du syndicat mixte et/ou les différentes commissions thématiques existantes. Elle prépare les éléments évaluatifs soumis au Bureau syndical,

- le **Bureau syndical** : il valide les différents livrables d'évaluation et participe à la diffusion des résultats d'évaluation. Il s'appuie sur les résultats d'évaluation pour ajuster et réorienter l'action du Parc, notamment dans le cadre des programmes d'actions.

La gouvernance de l'évaluation s'appuie également sur le dispositif de gouvernance général du Parc : les **Groupes territoriaux** (tous les ans) et les **Assises du territoire** (tous les trois ans) permettent d'échanger sur le bilan de la mise en œuvre de la Charte, sur l'évolution du territoire et sur les perspectives.

Gouvernance du dispositif d'évaluation



Un dispositif communicant

L'objectif est d'assurer la diffusion la plus large possible des résultats d'évaluation et des conclusions qui en seront tirées, auprès de l'ensemble des signataires de la Charte, ainsi que des partenaires associés.

Les résultats d'évaluation permettront d'alimenter :

- les «porter à connaissance» mis à disposition des collectivités par le syndicat mixte du Parc,
- les débats, réflexions et actions collectives portés ou accompagnés par le syndicat mixte du Parc,
- les actions d'information, de sensibilisation et de formation menées ou accompagnées par le syndicat mixte du Parc.



La stratégie de la Charte se décline à travers trois éléments majeurs :

- **Des valeurs fondatrices**, qui fixent «l'état d'esprit» général de la Charte. Elles répondent à la fois à des «aspirations de sens», ainsi qu'à la façon d'appréhender toute action susceptible d'être mise en oeuvre ou soutenues par le Parc.
- **Des vocations**, qui définissent les choix stratégiques du Parc dans ses domaines d'intervention, à savoir la préservation des patrimoines, le développement socio-économique et la valorisation culturelle et éducative. Ces vocations sont déclinées, en fonction des thématiques, en orientations.
- **Une approche territorialisée**. Avec pour objectif de proposer des modes de faire opérationnels, la présente Charte s'appuie sur trois secteurs distincts et complémentaires.

Six valeurs fondatrices, gage d'un développement durable omniprésent

Les acteurs des Monts d'Ardèche réaffirment leur désir de porter ensemble un projet de territoire. Ce projet est avant tout qualitatif, conciliant développement et préservation. Les valeurs suivantes déterminent l'esprit et la façon d'agir pour et sur l'ensemble du territoire. Elles fondent enfin la transversalité du projet de territoire.

Etre responsable

La Charte ouvre les consciences : élus, habitants, professionnels, tous ont une responsabilité pour la préservation des patrimoines d'aujourd'hui et de demain ; tous peuvent œuvrer à la fois pour le développement de leur territoire et la préservation de ses qualités. Habiter, travailler, se déplacer, se divertir, toutes nos actions ont des impacts que nous pouvons et devons maîtriser. Ce projet ne « culpabilise » pas, il propose de « faire autrement », en ayant conscience des enjeux locaux et planétaires.

Produire durablement

Ce projet cultive une fierté, un autre regard sur le territoire, en affirmant sa valeur productive : il fait de ses potentiels patrimoniaux, culturels et écologiques, ainsi que de ses savoir-faire agricoles, artisanaux et industriels, des atouts de développement. Il est en effet illusoire de vouloir concurrencer des productions de masse alors que le territoire offre la possibilité d'une autre forme de développement, plus qualitative et qui révèle ses richesses.

Etre solidaire

Le projet est construit autour d'une action qui n'a de sens que si elle est menée collectivement, fondée sur la solidarité des territoires et des hommes. Cette action est pensée au service des besoins locaux, tout en contribuant aux efforts nationaux et internationaux sur les défis actuels sociaux et environnementaux. Cette solidarité repose sur une gouvernance adaptée, qui ne soit pas un consensus mou mais bien un travail commun autour des questions d'intérêt général.

Etre accueillant

Ce projet vise avant tout la qualité de vie sur les Monts d'Ardèche. Il doit tenir compte du contexte où les territoires ruraux changent leurs rapports aux territoires urbains et ont une attractivité de plus en plus forte, aux impacts parfois mal maîtrisés et mal répartis. Un territoire est accueillant quand il répond aux attentes des habitants : pouvoir habiter et travailler sur les Monts d'Ardèche, avoir accès à des services de qualité, bénéficier d'un contexte favorisant le lien social et d'un cadre de vie de qualité.

Etre ouvert

Le projet place les Monts d'Ardèche dans leur grand contexte régional : les échanges avec les territoires voisins sont vitaux, leurs fonctionnements écologiques et socio-économiques sont interdépendants. S'ouvrir aux échelles extra-régionales et extra-nationales, c'est aussi cultiver l'échange d'expériences, permettant au territoire de se ressourcer, d'enrichir ses réflexions, ses actions et d'alimenter sa mission de prospective. Cette ouverture doit aussi se porter vers les centres de recherche, avec lesquels des partenariats forts sont indispensables.

Etre innovant et imaginatif

La Charte formalise l'ambition et l'audace d'un territoire à ouvrir des voies que d'autres n'osent pas prendre. C'est le propre d'un Parc : concrétiser sur le territoire un projet de société, accompagner voire anticiper les changements socio-économiques, oser imaginer et expérimenter d'autres façons d'habiter, de produire et de vivre ensemble. Le Parc doit ainsi s'engager sur des alternatives de développement qui tirent parti des spécificités culturelles et patrimoniales des Monts d'Ardèche. Enfin, l'innovation doit s'envisager sous toutes ses formes : elle n'apparaît pas seulement à travers une technique, un outil ou un produit nouveau, elle n'est pas toujours visible dans l'immédiat, elle peut aussi s'envisager à travers une somme d'actions contribuant à l'évolution des consciences et des comportements.

Trois vocations, gage d'une profonde ambition

Un territoire remarquable à préserver

Nous avons la chance de vivre sur un territoire dont la qualité et la diversité des patrimoines naturels, culturels et paysagers demeurent relativement bien préservées. Les Monts d'Ardèche se distinguent notamment par leurs espaces naturels, zones humides, forêts anciennes, milieux agro-pastoraux... qui représentent près de 26000 hectares et abritent des espèces à forte valeur patrimoniale, rares ou menacée (chiroptères, micro-mammifères, rapaces...). Ces réservoirs de biodiversité et quelques 3000 kilomètres de cours d'eau participent aux continuités écologiques à l'échelle régionale et nationale.

Les Monts d'Ardèche, ce sont aussi des paysages uniques et remarquables de terrasses, des sites géologiques exceptionnels, des patrimoines bâtis innombrables, issus notamment des savoir-faire agricoles, d'une histoire religieuse complexe et d'une culture industrielle rare pour un territoire rural.

Néanmoins, la vigilance et les efforts de maintien, de gestion et de valorisation de ces patrimoines restent des enjeux forts pour cette nouvelle charte. En effet, les dynamiques locales socio-économiques conduisent parfois à une consommation excessive des ressources (eau, foncier agricole, espaces naturels...), ou tendent à délaisser certains secteurs du territoire, conduisant à l'abandon et à la dégradation d'éléments patrimoniaux emblématiques (sites de terrasses, anciens moulinages...). Au-delà des dynamiques locales, il est urgent aujourd'hui de tenir compte du contexte général d'érosion de la biodiversité et des ressources au niveau mondial, ainsi que du changement climatique dont les conséquences sont déjà observables localement (durant la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, augmentation de la température moyenne sur le territoire du Parc de 1 à 2 °C, augmentation de la fréquence et de la durée des canicules et des sécheresses, intensification des épisodes cévenols...).

Pour les douze années à venir, les acteurs du territoire se mobilisent pour maintenir et valoriser les patrimoines qui font des Monts d'Ardèche un territoire remarquable. Les modalités débattues et retenues sont les suivantes :

- **«Préserver» ne veut pas dire « mettre sous cloche »**, mais plutôt inscrire systématiquement dans les politiques, les projets et les pratiques, le souci de préserver les patrimoines naturels, culturels et paysagers, d'économiser les espaces et les ressources et de s'adapter aux changements climatiques. Au titre de ces ressources, l'eau est un enjeu prioritaire.
- cette règle de conduite s'appliquera aussi bien pour les espaces dits «exceptionnels», qu'à ceux de notre quotidien, dits «ordinaires», qui participent aussi au **bon fonctionnement et à la qualité des écosystèmes**, des paysages et de notre cadre de vie,

- **«Aménager et ménager le territoire»**, tel est l'esprit qui doit prévaloir aux actions : la conciliation des usages (l'habitat, les activités agricoles, forestières, touristiques, artisanales, industrielles, de transport...) est une condition sine qua non pour **à la fois répondre aux besoins premiers des habitants et stabiliser les ressources** qui font la richesse même de ce territoire (les patrimoines naturels et culturels, l'eau, les paysages...).

Un territoire productif, qui valorise durablement ses ressources

Nous avons la chance de vivre sur un territoire où se maintiennent les deux composantes de l'économie : l'activité productive d'une part (agriculture, sylviculture, artisanat, industrie, tourisme), les commerces et services de proximité d'autre part.

Aujourd'hui, les Monts d'Ardèche tendent à réorienter leur économie : de nouveaux débouchés s'ouvrent, avec notamment la valorisation locale des productions emblématiques (châtaigne, myrtille, variétés fruitières et légumières, filières animales avec l'AOC Picodon et Fin Gras du Mézenc, apiculture, oliviers, Chatus et autres vins...), les activités agri-touristiques, les circuits de découverte des patrimoines, des savoir-faire et des saveurs du terroir, les industries de pointe, des ateliers d'art, etc.

Cependant, de grandes disparités socio-économiques marquent ce territoire et font du maintien des activités et de la création d'emplois des enjeux forts pour les douze années à venir. Les moyens de production doivent être soutenus et mobilisés, dans une logique collective et solidaire. Des actions volontaristes sont nécessaires plutôt qu'une évolution «au fil de l'eau», périlleuse pour le tissu économique des Monts d'Ardèche qui demeure fragile.

Enfin, les nouveaux enjeux liés à la raréfaction des énergies fossiles et à l'augmentation de leurs coûts, à l'érosion de la biodiversité, à la disponibilité quantitative et qualitative des eaux et aux changements climatiques vont exiger certaines mutations pour satisfaire à moyen et long termes les besoins et attentes de la population.

Producteurs et consommateurs ont un rôle à jouer. Les collectivités doivent les soutenir dans leurs efforts et être elles-mêmes les moteurs de ces changements.

Dans cette nouvelle Charte, les acteurs affirment leur volonté de distinguer le territoire par une économie qui soit :

- fondée sur **l'ancrage local**,
- fondée sur **la diversité et la qualité des filières**,
- **respectueuse des ressources et des patrimoines locaux**, en faisant évoluer la façon de produire, en visant la performance environnementale,
- capable de **réduire sa dépendance aux imports** (agriculture, énergie) et de favoriser les circuits courts,
- **sociale et solidaire**.

Dans cette optique, le territoire investit les deux leviers du changement : l'offre et la demande, qu'il se propose d'accompagner et de faire évoluer.

Un territoire attractif et solidaire

Nous avons la chance de vivre sur un territoire dont l'histoire et les paysages sont marqués par une dynamique humaine atypique : la solidarité entre les hommes et leur capacité d'adaptation sont, historiquement, ses forces premières. Le troisième pilier de la Charte repose ainsi sur notre capacité à traduire, dans le développement de notre territoire, un véritable projet de société.

Les Monts d'Ardèche connaissent ces dernières années des mutations démographiques, économiques et paysagères, liées en grande partie aux nouveaux rapports entre villes et campagnes, à l'essor des mobilités et à l'arrivée de nouveaux résidents. Ces flux de populations nouvelles sont un véritable atout pour le territoire. Les activités et revenus des résidents permanents et temporaires alimentent la vie locale, les services publics, l'emploi (commerce, artisanat, services de santé, services aux particuliers...), la consommation, la vie culturelle...

Cependant, la situation est très inégale sur le territoire : les contraintes d'accès, la fragilité des services et des activités, le vieillissement de la population sur les secteurs de montagne et de pentes, posent plusieurs questions quant à l'avenir de ces secteurs.

L'attractivité du territoire est un levier sur lequel les politiques locales peuvent peser efficacement. Elle s'apprécie notamment à travers la qualité de l'environnement et la pertinence des politiques d'aménagement (Vocation 1), la présence d'activités économiques viables et vivables (Vocation 2), enfin la qualité du cadre de vie et du contexte socio-culturel (Vocation 3).

L'ambition de cette Charte est donc de donner envie de vivre et de s'investir ensemble, sur et pour ce territoire, dans un esprit solidaire et responsable.

Pour mobiliser davantage les acteurs, leur donner envie de s'impliquer dans un développement choisi, **la Charte envisage de :**

- poursuivre la construction d'une **culture partagée des Monts d'Ardèche**, favorisant l'**attachement au territoire** et l'appropriation de la charte par l'ensemble des acteurs,
- **«outiller» et accompagner les élus** dans leur prise de décisions,
- **rapprocher le Parc de ses élus et de ses habitants** pour encourager l'implication de tous dans la mise en œuvre de la charte.

Pour réunir les conditions d'un territoire attractif et solidaire, qui offre une qualité de vie à ses habitants, le projet de territoire s'attache à :

- renforcer la **qualité de l'habitat, des services, l'accès à la culture, aux technologies de l'information et de la communication** comme facteurs de développement local,
- **construire une culture autour des ressources énergétiques et du changement climatique**. Il est important pour le territoire de s'emparer de ces questions et de donner un sens commun à ses choix de développement et à ses actions,
- renforcer le **lien social** et le partage, via la culture, les formes d'habitat, les lieux et moments de rencontres et d'échanges, autour de projets collectifs...

Treize orientations, gage d'une approche évolutive concrète

Chaque vocation se décline en orientations thématiques. Tout comme le choix des vocations, la définition des orientations s'est basée sur les éléments de bilan (évaluation et diagnostic).

VOCATION 1 : Un territoire remarquable à préserver

> Orientation 1 : Préserver et gérer la biodiversité : l'affaire de tous.

L'évaluation montre que des actions pilotes de préservation d'espaces ou d'espèces emblématiques ont été menées dans le cadre de la première Charte et ont permis de construire des partenariats forts entre collectivités, services de l'État et milieux associatifs. Cependant, certains espaces naturels remarquables ne font l'objet d'aucune mesure de conservation et/ou de gestion à ce jour, tout comme la plupart des espaces et espèces de la «nature ordinaire», alors même que les pressions sur le patrimoine naturel perdurent : déprise agricole et fermeture des milieux agropastoraux, urbanisation non maîtrisée, « mitage » de l'espace et augmentation du risque incendie... Le Parc poursuit donc la sensibilisation des acteurs locaux (collectivités, exploitants agricoles et forestiers, habitants, scolaires...), renforce son action pour améliorer les connaissances et leur partage, et constitue un réseau de sites protégés. Ces objectifs font écho aux engagements de la loi Grenelle II.

> **Orientation 2 : Préserver et gérer durablement le capital en eau.**

Le diagnostic montre que les rivières de ce territoire restent globalement de très bonne qualité, grâce notamment à un environnement préservé sur les têtes de bassin de la Loire et de l'Ardèche. Néanmoins, des problèmes sont à signaler : pollutions diffuses d'origine domestique (eaux usées) ou agricole (engrais, pesticides), pollutions ponctuelles d'origine industrielle. La régression des zones humides se poursuit. De nombreux seuils en rivières participent au cloisonnement du milieu. Par ailleurs, les besoins en eau potable augmentent, auxquels s'ajoute une forte demande touristique estivale qui accentue les étiages et aggrave les problèmes de pollution. L'évaluation montre que ce domaine d'action a été très peu investi par le Parc depuis 2001. Néanmoins, la plupart des bassins versants sont dotés d'une démarche de gestion globale de la ressource, à travers les SAGE. C'est pourquoi il revoit sa stratégie pour se placer en complément des structures de gestion existantes, en apportant sa vision globale des Monts d'Ardèche quand il participe à leurs instances, et en poursuivant la sensibilisation et la formation des élus, des professionnels, des habitants et visiteurs qu'il accompagne.

> **Orientation 3 : Préserver et valoriser les patrimoines culturels spécifiques, matériels et immatériels.**

Le territoire connaît un foisonnement d'initiatives dans les divers champs du patrimoine, de la connaissance à la valorisation, impliquant de nombreux acteurs, institutionnels et associatifs. Il reste cependant à franchir un palier qualitatif, en s'attachant à une collaboration plus dense entre acteurs et à une meilleure visibilité des actions patrimoniales. Le Parc peut pleinement jouer ce rôle en installant une véritable concertation et coordination des acteurs et des actions patrimoniales sur l'ensemble du territoire, et en proposant des moyens communs de suivi. D'autre part, il recentre sa stratégie d'intervention autour de deux thématiques phares : les patrimoines agricoles et industriels (patrimoines bâti et savoir-faire). L'objectif est de faire vivre ces patrimoines, en développant leur capacité d'adaptation aux évolutions de la société et des territoires, et en les intégrant dans la politique de maintien et de développement des activités économiques.

> **Orientation 4 : Préserver la qualité paysagère des Monts d'Ardèche et construire ensemble les paysages de demain.**

Depuis sa création, le Parc a notamment œuvré pour la connaissance des paysages des Monts d'Ardèche et la sensibilisation des différents publics (à travers «l'Analyse des systèmes d'organisation et de fonctionnement des paysages», l'observatoire photographique, les cahiers de recommandations architecturales et paysagères, des programmes pour publics scolaires, ou encore des démarches artistiques inédites). Le diagnostic montre cependant une accélération de certaines dynamiques, comme

l'artificialisation des sols, avec le risque d'une banalisation irréversible du paysage sur certains secteurs. En conséquence, la deuxième Charte met l'accent sur la mobilisation des acteurs autour de stratégies paysagères intercommunales, en plaçant le projet paysager au cœur des démarches de planification, de gestion et d'aménagement de l'espace.

> **Orientation 5 : Développer un urbanisme durable, économe et innovant.**

Au-delà de sa mission consultative conforme à la loi, le Parc a apporté un soutien technique et financier à la réalisation de nombreuses études préalables, grâce à un fonds d'urbanisme créé en 2004 (études paysagères et environnementales pour l'élaboration de PLU et cartes communales, études de programmation pour la réalisation de nouveaux quartiers, hameaux et zones d'activités, etc.). Cependant, le constat d'une urbanisation mal maîtrisée sur de nombreux secteurs impose au territoire de réagir urgemment. Le Parc poursuit donc son action de sensibilisation et de formation, et renforce son implication auprès des collectivités pour construire avec elles de véritables politiques foncières et de gestion de l'espace, et pour mettre en place des outils stratégiques, réglementaires et opérationnels en privilégiant les démarches intercommunales. Il propose enfin d'animer un pôle de compétences, réunissant les différents partenaires autour de la veille, de la prospective territoriale et de l'intégration des enjeux sociaux, agricoles, énergétiques et climatiques.

VOCATION 2 : Un territoire productif, qui valorise durablement ses ressources

> **Orientation 6 : Mobiliser les ressources locales, par des pratiques respectueuses de l'Homme et de son environnement.**

L'agriculture, la sylviculture, l'artisanat, l'industrie et le tourisme, sont des secteurs clefs de l'économie des Monts d'Ardèche que le Parc accompagne depuis sa création. Cet objectif est poursuivi dans la seconde Charte, en privilégiant les acteurs prêts à s'engager pour plus de «performances environnementales et sociales». Le travail entrepris depuis 2001 a en effet permis d'acquérir une connaissance fine du territoire, de ses contraintes et de ses capacités productives, du tissu économique et des incidences du contexte économique global. Ces acquis permettent aujourd'hui au Parc de proposer aux acteurs économiques des alternatives de production, à la fois viables et en adéquation avec les ressources et potentiels locaux. Systématiser l'approche « durable » est à la fois un positionnement stratégique, une réponse aux mutations économiques des territoires et aux enjeux écologiques planétaires. Dans cette perspective, le rôle du Parc est complémentaire à celui des autres structures qui interviennent localement dans le champ du développement économique : il soutient, d'une part, l'émergence de projets innovants et diffuse les pratiques porteuses des

valeurs environnementales et sociales propres à un Parc. Il joue, d'autre part, un rôle de coordinateur sur des opérations d'ampleur à l'échelle de bassins de vie.

> **Orientation 7 : Valoriser les produits spécifiques du territoire.**

L'évaluation a montré que la contribution au développement économique a été parmi les missions les plus investies par le Parc, lors de la mise en oeuvre de sa première Charte. Cependant, la structuration puis la montée en puissance des communautés de communes, des Pays et CDDRA, sur les questions de développement économique, amène aujourd'hui le Parc à cibler son action. Depuis 2001, il a montré sa capacité à intervenir de façon «crédible» sur le créneau des produits spécifiques et là où les acteurs habituels (consulaires en particulier) sont peu ou pas présents. Cette orientation est donc maintenue et renforcée dans la nouvelle Charte : d'une part, le Parc valorise la philosophie de «l'ancrage local», non pas dans une logique passéiste, ni protectionniste, mais plutôt innovante et stimulante, faisant vivre les patrimoines et savoir-faire. D'autre part, il développe et promeut la qualité des produits et productions, via la marque du Parc, la structuration et la qualification de l'offre. Enfin, il porte une attention particulière au maintien sur les Monts d'Ardèche des unités de collecte et de transformation, pour les produits agricoles et forestiers notamment, afin de permettre une valorisation locale des productions.

> **Orientation 8 : Encourager les démarches de consommation solidaire et responsable.**

Pour que ce projet de territoire soit cohérent, il est important qu'il implique la sphère du «citoyen-acteur», en considérant les effets directs et indirects des choix des habitants sur la préservation des milieux, la gestion raisonnée des ressources et la dynamisation de l'économie locale. Cette orientation marque une évolution depuis la Charte précédente. Elle s'inscrit, de plus, dans le sens d'une économie de proximité, en continuité des nombreux échanges économiques entre habitants du plateau (les «padgels») et des vallées (les «raïols») qui ont historiquement marqué la vie du territoire. Le Parc viendra renforcer l'action des acteurs locaux, en mobilisant ses domaines de compétence privilégiés : l'éducation au développement durable, la qualification et le marquage des entreprises locales, la sensibilisation des collectivités sur leurs rôles et moyens d'agir, la recherche-action.

> **Orientation 9 : Intensifier la politique de maintien et d'accueil des activités et des emplois.**

Le diagnostic met en évidence une économie diversifiée, le poids important des

très petites entreprises, une économie résidentielle de plus en plus importante, mais aussi des difficultés structurelles (difficultés d'installation, de transmission et d'adaptation des entreprises agricoles et artisanales...) et une répartition des activités sur le territoire qui reste très inégale. Le Parc poursuit donc sa politique en faveur des actifs et des activités, en intensifiant le repérage de nouveaux potentiels d'activités et d'emplois (services à la personne, services aux entreprises, économie sociale et solidaire, écoconstruction...), en développant des formations spécifiques liées aux filières emblématiques du territoire (filiale bois, écotourisme, industrie et artisanat autour du bijou...) et aux nouveaux «métiers de la croissance verte». Sa plus-value réside aussi dans sa capacité à faire évoluer le territoire d'une logique de filières très cloisonnées, vers une logique de projets phares et transversaux, créant des collaborations inter-professionnelles et inter-territoriales.

VOCATION 3 : Un territoire attractif et solidaire

> **Orientation 10 : Impliquer tous les acteurs au projet de territoire : élus, partenaires et habitants.**

Une des priorités de la première Charte était de « Comprendre et partager le projet de territoire », traduite notamment par des mesures en faveur de l'action éducative, de l'information et de la communication. Le bilan a montré la nécessité de renforcer ces mesures et les moyens de leur mise en oeuvre : le Parc doit renforcer sa capacité à éveiller au développement durable et solidaire de son territoire, se rapprocher des habitants qui connaissent encore peu son rôle et ses actions, s'appuyer davantage sur des partenariats et des «ambassadeurs» qu'il doit former et accompagner, pour trouver les relais de son action et faire vivre la Charte sur le long terme.

> **Orientation 11 : Se mobiliser autour des ressources énergétiques et du changement climatique.**

Le Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat estime que d'importantes évolutions climatiques sont à prévoir si les tendances actuelles se prolongent : le scénario le plus probable localement serait une augmentation de la température moyenne de 3,4°C, une intensification des épisodes cévenols, une augmentation de la fréquence et de la durée des canicules et des sécheresses. Au-delà des objectifs européens et nationaux, le Parc réaffirme donc la nécessité de mobiliser l'ensemble des acteurs autour des enjeux climatiques et énergétiques, de leurs incidences socio-économiques (augmentation du prix des énergies, vulnérabilité du tissu socio-économique...) et environnementales (évolution de la biodiversité, de

la ressource en eau, des pratiques culturelles et de gestion forestière...). Il s'engage pour l'animation d'un débat local sur les moyens d'optimiser les consommations, de relocaliser la production d'énergie renouvelable, tout en veillant à un «compromis intelligent» entre les objectifs de production d'énergie et de richesses et ceux de préservation des patrimoines et des ressources locales.

> Orientation 12 : S'engager pour l'accessibilité et la qualité de l'habitat et des services aux habitants.

Le diagnostic de l'offre en logements et en services révèle de fortes inégalités territoriales et la nécessité de travailler sur ces problématiques, condition *sine qua non* pour maintenir les habitants sur le territoire, faire vivre les cœur de villages et confirmer une vocation d'accueil. Depuis qu'il est créé, le Parc contribue, à travers sa politique de maintien et d'accueil d'actifs, à soutenir la mise en place de nouveaux services (relais assistances maternelles itinérant, éveil musical itinérant, concerts et cinéma dans les villages, micro-crèches, maisons de santé, multi-services...). En matière d'habitat, il a participé au financement d'études pré-opérationnelles et d'animations d'OPAH, aidé à la réalisation de diagnostics énergétiques, ou accompagné des communes sur leurs actions d'urbanisme. Son objectif est de poursuivre son rôle d'appui auprès des collectivités pour accompagner l'évolution qualitative et l'innovation dans les domaines complémentaires de l'habitat et des services aux habitants. Dans cette optique, il mobilise ses principaux leviers d'action : la veille et la prospective territoriales, l'aménagement du territoire, l'expérimentation de nouvelles formes d'habiter et de nouvelles formes de services aux habitants.

> Orientation 13 : Affirmer la contribution de la culture au développement du territoire.

Le diagnostic met en évidence de fortes dynamiques culturelles (nombre important de manifestations, d'artistes, d'associations, et d'acteurs institutionnels), mais aussi un accès inégal à la culture selon les secteurs géographiques. En continuité de son action passée, pour laquelle il est aujourd'hui bien identifié et reconnu, le Parc prévoit ainsi de soutenir l'action culturelle et la création artistique sous toutes ses formes (écriture, sculpture, peinture, photographie, cinématographie, contes, arts vivants...), en la considérant comme véritable facteur de développement local. En complément de l'action des autres acteurs culturels, il construit des outils d'observation de l'activité culturelle qu'il met à disposition des élus et autres acteurs ; il développe une approche multi-disciplinaire de la culture et travaille à sa répartition sur l'ensemble du territoire ; il diffuse les pratiques porteuses des valeurs environnementales et sociales propres à un Parc ; enfin, il travaille avec les habitants pour rapprocher l'action culturelle de leur quotidien et lui donner du sens, en mettant en perspective à la fois les patrimoines spécifiques des Monts d'Ardèche et les enjeux actuels du territoire (accueil de nouveaux habitants...).

Une approche territorialisée, gage d'une volonté opérationnelle

Cette deuxième charte intègre les spécificités et les enjeux marquant les différents secteurs des Monts d'Ardèche, afin de proposer des priorités territoriales. La démarche se veut opérationnelle, croisant les vocations générales souhaitées pour le territoire et les réalités plus locales.

La montagne

Ce secteur correspond à l'espace Gerbier-Mézenc. Il s'étend au nord jusqu'au secteur de Saint-Agrève et plus au sud jusqu'au secteur des sources Allier-Loire. Ce secteur est connu et reconnu pour ses vastes espaces naturels de renommée régionale, nationale et internationale (site classé du Mézenc, sites Natura 2000...), pour ses paysages volcaniques ponctués de sucs, pour son patrimoine bâti bien conservé (toits de lauze, de genêt et de chaume, de nombreux monuments historiques...) et une concentration particulière de patrimoines monastiques. La symbolique attachée à ce secteur est forte, liée notamment aux sources de la Loire et à une situation exceptionnelle sur la ligne de partage des eaux séparant les deux grands bassins hydrographiques méditerranéen (Rhône) et Atlantique (Loire). La montagne possède aujourd'hui une certaine attractivité et vitalité, notamment à travers l'activité touristique (été comme hiver), liée à des paysages exceptionnels, à de nouveaux services aux touristes (hébergement, petites productions à la ferme...), à la station des Etables et les domaines de sports d'hiver. La démarche d'AOC "Fin Gras du Mézenc" participe aussi fortement à l'image de marque du Mézenc. Malgré tout, cet espace de montagne souffre de son relatif enclavement, du net vieillissement de la population et d'une tendance au dépeuplement difficile à inverser.

> Synthèse des enjeux sur le secteur de montagne :

- La conservation, la gestion et la valorisation d'un patrimoine naturel et culturel exceptionnel, participant à la renommée et à l'intérêt au niveau national de ce secteur.
- Le maintien d'une économie agricole forte, créatrice des paysages emblématiques de la montagne, créatrice de richesses et participant aux réservoirs de biodiversité.
- Le maintien et l'accueil des activités et des emplois.
- La garantie d'une offre d'habitat et de services nécessaire au maintien et à l'accueil de nouvelles populations.

> Les priorités stratégiques sur le secteur de montagne :

- 1 - Ce secteur représentant plus de 50 % des extensions du périmètre, il convient donc d'y développer la connaissance des paysages, des patrimoines naturels et culturels des communes nouvellement intégrées au périmètre du Parc, pour identifier précisément les sensibilités à prendre en compte dans les projets de planification et d'aménagement (identification des corridors écologiques, des structures paysagères, points de vue et silhouettes villageoises remarquables à préserver, etc.).
- 2 - Mener une politique de maintien et de développement des activités, basée notamment sur la structuration, la qualification et la certification des professionnels agricoles et sylvicoles.
- 3 - Mener une politique ambitieuse de valorisation touristique et culturelle, à la hauteur de la valeur patrimoniale propre à ce secteur et faisant de la montagne un lieu phare des Monts d'Ardèche.

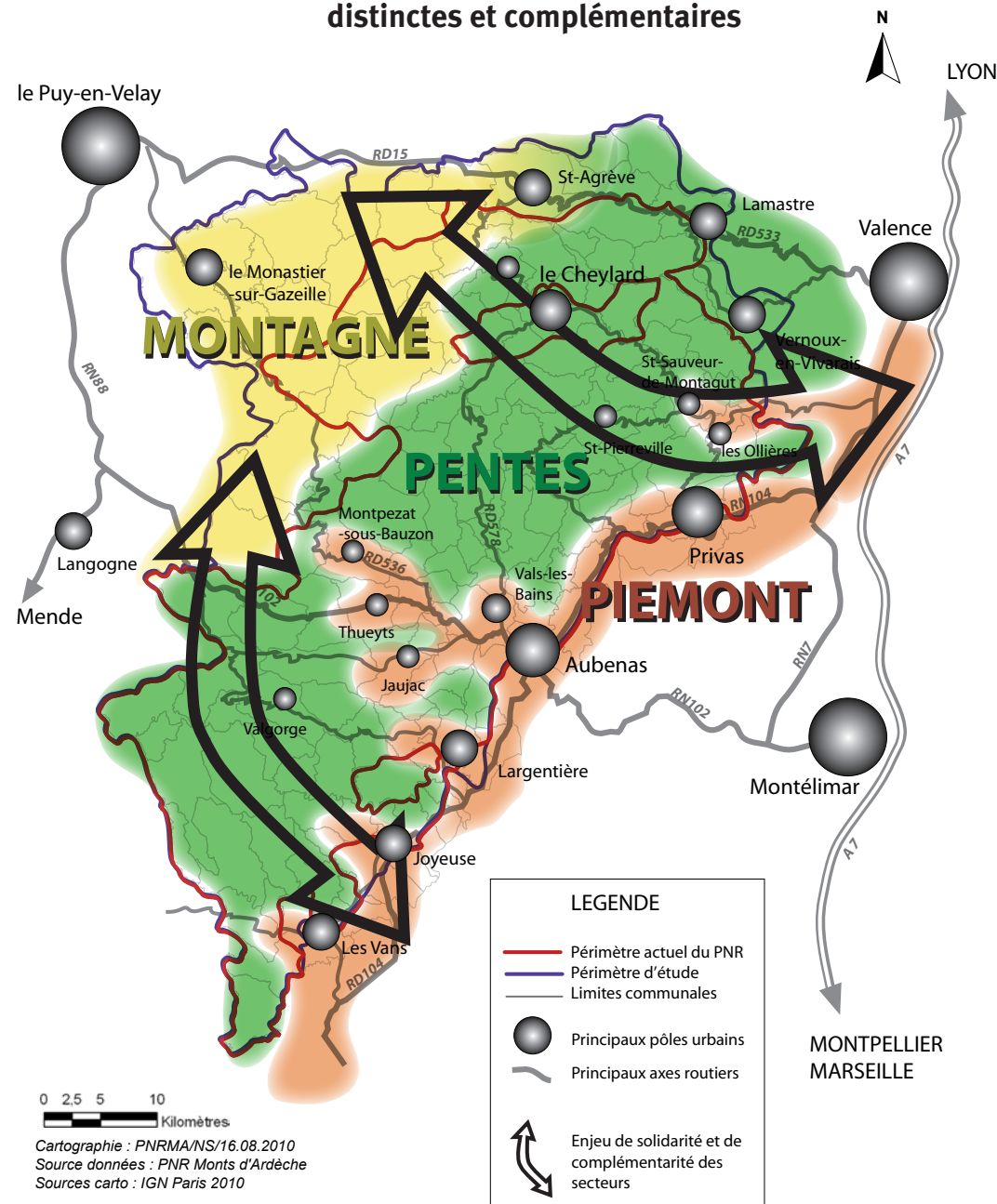
Les pentes

Ce secteur représente près des deux tiers du territoire. Il est caractérisé par un système de vallées étroites, profondes et d'accès difficile, au creux desquelles se logent quelques bourgs et de nombreux hameaux, formant des bassins de vie relativement autonomes et isolés. Loin de l'influence des villes, les tensions sur le maintien des services sont de plus en plus perceptibles. Si l'on observe l'arrivée de nouveaux habitants pour quelques communes, d'autres continuent d'en perdre. La densité démographique reste faible et le vieillissement général de la population se poursuit, posant la question des services et d'un habitat qui soient adaptés. La dynamique économique s'appuie toujours sur l'agriculture et l'exploitation forestière, ainsi que sur un tourisme diffus. Mais les contraintes d'exploitation inhérentes aux fortes pentes et aux difficultés de déplacement, et les contraintes d'accès au foncier (morcellement...) fragilisent l'économie et plus globalement la vie des pentes.

> Synthèse des enjeux sur le secteur de pente :

- La pérennisation des activités agricoles, sylvicoles, touristiques et artisanales qui sous-tendent la vie sur les pentes et le maintien de paysages remarquables.
- La préservation et la gestion des réservoirs de biodiversité, particulièrement nombreux sur les pentes, et de la ressource en eau, déterminante pour les différents usages en aval.

Trois secteurs aux dynamiques territoriales distinctes et complémentaires



- La restauration et la valorisation d'un patrimoine culturel et paysager exceptionnel, qui fonde l'identité des pentes : terrasses, silhouettes villageoises remarquables, patrimoine lié à l'activité agricole (murets de pierre sèche, béalières, clèdes...), patrimoine industriel...

> Les priorités stratégiques sur le secteur de pentes :

1 - Renforcer la protection sur les espaces naturels jouant un rôle exceptionnel de «réservoir de biodiversité» (protection réglementaire, démarches partenariales de gestion, maîtrise des usages et fréquentations, etc.).

2 - Valoriser les produits et productions spécifiques des pentes et accompagner les professionnels (de l'agriculture, de la sylviculture, du tourisme, de l'artisanat et de l'industrie) vers des pratiques écologiquement compatibles, participant à l'image de marque du territoire.

3 - Développer des actions innovantes pour un habitat de qualité (respectueux des caractères patrimoniaux, architecturaux et paysagers des pentes), au sein et en continuité des bourgs existants dont la centralité doit être renforcée.

4 - Développer un travail spécifique avec les collectivités nouvellement intégrées de connaissance mutuelle et de coopération.

Le piémont

Ce secteur correspond aux zones urbaines et périurbaines, sur la frange Est du territoire (axe RD104 reliant Privas, Aubenas, Joyeuse, Largentière, Les Vans, à moins d'une heure de l'autoroute A7). Il est notamment caractérisé par une concentration des emplois, des équipements, des services. Très prisé des résidents actifs attirés par l'image et la qualité de vie ardéchoise, le piémont voit sa population augmenter sensiblement (environ 15 % d'augmentation moyenne entre 1999 et 2006). De façon concomitante, l'espace urbain s'étend, faisant pression sur les espaces agricoles et naturels, ainsi que sur les prix immobiliers.

> Synthèse des enjeux sur le secteur de piémont :

- Une vigilance affirmée et permanente sur la qualité paysagère et patrimoniale des portes d'entrée du Parc : une gestion exemplaire de l'espace, une préservation renforcée du paysage et du cadre de vie, une maîtrise rigoureuse de l'affichage publicitaire.

- Le maintien des espaces agricoles à fort potentiel et des espaces naturels sous pression participant à la fonctionnalité des milieux.

- La gestion de la dynamique touristique, pour faire du Piémont un secteur d'appel et une vitrine des Monts d'Ardèche, qui incite à découvrir l'ensemble du territoire.

> Les priorités stratégiques sur le secteur de piémont :

1 - Mettre en place des outils forts de planification intercommunale, de maîtrise de l'urbanisation et de maîtrise du foncier.

2 - Développer un rôle pro-actif du Parc et des collectivités en matière d'affichage publicitaire.

3 - Consolider et développer un maillage de maisons et musées du Parc, ainsi qu'une offre de découverte du patrimoine incitant habitants et visiteurs à parcourir les Monts d'Ardèche.

Le détail de la stratégie territorialisée est décliné dans les tableaux en pages suivantes.

De l'articulation et de la complémentarité des trois secteurs

Si ces trois secteurs sont différenciés, il convient d'**articuler leur développement dans une logique de solidarité territoriale** : tandis que le piémont a un rôle important dans l'irrigation des flux humain et économique, et de diffusion de l'activité culturelle vers les deux autres secteurs, les pentes et la montagne offrent de vastes espaces et de nombreuses ressources capables de répondre aux besoins «vitaux» de l'ensemble du territoire (ressource en eau de qualité, besoins alimentaires, en énergie, en bois, espaces récréatifs et de loisirs, poumon vert et réservoir de biodiversité...). Une solidarité entre les trois secteurs implique la mise en relation de leurs acteurs autour de projets communs, la mise en cohérence des actions et la mutualisation des moyens. Elle trouvera ainsi tout son sens dans les domaines de :

- l'identification et la gestion globale des **corridors écologiques**,
- la gestion globale de la **ressource en eau**, de l'amont vers l'aval, avec une attention particulière à la préservation des zones humides présentes sur les secteurs de montagne et de pentes,
- la production d'**énergies renouvelables**, en cohérence avec la politique paysagère et environnementale du Parc.
- la contribution à l'effort d'**atténuation et d'adaptation au changement climatique**,
- la **politique de l'habitat**,
- la **valorisation touristique**, via la mise en place d'itinéraires de découverte des patrimoines reliant l'ensemble des secteurs, ou la mise en réseau de maisons et musées du Parc,
- le rapprochement entre producteurs et consommateurs, dans le champ de l'économie en général et de l'agriculture en particulier.

PIEMONT

La stratégie territorialisée plus en détail...

<p>Un territoire remarquable à préserver</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtriser l'urbanisation, pour limiter d'une part la consommation des espaces et potentiels de production agricole, pour maintenir d'autre part les continuités écologiques. Privilégier la mise en place d'instruments de planification de type Schéma de cohérence territoriale (à porté réglementaire), et « Schéma Intercommunal d'Aménagement et de Gestion de l'Espace » (document cadre utile dans la réalisation des documents d'urbanisme opposables), sur lesquels les élus peuvent s'adosser pour mettre en œuvre une politique affirmée et stricte de maîtrise de l'urbanisation, à une échelle intercommunale cohérente. - Identifier les terres agricoles à fort potentiel agronomique et inscrire leur préservation dans les documents d'urbanisme. - Proposer une architecture de qualité et un urbanisme économe : consommation limitée des espaces agricoles et naturels, économie des déplacements, économie en énergie... - Soigner les paysages « du quotidien », plus particulièrement atteints sur le secteur de piémont qu'ailleurs : maîtriser l'affichage publicitaire ; valoriser les entrées de villes et villages qui forment les « portes d'entrées du Parc » ; garantir l'intégration paysagère et environnementale des extensions urbaines et des zones d'activités ; valoriser les éléments paysagers et patrimoniaux remarquables ; poursuivre la résorption des points noirs (décharges sauvages...). - Restaurer les continuités écologiques. - Mobiliser les habitants pour la préservation de la nature dite « ordinaire ». - Améliorer la gestion quantitative et la qualité de la ressource en eau par la maîtrise des pratiques agricoles, touristiques et urbanistiques. - Accompagner les activités artisanales, industrielles et touristiques pour une réduction de leurs impacts sur les milieux et les paysages.
<p>Un territoire productif, qui valorise durablement ses ressources</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Agriculture : - Favoriser le maintien et l'installation d'exploitants (mobilisation du foncier...). - Accompagner le développement de filières de qualité : viticulture, arboriculture, maraîchage... - Soutenir les productions emblématiques : oliviers du piémont cévenol, Chatus et autres vins IGP de pays... - Forêt : - Améliorer la gestion du pin maritime. Préserver le pin de Salzmänn. - Faire le lien entre la première transformation locale et la seconde transformation en place. - Prendre en compte le risque incendie sur les secteurs périurbains. - Tourisme : - Construire une offre de découverte des patrimoines qui soit une vitrine des Monts d'Ardèche, et qui invite habitants et visiteurs à parcourir l'ensemble du territoire. - Qualifier et valoriser une offre éco-touristique. - Artisanat, commerce, industrie : - Promouvoir et innover : mettre en place des Opérations Urbaines/Rurales Collectives «Développement durable», expérimenter des «zones franches environnementales»... - Améliorer la qualité des zones d'activités : insertion environnementale et paysagère.
<p>Un territoire attractif et solidaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Faire évoluer la politique éducative en prenant en compte les enjeux globaux de développement durable. - S'engager pour un habitat durable : améliorer et diversifier l'offre en logements ; favoriser des opérations innovantes pour un habitat de qualité. Renforcer le conseil architectural et paysager auprès des collectivités et des habitants. Sensibiliser à la qualité environnementale des constructions et rénovations. - Accompagner les collectivités et acteurs professionnels dans les économies d'énergie. S'engager sur un référentiel «Urbanisme - Energie» commun. - Améliorer la mobilité des personnes. - Soutenir et promouvoir les actions pour la réduction et la valorisation des déchets.

PENTES

La stratégie territorialisée plus en détail...

<p>Un territoire remarquable à préserver</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Créer un réseau d'espaces forestiers protégés jouant le rôle de réservoir de biodiversité, et participant aux trames vertes du territoire. - Préserver la qualité et la fonctionnalité des milieux aquatiques constituant la trame bleue du territoire : préserver prioritairement les secteurs à forte concentration de zones humides (Tanargue, Prataubérat, plateau de St-Agrève). Adapter les pratiques agricoles, sylvicoles, urbanistiques et touristiques. - Préserver et valoriser les patrimoines culturels et paysagers identitaires : sites de terrasses, silhouettes villageoises et hameaux caractéristiques des pentes, patrimoine bâti lié à l'activité agricole et à la gestion de l'eau (murets de pierres sèches, béalières, sources, clèdes, etc.), patrimoine industriel... Pour cela : <ul style="list-style-type: none"> - construire des stratégies paysagères intercommunales et s'assurer de leur portage local, - renforcer les actions de sensibilisation et de formation des élus, des professionnels de la construction, des habitants, - maintenir les terres et pratiques agricoles (châtaigneraies, myrtille...) et lutter contre la désertification agricole de certaines zones. Veiller à une gestion des surfaces fourragères et au maintien des prairies de fauche, - veiller à l'intégration paysagère et environnementale de l'urbanisation et des infrastructures diverses : préservation des silhouettes villageoises remarquables, des lignes de crête, des points de vue et itinéraires de découverte, - initier ou accompagner des projets de sauvegarde et de valorisation des savoir-faire agricoles et espèces domestiques emblématiques, - mettre en place une stratégie de valorisation du patrimoine industriel caractéristique des vallées, - Développer des opérations innovantes pour un habitat de qualité, qui donne envie d'habiter la vallée : exploiter la pente pour imaginer l'architecture des hameaux du XXIème siècle (constructions étagées, terrasses jardinées, exposition et vue de qualité...).
<p>Un territoire productif, qui valorise durablement ses ressources</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier la politique de maintien et d'accueil des activités et des emplois. La pérennisation des activités (agricoles, sylvicoles, touristiques et artisanales) est subordonnée à l'accessibilité du foncier, au maintien des services et d'un maillage de bourgs actifs, à la valorisation de produits spécifiques et de qualité. - Agriculture : - Favoriser le maintien et l'installation d'exploitants (mobilisation du foncier...), tout en accompagnant les producteurs vers des pratiques écologiquement compatibles. <ul style="list-style-type: none"> - Travailler au redéploiement pastoral. Préserver les ressources fourragères en zones plates. - Poursuivre le travail sur les potentiels autour de la châtaigneraie : fruit et filière (AOC Châtaigne d'Ardèche). - Soutenir les productions emblématiques : myrtille sauvage, variétés fruitières et légumières, filières animales (AOC Picodon, apiculture...) - Gérer durablement la problématique sanglier. - Forêt : - Améliorer la gestion forestière. <ul style="list-style-type: none"> - Exploiter plus et mieux. Développer la filière du Châtaignier. Maintenir les entreprises de l'amont. - Préserver des réserves à haute naturalité. Préserver la qualité des cours d'eau et de leurs abords. Valoriser la multifonctionnalité de la forêt. - Tourisme : - Faire des pentes des Monts d'Ardèche une destination connue et reconnue de tourisme «durable» : renforcer l'offre en hébergements marchands, qualifier les prestations touristiques et développer la marque «Parc naturel régional». <ul style="list-style-type: none"> - Concilier les pratiques de pleine nature (sports et loisirs) avec les enjeux de protection des productions agricoles et des espaces naturels. - Développer le hors saison. - Artisanat, commerce, industrie : <ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les produits et savoir-faire emblématiques (bijou, eaux minérales...). - Veiller à la qualité des zones d'activités (insertion environnementale et paysagère).
<p>Un territoire attractif et solidaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir un maillage de bourgs actifs, regroupant les principaux services publics et aux publics. Innover dans les services aux habitants. - Diffuser l'offre culturelle sur l'ensemble des pentes et valoriser les équipements structurants. Inviter des artistes en résidence de création. Sensibiliser, impliquer et accompagner les communautés de communes pour le développement de l'action culturelle. - S'approprier le développement des énergies renouvelables : conduire une réflexion sur la valorisation des centrales micro-hydrauliques existantes, augmenter la production et la consommation locale du bois-énergie, maîtriser le développement des dispositifs photovoltaïques de production électrique.

MONTAGNE

La stratégie territorialisée plus en détail...

<p>Un territoire remarquable à préserver</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer et diffuser la connaissance des espèces remarquables et des espaces constituant des réservoirs de biodiversité. - Préserver les réservoirs de biodiversité. - Préserver la ressource en eau, la qualité et la fonctionnalité des milieux aquatiques (bassins versants de la Loire, de l'Allier et de l'Ardèche). - Préserver et valoriser les patrimoines culturels et paysagers identitaires, c'est-à-dire : <ul style="list-style-type: none"> - construire des stratégies paysagères à échelle de grands ensembles (échelle de massif «Mézens-Gerbier», échelle intercommunale), - maintenir une économie agricole forte, créatrice des paysages emblématiques du Mézenc : cela passe par une politique volontariste de maintien et d'accueil d'actifs agricoles, et notamment par le déploiement de la démarche AOC «Fin gras du Mézenc». - veiller à l'intégration paysagère et environnementale de l'urbanisation, des infrastructures diverses, des équipements de production d'énergie renouvelable : préservation des silhouettes groupées des villages et hameaux de plateaux, protéger les lignes de crête, les points de vue et itinéraires de découverte majeurs comme la «Route des paysages», - accompagner les projets de construction, réhabilitation et rénovation des constructions avec toitures de lauze.
<p>Un territoire productif, qui valorise durablement ses ressources</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier la politique de maintien et d'accueil d'activités et d'emplois. La pérennisation des activités (agricoles, sylvicoles, touristiques et artisanales) est subordonnée notamment au maintien des services, à la valorisation de produits spécifiques et de qualité, ainsi qu'au décloisonnement des milieux professionnels du tourisme, de l'agriculture et de l'élevage. - Agriculture : - Maintenir et adapter les structures d'exploitation. <ul style="list-style-type: none"> - Accompagner le déploiement de la démarche AOC Fin Gras du Mézenc. - Décloisonner les milieux professionnels agricoles et touristiques. - Développer la filière myrtille. - Forêt : - Améliorer la gestion forestière. <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir les entreprises de l'amont, tissu économique actuellement fragile, alors que le secteur de montagne présente de bons potentiels de production, peu ou pas de contraintes d'accès, ni de relief. - Exploiter mieux : accompagner l'évolution des pratiques pour favoriser la prise en compte des enjeux de préservation de la biodiversité. - Préserver les forêts «naturelles» restantes. - Tourisme : - En s'appuyant sur la renommée du secteur Mézens-Gerbier, développer et diversifier l'offre touristique de découverte des patrimoines (géotourisme, produits de terroir, patrimoine historique, tourisme «scientifique», activités de pleine nature...). <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la qualité de l'accueil par la formation et l'accompagnement des professionnels (hébergeurs, restaurateurs, accompagnateurs). - Préserver les secteurs les plus sensibles à la fréquentation touristique, sensibiliser les publics. - Artisanat, commerce, industrie : <ul style="list-style-type: none"> - Développer les potentiels d'emploi sur l'agro-alimentaire. - Veiller à l'insertion paysagère et environnementale des installations d'activités.
<p>Un territoire attractif et solidaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Innover dans les services aux habitants et aux visiteurs : espaces multiservices, mutualisation et itinérance des services, multiples applications des nouvelles technologies de l'information et de la communication adaptées aux besoins des territoires ruraux... - Développer une dynamique culturelle comme facteur de développement local, d'attractivité de la montagne et de lien social. Irriguer notamment les secteurs éloignés des équipements structurants (salle de spectacle, médiathèque, festival...). Répartir les actions culturelles aussi sur le hors saison. Inviter des artistes en résidence de création. - S'approprier le développement des énergies renouvelables. Augmenter la production et la consommation locale du bois-énergie. Maîtriser le développement des dispositifs photovoltaïques et éoliens. Expérimenter des conduites forestières et agricoles plus performantes en termes de puits de carbone.

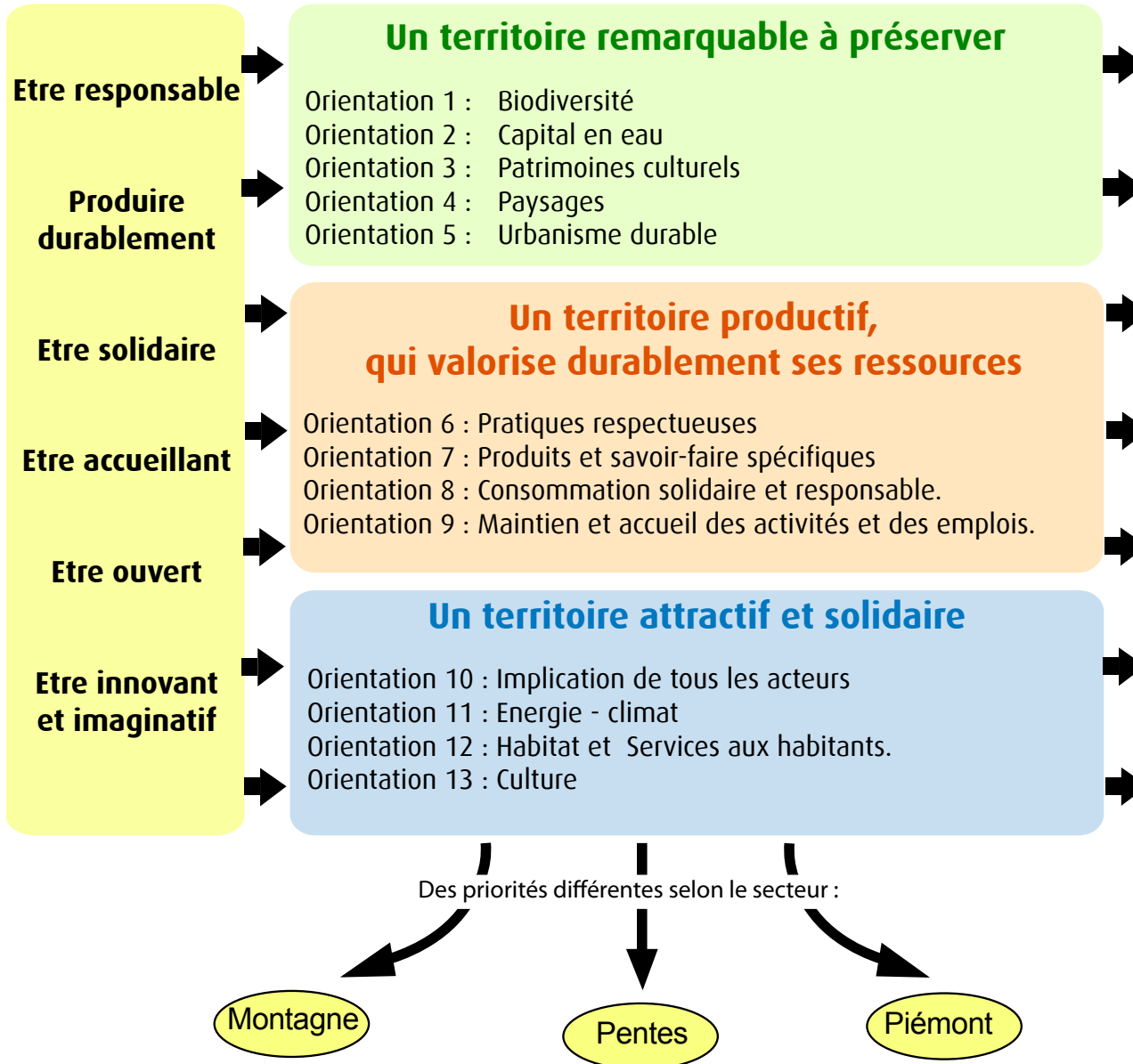
SCHEMA DE SYNTHESE

L'avenir des Monts d'Ardèche se construit autour de ...

6 VALEURS

3 VOCATIONS

43 MESURES



Les mesures sont une déclinaison opérationnelle des orientations. Pour chacune d'entre elles sont précisés :

> Les délais de réalisation

Les objectifs opérationnels surlignés en couleur dans chaque fiche doivent être réalisés dans les trois premières années de la Charte. La volonté est de respecter des engagements calendaires ambitieux, notamment dans des domaines où la loi confère à la Charte une portée juridique.

Les autres actions sont à mener tout au long de la vie de la Charte : elles correspondent à un travail de fond (connaissance, sensibilisation, expérimentation, accompagnement des acteurs...) ou à des principes de mise en oeuvre (objectifs de qualité, démarches participatives, respect des guides et chartes existants...). Les moyens mis en oeuvre par le Parc pour répondre à ces objectifs temporels seront précisés à travers certains documents annexes (organigramme de l'équipe du Parc, programme d'actions triennal, conventions de partenariats...).

> La priorisation territoriale

Le ou les secteurs prioritaire(s) d'action sont rappelés (piémont, pentes ou montagne), ainsi que les enjeux justifiant cette priorisation. Un renvoi est également fait au Plan de Parc pour pointer précisément les sites ponctuels sur lesquels l'intervention du Parc doit se concentrer, ou pour lesquels une vigilance particulière doit exister.

> Des indicateurs de réalisation et de résultat

Ces indicateurs constituent le référentiel évaluatif global de la Charte, celui qui permettra une évaluation à 12 ans. Il reviendra aux acteurs impliqués dans la gouvernance de décliner plus avant les modes de collecte et de traitement de ces indicateurs (données de référence, périodicité ...) dès la première année de la Charte.

CONTENU DE LA CHARTE

“ Un territoire remarquable à préserver ”

Vocation I



Orientation 1

Préserver et gérer la biodiversité : l'affaire de tous.

La Trame verte et bleue : ensemble des espaces formant un réseau d'échanges à maintenir ou à reconstituer pour que les espèces animales et végétales puissent, circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer... et assurer ainsi leur cycle de vie. Elle joue un rôle essentiel pour la préservation de la biodiversité, capital naturel aujourd'hui menacé.



Mesure 1.1

Améliorer, organiser et partager la connaissance sur la biodiversité.

Contexte :

La biodiversité est au cœur du projet de Parc. Bien que sa connaissance ait largement progressé dans les Monts d'Ardèche, notamment sous l'impulsion du Parc et de ses partenaires, elle demeure encore partielle, ce qui rend parfois difficile les choix de gestion des espèces et des milieux. De plus, l'information collectée n'est pas suffisamment organisée et partagée. En conséquence, le patrimoine naturel du territoire est encore insuffisamment connu et pris en compte localement.

Par ailleurs, l'évaluation des dix premières années révèle que si le rôle du Parc est aujourd'hui reconnu à travers de nombreux inventaires et suivis (Loutre, micromammifères, insectes saproxyliques des châtaigniers, chauves-souris, amphibiens...) et des synthèses des connaissances existantes (libellules, vautours, Bécasse des bois...), son rôle de coordinateur et d'initiateur d'actions dans le domaine de la connaissance doit encore être affirmé.

Objectifs partagés :

- **Améliorer la connaissance** de la biodiversité sous toutes ses formes.
- Affiner l'identification et la caractérisation de la **trame verte et bleue** à l'échelle du territoire.
- **Rendre les informations sur la biodiversité accessibles et intelligibles pour tous les publics.**
- **Donner au Parc un véritable rôle d'interface** dans les échanges et l'usage de données naturalistes.

Contenu de la mesure :

- > **Organiser et mutualiser la connaissance sur la biodiversité.**
- Créer un outil dynamique (base de données en ligne, accessible

en saisie et en consultation) pour l'organisation et l'acquisition des connaissances, qui soit également un outils d'aide à la décision pour la gestion de l'espace et de la biodiversité.

- Compléter les études et inventaires existants, notamment sur les milieux à forts enjeux de biodiversité, les groupes d'espèces les moins connus (invertébrés, mousses et lichens...), les espèces patrimoniales et/ou indicatrices (exemple : rapaces), en privilégiant l'échelle communale ou intercommunale pour faciliter l'appropriation locale des enjeux de biodiversité.
- Intégrer l'information générée sur le territoire aux outils de connaissance de la biodiversité portés au niveau régional (pôles faune et flore), national (Système d'Information sur la Nature et les Paysages) et européen.
- Impliquer dans les suivis et inventaires les réseaux naturalistes, les gestionnaires d'espaces naturels, la communauté scientifique, le Conseil scientifique du Parc, les habitants.

> Informer, sensibiliser et éduquer tous les publics

- Mettre en ligne un «observatoire du patrimoine naturel» accessible à tous les publics, et au service d'un réseau d'observateurs bénévoles.
- Poursuivre la vulgarisation de l'information concernant la biodiversité sur les Monts d'Ardèche (éditions, manifestations...).
- Impliquer les acteurs éducatifs et ceux du tourisme porteurs de la marque «Parc naturel régional» (accompagnateurs et hébergeurs, «Maisons et musées du Parc») dans la sensibilisation et l'éducation des publics sur le thème de la biodiversité.
- Accompagner les collectivités locales pour la prise en compte de la biodiversité dans leurs documents d'urbanisme.

Rôles du Syndicat mixte du Parc :

- Il développe, avec l'appui du Conseil scientifique, des outils de connaissance, de compréhension et de suivi de la biodiversité (atlas de la biodiversité).
- Il poursuit la réalisation d'inventaires et de suivis des espèces et des

milieux, en privilégiant une approche fonctionnelle. Il accompagne les collectivités locales volontaires dans ces démarches.

- Il assure la diffusion des connaissances auprès des collectivités locales, notamment à travers ses «porter à connaissance Parc» élaborés à l'échelle communale ou intercommunale.

- Il développe ou soutient des actions de sensibilisation et d'éducation auprès des habitants (éditions, animations, équipements de site, poursuite de la mise en réseau des acteurs éducatifs...), en veillant à la cohérence de ses actions éducatives avec celles de ses partenaires.

Rôles des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et les Départements s'engagent à :

- Contribuer aux objectifs de protection de la biodiversité spécifique des Monts d'Ardèche dans le cadre de leurs propres politiques, notamment dans la mise en oeuvre du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et de la Stratégie nationale de création d'aires protégées (SCAP).

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Contribuer à l'amélioration des connaissances naturalistes du territoire du Parc, en participant notamment à la réalisation des atlas de la biodiversité menés par le syndicat mixte.

- Informer le syndicat mixte du Parc lorsque des études conduites sur leur territoire portent sur les questions de biodiversité.

- Participer à la sensibilisation des habitants concernant les enjeux de biodiversité.

- Prendre en compte les atlas de la biodiversité du Parc dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme.

Rôles des partenaires :

Les organismes scientifiques et techniques et le milieu associatif, producteurs de données (FRAPNA, CORA, CREN, CBNMC, ONF, ONEMA, ONCFS, FDC, FDP ...) réalisent des programmes d'inventaires naturalistes. Ils contribuent à alimenter les bases de données communes et valorisent ces travaux à travers notamment des actions de sensibilisation et d'éducation sur les enjeux de biodiversité.

Les universités et laboratoires de recherche s'impliquent aux côtés du Parc dans l'étude, le suivi et l'évaluation de la biodiversité.



FRAPNA : Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature

CORA : Ligue pour la protection des oiseaux coordination Rhône-Alpes

CREN : Conservatoire Rhône-Alpes des Espaces Naturels

CBNMC : Conservatoire Botanique National du Massif Central

ONF : Office National des Forêts

ONEMA : Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

FDC : Fédération des chasseurs

FDP : Fédération des pêcheurs

Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.

- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Mise en place d'un outil dynamique d'organisation de la connaissance sur la biodiversité et sur son évolution.

Indicateur de résultat

- Accessibilité de la connaissance sur la biodiversité via internet.

Orientation 1

Préserver et gérer la biodiversité : l'affaire de tous.

Réservoirs de biodiversité : zones vitales, d'intérêt biologique majeur, où les espèces peuvent réaliser l'ensemble de leur cycle de vie : reproduction, alimentation, abri... Sur les Monts d'Ardèche, ces zones correspondent aux espaces bénéficiant d'un statut de protection réglementaire ou contractuelle et aux espaces ayant fait l'objet d'inventaires naturalistes.

Espèces remarquables prioritaires (au regard de leur rareté et/ou vulnérabilité sur le territoire) :

- le groupe des chiroptères,
- certains micromammifères (notamment le Campagnol amphibie),
- les rapaces (Vautour fauve, Aigle royal, Faucon pèlerin, Chouette de Tengmalm, Busard cendré...),
- certaines espèces d'amphibiens,
- la Loutre.

Habitats remarquables prioritaires (au regard de leur rareté et/ou sensibilité sur le territoire) :

- les milieux ouverts : landes, milieux agro-pastoraux,
- les cours d'eau abritant des espèces de poissons endémiques du Bassin du Rhône et des invertébrés (odonates, papillons diurnes, Ecrevisse à pattes blanches),
- les zones humides,
- les forêts anciennes, à fort degré de naturalité,
- les milieux rupestres.

Mesure 1.2

Protéger et gérer les réservoirs de biodiversité.

Contexte :

Le territoire du Parc compte de nombreux milieux rares, menacés et/ou en régression. C'est le cas des zones humides, des cours d'eau et de leur végétation rivulaire, des forêts anciennes, de certains milieux agro-pastoraux ou encore des milieux rupestres. Certaines espèces animales ou végétales présentent également un fort intérêt patrimonial en raison de leur statut de conservation (espèces rares ou menacées) ou de leur aire de répartition restreinte. La valeur de ce patrimoine naturel est par ailleurs reconnue à travers sa désignation au titre des inventaires naturalistes nationaux (ZNIEFF de type 1), ou à travers le classement de sites au titre de Natura 2000 ou encore la Stratégie nationale de Création d'Aires Protégées (SCAP). On compte ainsi près de 26 000 hectares constituant des réservoirs de biodiversité.

L'évaluation de la première Charte et de son application confirme le positionnement clair et reconnu du Parc en faveur de la préservation des espaces naturels emblématiques, notamment à travers ses actions et plans de sauvegarde d'espèces (Loutre, chauves-souris, Sonneur à ventre jaune...), de restauration des milieux (tourbières et zones humides, vieilles forêts, milieux agro-pastoraux...), ainsi qu'à travers sa démarche en cours de création de la réserve biologique intégrale des Sources de l'Ardèche. Ce travail engagé depuis 2001 doit se poursuivre, notamment au regard des enjeux locaux et nationaux de lutte contre l'érosion de la biodiversité.

Objectifs partagés :

- **Renforcer la protection réglementaire : classer 1200 ha en réserves biologiques sur le massif du Tanargue.**
- Développer des **programmes de conservation et de gestion** portant sur des **espaces et espèces remarquables** du territoire.

Contenu de la mesure

> Etendre le réseau de sites protégés dans le cadre de la Stratégie nationale de Création d'Aires Protégées (SCAP).

- **Classer en réserves biologiques intégrales et dirigées le site du Grand Tanargue.**

- Mettre en place une protection forte sur le secteur de bois de Cuze, en fonction des spécificités locales et de l'évolution des connaissances sur la flore, la faune et les habitats.

> Gérer les habitats remarquables.

- Sécuriser les habitats remarquables, en utilisant l'ensemble des outils disponibles : maîtrise foncière, gestion contractuelle et protection réglementaire.

- Mettre en place des actions exemplaires de gestion sur ces sites et transférer ce savoir-faire dans et en dehors du territoire du Parc.

- Doter les sites de documents de planification.

- Sensibiliser et impliquer les collectivités locales dans la gestion de ces sites, notamment dans le suivi des sites au quotidien.

- Développer les actions de communication sur les réservoirs de biodiversité.

- Mobiliser l'expertise technique du Parc dans la définition des outils contractuels, telles que les mesures agroenvironnementales.

> Poursuivre et développer les programmes de conservation et de restauration des espèces remarquables.

- **Elaborer avec les partenaires scientifiques, techniques et le milieu associatif, des programmes de conservation et de restauration des espèces remarquables et/ou menacées du territoire.**

- Décliner localement les plans nationaux d'actions (par exemple : Loutre, chiroptères, Sonneur à ventre jaune, Apron du Rhône...).

- Développer les projets de conservation portant sur des espèces de la faune ou de la flore du Parc porteuses d'une symbolique forte.

Rôles du Syndicat mixte du Parc :

- Il contribue à la mise en œuvre des politiques publiques de conservation.
- Il développe une approche écosystémique, privilégiant une démarche globale de gestion des habitats, des espèces et des sites, en lien avec les activités humaines qui y prennent place.
- Il sensibilise et informe les acteurs locaux sur les enjeux et les moyens disponibles pour la protection des espaces naturels.
- Il définit des outils de gestion, accompagne les gestionnaires de sites et initie la réflexion sur la mise en place de nouveaux outils.
- Il assure un rôle majeur dans la mise en œuvre du dispositif Natura 2000 sur son territoire, notamment en tant que structure animatrice des sites du Tanargue et du Plateau de Montselgues, et structure fédératrice des sites Natura 2000. Il se positionne comme structure animatrice potentielle pour les sites ne trouvant pas de structures volontaires.
- Il contribue, dans son rôle en matière de préservation de la biodiversité et en appui aux structures locales, à la mise en place d'une protection forte sur le secteur du Bois de Cuze, en concertation avec les partenaires concernés, en fonction des spécificités locales et de l'évolution des connaissances sur la flore, la faune et les habitats.
- Il propose et met en œuvre des programmes de conservation des espèces menacées, rares ou emblématiques du territoire.

Rôles des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et Départements s'engagent à veiller à ce que les projets d'aménagement prennent en compte les enjeux de préservation de la biodiversité.

L'Etat s'engage à :

- Accompagner techniquement et financièrement les gestionnaires d'espaces naturels, dans la limite de ses compétences et de ses ressources financières.
- Soutenir les acteurs du territoire dans la déclinaison locale des plans de restauration nationaux visant les espèces menacées.

Les Régions et Départements s'engagent à mettre en œuvre les outils spécifiques dont ils disposent pour la protection des espaces naturels (ex : Réserves naturelles régionales, politique des Espaces Naturels Sensibles), dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Protéger les réservoirs de biodiversité dans toutes opérations d'aménagement.
- Garantir le maintien de l'intégrité et de la qualité des réservoirs de biodiversité, notamment par le maintien ou le classement des réservoirs de biodiversité en zones N ou A dans leurs documents d'urbanisme ou en procédant à des acquisitions foncières.
- Participer aux instances de concertation mises en place par le syndicat mixte du Parc pour la gestion de ces espaces.

Rôles des partenaires :

Les partenaires scientifiques et techniques et les associations de protection de la nature apportent leur expertise dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de conservation et de réintroduction d'espèces menacées, ainsi que dans la gestion des sites à haute valeur patrimoniale. Ils peuvent en assurer la gestion directe.



Délais de réalisation

- À réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Evolution de la surface d'espaces faisant l'objet d'une protection réglementaire ou contractuelle.





Indicateur de résultat

- Les populations et/ou le nombre d'espèces remarquables sont stables ou en hausse.

Priorisation territoriale

- **Pentes** : secteurs du Tanargue et du Bois de Cuze. Concentration de milieux agropastoraux et de forêts anciennes.
- **Montagne** : densité forte de zones humides.

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le plan de Parc

- Réserves biologiques en cours de création 
- Réserves biologiques en projet 
- Réservoirs de biodiversité 
- Encart n°1 correspondant. 

Orientation 1

Préserver et gérer la biodiversité : l'affaire de tous.

Corridors écologiques : liaisons entre réservoirs de biodiversité (haies, bosquets dans un champ, fossés, ruis-seaux...)



Mesure 1.3

Préserver et gérer la «nature ordinaire» constitutive des corridors écologiques.

Contexte :

La nature « ordinaire » est constituée de prairies, d'espaces cultivés, de friches ou de boisements, structurés dans l'espace par des fossés, haies, talus ou bosquets. Outre leurs rôles paysager et socio-économique, ces espaces abritent une biodiversité en soi. Leur bon état de conservation contribue ainsi au maintien des corridors écologiques et de la fonctionnalité de l'ensemble des espaces de nature. Leur prise en compte constitue par ailleurs un thème fédérateur, qui offre à chacun la possibilité de s'investir dans la préservation de la nature.

Des études sur les trames vertes et bleues ont été menées à l'échelle des régions Rhône-Alpes (Schéma Régional de Cohérence Ecologique) et Auvergne, ainsi que du réseau Inter-Parcs du Massif central. A partir de ces études, le Parc des Monts d'Ardèche peut aujourd'hui inscrire des corridors écologiques potentiels sur son Plan de Parc, qu'il s'agira de préciser à des échelles plus fines au cours de cette seconde Charte en vue d'actions de restauration et de conservation.

Par ailleurs, le diagnostic révèle un autre enjeu relatif à certaines espèces communes, telle que le sanglier, qui présentent localement de très fortes densités et sont à l'origine de dégâts aux cultures, aux prairies et aux points d'eau, outre les dégradations des patrimoines agricoles (terrasses, béalières).

Objectifs partagés :

- **Maintenir et restaurer les corridors écologiques.**
- **Changer le rapport à la nature ordinaire**, pour une meilleure considération de la biodiversité de proximité.
- **Veiller à la bonne gestion de la problématique «sangliers».**

Contenu de la mesure :

> Préciser localement les corridors écologiques.

- Dans le cadre du Schéma Régional de Cohérence Ecologique, identifier finement et caractériser les corridors écologiques sur le territoire du Parc et ses zones limitrophes, avec une attention particulière pour les

milieux agro-pastoraux, les zones humides et les cours d'eau.

> Sensibiliser les collectivités locales à l'intégration des enjeux de biodiversité dans l'aménagement de leur territoire.

- Inscrire dans les documents d'urbanisme des zonages préservant les corridors écologiques identifiés sur leur territoire (les prairies, les zones humides, les boisements majeurs...).
- Accompagner les collectivités locales dans la réalisation d'aménagements et actions permettant de restaurer et sécuriser le bon fonctionnement des corridors écologiques.
- Diffuser auprès des collectivités locales les bonnes pratiques d'entretien et d'aménagement de l'espace (plans de désherbage, fleurissement, limitation de l'éclairage nocturne).

> Impliquer le grand public.

- Développer les inventaires et les suivis participatifs des espèces de la nature ordinaire.
- Constituer un réseau d'observateurs bénévoles.
- Vulgariser des pratiques exemplaires de jardinage et d'entretien des abords d'habitations pour les particuliers.

> Gérer durablement et collectivement les populations de sangliers.

- Développer et diffuser la connaissance scientifique sur l'écologie de l'espèce.
- Adapter les prélèvements à la dynamique de population de l'espèce et en fonction des dégâts observés.
- Diffuser sur le territoire les données relatives aux prélèvements et aux dégâts agricoles.
- Développer des actions d'ouverture des milieux, permettant tout à la fois de réduire les zones de remise des sangliers et de favoriser la petite faune.
- Expérimenter des moyens de réduction des risques.

> Gérer les espèces envahissantes.

- Réaliser l'état des lieux sur la présence des espèces envahissantes (végétales et animales).
- Coordonner les campagnes de lutte contre ces espèces, en particulier

pour ce qui concerne les espèces ayant un impact négatif direct sur les populations (ambrosie).

- Développer les projets de recherche scientifique et d'expérimentation de moyens de gestion et de lutte des invasives.

Rôles du Syndicat mixte du Parc :

- Il porte à la connaissance du plus grand nombre la richesse et la valeur patrimoniale des espaces et espèces de la nature ordinaire.

- Il met en place et anime un réseau d'observation de la nature ordinaire.

- Il met en œuvre avec ses partenaires des programmes d'actions en faveur des espèces animales et végétales du quotidien.

- Il établit et diffuse des recommandations en matière de préservation de la nature ordinaire, à destination des collectivités locales, des agriculteurs, des forestiers et des habitants.

- Il réalise l'étude des corridors écologiques à échelle fine et met en œuvre avec ses partenaires des actions de conservation ou de restauration des continuités écologiques.

- Il apporte un appui technique aux collectivités dans l'élaboration de leur document de planification et d'urbanisme, pour y intégrer les objectifs de conservation de la nature ordinaire.

Concernant la problématique de gestion des populations de **sangliers** :

- Il contribue au dialogue territorial sur la problématique des sangliers avec la Fédération de Chasse, les Associations Communales de Chasse Agréées (ACCA), les organismes publics agricoles, les services de l'Etat, les élus et acteurs locaux. Il assure ce rôle de médiation territoriale dans le cadre d'un protocole concerté avec les différents acteurs mentionnés.

- Il est associé aux réflexions départementales sur la chasse et la faune sauvage.

- Il évalue les impacts des populations de sangliers sur les patrimoines bâtis et culturels, ainsi que leurs impacts sociaux et économiques, dans le cadre d'une approche scientifique qui tient compte des différents facteurs d'évolution et de transformation des patrimoines.

- Il est à l'initiative de la réalisation d'études scientifiques, d'une part, sur les impacts des populations de sangliers sur les patrimoines naturels, d'autre part, sur la dynamique des populations et l'écologie de l'espèce sur le territoire.

- Il expérimente des moyens de réduction des risques.

- Il relaie l'information relative aux populations de sangliers, leur impact et leur gestion, en totale coordination avec les acteurs concernés, pour la mise en œuvre du schéma départemental de gestion cynégétique.

Rôles des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et Départements s'engagent à veiller à ce que les projets d'aménagement soient compatibles avec les enjeux de préservation de la «nature ordinaire».

Les gestionnaires des routes nationales (Etat) et départementales d'intérêt local (Conseils généraux), ainsi que des ouvrages d'art correspondants, s'engagent à intégrer dans leurs interventions techniques les enjeux liés à la préservation de la biodiversité.

Les communes et communautés de communes reconnaissent l'utilité de protéger la nature ordinaire. Elles s'engagent à :

- Prendre part aux actions initiées par le Parc et intégrer les enjeux de protection de la nature ordinaire dans la gestion et l'aménagement de leur territoire.

- Veiller à l'identification des éléments naturels structurants (mares, haies, fossés, bois et bosquets...) et des continuités écologiques lors de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme.

- Incrire dans leur documents d'urbanisme les continuités écologiques et éléments de la «nature ordinaire» à préserver, par le biais de classements ad hoc (espaces boisés classés, éléments paysagers remarquables, zones agricoles protégées, ...) et d'un zonage adapté.

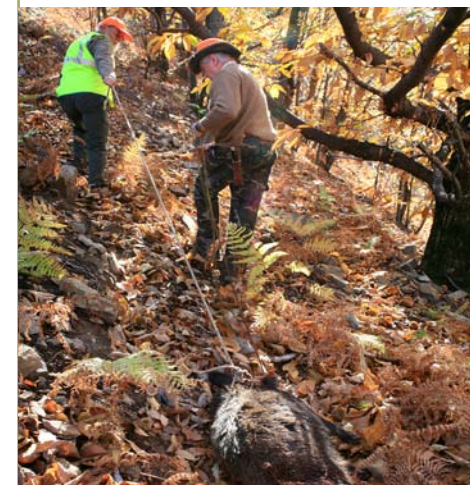
- Intégrer les recommandations du Parc en matière de préservation de la nature ordinaire dans les pratiques de leurs services techniques.

Rôles des partenaires :

Les partenaires agricoles et forestiers s'engagent dans la promotion de modes de gestion favorables à la biodiversité.

Les associations de protection de la nature (FRAPNA, LPO...) et les partenaires éducatifs du Parc participent à l'élaboration et à la mise en œuvre des actions d'information et de sensibilisation à la préservation de la nature ordinaire.

La Fédération départementale des chasseurs met en œuvre le schéma départemental de gestion cynégétique, avec l'ensemble des détenteurs de droit de chasse du département, en poursuivant les efforts de régulation des populations de sangliers. Elle est impliquée dans la sensibilisation et l'éducation des publics à la faune sauvage et contribue à son suivi sanitaire.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Définition de corridors écologiques à échelle fine (1/10 000ème maximum).

Indicateur de résultat

- Nombre de documents d'urbanisme prenant en compte la trame verte et bleue.

Priorisation territoriale

- **Pentes et montage** : secteurs à milieux ouverts et milieux aquatiques notamment.

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le plan de Parc

- Corridors écologiques potentiels



Orientation 1

Préserver et gérer la biodiversité : l'affaire de tous.



Article L362-1 du Code de l'Environnement :

En vue d'assurer la protection des espaces naturels, la circulation des véhicules à moteur est interdite en dehors des voies classées dans le domaine public routier de l'Etat, des départements et des communes, des chemins ruraux et des voies privées ouvertes à la circulation publique des véhicules à moteur.

CDESI : Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires

PDIPR : Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnées

PDESI : Plan départemental des espaces, sites et itinéraires

Mesure 1.4 Maîtriser les pratiques de loisirs motorisés.

Contexte :

Les Monts d'Ardèche forment un territoire particulièrement attractif pour les sports et loisirs motorisés, qui se sont fortement développés au cours de la dernière décennie. Ce développement sur le territoire du Parc peut compromettre, dans certains cas, la réalisation des objectifs de la Charte : si leurs incidences directes sur les milieux sont souvent difficiles à mesurer (impacts sur les sols, la faune, risques de pollutions ponctuelles et risques d'incendies accrus...), des conflits d'usages sont néanmoins observés, notamment lorsque certains pratiquants négligent la sécurité des autres usagers, le cadre de vie des habitants, les supports de production agricole ou forestière.

Le territoire doit pour cela se doter de règles communes, conformément à la Loi n°91-2 du 3 janvier 1991 (codifiée aux articles L362-1 et L362-2 du Code de l'environnement), relative à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels. Cette loi spécifie que chaque commune adhérente d'un Parc naturel régional doit établir des règles de circulation sur les voies et chemins communaux, par arrêté municipal, en tenant compte des usages pouvant bénéficier de dérogations permanentes ou faisant l'objet d'un encadrement.

Le bilan évaluatif montre qu'à ce jour 25 communes ont pris des arrêtés municipaux d'interdiction de circulation sur voies et chemins, et 14 communes ont bénéficié de l'accompagnement du Parc dans leur réflexion sur la gestion des circulations motorisées (cf. carte en annexe 9).

Objectif partagé :

- **Mettre le territoire en conformité avec la loi N°91-2 du 3 janvier 1991, dans les trois ans.**

- **Prévenir et limiter les impacts négatifs** des activités de loisirs motorisés sur les milieux naturels, la qualité de vie des habitants et les paysages.

Contenu de la mesure :

> **Couvrir l'ensemble du territoire par des «Plans de gestion des circulations motorisées», dans les trois premières années de la charte.**

- Apporter un appui technique aux collectivités locales dans l'identification, à échelle intercommunale, des voies qui feront l'objet d'arrêtés municipaux réglementant les circulations motorisées. Des restrictions ou interdictions de circulation concerneront notamment :

- les chemins traversant les réservoirs de biodiversité et corridors écologiques (identifiés au Plan de Parc),
- les chemins et voies à forte valeur patrimoniale (sentiers patrimoniaux emblématiques identifiés au Plan de Parc, calades...),
- les chemins balisés pour la pratique exclusive de la randonnée non motorisée, les chemins inscrits au PDIPR ou au PDESI, hormis les voies départementales et communales,
- les secteurs où des conflits d'usage sont avérés.

> **Créer quatre «Secteurs prioritaires d'interdiction globale de circulation motorisée».**

- Mettre en place, de façon concertée, des arrêtés municipaux permettant de protéger, dans leur globalité, des espaces reconnus les plus sensibles (enjeux naturalistes) et soumis à de fortes pressions.

> **Juguler les pratiques motorisées sur les chemins ou espaces interdits à la circulation motorisée**, ainsi que les activités encadrées par des structures à vocation commerciale non déclarées.

- Relayer l'information sur les pratiques illégales observées auprès des agents assermentés, pour constater et verbaliser les contrevenants à la loi.

> **Poursuivre l'état des lieux complet et actualisé des pratiques motorisées.**

- Identifier et cartographier les secteurs où les loisirs motorisés sont à l'origine de conflits.
- Actualiser l'inventaire des mesures de gestion mises en place

(arrêtés d'interdiction, mise en place d'obstacles à la circulation, ouverture de terrains dédiés...) et suivre leurs effets.

- Caractériser les attentes des communes et des usagers de la nature.

> Renforcer la sensibilisation, l'information et la formation.

- Développer des campagnes de sensibilisation et d'information adaptées aux pratiquants et au grand public, pour faire connaître et comprendre la réglementation en vigueur (notamment à destination de pratiquants non affiliés et non encadrés).

- Développer des formations ciblées pour les collectivités et à destination d'utilisateurs d'engins motorisés dans un cadre d'activité professionnelle...

- Adapter la signalétique.

> Limiter les impacts liés aux des manifestations

- Diffuser le «Protocole d'instruction des manifestations motorisées tout-terrain» défini par la Commission départementale de maîtrise des loisirs motorisés.

- Etudier la possibilité de créer des terrains dédiés aux pratiques des loisirs motorisés.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il anime la réalisation des «plans de gestion des circulations motorisées», en priorité sur les quatre «secteurs prioritaires d'interdiction globale de circulation motorisée». Il se dote des moyens adéquates pour rendre le territoire conforme à la Loi n°91-2 du 3 janvier 1991, dans les trois ans.

- Il participe à la mise à jour permanente de l'Observatoire des pratiques motorisées, animé par la Commission départementale de maîtrise des loisirs motorisés.

- Il apporte son expertise technique et juridique aux collectivités pour la mise en place de «Plans de gestion des circulations motorisées». Il veille à la cohérence de ce plan avec les territoires et projets adjacents, ainsi qu'à la prise en compte des objectifs de préservation du patrimoine local.

- Il anticipe et s'informe des manifestations motorisées licites ou illicites sur le territoire par le biais de l'Observatoire des pratiques motorisées.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et les Départements reconnaissent le Parc comme partenaire privilégié pour la maîtrise des pratiques motorisées sur son territoire (en référence à la loi n° 91-2 du 3 janvier 1991). Ils soutiennent le Parc dans sa démarche d'accompagnement des communes.

L'Etat s'engage à :

- Informer le Syndicat mixte du Parc des dossiers d'autorisation ou de déclaration préalable à l'organisation de manifestations ou de rassemblements, dans le cadre du Comité de pilotage départemental de maîtrise des pratiques motorisées et dans la limite de ses compétences et de ses moyens.

- Privilégier les secteurs les plus sensibles lors d'opérations de police concertées.

Le Département d'Ardèche participe à la mise en oeuvre de la Charte, notamment à travers l'observatoire départemental de veille sur l'organisation d'événementiels et de prestations motorisées, encadrées et commerciales.

Les communes s'engagent à :

- Prendre des arrêtés municipaux pour la maîtrise des pratiques motorisées, conformément à la loi n°91-2 du 3 janvier 1991 et aux objectifs de la Charte du Parc. Dans cet objectif, elles s'appuient sur un «Plan de gestion des circulations motorisées», réalisé en associant le syndicat mixte du Parc, en cohérence avec les communes adjacentes et le réseau local de sentiers de randonnée.

- Consulter pour avis le syndicat mixte du Parc sur les projets d'aménagement de circuits motorisés sur leur territoire.

- Prendre les mesures nécessaires permettant de limiter les nuisances sonores engendrées par les véhicules aériens motorisés.

Rôle des partenaires :

Les associations de pratiquants de sports motorisés (dont la Fédération française du Motocyclisme), les associations de médiation et les comités de randonnée (équestre, pédestre, VTT), regroupés au sein de la Commission départementale de maîtrise des loisirs motorisés, accompagnent le syndicat mixte du Parc et les collectivités dans l'identification des secteurs conflictuels, la sensibilisation des pratiquants et la mise en oeuvre d'actions expérimentales.

Les services de l'Etat tels que l'ONCFS, l'ONEMA, l'ONE, sont habilités à intervenir pour des opérations de contrôle et de coercition relatives à des pratiques motorisées illicites dans les espaces naturels.

Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre de «Plans de gestion des circulations motorisées» réalisés.

Indicateur de résultat

- Nombre de communes ayant pris des arrêtés municipaux pour réglementer les circulations motorisées.

Etat de référence (2011)

- 26 communes ayant pris des arrêtés municipaux

Se référer aux annexes

Annexe 9 : Carte d'inventaire des mesures de gestion des pratiques de loisirs motorisés.

Priorisation territoriale

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le plan de Parc

Secteurs prioritaires d'interdiction globale de circulation motorisée.



Orientation 2

Préserver et gérer durablement le capital en eau du territoire



SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

SAGE : Schéma d'aménagement et de gestion des eaux

Mesure 2.1 Economiser la ressource en eau.

Contexte :

De par leur relief et leur climat, les Monts d'Ardèche constituent un territoire d'eau exceptionnel et préservé. L'eau est une ressource précieuse et fragile dont les usages et les volumes mobilisés sont en augmentation croissante. Alors même qu'un tiers des communes du bassin de l'Ardèche a été confronté à des périodes de pénurie en eau potable, la consommation pourrait encore augmenter de 14% à l'horizon 2015 et de 24% à l'horizon 2030 sur les communes de l'Ardèche amont. Parallèlement, les réseaux d'adduction sont peu performants et entraînent des pertes et un gaspillage considérables.

L'eau est également nécessaire au développement d'une agriculture de proximité, et la juste mobilisation de cette ressource, à un niveau acceptable pour l'équilibre des écosystèmes aquatiques, est un enjeu extrêmement important.

Les prélèvements liés à l'irrigation, mais également les autres usages et pressions sur la ressource peuvent représenter par ailleurs une menace pour l'équilibre et la qualité des milieux aquatiques, notamment sur les bassins versants déficitaires au sud du territoire. La vulnérabilité de la ressource est accentuée par des prélèvements estivaux très élevés, les changements climatiques risquant par ailleurs d'augmenter la fréquence et la durée des épisodes de sécheresse.

Objectifs partagés

- **Faire reconnaître le rôle du territoire des Monts d'Ardèche comme « château d'eau »**, dont les caractéristiques quantitatives et qualitatives ont leur importance vis-à-vis des zones en aval.
- **Satisfaire les usages fondamentaux** (eau potable et usages agricoles de moyenne échelle), tout en garantissant la préservation de la ressource en eau et le bon état des milieux aquatiques.

Contenu de la mesure

> Réduire la consommation d'eau du territoire.

- Sensibiliser et former les habitants et les collectivités locales sur la réduction des besoins (récupération des eaux pluviales, arrosage au jardin, aménagements et fleurissement).
- Former les exploitants agricoles sur les pratiques d'irrigation et les pratiques culturales.
- Optimiser la performance industrielle et les procédés du secteur industriel.
- Elaborer et proposer des chartes de bonnes pratiques.

> Innover et expérimenter des modes de production, des pratiques et des modes de vies plus économes en eau.

- Accompagner techniquement et financièrement les collectivités, professionnels et associations dans la mise en oeuvre d'actions innovantes et exemplaires permettant de réduire la consommation en eau et d'évaluer l'efficacité des actions. Privilégier des projets collectifs et reproductibles.
- Constituer un capital d'expériences accessible aux porteurs de projets publics et privés.

Rôles du Syndicat mixte du Parc :

- **Il s'appuie notamment sur les structures de gestion existantes** (Agence de l'eau porteuse des SDAGE et syndicats de rivière, porteurs de contrats de rivière ou de SAGE), **dont il reconnaît la légitimité et les compétences**. Il participe activement à leurs instances.

- En complément, le syndicat mixte du Parc apporte sa vision à l'échelle des Monts d'Ardèche, et poursuit son rôle de sensibilisation et d'information auprès des élus, des professionnels, des habitants et visiteurs.

- Il expérimente des pratiques économes et valorise les actions exemplaires, en veillant à une bonne articulation entre ses actions et celles conduites par les structures locales de gestion de l'eau.

Rôles des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage à préserver la qualité de la ressource en eau vis-à-vis des activités industrielles et d'exploitation minière.

Les Régions et Départements s'engagent à apporter leur soutien technique et financier aux actions visant à améliorer la gestion quantitative de la ressource en eau, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Veiller à ce que les prélèvements d'eau potable ne compromettent pas la pérennité de la ressource.
- Intégrer les enjeux de préservation de la ressource en eau dans leur planification en matière d'urbanisme.
- Veiller à ce que les équipements publics soient économes en eau et mettent en œuvre des pratiques exemplaires en matière de gestion des espaces verts.
- Rechercher les solutions techniques et financières permettant la rénovation des réseaux d'adduction d'eau potable.

Rôles des partenaires :

Les syndicats de rivière et structures porteuses des SAGE définissent et mettent en œuvre la politique de l'eau en visant une gestion économe de la ressource en eau (volumes prélevables).

Les partenaires éducatifs du Parc s'engagent dans des campagnes d'information et de sensibilisation aux économies d'eau.

Les Agences de l'eau, porteuses des SDAGE, accompagnent les acteurs du territoire dans la mise en œuvre technique et financière des actions dans le domaine des économies d'eau.

Les chambres consulaires accompagnent les acteurs de l'eau :

- d'une part, dans leurs démarches d'information et de sensibilisation en faveur d'une gestion équilibrée de la ressource en eau, sur le plan environnemental, économique et social,
- d'autre part, dans la promotion des pratiques visant à préserver la ressource en eau, auprès des agriculteurs, artisans, entrepreneurs, industriels, commerçants, etc.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre de journées et d'outils de sensibilisation réalisés.

Indicateur de résultat

- Evolution globale de la consommation de l'eau sur le territoire par types d'usage.

Orientation 2

Préserver et gérer durablement le capital en eau du territoire

Bassin versant de l'Ardèche (779km) :

- 34% des masses d'eau dans un état écologique «très bon»,
- 52% des masses d'eau dans un état écologique «bon»,
- 93% des masses d'eau dans un état chimique «bon».

Bassin versant de la Loire (77km) :

- 57% des masses d'eau dans un état écologique «très bon»,
- 43% des masses d'eau dans un état chimique «bon».



Mesure 2.2

Lutter contre les pollutions et viser l'excellence de la qualité de l'eau.

Contexte :

Situées en têtes de bassins versants, sur un territoire préservé, les rivières des Monts d'Ardèche (bassins de l'Ardèche, de la Loire, du Lignon, de l'Eyrieux, du Doux et de l'Ouvèze) sont pour la plupart de très bonne qualité, d'un point de vue chimique, physique et biologique. Ces cours d'eau contribuent à la renommée du territoire, à son attractivité et à son développement économique.

Leur état de conservation est exceptionnel, mais extrêmement fragile. Ces cours d'eau peuvent en effet être soumis à diverses pressions et menaces : des phénomènes d'eutrophisation liés aux pollutions domestiques, à l'absence ou aux mauvaises performances des réseaux d'assainissement, à des amendements agricoles localisés. Les produits phytosanitaires utilisés pour l'entretien des routes et en agriculture, les pollutions industrielles diffuses ou accidentelles, ainsi que les dépôts d'ordures sauvages sont également autant de sources de pollution susceptibles d'affecter durablement la qualité de l'eau et de l'environnement.

Objectifs partagés :

- **Viser l'excellence de la qualité de nos rivières** : atteindre le «bon état écologique» et le «bon état chimique» de la majorité des cours d'eau en 2015, et de la totalité en fin de Charte (voir les objectifs par cours d'eau en annexe 14).
- Compléter et mettre à niveau les infrastructures d'assainissement du territoire, au regard de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines.

Contenu de la mesure :

- > **Engager le territoire sur l'objectif « zéro pesticide ».**
- Diffuser l'information sur les risques de l'utilisation des pesticides pour la santé et l'environnement pour inciter l'ensemble des usagers à en réduire l'utilisation.

- Accompagner la profession agricole à la réduction de l'usage des pesticides, notamment à travers des démarches de conversion en agriculture biologique et en déclinant le plan national Ecophyto 2018 issu du Grenelle de l'environnement.

- Renforcer l'information auprès des jardiniers amateurs, favoriser le jardinage biologique et les pratiques n'utilisant pas de produits phytosanitaires.

- Développer des partenariats avec le secteur privé impliqué dans la vente de produits phytosanitaires.

- Valoriser les démarches exemplaires de réduction des pesticides.

> Réduire les risques d'eutrophisation des eaux.

- Améliorer l'assainissement collectif et individuel, en dotant notamment les zones rurales d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

- Ajuster, au besoin, les épandages d'engrais sur les têtes de bassin.

> Accompagner les entreprises dans des démarches de performance environnementale.

- Identifier les sources de pollution industrielle, mettre en place un plan de réduction de ces pollutions et d'accompagnement des entreprises dans leurs démarches de performance environnementale.

> Renforcer le suivi de la qualité des eaux.

- Etablir un tableau de bord de suivi de la qualité de l'eau à échelle territoriale.

- Evaluer les effets des actions de lutte contre les pollutions.

- Elargir le réseau des stations de mesures couvrant le territoire en 2011.

Rôles du Syndicat mixte du Parc :

- **Il s'appuie notamment sur les structures de gestion existantes** (syndicats de rivière, porteurs de contrats de rivière ou de schémas d'aménagement et de gestion des eaux), **dont il reconnaît la légitimité et les compétences.** Il contribue à la réalisation de leurs

actions de résorption des pollutions de l'eau.

- Il mène des actions de sensibilisation sur la qualité de l'eau, sensibilise et informe sur les risques liés à l'utilisation des pesticides et fait la promotion de pratiques alternatives.
- Il accompagne les collectivités locales dans la mise en place de démarches « zéro pesticides ».
- Il réalise l'inventaire et la cartographie des dépôts et décharges sauvages, définit et met en œuvre une stratégie de résorption de ces points noirs.
- Il marque sa forte opposition à l'exploration et à l'exploitation d'hydrocarbure de roche-mère impactant le territoire du Parc, en raison des conséquences graves sur les sols, les ressources en eau et les paysages, ceci en totale synergie avec la demande de la Fédération Nationale des Parcs Naturels régionaux d'interdire ces pratiques dans les Parcs Naturels Régionaux (motion adoptée le 23 février 2011). Son territoire n'ayant pas vocation à supporter ce type de projets, il engagera les démarches possibles et adaptées, en fonction de l'évolution du cadre juridique européen et national, pour éviter leurs réalisations.

Rôles des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage à :

- Accompagner techniquement et financièrement le territoire dans la conservation et la gestion durable des milieux aquatiques, dans la limite de ses compétences et de ses ressources financières.
- Préserver la qualité de la ressource en eau vis-à-vis des activités industrielles et d'exploitation minière.

Les Régions et Départements soutiennent techniquement et financièrement les actions de préservation et de restauration de la qualité des milieux aquatiques, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- S'équiper, le cas échéant, de stations d'épuration des eaux usées.
- Mettre en conformité les installations de traitement des eaux usées existantes.
- Améliorer l'assainissement individuel.
- Réduire l'utilisation, voire éliminer l'usage des pesticides dans la gestion des espaces verts et de la voirie.
- Relayer les campagnes d'information sur la réduction des pesticides.

Rôles des partenaires :

Les Syndicats de rivière et les structures porteuses de contrats de rivières et de Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux sont les acteurs de premier plan dans la mise en œuvre des politiques de l'eau. Ils définissent et mettent en œuvre sur leurs territoires des actions visant à préserver et reconquérir la qualité des eaux, à sensibiliser les usagers aux pratiques respectueuses de la ressource, en veillant à la bonne articulation de ces actions avec la Charte du Parc.

Les Chambres consulaires relaient l'information auprès des professionnels et les accompagnent dans les efforts de réduction des pollutions.

Les Chambres d'agriculture accompagnent les exploitants dans la réduction des intrants (notamment azotés), dans l'amélioration de la gestion des effluents d'élevage et dans la préservation de zones « tampon ». Elles accompagnent également la conversion des exploitations agricoles en agriculture biologique et valorisent ces initiatives.

L'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques assure les suivis et veille au bon état des masses d'eau. Il assure également les missions de police de l'eau et d'amélioration des connaissances des milieux aquatiques.

Les Fédérations départementales des pêcheurs mettent en œuvre une gestion halieutique patrimoniale des cours d'eau et contribuent à l'ensemble des actions mises en œuvre pour une bonne gestion des cours d'eau. A travers le réseau des APPMA, elles contribuent également à alerter les services de police de l'eau en cas de pollution observée sur le territoire.

Les Agences de l'eau Rhône Méditerranée Corse et Loire Bretagne, porteuses des SDAGE, contribuent à la mise en œuvre de la Charte dans le cadre de leurs compétences en matière d'amélioration de la gestion de l'eau, de lutte contre la pollution et de protection des milieux aquatiques sur leurs bassins respectifs.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Mise en place d'un tableau de bord «Qualité de l'eau» à l'échelle des Monts d'Ardèche.

Indicateur de résultat

- Evolution de la qualité des cours d'eau (données fournies par le tableau de bord).

Se référer aux annexes

Annexe 14 : Qualité des rivières.

Priorisation territoriale

- **Pentes** : accompagnement des entreprises artisanales et industrielles du bassin versant de la vallée de l'Eyrieux.
- **Piémont** : accompagnement des entreprises artisanales et industrielles des secteurs des Vans et d'Aubenas.

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le plan de Parc

Rivières et milieux aquatiques



Secteurs majeurs de zones humides



Orientation 2 Préserver et gérer durablement le capital en eau du territoire



Mesure 2.3 Préserver et restaurer la trame bleue.

Contexte :

Les cours d'eau des Monts d'Ardèche forment un réseau hydrographique très dense dont le caractère sauvage et le fonctionnement naturel sont encore préservés. L'absence d'aménagements lourds contribue ainsi à la présence de nombreuses espèces à forte valeur patrimoniale dont la Loutre, le Castor, l'Ecrevisse à pattes blanches et le Barbeau méridional.

Néanmoins, de nombreux seuils, d'anciens sites d'extraction de granulats et certaines pratiques d'entretien des berges peuvent altérer le bon fonctionnement de ces « infrastructures naturelles ».

Près de 2400 hectares de zones humides (tourbières, mares, marais, ripisylves) ont été identifiés dans les Monts d'Ardèche. Ils constituent des milieux riches en biodiversité et garants d'un certain nombre de fonctions naturelles, telles que la filtration et le stockage de l'eau et la régulation des débits. Ils représentent ainsi un intérêt collectif au regard des « services » rendus au territoire. Cependant, leurs surfaces sont en régression en raison de comblements, d'opérations de drainage, d'aménagements (création de plans d'eau, de retenues collinaires...) et de la pression urbaine.

Objectifs partagés :

- **Enrayer la perte des zones humides** et préserver la fonctionnalité des rivières.
- **Proscrire toutes opérations** de comblement, drainage et artificialisation **réalisées aux dépens des milieux aquatiques.**

Contenu de la mesure :

- > **Identifier et protéger les zones humides.**
- Intégrer dans la stratégie territoriale pour les zones humides les enjeux de préservation de la trame bleue nationale.
- Poursuivre les inventaires départementaux des zones humides.

- Affiner localement ces inventaires par l'identification des zones humides de moins d'un hectare, garantes du bon fonctionnement du réseau de zones humides.

- Mettre en place des outils réglementaires ou contractuels pour la protection, la gestion et la mise en valeur des zones humides, en lien avec les structures de gestion et en articulation avec les dispositions des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

- Protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme par un zonage adapté.

> Sensibiliser et informer sur la préservation des zones humides.

- Sensibiliser les publics sur le rôle et la fragilité de ces milieux.

- Informer et former les élus locaux, les agriculteurs, les propriétaires et riverains sur les outils techniques, réglementaires et financiers permettant de les préserver.

> Réduire l'impact écologique des seuils artificiels sur les rivières.

- **Réaliser un état des lieux des obstacles et de leurs impacts sur le milieu, en lien avec les structures de gestion.**

- Rechercher des solutions consensuelles pour minimiser l'impact des microcentrales hydroélectriques (performance énergétique et environnementale des installations).

- Privilégier la création de centrales hydroélectriques au niveau des seuils existants, le territoire du Parc n'ayant pas par ailleurs vocation à en accueillir de nouvelles.

- Aménager les ouvrages prioritaires identifiés dans le cadre du plan national de restauration de la continuité écologique des cours d'eau au titre du Grenelle de l'environnement (39 ouvrages au total).

Rôles du Syndicat mixte du Parc :

- Il diffuse l'information sur l'intérêt et les fonctions des zones humides ainsi que sur les différents outils disponibles pour la protection, la gestion et la mise en valeur de ces milieux auprès des acteurs locaux.

- Il contribue au porter à connaissance de l'inventaire départemental des zones humides, à son achèvement et à son actualisation.
- Il définit avec ses partenaires une stratégie de conservation des zones humides à l'échelle du Parc, en portant une attention particulière à la fonctionnalité des milieux (maintien des continuités écologiques).
- Il initie des programmes de protection, gestion et mise en valeur des zones humides.
- Il réalise un état des lieux des ouvrages en rivière et propose l'effacement de certains seuils non utilisés pour la production d'électricité.
- Il expérimente, avec les producteurs d'hydroélectricité, les moyens permettant de limiter l'impact des ouvrages sur le milieu et les accompagne dans la recherche d'une meilleure performance énergétique et environnementale.

Rôles des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage à préserver la qualité de la ressource en eau vis-à-vis des activités industrielles et d'exploitation minière.

Les Régions et les Départements apportent leur soutien aux actions de préservation et de restauration de la qualité des milieux aquatiques, dans la limites de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes et communautés de communes reconnaissent l'utilité publique des zones humides et s'engagent à les conserver et les prendre en compte dans leurs politiques d'aménagement, sur la base de l'inventaire départemental des zones humides existant. Dans ce sens, elles sécurisent l'intégrité des zones humides à travers les documents d'urbanisme (classement en zone N et restrictions sur l'occupation et l'utilisation des sols) et mettent en œuvre, au besoin, des actions de maîtrise foncière, en prenant en compte les obligations liées à la préservation des captages en eau potable.

Rôles des partenaires :

Le Conservatoire Rhône-Alpes des Espaces Naturels, dans le cadre de l'animation territoriale de l'inventaire départemental des zones humides, apporte un appui technique dans la mise en œuvre d'actions de préservation des zones humides.

Les Syndicats de rivière et les structures porteuses de contrats de rivières et de Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux constituent des acteurs de premier plan dans la mise en œuvre des politiques de l'eau. Ils définissent et mettent en œuvre sur leurs territoires des actions visant à préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques, en veillant à la bonne articulation de ces actions avec la Charte du Parc.

Les Chambres d'Agriculture incitent les agriculteurs à préserver les zones humides.

L'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques apporte son expertise scientifique et technique dans les actions mises en œuvre. Il assure le suivi du réseau hydrographique.

Les Agences de l'eau et les Services des DDT Ardèche et Haute-Loire participent à la mise en œuvre de la Charte dans les limites de leurs compétences et de leurs ressources financières.

La Fédération départementale des pêcheurs contribue, notamment par l'implication des APPMA, à la mise en œuvre opérationnelle des actions de gestion et de conservation des cours d'eau et zones humides. Elle veille tout particulièrement à la conservation des zones de frayères et à la libre circulation des poissons, dans le cadre d'une gestion patrimoniale des espèces piscicoles.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre d'opérations de réduction des obstacles et de leurs impacts sur les rivières et la trame bleue.

Indicateur de résultat

- Linéaire de cours d'eau (en kilomètres) sans obstacles à la circulation des espèces piscicoles.

Priorisation territoriale

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le plan de Parc

- Rivières et milieux aquatiques
- Encart 1 : Réservoirs de biodiversité (zones humides).



Orientation 3

Préserver et valoriser les patrimoines culturels spécifiques, matériels et immatériels



Mesure 3.1

Mettre en place une instance de concertation et de coordination des actions concernant les patrimoines culturels des Monts d'Ardèche.

Contexte :

Le domaine du patrimoine culturel suscite de plus en plus l'engouement et l'implication des associations locales et acteurs institutionnels, aussi bien dans le champ de la connaissance, que dans ceux de la protection et de la valorisation. Mais il est cependant difficile aujourd'hui de tirer un bilan global de l'évolution de la connaissance et de la protection des patrimoines sur le territoire, compte tenu de la multiplicité d'acteurs et d'initiatives, ainsi que de l'éparpillement des données. Par ailleurs, certains patrimoines ont été moins investis que d'autres et nécessitent une méthodologie d'inventaire adaptée, comme par exemple la mémoire collective et orale.

Objectifs partagés :

- Mettre en place un «**Observatoire du patrimoine culturel des Monts d'Ardèche**», outil pérenne de partage d'informations, permettant de prioriser et coordonner les initiatives à l'échelle du territoire.
- **Faire vivre la concertation** entre élus, habitants, associations et professionnels, pour **s'accorder sur les patrimoines que l'on souhaite transmettre aux générations futures.**

Contenu de la mesure :

- > **Améliorer, organiser et partager les connaissances sur les patrimoines.**
 - Se doter d'un outil d'aide à la décision : un «tableau de bord» du patrimoine, qui recense les études, les acteurs et les actions autour des patrimoines à l'échelle des Monts d'Ardèche. Les attendus et les modes de collectes pourront être précisés à travers cet outil.
 - Etablir un suivi cartographique des patrimoines et initiatives, facilement consultable.
 - Mettre ces données à disposition de l'ensemble des acteurs locaux,

du patrimoine et de la culture.

- Systématiser l'établissement des inventaires globaux du patrimoine (de préférence à l'échelle intercommunale), pour assurer la couverture totale du Parc à l'échéance des douze ans.

> Identifier les patrimoines prioritaires, pour une action porteuse de sens.

- Faire de l'Observatoire un lieu d'échanges, associant les élus, partenaires institutionnels, techniques et associatifs, pour construire de façon concertée et cohérente les choix d'actions sur les patrimoines à l'échelle des Monts d'Ardèche.

> Sensibiliser et former les multiples acteurs du patrimoine.

- Proposer des actions de sensibilisation et des programmes de formation aux différents champs d'intervention sur le patrimoine (inventaire-recherche, protection, restauration, valorisation, promotion), à destination des divers acteurs du territoire.
- Soutenir en particulier les démarches de formation qui associent autour du patrimoine les dimensions sociale, environnementale et de solidarité (démarches associatives, chantiers d'insertion, chantier-écoles, etc.).

Rôles du Syndicat mixte du Parc :

- Il initie la mise en place d'un «Observatoire du patrimoine culturel des Monts d'Ardèche» et assure son animation.

A ce titre :

- Il élabore un outil de pilotage et de suivi à l'échelle territoriale (type tableau de bord).
- Il organise des moments de concertation réguliers, au moins deux fois par an, rassemblant les acteurs intervenant dans les champs divers du patrimoine (associations d'envergure départementale, ABF, CAUE...).
- Il soutient techniquement et financièrement la réalisation d'inventaires globaux du patrimoine à échelle intercommunale, en mettant à disposition des collectivités et associations volontaires

une méthodologie adaptée ainsi qu'un «kit inventaire».

- Il initie et accompagne des travaux de recherche, avec l'appui du Conseil scientifique, sur des thématiques ciblées en rapport avec les enjeux locaux et les priorités du territoire.
- Il initie ou accompagne techniquement et financièrement des actions de sensibilisation et de formation.
- Il soutient les initiatives associatives qui concourent aux objectifs de la Charte du Parc.

Rôles des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat met à disposition du Parc les données patrimoniales du territoire dont il dispose et participe à l'Observatoire, à travers des conventions dédiées.

Les Régions et Départements accompagnent, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières, les projets de promotion des matériaux locaux et de restauration du petit patrimoine rural. Ils contribuent aux actions de valorisation de l'inventaire du patrimoine bâti.

Les Communautés de communes et/ou les communes sont partie prenante des inventaires et des actions de valorisation. Elles sollicitent les conseils et avis du syndicat mixte du Parc sur tout projet autour d'éléments de patrimoine présents sur leur territoire : petit patrimoine rural (clèdes, fours à pain, fontaines, capitelles, croix, etc.), aménagements hydrauliques (béalières, bassin, etc.), patrimoine des routes et réseaux (murets et parapets, ponts, équipements ferroviaires, drailles, etc.), terrasses exceptionnelles, patrimoine industriel.

Rôles des partenaires :

Les acteurs associatifs départementaux (Société de Sauvegarde des Monuments anciens, Mémoire d'Ardèche Temps Présent, etc.) participent à l'Observatoire (amélioration de la connaissance, concertation, sensibilisation) et accompagnent le Parc dans ses actions patrimoniales.

Les CDDRA participent à l'Observatoire, au même titre que les acteurs associatifs. A travers leurs lignes de financement «patrimoine», «culture» ou «tourisme», ils soutiennent financièrement les actions identifiées comme opportunes par le Parc sur son territoire.

Les CAUE participent à l'instance de concertation et de coordination des actions concernant les patrimoines culturels des Monts d'Ardèche, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre d'inventaires globaux du patrimoine à échelle intercommunale réalisés.

Indicateur de résultat

- Opérationnalité de l'Observatoire du patrimoine culturel des Monts d'Ardèche.

Orientation 3

Préserver et valoriser les patrimoines culturels spécifiques, matériels et immatériels



AMVAP : Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine. Cet outil permet d'énoncer des prescriptions adaptées à la sensibilité et à la fonctionnalité du site concerné : interdiction ou limitation au droit de construire, obligations de faire liées à des autorisations, obligations de moyens ou mode de faire. Une AMVAP est une servitude d'utilité publique annexée au Plan Local d'Urbanisme.

Mesure 3.2

Créer une culture partagée de la qualité architecturale et environnementale du bâti dans les Monts d'Ardèche.

Contexte :

Depuis la création du Parc en 2001, des outils de conseil architectural ont été développés pour les élus, les professionnels et les habitants des Monts d'Ardèche (cahiers de recommandations architecturales, permanences gratuites de conseil architectural, etc.). Une méthodologie et un «kit» d'inventaire du patrimoine bâti et mobilier local ont également été mis en place, validés par le Service Régional de l'Inventaire, et mis à disposition des collectivités et associations volontaires.

Néanmoins, les Monts d'Ardèche n'échappent pas au risque d'une banalisation des paysages bâtis, sous les effets conjugués d'une urbanisation pavillonnaire sans caractère, de modèles importés et d'un habitat « clé en main » standardisé.

Objectifs partagés :

- > **Valoriser le bâti existant**, en répondant aux modes de vie contemporains, dans le respect de l'identité architecturale et patrimoniale du territoire.
- > **Démontrer qu'une architecture contemporaine de qualité est aussi légitime dans un contexte rural**, qu'elle peut contribuer à valoriser les techniques et matériaux traditionnels, à révéler et renforcer les qualités des paysages naturels et culturels dans lesquels elle s'inscrit, et à concrétiser des démarches de développement durable (filière locale, réduction des consommations énergétiques, matériaux sains, gestion de l'eau...).

Contenu de la mesure :

> Renforcer et partager la connaissance du patrimoine bâti.

- Faire progresser la connaissance des caractéristiques de l'architecture locale par des inventaires du patrimoine bâti, des

recherches ethnologiques et techniques.

- Porter à la connaissance des communes, des maîtres d'ouvrages publics et privés, les éléments sur l'histoire du bâti et le vocabulaire architectural local.

> Sensibiliser et former les collectivités.

- Accompagner et stimuler la commande publique en faveur de la qualité architecturale et environnementale.
- Développer des visites d'opérations exemplaires.
- Diffuser les Cahiers de recommandations architecturales et paysagères du Parc des Monts d'Ardèche (cahiers adaptés à chaque entité paysagère) et conseiller les maîtres d'ouvrage à la prise en compte de l'écriture architecturale locale dans la conduite de leurs projets (rénovations et constructions neuves).
- Accompagner les collectivités pour qu'elles intègrent systématiquement dans leurs documents d'urbanisme, quand ils existent, des dispositions spécifiques favorisant l'intégration architecturale et paysagère des constructions nouvelles, extensions ou réhabilitations.
- Permettre une expression architecturale contemporaine et la prise en compte des aspects de développement durable (intégration des énergies renouvelables, dispositifs d'isolation...).
- Explorer les possibilités de bonification des règles définissant les droits à construire, en faveur d'objectifs énergétiques et environnementaux (bonification du COS pour efficacité énergétique...).

> Sensibiliser, conseiller et former les habitants.

- Réaliser des outils de sensibilisation du grand public aux patrimoines bâtis et à leur diversité sur les Monts d'Ardèche : guides conseil, fiches de recommandations, collection de patrimoines... Appuyer des démarches de sensibilisation innovantes et participatives.
- Systématiser la «consultance architecturale» aux particuliers.
- Soutenir l'éducation à l'architecture tout au long de la scolarité.
- Mettre en place des formations à la restauration du patrimoine bâti dans le respect des savoir-faire traditionnels pour les habitants, en lien avec les organismes de formation.

> Former les professionnels des Monts d'Ardèche à l'éco-construction, aux matériaux et savoir-faire locaux.

- Former les artisans et prescripteurs aux techniques et savoir-faire traditionnels locaux, à la valorisation des matériaux locaux, aux économies d'énergie, à la construction bioclimatique.
- Développer des labels dédiés du type « Maçons du patrimoine ».
- Structurer l'offre en éco-construction et promouvoir les artisans et professionnels engagés dans les processus de certification ou qualification reconnus.
- Proposer en particulier des formations de valorisation de matériaux traditionnels comme les lauzes et genêts, qui participent à la typicité patrimoniale des Monts d'Ardèche.
- Soutenir les rénovations de toitures de lauzes et de genêts.
- Favoriser l'ouverture de carrières de lauzes, en cohérence avec les Schémas départementaux des carrières.

> Mettre en place des outils réglementaires de protection adaptés aux aires habitées d'intérêt architectural et paysager.

- Elaborer des Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AMVAP), dans une démarche concertée.

Rôles du Syndicat mixte du Parc :

- Il sensibilise les acteurs publics et privés en s'appuyant notamment sur la diffusion de ses Cahiers de recommandations architecturales et paysagères.
- Il complète, dès la première année de mise en oeuvre de la Charte, ses Cahiers de recommandations architecturales et paysagères sur les communes nouvellement intégrées à son périmètre.
- Il renforce le partenariat avec les structures existantes de conseil architectural, qu'il réunit au sein d'un «**Pôle de compétences en urbanisme, aménagement et architecture dans les Monts d'Ardèche**». Ce pôle fonctionne comme un groupe d'échange et de réflexion, mobilisé dans l'objectif de : coordonner les actions de conseil architectural sur son territoire ; déterminer les projets d'inventaires et de recherche sur les techniques et patrimoines bâtis traditionnels en garantissant leur valorisation permanente «au service de l'action» (recommandations en matière de préservation, restauration et réhabilitation) ; proposer des programmes, outils de sensibilisation et de formation aux maîtres d'ouvrages, professionnels et habitants.
- Il accompagne la mise en place de projets de AMVAP.
- Il développe des partenariats avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, ainsi que la coopération.

Rôles des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat veille à ce que les documents d'urbanisme soient compatibles avec la Charte du Parc et à la qualité architecturale et environnementale du bâti.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Participer aux programmes de sensibilisation et de formation qui leur sont proposés par le syndicat mixte du Parc et ses partenaires.
- Solliciter les conseils du syndicat mixte du Parc pour tout projet en lien avec le bâti emblématique ou les opérations nouvelles.
- Rendre leurs projets de constructions ou de rénovations compatibles avec les cahiers de recommandations architecturales du Parc, dans un souci d'exemplarité.
- Relayer les actions de sensibilisation auprès de leur population : mettre en place un service de consultance architecturale au niveau intercommunal et diffuser auprès des habitants les cahiers de recommandations architecturales du Parc et autres outils de préconisations techniques (palettes de couleurs...).
- Préserver leur patrimoine bâti remarquable dans leur document d'urbanisme (identifiés notamment par les services de l'Inventaire général) et développer des outils de gestion spécifique (AMVAP...).

Rôles des partenaires :

Les services instructeurs, lors de l'instruction de permis de construire, incitent les pétitionnaires à prendre en compte les Cahiers de recommandations architecturales et paysagères du Parc.

Les **CAUE, CAPEB et ADEME** participent au «Pôle de compétences en urbanisme, aménagement et architecture dans les Monts d'Ardèche» et à différents projets dans le cadre d'une convention.

La fondation du patrimoine participe à la recherche de financements et/ou la mise en place de partenariats spécifiques.

Les Chambres de Métiers, La Maison de l'emploi et de la formation de l'Ardèche Méridionale et Polénergie observent et accompagnent les métiers de la construction au regard des préoccupations architecturales, environnementales et paysagères développées sur les Monts d'Ardèche (adaptation des formations, soutien aux chantiers pilotes...).

Les STAP contribuent à la mise en oeuvre de la Charte dans le cadre de leurs compétences et dans la limites de leurs ressources.

Les acteurs associatifs pourront, à titre d'exemple, relayer les actions du Parc, participer aux actions d'inventaire des patrimoines et de sensibilisation des publics...



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre d'opérations de sensibilisation et de formation à la qualité architecturale réalisées.

Indicateur de résultat




- Nombre d'AMVAP mises en place.

Se référer aux annexes

Annexe 12 : Les Cahiers de recommandations architecturales et paysagères

Priorisation territoriale

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le plan de Parc

- AMVAP existantes  à créer 
- Encart 2 : Les entités paysagères 

Orientation 3

Préserver et valoriser les patrimoines culturels spécifiques, matériels et immatériels



Mesure 3.3 Valoriser les patrimoines agricoles.

Contexte :

L'intense activité agricole des siècles passés a laissé de multiples empreintes sur le territoire, liées à une formidable capacité à s'adapter à la pente (terrasses, murets, calades...) ou à gérer l'eau (béalières, canaux, sources...). Le paysage est ponctué de petits ouvrages bâtis en lien avec les activités agricoles : clèdes, moulins, ruchers-troncs, cabanes de vignes, granettes...

Quelques ensembles agricoles remarquables sont encore préservés. Leur maintien est cependant extrêmement précaire et dépend souvent de la continuation de l'activité agricole.

Il est difficile d'envisager la rénovation de tous les supports patrimoniaux issus de l'activité agricole. Les sites et éléments les plus remarquables doivent donc être identifiés, pour faire l'objet de mesures de sauvegarde, de restauration et de valorisation.

D'autre part, la diversité variétale (châtaignes, pommes, poires...) et les savoir-faire traditionnels, notamment en matière de castanéiculture, d'élevage, d'apiculture, de viticulture et d'arboriculture, font la renommée du territoire et véhiculent des valeurs d'authenticité et d'harmonie avec le milieu. La transmission de ces patrimoines est un enjeu pour le territoire et plus globalement pour les générations à venir.

Objectifs partagés :

- Considérer les patrimoines comme de **véritables supports de production fonctionnels**.
- **Perpétuer, faire vivre et évoluer les savoir-faire** dans une logique patrimoniale, mais aussi dans une optique de développement local, de promotion du territoire, et de construction du lien social.

Contenu de la mesure :

> Améliorer la connaissance des savoir-faire agricoles.

- S'appuyer sur la mémoire orale, les enquêtes ethnographiques et la recherche pour rassembler et capitaliser la connaissance sur les savoir-faire agricoles qui ont marqué l'histoire et le paysage des Monts d'Ardèche.

- Valoriser cette connaissance à travers des publications et des manifestations.

> Restaurer et valoriser les patrimoines agricoles, terrasses, béalières, sources, calades... sur les sites remarquables du territoire.

- Mener des projets de restauration et de valorisation à l'échelle d'ensembles agricoles remarquables reconnus.

- Privilégier les démarches partenariales et l'implication des collectivités et associations locales.

- Soutenir en particulier les démarches associant autour du patrimoine les dimensions environnementales, sociales, culturelles et artistiques.

> Favoriser la découverte du territoire à travers le patrimoine agricole.

- Elaborer des outils d'interprétation, afin de proposer un itinéraire de découverte du territoire autour des «patrimoines agricoles».

- S'appuyer notamment sur les sentiers patrimoniaux emblématiques.

- Développer les «Rendez-vous terroir» pour amener le visiteur à la rencontre des producteurs et artisans, ceux qui font vivre les patrimoines agricoles et contribuent au partage des savoir-faire.

> Accompagner les manifestations en lien avec les savoir-faire agricoles.

- Mobiliser les acteurs du territoire (producteurs, collectivités, associations locales...) autour de manifestations qui, au-delà de la promotion du territoire et de ses producteurs, permettent de faire

connaître aux habitants et visiteurs les richesses et savoir-faire agricoles des Monts d'Ardèche.

- Faire perdurer les manifestations existantes (Castagnades, Fête de la Myrtille, Fête du Chatus...) et en développer.
- Favoriser la mise en réseau et la qualification des organisateurs.

Rôles du Syndicat mixte du Parc :

- Il apporte un appui technique aux projets de valorisation des ensembles agricoles les plus remarquables. Il privilégie les démarches transversales, croisant les acteurs et répondant à la fois à plusieurs enjeux, culturels, économiques et sociaux.
- Il initie et/ou participe à des projets d'amélioration de la connaissance.
- Il initie et/ou participe à la mise en place d'outils d'interprétation, en lien avec les partenaires compétents.
- Il participe aux manifestations mettant en avant les patrimoines agricoles, et contribue plus particulièrement à la mise en réseau des manifestations et des acteurs, aux efforts de qualification, de promotion et de soutien aux démarches artistiques.

Rôles des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et les Départements s'engagent, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières, à apporter leur concours technique et financier aux initiatives soutenues par le syndicat mixte du Parc.

Les communes, communautés de communes s'engagent à :

- Prendre en compte la préservation des ensembles agricoles remarquables dans leurs démarches de planification et leurs projets d'aménagements.
- Signaler au syndicat mixte du Parc tout projet initié localement autour des sites patrimoniaux identifiés au Plan de Parc.

Rôles des partenaires :

- **Les Chambres d'Agriculture**, dans le cadre de leur action en faveur du maintien et de l'installation d'actifs agricoles, œuvrent au côté du Parc et des porteurs de projets pour répondre aux objectifs énoncés ci-dessus.

- **Les acteurs associatifs** participent aux actions d'amélioration de la

connaissance, d'élaboration d'outils d'interprétation des patrimoines agricoles et de sensibilisation sur la thématique. Ils assument un rôle de donneur d'alerte en informant le Parc et ses partenaires de sites à valoriser ou nécessitant des actions de sauvegarde.

- **La SAFER** alerte le Parc pour tout changement d'affectation des sols concernant un site remarquable identifié.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre d'outils créés pour une «itinérance de découverte des patrimoines agricoles».

Indicateur de résultat

- Kilomètres de terrasses réhabilités à des fins économiques, sociales et /ou culturelles.

Priorisation territoriale

- Pentes : concentration des sites de terrasses remarquables, des patrimoines liés à l'eau (béalières...) et des sentiers patrimoniaux.

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

- Sites de terrasses remarquables
- Sentiers patrimoniaux emblématiques



Orientation 3

Préserver et valoriser les patrimoines culturels spécifiques, matériels et immatériels



Mesure 3.4 Valoriser le patrimoine industriel.

Contexte :

Le territoire a connu une forte implantation industrielle au XIX^{ème} siècle, tout-à-fait exceptionnelle pour un territoire rural (textile, bijou...). Cet essor est notamment lié à la présence de l'eau, à une main d'œuvre abondante et à l'ingéniosité des acteurs. La présence du bâti lié à l'activité industrielle est forte dans les vallées, et interroge l'habitant tout comme le visiteur. Certaines activités perdurent alors que d'autres, comme l'exploitation minière ou la tannerie, ont totalement disparu du territoire.

L'histoire industrielle s'est installée dans de nombreuses vallées, en bouleversant l'organisation sociale, avec une nouvelle répartition du travail et parfois l'arrivée de nouvelles populations. La mémoire est encore vive sur ces activités qui ont marqué de leur empreinte à la fois le territoire, la vie des familles et le contexte social. Des familles entières ont des témoignages et des récits à partager. Le travail de recueil de cette mémoire auprès des familles n'a encore jamais été mené, alors que ce patrimoine immatériel risque de disparaître d'ici deux à trois générations.

Objectifs partagés :

- **Affirmer et valoriser l'identité industrielle des Monts d'Ardèche**, non pas dans une optique passiste, mais plutôt dans l'objectif de faire connaître la spécificité industrielle toujours actuelle et vivante du territoire, reconnue à l'échelle internationale.
- **Inscrire ce patrimoine dans une perspective de «re-création» et d'affirmation de nouveaux usages**, dans une approche transversale (lien avec la culture, le tourisme, l'urbanisme, l'accueil d'habitants et d'actifs...).

Contenu de la mesure :

> Améliorer la connaissance et favoriser la reconnaissance du patrimoine industriel.

- Mettre en place une méthodologie spécifique d'inventaire des sites industriels pris dans leur globalité, en donnant à l'outil une finalité opérationnelle.
- Engager des travaux de recueil et de valorisation de la mémoire liée aux différentes activités, auprès des particuliers pouvant encore témoigner de l'histoire industrielle du territoire.

> Préserver et restaurer les édifices industriels les plus représentatifs.

- Engager des projets globaux de sauvegarde et de restauration, pour donner une nouvelle valeur d'usage aux édifices identifiés comme étant les plus représentatifs et intéressants (au regard de critères à établir de façon concertée : intérêt architectural, statut, position stratégique sur le territoire...). Les patrimoines pressentis renvoient aux activités du textile, des mines, du bijou, de la papèterie, du tannin...
- Soutenir les démarches d'acquisition nécessaires à la mise en oeuvre de tels projets.

> Accompagner la valorisation culturelle, artistique et touristique du patrimoine et de la mémoire industriels.

- Elaborer un plan d'interprétation à l'échelle du territoire : dessiner l'itinéraire de l'industrie dans les Monts d'Ardèche, en mettant en avant à la fois le bâti, le milieu géographique et humain, les processus techniques de la production, les conditions de travail, les savoir-faire et les rapports sociaux.
- Accompagner financièrement les initiatives culturelles, artistiques et touristiques construites autour d'édifices industriels et/ou de l'histoire à laquelle ils appartiennent.

Rôles du Syndicat mixte du Parc :

- Il initie et/ou participe à des projets d'amélioration de la connaissance.
- Il initie et/ou participe à la mise en place d'outils d'interprétation, en lien avec les partenaires compétents.
- Il accompagne techniquement et financièrement les collectivités et associations volontaires dans leur démarche de valorisation de la mémoire industrielle, ou de restauration et de valorisation de lieux et édifices industriels.

Rôles des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, Les Régions et Départements s'engagent à apporter leur concours technique et financier aux initiatives soutenues par le syndicat mixte du Parc, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes, communautés de communes s'engagent à :

- Prendre en compte la préservation des sites remarquables dans leurs démarches de planification et leurs projets d'aménagements.
- Solliciter le syndicat mixte du Parc en amont de leur projet de valorisation de sites et édifices représentatifs du patrimoine industriel du territoire.
- Informer le syndicat mixte du Parc des initiatives locales concernant le patrimoine industriel.

Rôles des partenaires :

Les acteurs associatifs informent le syndicat mixte du Parc des initiatives locales de préservation et de valorisation du patrimoine industriel.

Ils assument un rôle de donneur d'alerte en informant le Parc et ses partenaires de sites à valoriser ou nécessitant des actions de sauvegarde.

Les CAUE contribuent à la mise en oeuvre de la Charte dans le cadre de leurs compétences et dans la limites de leurs ressources.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre et diversité des opérations de valorisation des patrimoines industriels mises en oeuvre.

Indicateur de résultat

- Structuration, à l'échelle du Parc, de filières touristiques et culturelles : textile et bijou.

Priorisation territoriale

- **Pentes** : forte densité de sites industriels d'intérêt patrimonial.

Orientation 4

Préserver la qualité paysagère des Monts d'Ardèche et construire les paysages de demain



Pour remplir sa mission de «**protection des structures paysagères**» (tel que définie par la loi Paysage de 1993), le Parc a identifié :

- sept «**entités paysagères**» (se référer à l'encart 2 du Plan de Parc), chacune étant caractérisée par l'agencement particulier d'un certain nombre d'éléments structurants (des villages aux silhouettes remarquables, des sites de terrasses, des lignes de crêtes, la géologie, etc.).

- six «**paysages de référence**», qui sont des ensembles paysagers emblématiques à enjeux forts de préservation, aménagement et valorisation : Vallée de la Borne, Vallée de la Drobie, Vallée de l'Auzène, Piémont cévenol entre Lablachère et Payzac, Mézenc-Gerbier-Sucs, Hautes vallées de la Bourges et de la Bésorgues, (source : «Etude paysagère préalable au plan de Parc», Comité d'étude pour la création du Parc, 1998).

Mesure 4.1

Partager des références paysagères communes.

Contexte :

En 2001, le classement du territoire en Parc était une reconnaissance du caractère exceptionnel des paysages. Certaines évolutions sur les Monts d'Ardèche, comme la transformation des paysages en bord de route et aux entrées de villes et villages (implantation anarchique de l'habitat et des activités, multiplication de l'affichage publicitaire...), la fermeture des espaces agricoles (évolution progressive vers des landes et boisements), l'implantation de nouveaux équipements liés aux évolutions technologiques (énergies renouvelables, antennes-relais...), ne sont ni perçues ni acceptées par tous de la même manière. Or, la participation des populations aux prises de décisions concernant leur cadre de vie est essentielle et constitue un des principes fondamentaux de la Convention Européenne du Paysage. Ce principe implique d'accroître la sensibilisation des autorités publiques, de la société civile et des organisations privées à la valeur des paysages, à leur rôle et à leur transformation.

Objectif partagé :

- Construire **une culture commune des paysages des Monts d'Ardèche**, indispensables pour formuler des objectifs de qualité paysagère, puis concevoir et porter collectivement des politiques et projets de paysages.

Contenu de la mesure :

> **Renforcer la connaissance des éléments structurants des paysages et de leurs évolutions.**

- Suivre les transformations du paysage et caractériser les pressions existantes au travers d'études spécifiques pour chaque entité paysagère et chaque «paysage de référence» .

- Pérenniser l'observatoire photographique du Parc.

- Privilégier les approches pluridisciplinaires et développer la recherche avec les établissements d'enseignement supérieur.

- Mettre des outils d'aide à la décision à disposition des collectivités (mémentos, études paysagères spécifiques, «porter à connaissance Parc», site internet...), en proposant des références paysagères communes.

Les éléments structurants majeurs des paysages à préserver sont notamment :

- les lignes de crêtes majeures,
- les silhouettes villageoises remarquables,
- les sites de terrasses remarquables,
- les sites inscrits et classés au titre de la Loi sur les Paysages,
- les curiosités géologiques et naturelles,

Favoriser leur perception par la valorisation de :

- les points de vue remarquables et cols,
- les itinéraires remarquables,
- la route des paysages,
- les sentiers patrimoniaux emblématiques.

> **Renforcer les démarches de sensibilisation et d'interprétation sur les paysages.**

- Développer des actions permettant aux élus, aux habitants et aux visiteurs de découvrir, re-découvrir et apprécier les paysages des Monts d'Ardèche.

- Promouvoir et aménager la «Route des paysages» comme itinéraire exceptionnel de découverte du territoire.

- Valoriser les points de vue remarquables et les cols offrant de longues perspectives : soigner la qualité paysagère du site ; garantir la sécurité des usagers ; favoriser l'intégration des réseaux ; requalifier les sites dégradés.

- Préserver les itinéraires remarquables de tout point noir, menace et risque de dépréciation.

- Protéger et valoriser les sites et éléments géologiques remarquables.

- Equiper des sites et sentiers de tables d'interprétation ; aménager

des lieux de contemplation.

- Réaliser des outils et kits didactiques, des mallettes pédagogiques, ainsi que des guides permettant de faire connaître les entités paysagères des Monts d'Ardèche.
- Expérimenter des nouvelles technologies (e-tourisme) et des démarches artistiques.

> Mieux connaître la perception des paysages par les usagers du territoire.

- Développer les démarches participatives, en amont des projets d'aménagement et de l'élaboration/révision de documents d'urbanisme, afin d'évaluer l'acceptation des impacts par les habitants, de recueillir leurs propositions et de favoriser l'appropriation locale des projets d'implantations nouvelles.
- Réaliser des enquêtes et analyses sociologiques pour évaluer les perceptions des habitants et visiteurs et la façon dont elles évoluent.

Rôles du Syndicat mixte du Parc :

- Il assure une veille sur l'évolution des paysages, notamment à travers des outils d'observation de l'occupation du sol, des études paysagères et en s'appuyant sur les études de référence à partir desquelles l'analyse des dynamiques du paysage est rendue possible («Etude paysagère préalable au plan de Parc», Comité d'étude pour la création du Parc, 1998 ; «Analyse des systèmes d'organisation et de fonctionnement des paysages», CAUE de l'Ardèche, 2002 ; «Inventaire départemental des Paysages de Haute-Loire, CAUE Haute-Loire, 2001).

- Il sensibilise les différents publics, élus, habitants, scolaires, professionnels (du bâtiment, de l'agriculture, des travaux forestiers...), et propose des outils didactiques et pratiques incluant des recommandations.

- Il fait de la Maison du Parc un lieu de sensibilisation et de formation sur l'évolution des paysages : centre de ressources, expositions temporaires, ateliers et séminaires.

- Il oeuvre au côté des partenaires éducatifs, à travers sa mission d'éducation au territoire, pour intégrer dans l'enseignement scolaire et universitaire des projets éducatifs autour des questions paysagères et des études de cas dans les Monts d'Ardèche.

- Il met en place des partenariats avec les établissements supérieurs d'enseignement pour approfondir la connaissance des paysages, en favorisant les approches pluridisciplinaires (sociologie, écologie du paysage, paysages économiques, culturels...), et en privilégiant l'innovation et la création de nouveaux paysages.

- Il organise ou participe à des projets de coopération inter-régionale et internationale permettant l'échange d'expériences et de méthodologies, notamment avec les réseaux de coopération existants (réseaux des Parcs naturels de Rhône-Alpes, réseau Inter-Parcs Massif Central, Parc national des Cévennes...).

Rôles des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et les Départements reconnaissent le syndicat mixte du Parc dans un rôle de coordination des différentes initiatives lancées sur son territoire en matière de connaissance, de sensibilisation et de concertation autour des paysages. Ils soutiennent le syndicat mixte dans la mise en oeuvre de ces objectifs, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Valoriser et préserver de toute atteinte grave et irréversible les éléments structurants des paysages et les facteurs de perception.

- Solliciter le syndicat mixte du Parc pour la mise en place d'opérations de sensibilisation des élus et des habitants, et l'organisation de démarches participatives autour des questions de paysage.

- Favoriser l'accueil sur leur territoire des actions de sensibilisation aux paysages menées par le syndicat mixte du Parc et/ou ses partenaires.

- Participer aux formations et ateliers-débats proposés par le syndicat mixte du Parc et ses partenaires.

Rôles des partenaires :

Les CAUE participent à la réalisation d'outils didactiques et de guides pratiques sur les paysages à l'attention des porteurs de projets collectifs ou individuels. Ils assistent le syndicat mixte du Parc dans la mise en place de sessions de formation et d'ateliers-débats.

Le réseau des partenaires éducatifs assiste le syndicat mixte du Parc sur la conception et la mise en oeuvre de programmes éducatifs destinés à tous les publics concernés (scolaires, adultes, élus...).

Les établissements d'enseignement supérieur accompagnent le syndicat mixte du Parc dans la conception et la mise en oeuvre de projets de recherche autour de la thématique paysagère.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Continuité et approfondissement de l'Observatoire des paysages.

Indicateur de résultat

- Evolution de la perception des paysages des Monts d'Ardèche (suite à enquête sociologique).

Se référer aux annexes

Annexe 13 : Les entités paysagères.

Priorisation territoriale

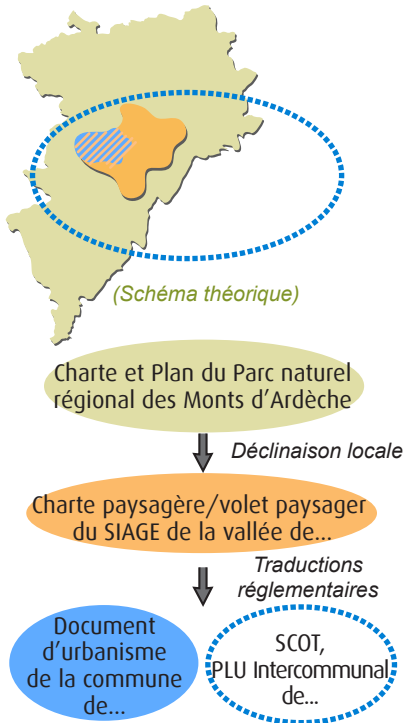
Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le plan de Parc

- Paysages de référence 
- Silhouettes villageoises remarquables 
- sites de terrasses remarquables 
- Curiosités géologiques et leurs abords 
- Points de vue remarquables et col 
- Itinéraires remarquables 
- Sentier patrimoniaux emblématiques 
- Route des paysages 
- Encart 2 : Entités paysagères. 

Orientation 4

Préserver la qualité paysagère des Monts d'Ardèche et construire les paysages de demain

Emboîtement des outils et des échelles :



Une charte paysagère, ou le volet paysager d'un SIAGE (Schémas Intercommunal d'Aménagement et de Gestion de l'Espace), aident à décliner localement les objectifs paysagers de la Charte du Parc : ils sont une base utile pour l'élaboration/révision des documents d'urbanisme (PLU, SCOT...).

Mesure 4.2

Doter le territoire d'outils de protection des paysages

Contexte :

Le Parc des Monts d'Ardèche est reconnu pour la qualité et la diversité de ses paysages, marqués par une géologie et une topographie tout à fait atypiques, de vastes espaces naturels, mais surtout par une empreinte de l'homme omniprésente. Cette empreinte se concrétise par des paysages «monumentaux» de terrasses, plus d'un millier de hameaux, plus de 35 000 hectares de forêts exploitées, et plus de 45 000 hectares de surfaces agricoles. Un paysage n'est donc jamais figé et ses évolutions peuvent être maîtrisées, pour en préserver la qualité.

Depuis 2001, le Parc prône la mise en place de démarches paysagères globales, à échelle intercommunale. Mais le bilan évaluatif souligne qu'un seul des «paysages de référence» (zones prioritaires d'intervention du Parc) a fait l'objet d'un projet global à partir d'une approche paysagère (Plan de Développement Durable de la Vallée de la Drobie). Seules des actions ponctuelles ont été menées sur le reste du territoire. Or la Loi Paysage de 1993 confère aux territoires classés «Parcs naturels régionaux» une responsabilité toute particulière dans la préservation et la valorisation des paysages. La seconde Charte poursuit donc cet objectif, en renforçant les moyens à déployer,

Objectifs partagés :

- Doter le territoire d'**outils stratégiques intercommunaux**, définissant de façon concertée des objectifs opérationnels de qualité paysagère et de gestion de l'espace à long terme.
- Protéger les éléments structurants majeurs des paysages dans les **documents d'urbanisme opposables et les projets d'aménagement** (Cf. mesure 4.1).
- Accorder une attention particulière aux «**paysages de référence**» (Cf. mesure 4.1).

Contenu de la mesure :

Sur les paysages de référence :

> Doter prioritairement ces secteurs de chartes paysagères intercommunales.

- Utiliser cet outil stratégique pour identifier et partager les enjeux des territoires sous l'angle transversal du paysage, à des échelles pertinentes (intercommunalités, vallées, massifs, entités paysagères...). Affiner l'analyse des éléments structurants du paysage et définir un programme d'actions garantissant leur protection et valorisation.
- S'assurer d'une animation locale forte, en mesure de porter la mise en oeuvre de la charte paysagère et sa traduction dans les documents de planification et dans tout projet d'aménagement.

Sur l'ensemble du territoire :

> Renforcer la protection des paysages dans les documents d'urbanisme.

- Veiller à la réalisation de volets paysagers de qualité lors de l'élaboration ou de la révision de documents à portée juridique, de type SCOT, PLUI, PLU, ou carte communale.
- Lors de l'élaboration ou de la révision des Plans Locaux d'Urbanisme, intégrer des mesures fortes garantissant la préservation des éléments structurants des paysages (maîtrise de la qualité des sites, de leurs abords et des facteurs de perception).

> Mettre en place des stratégies paysagères intercommunales.

- Accompagner les communautés de communes volontaires dans la réalisation de chartes paysagères.
- Intégrer systématiquement un volet paysager dans tout Schéma Intercommunal d'Aménagement et de Gestion de l'espace (voir mesure 5.1).

> Utiliser les outils réglementaires de protection adaptés aux sites et éléments paysagers les plus sensibles.

- Favoriser des Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.
- Favoriser la procédure de classement en Sites classés ou inscrits au titre de la Loi du 2 mai 1930, particulièrement sur les monuments naturels et sites dont la conservation ou la préservation présente un intérêt général, du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.

Rôles du Syndicat mixte du Parc :

Sur les paysages de références :

- Il priorise son intervention sur les paysages de référence, notamment par l'accompagnement technique et financier des communautés de communes dans l'élaboration et la mise en oeuvre de chartes paysagères.

Sur l'ensemble du territoire :

- Il conseille et accompagne les collectivités :
 - dans la réalisation de chartes paysagères ou volets paysagers de SIAGE ;
 - dans la réalisation de leur document d'urbanisme et particulièrement dans la prise en compte et la transcription réglementaire des enjeux paysagers.
 - en amont de toute opération d'urbanisme (reconquête ou greffe urbaine, hameau nouveau, extension urbaine en continuité de l'enveloppe existante, zones d'activités, infrastructures nouvelles, requalification d'espaces...) pour la transcription opérationnelle des enjeux paysagers.
- Il participe avec l'Etat, en concertation avec les collectivités et propriétaires concernés, à l'élaboration de dossiers de demande de classement ou d'inscription de sites au titre de la loi de 1930.

Rôles des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage à veiller à la prise en compte du paysage dans les documents d'urbanisme.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Protéger les éléments structurants du paysage dans leurs documents d'urbanisme (Cf. mesure 4.1), en s'appuyant sur un volet paysager qui intègre les éléments du Plan de Parc et du «porter à

connaissance Parc», des études et chartes paysagères existantes au moment de la procédure, ainsi qu'une analyse fine complémentaire si besoin. Elles associent le syndicat mixte du Parc dès l'amont de leur démarche, notamment dans la transcription des objectifs de qualité paysagère au niveau du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), du règlement, des documents graphiques, et des orientations d'aménagement particulières des zones à urbaniser (zones AU).

- Associer le syndicat mixte du Parc dès l'amont de l'élaboration d'une politique paysagère intercommunale (définition du cahier des charges, suivi du projet).

- Accompagner l'Etat et le syndicat mixte dans la mise en place de protections réglementaires de type sites classés/inscrits.

- **Si elles sont concernées par un paysage de référence** : elles s'engagent, dans les trois ans, à mettre en place une charte paysagère intercommunale et à définir les moyens de sa mise en oeuvre dans la durée (animation, programme d'action, traduction dans les documents d'urbanisme opposables, etc.), avec l'appui du syndicat mixte du Parc.

Rôles des partenaires :

Les CAUE accompagnent les collectivités locales dans la mise en oeuvre de ces objectifs.

Les Chambres d'Agriculture émettent des avis sur les documents-cadres de stratégie paysagère relatifs à la prise en compte des terres agricoles et à l'insertion des bâtiments agricoles. En tant que personnes publiques associées dans les procédures d'élaboration/révision de documents d'urbanisme, elles veillent à une approche multifonctionnelle des espaces agricoles.

Les CDDRA s'assurent de la mise en cohérence de leurs actions avec les documents-cadres de stratégie paysagère couvrant leur territoire.

D'après la Loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages, les schémas directeurs, les schémas de secteur et les plans locaux d'urbanisme doivent être compatibles avec les directives de protection et de mise en valeur des paysages.

Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation












- Nombre de chartes paysagères intercommunales mises en place.

Indicateur de résultat

- Déclinaison opérationnelle des chartes paysagères (nombre d'actions mises en oeuvre).

Priorisation territoriale

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le plan de Parc

- Paysages de référence 
- Silhouettes villageoises remarquables 
- sites de terrasses remarquables 
- Sites inscrits et classés 
- AMVAP existantes/à créer 
- Curiosités géologiques et naturelles et leurs abords 
- Points de vue remarquables et col 
- Itinéraires remarquables 
- Sentier patrimoniaux emblématiques 
- Route des paysages 
- Encart 2 : Entités paysagères. 

Orientation 4

Préserver la qualité paysagère des Monts d'Ardèche et construire les paysages de demain



Loi n°79-1150 du 29 décembre 1979 : maîtriser l'affichage publicitaire

Le code de l'environnement a fait de l'ensemble des Parcs naturels régionaux des territoires spécifiques, puisque toute publicité y est interdite, à la fois en et hors agglomération (sauf création d'une zone de publicité restreinte en zone urbaine). Les dispositions du « Grenelle de l'environnement II » ont confirmé cette spécificité.

Cf. articles L581-27 et suivants du code de l'environnement concernant l'affichage publicitaire.

Mesure 4.3

Maîtriser l'impact des activités humaines sur les paysages du quotidien.

Contexte :

La qualité du cadre de vie qu'offrent les Monts d'Ardèche dépend de la volonté de chacun à agir dans le respect du paysage. Au même titre que les paysages dits « extraordinaires », les paysages dits « du quotidien » participent en effet à l'image et à l'attractivité des Monts d'Ardèche.

Soumis aux pressions les plus fortes des dynamiques urbaines, ces paysages du quotidien peuvent évoluer très rapidement. L'irréversibilité de la plupart des aménagements et équipements nouveaux imposent une vigilance permanente. Elle implique une réflexion préalable, concertée, qui amène aux compromis nécessaires entre des enjeux de développement (développement de l'habitat, des activités économiques, des moyens de transport, de production d'énergie...), et les enjeux de qualité paysagère, patrimoniale, écologique et sanitaire.

Par ailleurs, des schémas et plans régionaux et départementaux sont à prendre en compte (Schémas régionaux éoliens de Rhône-Alpes et d'Auvergne, Schéma départementaux des carrières...).

Objectifs partagés :

- Amener chaque acteur à porter une **vigilance permanente** sur la place du paysage dans les projets d'aménagement.
- **Appliquer, en amont de tout projet** d'aménagement, une démarche comprenant :
 - 1 - l'analyse préalable des impacts,
 - 2 - l'identification et la préservation des éléments paysagers et patrimoniaux remarquables,
 - 3 - la concertation et la transparence,
 - 4 - la recherche d'alternatives et l'application de mesures compensatoires d'intégration paysagère et environnementale.
- Mettre à disposition des acteurs du territoire des **outils et règles communes**.

Contenu de la mesure :

> Maîtriser l'affichage publicitaire et harmoniser la signalétique.

- Rendre la totalité du territoire conforme aux dispositions réglementaires en vigueur relatives à la publicité, aux enseignes et préenseignes.
- Favoriser l'élaboration de règlements de publicité, notamment dans les cas où les prescriptions de la réglementation nationale sont insuffisantes pour garantir la protection du paysage et l'identité du Parc.
- Utiliser la charte signalétique des Monts d'Ardèche pour harmoniser la signalétique commerciale, artisanale et touristique sur le territoire du Parc.

> Garantir l'intégration paysagère et environnementale des équipements de production d'énergie renouvelable.

- Privilégier les projets de petite échelle, adaptés aux besoins d'une consommation locale, et répondant à la fois aux intérêts écologiques, économiques et paysagers.
- Veiller, en amont de tout projet, à la prise de mesures favorisant l'intégration paysagère, architecturale et environnementale des projets.
- Intégrer les dispositions des guides thématiques sur le développement éolien et photovoltaïque publiés par le Parc, pour tous projets de développement de ces énergies.
- Organiser pour tout projet une démarche participative, favorisant l'acceptation et l'appropriation du projet par les acteurs locaux.

> Soigner le paysage des entrées de villes et de villages.

- Exiger pour tout projet d'implantation ou de requalification de zones d'activités une réflexion en amont, permettant la prise en compte des enjeux paysagers, environnementaux et économiques (maintien des terres agricoles notamment).
- Maîtriser toute implantation d'Habitations Légères de Loisir (HLL) et gardiennages de caravanes, en prenant en compte les enjeux paysagers et environnementaux.

> Garantir un aménagement des réseaux routiers en adéquation avec les sensibilités paysagères et patrimoniales des milieux.

- Maintenir ou créer des plantations d'arbres d'alignement, en prenant en compte l'intégration des modes de déplacements doux, les problématiques de sécurité routière, en adoptant des méthodes d'entretien non polluantes et prenant en compte la faune présente sur le secteur.

> Intégrer les réseaux électriques et de téléphonie.

- S'assurer de l'intégration paysagère des réseaux électriques et téléphoniques en privilégiant l'enfouissement des réseaux téléphoniques et aériens. Lorsque les conditions technico-financières ne le permettent pas et sous réserve des enjeux paysagers et environnementaux, privilégier l'utilisation de poteaux en bois.

> Préserver les paysages nocturnes, limiter les pollutions lumineuses et économiser l'énergie.

- Développer sur l'ensemble du territoire l'adaptation des systèmes d'éclairage public existants, l'utilisation de systèmes d'éclairage plus économes et l'amélioration de l'efficacité des enseignes.
- Limiter le fonctionnement des enseignes lumineuses et des éclairages extérieurs et améliorer leur efficacité énergétique.

> Résorber les décharges et points noirs paysagers.

- Mettre en place des actions intercommunales de résorption des décharges, dépôts sauvages et points noirs paysagers.
- Améliorer l'intégration architecturale et paysagère des Points d'Apport Volontaire (containers).

> Maîtriser l'impact des carrières.

- Limiter l'impact de ce type d'exploitation par la prise de mesures préventives et compensatoires (restauration des sites en fin d'activité).
- Expérimenter l'ouverture de petites carrières (de surface inférieure à 500 m²), sous réserve d'une étude fine des impacts paysagers et environnementaux.
- Privilégier les carrières fournissant des matériaux utilisés localement dans les constructions et permettant la dynamisation de filières et la création d'emplois locaux (exemple : carrières de lauzes).

> Adapter l'implantation des relais de téléphonie mobile.

- Prendre en compte de façon systématique les préoccupations sanitaires, environnementales et paysagères dans la recherche de site d'implantation des antennes-relais, dans le cadre de l'application

des législations en vigueur.

- Rechercher de façon systématique les dispositifs permettant de réduire la puissance des ondes émises.

Rôles du Syndicat mixte du Parc :

- Il développe la sensibilisation et la formation des élus et acteurs économiques du territoire, en réponse à chacun de ces objectifs.
- Il rend des avis (consultatifs) sur les études et notices d'impact, dans le cadre de la procédure réglementaire.
- Il mène des opérations pilotes, en partenariat avec des collectivités locales volontaires et les services de l'Etat
- Il diffuse les acquis des opérations pilotes sur l'ensemble du territoire avec l'appui des collectivités.
- Il accompagne les collectivités dans l'élaboration et la mise en oeuvre de projets de développement des énergies renouvelables qui intègrent les critères d'insertion paysagère et environnementale du Parc.
- Il facilite les échanges en amont des projets d'aménagement, les approches intercommunales et apporte son appui aux collectivités pour la mise en place de démarches de concertation.

Affichage publicitaire :

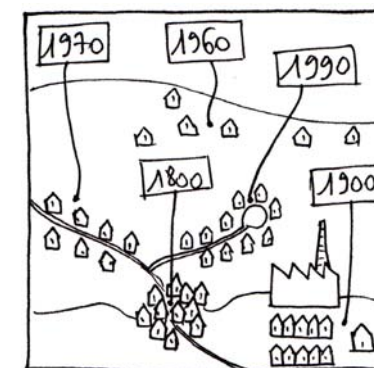
- Il sensibilise et forme les élus et acteurs économiques pour une meilleure connaissance et application des textes en vigueur.
- Il aide les communes qui souhaitent créer des zones de publicité restreinte, en accord avec l'Etat.
- Il initie ou accompagne des actions pour la réduction de la pollution lumineuse liée à l'affichage publicitaire.
- Il sensibilise les villes-portes.

Signalétique :

- Il accompagne les collectivités et acteurs économiques dans la déclinaison locale de la charte signalétique du Parc.

Entrée de villes et villages :

- Il accompagne les communes traversées par un axe classé à grande circulation (RD104 et RN102) dans la mise en application de la loi n°95-101 du 2 février 1995, dite loi «Barnier» («Amendement Dupont», article L.111.1.4 du code de l'urbanisme), qui incite les communes à lancer une réflexion préalable et globale sur l'aménagement futur des abords des principaux axes routiers en dehors des espaces urbanisés.



A chaque époque sa trace dans le paysage...

Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre d'études préalables réalisées et de sollicitations du Parc en amont des projets.

Indicateur de résultat

- Evolution qualitative des paysages (au regard des données de l'observatoire photographiques et études localisées).

Se référer aux annexes

Annexe 8 : Charte signalétique du Parc des Monts d'Ardèche.

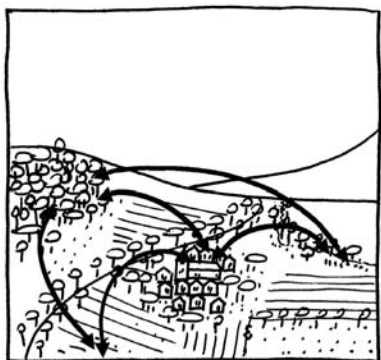
Annexe 10 : Guide du développement éolien dans les Monts d'Ardèche.

Annexe 11 : Guide du développement de l'énergie photovoltaïque dans les Monts d'Ardèche.

Annexe 12 : Les cahiers de recommandations architecturales et paysagères.

Orientation 4

Préserver la qualité paysagère des Monts d'Ardèche et construire les paysages de demain



Les interactions entre milieux à prendre en compte dans les impacts.

Mesure 4.3

Maîtriser l'impact des activités humaines sur les paysages du quotidien (suite).

Réseaux routiers :

- Il participe, en partenariat avec les services départementaux, à la réalisation de guides pratiques, de formations et opérations pilotes en matière d'aménagement des abords routiers.

Paysages nocturnes :

- Il sensibilise les collectivités locales et les accompagne dans la mise en place d'opérations exemplaires.

Décharges, points noirs paysagers :

- Il initie et/ou accompagne des campagnes de résorption des points noirs paysagers.

Carrières :

- Il soutient l'ouverture de carrières pour relancer une filière lauze potentiellement créatrice d'emplois et en rapport avec les caractères architecturaux spécifiques aux Monts d'Ardèche. Il conditionne son soutien à compatibilité du projet avec les principes de la Charte (critères environnementaux, paysagers, socio-économiques...) et à la réalisation d'études préalables (étude paysagère, étude d'impact...) justifiant de l'opportunité du projet, de la limitation des impacts sur le milieu et les activités environnantes, et de la prise de mesures compensatoires.

Relais de téléphonie mobile :

- Il est associé systématiquement à l'instruction des demandes d'implantation de relais de téléphonie mobile.
- Il soutient les expérimentations permettant la réduction de la puissance des ondes émises.

Rôles des signataires de la Charte et de l'Etat :

Les Régions, Départements, communes, communautés de communes et villes-portes s'engagent à garantir la compatibilité de tout projet avec la Charte du Parc.

L'Etat s'engage à :

- Informer le syndicat mixte du Parc en amont de tout projet soumis à étude d'impact, afin de valider de façon concertée des solutions soutenables, tant du point de vue paysager, que social et environnemental.
- Mener les démarches de résorption de l'affichage publicitaire, dans la limite des moyens disponibles, en collaboration notamment avec le syndicat mixte du Parc.
- Informer, quand il en a connaissance, le syndicat mixte du Parc dans le cadre de projets de création ou d'extension de sites de carrière.
- Informer, quand il en a connaissance, le syndicat mixte du Parc en amont de tout projet à vocation industrielle de nature à impacter la qualité paysagère et écologique des milieux, et susceptibles de compromettre l'attractivité touristique et économique en général, de tout ou partie du territoire du Parc et de ses villes-portes.

Les Départements s'engagent à :

- Informer le syndicat mixte du Parc en amont de tout projet d'aménagement concernant les opérations de recalibrage, rectification de tracé et dispositif de retenue, afin de valider des solutions soutenables tant du point de vue paysager, que social et environnemental.
- Mettre en place une charte qualitative sur les aménagements routiers.
- Associer le syndicat mixte du Parc au suivi du schéma départemental des carrières et à sa mise à jour.

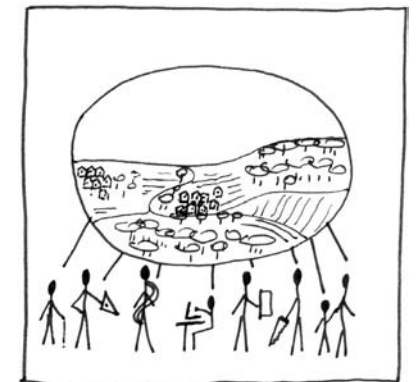
Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Garantir l'intégration des enjeux paysagers dans la conception et la mise en oeuvre de toute opération d'aménagement et d'urbanisme (étude paysagère préalable).
- Prendre en compte les enjeux et orientations paysagères définis dans les documents cadres existants : Charte paysagère ou volet paysager du SIAGE. Intégrer les préconisations des cahiers de recommandations architecturales du Parc naturel régional des

Monts d'Ardèche. Engager si nécessaire des études paysagères complémentaires.

- Informer le syndicat mixte du Parc en amont de tout projet d'aménagement relatif à la production d'énergie renouvelable, à l'implantation de constructions nouvelles en entrée de ville ou village (habitat, activités), à l'implantation de relais de téléphonie mobile, afin de valider des solutions soutenables tant du point de vue paysager, que social et environnemental.
- Se limiter à une application stricte de la loi sur l'affichage publicitaire, ou mettre en place des règlements de publicité.
- Consulter le syndicat mixte pour avis, suite à l'information préalable à la pose de publicité.
- Nommer au sein des conseils communautaires et municipaux un interlocuteur du syndicat mixte du Parc sur la thématique de l'affichage publicitaire.
- Annexer à leur document d'urbanisme le Règlement Local de Publicité dans le cas où la commune a mis en place une (ou des) zones de publicité restreinte.

Les villes-portes, vitrines du Parc, veillent au respect des textes en vigueur, et prennent des arrêtés municipaux réglementant la publicité. Elles s'engagent à soigner la qualité des entrées de ville.



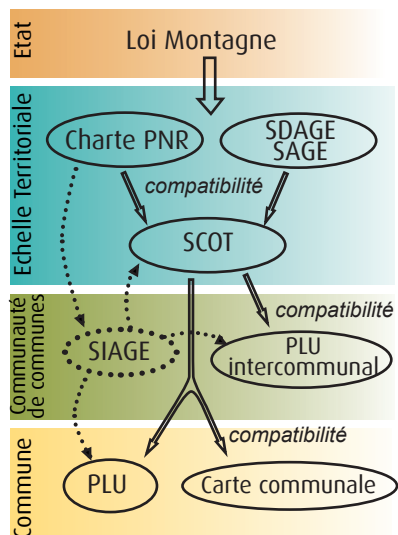
Concertation et transparence,
des conditions *sine-qua-non*
d'acceptation par les habitants.



Orientation 5

Préserver l'ensemble des patrimoines par un urbanisme durable, économe et innovant

Emboîtement des outils de planification



..... Outil sans valeur juridique, mais affichant un engagement politique.

Les documents d'urbanisme doivent être compatibles, ou rendus compatibles dans les trois ans, avec les orientations et les mesures de la Charte du Parc (articles L 333-1 et R 333-13 du Code de l'Environnement).

SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale

SIAGE : Schéma Intercommunal d'Aménagement et de Gestion de l'Espace

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PLUI : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Mesure 5.1

Doter le territoire d'outils stratégiques de planification pour une politique d'urbanisme économe.

Contexte :

L'attractivité résidentielle du territoire se traduit, depuis ces quarante dernières années, par une explosion de la construction neuve et une consommation importante de l'espace. Cette évolution s'accompagne d'une disparition des meilleures terres agricoles, alors que l'approvisionnement local devient une priorité. Elle a un impact significatif sur la qualité des paysages et du cadre de vie, sur la biodiversité et la ressource en eau. De plus, le coût de ce développement anarchique est de plus en plus élevé pour les collectivités locales et les particuliers, avec une démultiplication des réseaux à créer et à entretenir (routes, électricité et télécommunication, adduction en eau potable et assainissement des eaux usées...) et une gestion des risques de plus en plus complexe (risques d'incendies, inondations...). Enfin, cette tendance à l'étalement de l'habitat s'accompagne d'une augmentation des déplacements et d'une délocalisation progressive des services et des activités, diminuant de fait la centralité des bourgs, tout en fragilisant le lien social et la «vie de village».

Cet «urbanisme au coup par coup» est néfaste pour le territoire. Il est notamment lié à l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale et de Plan local d'urbanisme intercommunal, à la difficulté d'établir un «urbanisme de projet» et de mener une réflexion à échelle intercommunale. Cette situation rend difficile l'application de la loi Montagne, qui concerne pourtant la quasi totalité du territoire. Par ailleurs, dans l'optique de l'application de l'article L.122-2 du code de l'urbanisme, le Parc se doit d'accompagner le territoire dans l'élaboration et la mise en oeuvre de futurs SCOT.

Objectifs partagés

- **Couvrir 100 % du territoire par des documents d'urbanisme opposables**, en favorisant l'échelle intercommunale.

- Inscrire dans les pratiques les principes d'un urbanisme durable.

Contenu de la mesure

Sur les zones prioritaires d'optimisation de l'espace :

> **Elaborer dans le court terme des documents d'urbanisme à portée réglementaire et à échelle intercommunale**, de type Schéma de Cohérence Territoriale ou Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

> **Préserver «les respirations agricoles et naturelles entre noyaux bâtis»** identifiées au Plan de Parc : éviter l'effet de «continuum urbain» généré par l'urbanisation des derniers espaces agricoles et naturels qui subsistent entre noyaux bâtis (villages et hameaux). Les espaces concernés participent à la qualité des paysages et du cadre de vie, tout en constituant des supports de production agricole existants ou potentiels et des supports de biodiversité.

> Soumettre à condition toute extension d'urbanisation :

- d'une part, mener une réflexion préalable sur les possibilités de densification des parties urbaines existantes ;
- d'autre part, élaborer des opérations d'aménagement qui répondent aux objectifs suivants : limiter la consommation des terres agricoles ; prévoir des formes urbaines dont la densité des constructions soit respectueuse des typologies traditionnelles locales (centres bourgs, villages et hameaux).

Sur l'ensemble du territoire :

> **Faire que tout document d'urbanisme réponde aux six principes d'urbanisme durable** suivants, adaptés aux enjeux patrimoniaux et socio-économiques du Parc des Monts d'Ardèche :

- 1 - **Préserver les trames vertes et bleues** : protéger, par des zonages adaptés (zones A et N), les réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques, ainsi que les rivières et milieux aquatiques, notamment ceux identifiés au Plan de Parc.
- 2 - **Limiter la consommation des espaces agricoles et forestiers** : optimiser les espaces urbanisés existants et futurs, éviter l'urbanisation linéaire et éparse.

3 - Considérer la **structuration du territoire autour de pôles de proximité** pour construire les objectifs de planification concernant l'habitat, les services, les activités économiques et les déplacements.

4 - Préserver et valoriser les éléments structurants des **pay-sages**, en accordant une attention particulière aux **paysages de référence** (voir mesure 4.2).

5 - Adapter le territoire au **changement climatique** : s'assu-rer de la cohérence des objectifs de développement urbain au regard des risques liés aux aléas climatiques (incendies, inon-dations, etc.), de la disponibilité de la ressource en eau, enfin des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

6 - Consolider les choix d'urbanisme par des **démarches parti-cipatives**.

> S'appuyer sur des Schémas Intercommunaux d'Aménagement et de Gestion de l'Espace (SIAGE) pour amener progressivement le territoire vers l'urbanisme de projet à échelle intercommunale.

- Utiliser l'outil SIAGE pour définir et cartographier des orientations claires de développement et d'organisation du territoire, qui pourront être reprises dans les PLU communaux et intercommunaux et servir à l'élaboration de SCOT.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il sensibilise et forme les élus locaux et techniciens des collectivités aux enjeux de gestion de l'espace, de maîtrise de l'urbanisation, à «l'urbanisme de projet» et à la réflexion intercommunale, ainsi qu'aux outils adaptés.

- Il accompagne les collectivités qui élaborent ou révisent leur document d'urbanisme : il leur met à disposition des «Porter à connaissance Parc», qui rassemblent les données patrimoniales et préconisations adaptées à leur territoire. Il les aide à traduire les préconisations issues de documents ou études de référence (chartes et études paysagères, diagnostics agricoles...). Il les aide à définir des objectifs de gestion de l'espace, au regard des enjeux environnementaux, énergétiques, économiques, sociaux, paysagers et culturels spécifiques au territoire des Monts d'Ardèche et à sa vocation de Parc naturel régional.

- Il met l'accent sur l'accompagnement des démarches intercommunales de type SCOT, PLU intercommunaux et SIAGE.

- Il veille à la mise en cohérence inter-SCOT sur son territoire, lors de leur élaboration et de leur mise en oeuvre.

- Il accompagne les collectivités volontaires pour développer des démarches participatives, permettant de croiser les différents niveaux d'expertises (expertises habitante, technique et politique)

et de favoriser l'implication conjointe des acteurs locaux.

- Il anime un **«Comité de suivi Urbanisme»** (composé de membres du bureau syndical, de techniciens du syndicat mixte du Parc, de chambres consulaires...), chargé d'accompagner les collectivités dès l'amont de la procédure d'élaboration/révision de leur document d'urbanisme et d'émettre un avis concerté du Parc sur tous les documents d'urbanisme.

- Il anime une **«Commission stratégique Gestion de l'espace»**, dont la mission est de définir les orientations stratégiques du Parc en matière de gestion de l'espace, puis de coordonner leur mise en oeuvre. Cette commission, composée d'élus et de techniciens, se réunit annuellement en conviant différentes personnes ressources. Elle apporte au Bureau syndical des éléments d'aide à la décision.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage à soutenir et accompagner les acteurs du territoire dans la réalisation et la mise en oeuvre des SCOT et PLUI, dans la limite de ses compétences et de ses ressources financières.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Traduire les six principes d'urbanisme durable pré-cités dans leurs documents d'urbanisme, en associant le syndicat mixte du Parc le plus en amont possible de leur procédure d'élaboration/révision.

- Si elles sont concernées par les **«zones prioritaires d'optimisation de l'espace»**, elles s'engagent à :

- se doter de SCOT et/ou PLUI ;

- conserver des «respirations agricoles et naturelles entre noyaux bâtis» identifiées au Plan de Parc, par un zonage et un règlement adaptés (zones A ou N), en s'appuyant sur des études préalables (études paysagères, diagnostics agricoles...) qui précisent les parcelles d'intérêt paysager et/ou agro-environnementale à préserver.

- privilégier les possibilités de densification des centres villageois existants et inscrire dans leur document d'urbanisme les conditions d'extension urbaine pré-citées.

Rôle des partenaires

Les CAUE et les chambres consulaires apportent leur appui aux collectivités du Parc dans leurs démarches de planification.

Les acteurs associatifs pourront apporter leurs outils et connaissances, en lien avec les collectivités, pour accompagner les projets du territoire vers un urbanisme durable.

Article L.122-2 du code de l'urbanisme

A partir du 1er janvier 2017, les communes non couvertes par un SCOT auront interdiction de modifier ou de réviser leur PLU en vue d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser délimitée après le 1er juillet 2002 ou une zone naturelle.

Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre de «porter à connaissance Parc» réalisés.

Indicateur de résultat

- Couverture du territoire par des documents d'urbanisme communaux et intercommunaux.

Etat de référence (2011)

54 % des communes du Parc sont dotées d'un document d'urbanisme.

Priorisation territoriale

- Piémont : secteur de pression urbaine particulièrement forte.

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

- Zone prioritaire d'optimisation de l'espace.



- Respirations agricoles et naturelles entre noyaux bâtis



- Encart 4 : Structurer le territoire autour de bourgs et villages attractifs



- Réservoirs de biodiversité



- Corridors écologiques



Orientation 5

Préserver l'ensemble des patrimoines par un urbanisme durable, économe et innovant

Les Monts d'Ardèche compte en 2010 environ 45 400 ha de surfaces agricoles utilisées, soit 22% du territoire.



La charte du Parc intègre les orientations de la «Charte de gestion durable des territoires», qui engage l'Etat, le Département de l'Ardèche, les associations de Maires, la Chambre d'agriculture, les représentants professionnels du monde agricole et le Parc des Monts d'Ardèche à instaurer un partenariat fort, à assurer la reconnaissance de l'agriculture dans le maintien d'un espace rural de qualité, à garantir une gestion économe et équilibrée des espaces agricoles et à promouvoir une agriculture durable.

PLU : Plan Local d'Urbanisme

SIAGE : Schéma Intercommunal d'Aménagement et de Gestion de l'Espace

SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale

PPEANP : Périmètre de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Péri-urbains.

Mesure 5.2

Porter une attention particulière à la préservation des terres agricoles.

Contexte :

L'agriculture est une des composantes essentielles du paysage, de la vie économique, sociale et culturelle des Monts d'Ardèche. 22% seulement du territoire sont occupés par l'espace agricole, soit deux fois moins que la moyenne des Parcs naturels régionaux français. Les terres agricoles sont à ce titre à considérer comme un patrimoine, dont la préservation est un enjeu d'autant plus fort qu'il est sévèrement fragilisé par deux tendances : l'urbanisation en secteurs de piémont, la déprise agricole en secteurs de pentes et de montagne.

La consommation de terres agricoles par l'urbanisation est particulièrement importante dans les aires d'influence d'Aubenas, de Largentière, des Vans, de Privas et du Cheylard. Les répercussions sont nombreuses : réduction irréversible du potentiel de production, spéculation, accès réduit au foncier agricole, acquisition par des non-agriculteurs...

En parallèle, les agriculteurs sont confrontés à de multiples obstacles, comme le morcellement des terres, ou encore le blocage à l'achat, à l'échange et à la location des terres, dans les zones en déprise.

La Charte du Parc des Monts d'Ardèche place l'agriculture au coeur de sa politique de gestion de l'espace : l'espace agricole n'est plus considéré comme un «espace vide», disponible au gré des opportunités d'aménagement, mais plutôt comme un support de production, de biodiversité et de paysages à préserver.

Objectifs partagés

- **Diminuer de moitié le rythme de prélèvement des terres agricoles** pour de l'urbanisation.
- **Faciliter l'accès au foncier agricole** en limitant les phénomènes de spéculation et les blocages divers.
- **Lutter contre la déprise.**

Contenu de la mesure :

> **Systématiser les diagnostics agricoles préalables à l'élaboration des documents d'urbanisme (SCOT, PLU, Carte communale).**

- Doter les collectivités de données objectives permettant de délimiter et de caractériser les espaces à vocation agricole, actuels et potentiels. Le diagnostic agricole renseignera notamment sur le potentiel productif des terrains, leur accessibilité et l'état des lieux de la mosaïque foncière.

> **Mesurer, afficher et attribuer la consommation d'espaces agricoles par l'urbanisation, les infrastructures, les carrières...**

- En partenariat étroit avec l'Etat et les acteurs locaux, développer des outils de suivi de l'évolution des surfaces agricoles.
- Diffuser largement ces outils d'aide à la décision et les résultats acquis.

> **Renforcer la maîtrise publique et para-publique des orientations foncières sur l'espace agricole «péri-urbain».**

- Mettre en oeuvre des stratégies et des outils de maîtrise foncière et réglementaires (ZAP, AMVAP...) pour la protection des espaces et patrimoines agricoles autour des villes portes et le long des axes principaux de circulation.
- S'appuyer sur des critères de «préservation des outils de production agricole», «préservation du cadre de vie», «préservation des corridors écologiques» pour fonder les partis d'aménagement.

> **Rechercher des alternatives au prélèvement des terres agricoles.**

- Appliquer systématiquement cette démarche en amont de tout projet public d'aménagement à caractère économique.
- Pour les prélèvements inévitables, prévoir une forme de compensation par une politique de reconquête d'espaces en faveur de l'installation agricole.

> Consolider les espaces agricoles à potentiel économique présent ou futur par une meilleure assise foncière.

- Développer, en partenariat étroit avec les acteurs locaux, la prospection de terrains agricoles à potentiel économique.
- Mobiliser le foncier par divers outils de groupement des parcelles (associations foncières pastorales, groupements fonciers agricoles...) et de préemption.

> Améliorer la connaissance des marchés du foncier à vocation agricole et à vocation d'habitat.

- Expérimenter un outil de connaissance des flux de ventes des terres agricoles, en lien avec la SAFER et les collectivités territoriales.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il sensibilise les élus et acteurs de la gestion de l'espace sur les différentes valeurs et aménités des espaces agricoles et leurs liens fonctionnels aux autres espaces.
- Il soutient les intercommunalités dans la réalisation de diagnostics agricoles. Il veille à la cohérence de l'ensemble des documents de planification au regard des diagnostics agricoles.
- Il contribue aux suites opérationnelles en accompagnant les collectivités dans la mobilisation d'outils adaptés de maîtrise foncières, notamment ceux identifiés dans cette mesure 5.2 («Porter une attention particulière aux terres agricoles»), la mesure 5.3 («Développer un urbanisme opérationnel répondant aux enjeux soiaux et patrimoniaux des Monts d'Ardèche») et la mesure 9.1 («Impliquer les collectivités et acteurs locaux pour le maintien et l'accueil des agriculteurs»).
- Il expérimente avec les communes et EPCI des alternatives au prélèvement des terres agricoles.
- Il participe à la mise en place d'une veille de la consommation des terres agricoles, notamment sur les sites agricoles de terrasses remarquables inscrits au plan de Parc.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage à :

- Veiller au respect et à l'application des différents points inscrits dans la «Charte de gestion durable des territoires» signée en 2010.
- Mettre à disposition les données existantes sur la consommation

des espaces agricoles couvrant le territoire du Parc.

Les Régions s'engagent à appuyer le territoire dans la maîtrise foncière des espaces agricoles.

Les Départements s'engagent à :

- Participer à la veille foncière sur le territoire du Parc.
- Associer le Syndicat mixte dans la définition et la mise en oeuvre d'une politique éventuelle de PPEANP.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Développer les démarches de gestion foncière à l'échelle intercommunale.
- Systématiser les diagnostics agricoles préalables à l'élaboration ou la révision de documents d'urbanisme.
- Participer à la veille foncière sur le territoire du Parc.

Rôle des partenaires :

Les Chambres d'agriculture s'engagent à :

- Apporter leur soutien aux collectivités pour la réalisation de diagnostics agricoles préalables aux documents d'urbanisme, dans la recherche d'alternatives au prélèvement de terres agricoles et pour la mise en place d'une veille foncière.
- Apporter leur expertise au syndicat mixte du Parc, notamment dans le cadre de la planification urbaine, du suivi de l'évolution des surfaces agricoles et des opérations de mobilisation du foncier.

La SAFER s'engage à mobiliser ses outils et compétences pour accompagner les acteurs du territoire dans la préservation des espaces agricoles.

Les CDDRA sollicitent le Parc pour avis lors de l'instruction de tout projet impactant les espaces agricoles concernant son territoire.

Les acteurs associatifs pourront apporter leurs outils et connaissances, en lien avec les collectivités, pour accompagner les projets du territoire vers un urbanisme durable.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre de diagnostics agricoles réalisés.

Indicateur de résultat

- Evolution du rythme de prélèvement des terres agricoles par l'urbanisation.

Etat de référence (2009)

En moyenne 25 ha/an de terres agricoles sont prélevés sur les Monts d'Ardèche (source : données GEOSAT, DDT 07).

Priorisation territoriale

Piémont : secteur ayant la plus forte pression observée sur le foncier agricole.

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

- Espaces agricoles



- Zone prioritaire d'optimisation de l'espace



Orientation 5

Préserver l'ensemble des patrimoines par un urbanisme durable, économe et innovant



ABF : Architecte des Bâtiments de France

ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

CAPEB : Confédération de l'Artisanat et des petites entreprises du bâtiment

CAUE : Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement

SDE : Syndicat Départemental d'Energies

STAP : Services Territoriaux de l'Architecture et du Patrimoine

Mesure 5.3

Développer un urbanisme opérationnel répondant aux enjeux sociaux et patrimoniaux des Monts d'Ardèche.

Contexte :

Si la planification permet aux collectivités de fixer des orientations de développement sur les moyen et long termes, sa mise en œuvre nécessite cependant l'usage de différents outils de maîtrise foncière et d'urbanisme opérationnel que les communes rurales mobilisent encore très peu. Il est donc essentiel pour le territoire de se familiariser avec ces outils, afin de mettre en œuvre un urbanisme choisi, qualitatif, qui apporte des solutions adaptées et innovantes aux besoins en logements et aux enjeux de revitalisation des villages de pentes et de montagne.

Objectifs partagés

- **Monter et promouvoir des opérations d'urbanisme répondant à une définition commune de «l'urbanisme durable», c'est-à-dire aux six principes suivants :**

1 - **Reconquérir et réhabiliter prioritairement** le bâti dans les coeurs de villages et hameaux existants.

2 - Privilégier un **habitat groupé, facilitant les économies (énergie, réseaux, déplacements, gestion des déchets...)**, limitant la consommation d'espaces agricoles et préservant les espaces d'intérêt écologique identifiés.

3- Prévoir une **gestion exemplaire de la ressource en eau** (gestion des eaux usées, récupération des eaux pluviales, limitation de l'imperméabilisation des sols, maintien des mares et zones humides) ;

4 - Préserver les **silhouettes villageoises remarquables**.

5 - S'inspirer des **formes d'habitat et des typologies architecturales locales**.

6 - Intégrer la **mixité sociale et fonctionnelle** dans les formes urbaines et architecturales : innover en faveur du lien social et du «bien vivre ensemble» (habitat, services...) en tenant compte du vieillissement de la population et de l'installation de jeunes ménages.

Contenu de la mesure :

> **Sensibiliser aux enjeux d'un urbanisme économe et innovant.**

- Développer des formations, visites d'opérations exemplaires, séminaires, cahiers techniques et fiches pratiques pour que les valeurs et les intérêts multiples de l'urbanisme «durable» soient compris, partagés et mis en œuvre par les élus et agents du territoire dans le cadre de leurs opérations d'urbanisme.

> **Optimiser l'utilisation des outils de maîtrise foncière.**

- Informer, former et accompagner les collectivités pour mieux mobiliser les différents outils de maîtrise du foncier et les outils fiscaux : réserves foncières, Zone d'Aménagement Différé (ZAD), Droit de Préemption Urbain (DPU), etc.

- Participer à la création d'un Etablissement Public Foncier Local (EPFL).

> **Faciliter la mobilisation des outils opérationnels d'aménagement.**

- Former et accompagner les communes pour utiliser davantage et mieux les procédures d'aménagement (lotissement, Zone d'Aménagement Concerté, etc.).

- Mobiliser ces outils, notamment afin de limiter les phénomènes spéculatifs, limiter les coûts et les impacts environnementaux, énergétiques et paysagers, maîtriser la qualité des aménagements et proposer des formes villageoises et urbaines innovantes.

> **Utiliser un fonds d'urbanisme pour favoriser l'émergence de démarches exemplaires.**

- Engager des opérations de requalification et de greffes villageoises, qui puissent répondre à tout ou partie des principes des «écoquartiers» ou «écohameaux» (principes de l'urbanisme durable cités précédemment), fondés sur la recherche d'une qualité de vie.

- Conditionner la création ex-nihilo de hameaux nouveaux à l'étude préalable des autres possibilités (requalification et construction dans la continuité du bâti existant) et à la qualité du projet (respect des critères de l'urbanisme durable).

> S'appuyer sur un «Pôle de compétences en urbanisme, aménagement et architecture dans les Monts d'Ardèche».

- Mettre en place un pôle de compétences, rassemblant les différents organismes de conseil (CAUE, STAP, ADEME, SDE de l'Ardèche, Mairie-Conseil, Chambres consulaires, CAPEB...), les services de l'Etat, départementaux et régionaux, ainsi que des techniciens et élus de communes et communautés de communes volontaires.

- Faire de ce pôle un espace d'échange, de veille et de prospective, en décloisonnant les compétences et thématiques. Cet espace doit favoriser une évolution des attitudes et des habitudes en matière d'aménagement du territoire, pour mieux intégrer les enjeux du développement durable dans les projets d'urbanisme.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il sensibilise et forme les collectivités sur les enjeux et outils de maîtrise foncière ainsi que sur les outils opérationnels d'aménagement ; il les accompagne techniquement dans le choix et la mise en oeuvre des outils adaptés aux enjeux locaux ; il recherche les moyens de soutenir les politiques locales d'acquisition foncière qui serviront des objectifs à la fois économiques, sociaux et environnementaux.

- Il accompagne, en partenariat avec la DDT et le CAUE, les collectivités volontaires pour la mise en oeuvre de projets d'urbanisme exemplaires. Il les soutient financièrement, grâce au fonds d'urbanisme, et donne son avis technique aux étapes clés du projet.

- Il met en place et anime le «**Pôle de compétences en urbanisme, aménagement et architecture dans les Monts d'Ardèche**». Il instaure une démarche de veille et de prospective sur les démarches d'urbanisme, basée sur les échanges avec les élus et les différents partenaires, à travers notamment l'organisation de tables-rondes et voyages d'étude.

- Il initie des projets de recherche-action, en lien avec le Conseil scientifique du Parc, via des partenariats auprès des organismes de recherche et d'enseignement supérieur.

- Il favorise la mise en place de formations supérieures en matière d'urbanisme, d'architecture et de paysage en milieu rural, en partenariat avec l'Agence Départementale Universitaire Drôme Ardèche.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et Départements s'engagent à participer, en tant que de besoin, au pôle de compétence animé par le syndicat mixte du Parc et à soutenir financièrement les collectivités du Parc pour l'émergence de projets intégrant les objectifs de la Charte du Parc dans la limite de leurs ressources financières.

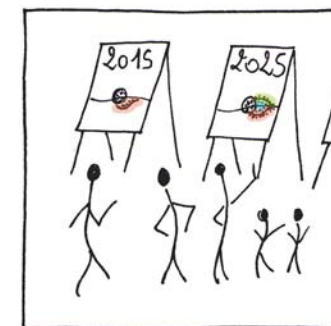
Les communes, communautés de communes s'engagent à :

- Participer aux différents ateliers de formation et tables-rondes proposés par le syndicat mixte et ses partenaires.
- Associer le Parc en amont de tout projet de développement urbain (requalification de zones d'habitat et d'activités, extension villageoise ou création ex-nihilo d'un hameau nouveau), pour prévoir les démarches et outils les plus appropriés au contexte local.

Rôle des partenaires :

Les CAUE, ABF, ADEME, SDE, Mairie-Conseil, Chambres consulaires, CAPEB et autres partenaires privilégiés participent au «Pôle de compétences en urbanisme, aménagement et architecture dans les Monts d'Ardèche» animé par le syndicat mixte du Parc, ainsi qu'au travaux de veille et prospective.

Les acteurs associatifs pourront apporter leurs outils et connaissances, en lien avec les collectivités, pour accompagner les projets du territoire vers un urbanisme durable.



Choisir ensemble l'habitat de demain.

Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Mise en oeuvre effective du pôle de compétences «urbanisme».

Indicateur de résultat

- Evolution de la densité moyenne des opérations d'aménagement (nombre de logements par hectare).

Priorisation territoriale

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

- Silhouettes villageoises remarquables



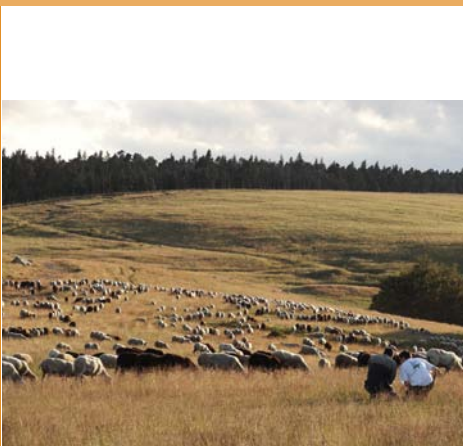
“ Un territoire productif,
qui valorise durablement ses ressources ”

Vocation II



Orientation 6

Mobiliser les ressources par des pratiques respectueuses de l'Homme et de son environnement.



Le Parc exclut sur l'ensemble de son territoire les cultures d'organismes génétiquement modifiés (OGM), conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi sur les Organismes Génétiquement Modifiés de 2008, et de l'article L335-1 du Code de l'Environnement.

Espaces agricoles à haute valeur naturelle et paysagère : espaces où les systèmes agricoles, notamment les pratiques, déterminent la présence d'une grande diversité d'espèces et d'habitats, et d'éléments paysagers remarquables. La châtaigneraie, la myrtille, les espaces pastoraux et les prairies naturelles de fauche en font partie.

Mesure 6.1

Soutenir des pratiques agricoles à la fois productives et respectueuses des ressources.

Contexte :

Le territoire des Monts d'Ardèche est avant tout un territoire agricole, avec un tiers de ses entreprises qui relève de ce secteur. Ceci tient principalement à la formidable volonté des exploitants de tirer parti d'un milieu parfois hostile, qu'ils ont réussi à façonner au cours des siècles. Ce potentiel de production place aujourd'hui les Monts d'Ardèche au cœur des enjeux sociétaux : répondre à des besoins alimentaires croissants, à une demande en produits agricoles de qualité, tout en garantissant la préservation de l'environnement.

En effet, de nombreuses surfaces agricoles recèlent une biodiversité remarquable : landes à callune, à genêt, à myrtille, prairies permanentes de fauche ou pâturées, vieilles châtaigneraies, vergers de variétés anciennes, prairies humides... sans oublier l'eau, ressource vitale pour l'activité. Le tout constitue des espaces agricoles à haute valeur naturelle et paysagère, véritables «infrastructures agro-écologiques».

Le fonctionnement économique des exploitations dépend de cette biodiversité environnante : elle assure une meilleure pollinisation, favorise la fertilité des sols, régule les ravageurs et limite l'usage des pesticides, enfin elle permet de s'adapter aux conditions du changement climatique.

Une dynamique se crée progressivement sur le territoire pour rompre la dualité entre agronomie et écologie (comme le montre l'exemple de l'agriculture du plateau de Montselgues). Il s'agit de conforter et de renforcer cette dynamique.

Objectifs partagés :

- Maintenir des **exploitations adaptées** au territoire.
- **Généraliser les principes de l'agriculture biologique** pour l'ensemble des pratiques et des filières agricoles.
- **Multiplier par trois les surfaces et le nombre d'exploitations labellisées en agriculture biologique.**
- Identifier les **espaces agricoles à haute valeur naturelle et paysagère.**

Contenu de la mesure :

> Développer les pratiques de l'agriculture biologique et renforcer l'autonomie des exploitations.

- Exclure la culture d'organismes génétiquement modifiés sur son territoire, avec l'accord unanime des exploitants agricoles concernés.
- Mettre en place des sessions de formation et d'accompagnement individualisé des agriculteurs volontaires pour la mise en place de pratiques conformes à l'agriculture biologique.
- Réaliser des diagnostics énergétiques pour permettre la diminution des coûts par des investissements adaptés.
- Développer des circuits d'approvisionnement de proximité fourrager et en céréales biologiques.

> Soutenir l'activité pastorale et des pratiques extensives.

- Développer une politique pastorale, dans le cadre d'une politique de gestion de l'espace.
- Gérer, aménager et équiper les espaces pastoraux.
- Considérer les multi-usages de ces espaces et leur valeur écologique.

> Développer des contractualisations agri-environnementales.

- Définir et identifier des espaces agricoles à haute valeur naturelle et paysagère.

- Développer les démarches de contractualisation et de certification (baux à clauses environnementales, Mesures Agri-Environnementales...) garantissant des pratiques respectueuses des milieux et/ou rétribuant des services environnementaux rendus par l'agriculture.
- Soutenir particulièrement les pratiques garantant d'une richesse biologique remarquable (vergers de châtaigniers et de fruitiers anciens, prairies de fauche en vallées, pastoralisme...).
- Apporter un soutien particulier à l'apiculture, en tant qu'activité garante de la conservation de la biodiversité et créatrice de ressources économiques pour le territoire.

> Assurer une gestion responsable de la ressource en eau.

- Accompagner les exploitations agricoles dans une gestion durable

de la ressource en eau, conciliant intérêts économiques et enjeux écologiques : accompagner des pratiques garantissant la qualité de l'eau, promouvoir les différents systèmes de gestion économe, soutenir la conservation et l'entretien du patrimoine agricole lié à l'eau (béalières, canaux, sources...). La ressource disponible peut aussi constituer un facteur de choix d'implantation.

- Concilier les approches écologiques, économiques et sociales portant sur les retenues collinaires, dans le cadre de démarches concertées.

> Soutenir les exploitations face aux problématiques de prédation et déprédation.

- Soutenir les exploitations face aux dégâts et préjudices causés par des espèces prédatrices (dans l'éventualité de l'arrivée du loup) ou déprédatrices (sangliers notamment), en coordination avec l'ensemble des partenaires locaux.

- Développer une stratégie de sensibilisation.

> Garantir l'intégration paysagère et environnementale des installations agricoles.

- Mettre en place des outils d'accompagnement pour les agriculteurs qui leur permettent de créer/agrandir des bâtiments agricoles en répondant à la fois aux enjeux économiques, paysagers et écologiques.

- Gérer les déchets agricoles (bâches, plastiques, bidons) de manière à éviter tout impact nuisible sur l'environnement et le paysage.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Conformément à la Loi 2008 595 article 4 du 25 juin 2008, le syndicat mixte du Parc exclut la culture d'organismes génétiquement modifiés, avec l'accord unanime des exploitants agricoles concernés. Au vu des délibérations prises, à l'unanimité, par la Chambre d'Agriculture de l'Ardèche en date du 18 septembre 2009 et du syndicat mixte du Parc en date du 23 novembre 2009, cette exclusion devient effective sur le territoire ardéchois du Parc.

- Il encourage et promeut des modes de production agro-biologiques.

- Il assure la coordination des politiques agri-environnementales et participe, avec ses partenaires, à leur animation locale.

- Il sensibilise les élus à l'intérêt écologique et économique des agro-systèmes, ainsi que sur les méthodes et outils de préservation.

- Il met en place une politique pastorale sur son territoire.

- Il recherche les outils financiers mobilisables pour le montage de projets en faveur de la gestion de l'espace par l'agriculture.

- Il initie et participe à des programmes de recherche et opérations expérimentales liés aux particularités de son agriculture.

- Il accompagne, avec les services de l'Etat, les agriculteurs soumis aux différentes prédatations.

- Il veille à l'intégration paysagère et environnementale des installations agricoles sur son territoire.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et Départements s'engagent à :

- Accompagner les acteurs agricoles pour le développement des pratiques d'agriculture biologique sur les Monts d'Ardèche.

- Développer et financer, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières, des mesures agri-environnementales.

- Accompagner et faciliter les projets agricoles favorisant la biodiversité et la gestion de l'espace (programmes pastoraux).

L'Etat s'engage à :

- Accompagner les établissements d'enseignement et de recherche sous sa tutelle pour une prise en compte des spécificités du Parc.

- Soutenir les éleveurs du territoire dans le cadre des compensations liées aux dégâts des prédateurs et déprédateurs, dans la limite de ses compétences et de ses ressources financières.

Les Départements s'engagent à :

- Favoriser le rôle de l'agriculture dans la gestion de leurs «Espaces Naturels Sensibles».

- Poursuivre leurs actions en matière de soutien au regroupement foncier, en tenant compte de la spécificité du Parc.

Les collectivités s'engagent à :

- S'associer au Syndicat Mixte du Parc afin d'exclure les cultures d'OGM du territoire.

- Intégrer dans leurs documents d'urbanisme les enjeux liés aux espaces agricoles existants ou potentiels.

- S'associer au Syndicat Mixte du Parc pour la mise en place d'expérimentations en faveur de l'ouverture des milieux agricoles.

Rôle des partenaires :

Les Chambres d'agriculture s'engagent à travers une convention cadre à :

- Contribuer à l'animation de proximité auprès des agriculteurs et aux côtés des acteurs territoriaux : participer à l'émergence des projets agricoles locaux, structurer et accompagner des démarches collectives d'agriculteurs, apporter un appui technique aux exploitants au regard de leurs spécificités.

- Poursuivre leur action pour le soutien des pratiques et systèmes agricoles productifs, favorables à la biodiversité et aux ressources.

- Poursuivre leur action pour le déploiement de mesures agri-environnementales et le développement de l'activité pastorale.

Jouer un rôle dans les actions de sensibilisation des agriculteurs aux questions de biodiversité et au rôle du Parc dans ce domaine.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Définition et identification des espaces à haute valeur naturelle et paysagère sur le territoire.

Indicateur de résultat

- Evolution du poids de l'agriculture biologique sur le territoire (surface et nombre d'exploitations).

Etat de référence

4090 ha et 200 exploitations labellisés en agriculture biologique.

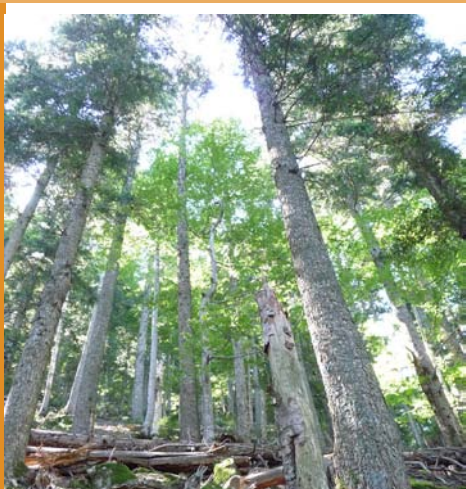
Priorisation territoriale

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

Espaces agricoles.

Orientation 6

Mobiliser les ressources par des pratiques respectueuses de l'Homme et de son environnement.



Chiffres clefs en 2010 :

80% de la surface forestière est privée.

60% des forêts de production sont monospécifiques.

Le volume sur pied représente seulement 125m³/ha, soit 4m³/ha/an, constituant une production faible par rapport aux forêts régionales.

Mesure 6.2

Soutenir une gestion durable de la forêt.

Contexte :

Sur les Monts d'Ardèche, la forêt est un élément incontournable des paysages, remarquable par la variété des milieux et par la qualité de certains sites et habitats forestiers. Depuis la fin du XIX^{ème} siècle, la couverture forestière augmente et couvre aujourd'hui 60 % du territoire du Parc.

Cependant, hormis les forêts relevant du régime forestier, la gestion de cette «jeune forêt» reste peu développée. Le manque de tradition forestière et les différentes contraintes (pente, enclavement, morcellement, risque incendie) rendent la gestion et l'exploitation techniquement et économiquement difficiles.

Par ailleurs, la gestion forestière doit aujourd'hui intégrer différentes fonctions : la production de bois (matériaux et énergie), la préservation de la biodiversité, la protection des sols et de la ressource en eau potable, l'accueil du public, enfin, l'adaptation aux changements climatiques (atténuation et stockage de carbone, résilience des écosystèmes).

Enfin, les Régions Rhône-Alpes et Auvergne sont dotées chacune d'un plan pluriannuel de développement forestier qui fixe un cadre général à prendre en compte.

Objectifs partagés :

- Intégrer les différentes fonctions environnementales, sociales et économiques de la forêt.
- Augmenter la part de **bois de bonne qualité**.
- Préserver la **biodiversité «extraordinaire»** dans les sites à haute valeur patrimoniale.
- Maintenir la **biodiversité «ordinaire»**, contribuant à la fonctionnalité des écosystèmes (irrégularisation et mélange des peuplements).

Contenu de la mesure :

> Renforcer la veille sur l'évolution de la forêt.

- Conforter et valoriser des outils locaux d'observation de l'évolution forestière (interprétations satellites, réseaux de placettes forestières, cartographie des potentialités forestières...), en complément des données de l'Inventaire Forestier National.

> Développer des outils de recommandation et de démonstration pour une gestion forestière durable.

- Adapter ces outils aux spécificités locales : réseaux de parcelles productives démonstratives, guides, formations aux «stations forestières», promotion de la certification forestière auprès des propriétaires privés, soutien au regroupement de parcelles...

> Développer des outils de planification multipartenariale et multifonctionnelle.

- Développer des outils de planification à l'échelle de massifs, souples et adaptables, moteurs de dynamiques collectives : Plan de Développement de Massif, Charte Forestière de Territoire, Schéma de Mobilisation des Bois, Plan d'Approvisionnement Territorial (de plaquettes forestières ou de bois d'œuvre).

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il complète et valorise les outils locaux d'observation de l'évolution forestière du territoire (avec notamment un suivi satellitaire de l'évolution de la végétation).
- Il met en place des indicateurs d'évaluation des actions et des effets sur le territoire (surfaces gérées, surfaces protégées, nombre de documents de gestion...).
- Il participe systématiquement à l'élaboration des documents régionaux de planification et de recommandation forestière.
- Il accompagne les démarches locales de planification forestière à l'échelle de massifs.

- Il crée et anime un «**Comité d'avis forêt**» dans le cadre de sa mission d'expérimentation, notamment en matière de gouvernance. Ce Comité d'avis réunit l'ensemble des acteurs locaux (élus, groupements forestiers, etc.) et partenaires concernés dans le but d'émettre un avis sur les projets forestiers (démarches de planification et d'animation, création de pistes...) susceptibles d'impacter significativement des espaces d'intérêts paysagers et environnementaux identifiés au Plan de Parc : réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, trames verte et bleue (dont les zones humides), paysages de référence, éléments structurants majeurs du paysage et leurs facteurs de perception. Toutes les dispositions seront prises pour que ce Comité d'avis soit activé dans une logique de complémentarité avec les structures consultatives existantes.

- Il peut émettre un avis sur les documents locaux de gestion à la demande des propriétaires.

- Il poursuit son action d'expérimentation et développe ses recommandations en matière de gestion.

- Il recherche les moyens financiers pour compenser les éventuels surcoûts liés à la mise en place de gestions alternatives.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et Départements reconnaissent le Parc comme animateur en matière de planification et de recommandation de gestion forestière sur son territoire. Ils soutiennent et accompagnent le Parc dans ce cadre (réseau de forêts préservées, parcelles démonstratives, coordination de planification...), selon leurs politiques respectives, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes et communautés de communes s'engagent à intégrer les enjeux forestiers, notamment dans leurs documents d'urbanisme (effort de desserte, prise en compte du risque incendie, reconnaissance des fonctions forestières...).

Rôle des partenaires :

- **L'Office National des Forêts (ONF)** s'engage dans le cadre d'une convention à :

- poursuivre son action en matière de préservation de la biodiversité extraordinaire et ordinaire de ses sites,

- participer à la définition et à la mise en œuvre de démarches

locales d'animation forestière,

- intégrer les recommandations de gestion collectivement établies sur le territoire (exemple : stations forestières),

- associer le syndicat mixte du Parc lors de la révision des Directives Régionales et de l'élaboration des Aménagements Forestiers,

- participer aux échanges réciproques de données avec le syndicat mixte du Parc.

- **Le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF)** s'engage dans le cadre d'une convention à :

- associer le syndicat mixte du Parc lors de la révision du Schéma régional de Gestion sylvicole et des Codes de Bonnes Pratiques Sylvicoles,

- apporter une expertise technique sur laquelle le syndicat mixte du Parc s'appuiera pour mettre en œuvre des opérations exemplaires et démonstratives,

- participer et/ou mettre en œuvre des démarches locales d'animation et de planification forestière,

- participer aux échanges réciproques de données avec le syndicat mixte du Parc.

- **L'Union Forestière Ardéchoise et les associations de propriétaires** représentent des interlocuteurs essentiels pour le syndicat mixte du Parc et les propriétaires forestiers. Ils seront associés autant que possible aux actions du syndicat mixte du Parc et seront force de proposition.

- **Les CDDRA** sollicitent le syndicat mixte du Parc pour avis lors de l'instruction de tous projets forestiers concernant son territoire.



Chiffres clefs :

Composition des forêts du territoire :

- 42 % de feuillus (châtaigniers, chênes et hêtres),

- 33 % de forêts mélangées,

- 25 % ha de forêt de résineux.

Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.

- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Evolution (ha) des espaces concernés par des plans de massifs ou des chartes forestières.

Indicateur de résultat

- Evolution de la surface de forêts certifiées sur le territoire.

Priorisation territoriale

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

Espaces forestiers



Orientation 6

Mobiliser les ressources par des pratiques respectueuses de l'Homme et de son environnement.



Mesure 6.3

Soutenir et accompagner les entreprises du commerce, de l'artisanat et de l'industrie vers la performance environnementale.

Contexte :

Les activités économiques du secteur marchand privé, et les emplois qu'elles créent, représentent près de 20% des revenus générés sur le territoire. Cette base «productive», qui comprend les activités industrielles, artisanales et de commerce, est essentielle pour le territoire et son attractivité.

Cependant, pour garantir leur pérennité et leur compétitivité, les entreprises doivent notamment intégrer le nombre croissant de consommateurs en attente de produits de qualité, de plus en plus attentifs aux valeurs environnementales et éthiques portées par les entreprises. Or, si le territoire compte aujourd'hui de nombreuses zones d'activités dédiées à l'industrie, l'artisanat ou le commerce, leurs gestionnaires ont encore peu intégré les questions environnementales dans leurs pratiques.

Par ailleurs, certains secteurs présentent des «gisements» très importants d'activités et d'emplois nouveaux, en lien avec l'évolution des métiers, des matériaux et des techniques. L'éco-construction en fait partie, d'autant que les besoins du territoire sont particulièrement importants en matière de rénovation de l'habitat.

Enfin, le bilan de l'application de la première Charte a mis en avant, d'une part, la capacité du Parc à intervenir de façon «crédible» sur le créneau des produits spécifiques, là où les acteurs habituels sont peu ou pas présents, d'autre part, sur la performance environnementale, nécessaire pour être «un territoire d'exception».

Objectifs partagés :

- Développer et promouvoir la **«performance» environnementale et sociale des entreprises.**
- Travailler prioritairement dans les **pôles majeurs de l'industrie et de l'artisanat** pour distinguer et pérenniser leurs entreprises.

Contenu de la mesure :

> Sensibiliser et former les chefs d'entreprises aux «bonnes» pratiques environnementales.

- Ne pas culpabiliser les entreprises, mais développer la pédagogie du «faire autrement» : proposer aux chefs d'entreprises des actions de sensibilisation et de formation-action (système de management environnemental pour les petites entreprises, analyse du cycle de vie de leurs produits...).
- Créer et diffuser des outils méthodologiques en matière de gestion des déchets, d'économie d'énergie et d'eau, de réduction des pollutions et nuisances, d'éco-conception des produits, d'énergies renouvelables, de signalétique...

> Mettre en oeuvre des plans d'actions collectifs pour les entreprises.

- Proposer aux entreprises un accompagnement technique et financier à travers des plans d'actions collectifs, ciblés par filières ou types d'activités (diagnostics et préconisations énergétiques, organisation de la collecte et de la valorisation des déchets du bâtiment, plans de déplacement, etc.).

> Soutenir particulièrement le secteur de l'éco-construction et de l'éco-réhabilitation.

- Développer la formation et la certification des professionnels du bâtiment.

> Promouvoir les entreprises éco-responsables.

- Proposer aux entreprises exemplaires divers outils de promotion : la marque «Parc naturel régional», des manifestations, visites, journées thématiques, éco-trophées et salons...
- Assurer la promotion du territoire à l'extérieur, notamment comme terre d'accueil de nouvelles entreprises, et en particulier celles à forte plus-value environnementale.

> Développer des Opérations Rurales Collectives (ORC) et Opéra-

tion Urbaines Collectives (OUC) «Développement durable».

- Accompagner les collectivités dans la mise en place d'opérations de type ORC et OUC (concernées notamment par le décret n°2003-107 relatif au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce).
- Faire évoluer ces outils en intégrant systématiquement des critères de «développement durable» dans les règlements d'attribution des subventions, les diagnostics, le conseil et les actions collectives.

> Réhabiliter, créer et gérer les zones d'activités en intégrant des ambitions «d'excellence environnementale et sociale».

- Accompagner les collectivités dans l'amélioration et la valorisation de leurs zones d'activités, à travers des plans d'actions qui visent : la réduction des pollutions et nuisances, l'économie en eau, en énergie, en espace et en déplacements, l'amélioration de la signalétique, l'aménagement paysager de la zone d'activités et de ses abords...

> Expérimenter des «Zones Franches Environnementales».

- Imaginer et construire des mécanismes dérogeant aux règlements d'aides de droit commun, qui offrent des bonifications d'aides aux investissements pour les entreprises, des exonérations fiscales, des moyens supplémentaires pour les collectivités... L'application de ces mécanismes serait conditionnée à des politiques visant «l'excellence environnementale», tout en ne contredisant pas les autres objectifs du Parc (Cf. vocation 1).

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il sensibilise les chefs d'entreprises, organise des formations, accompagne la mise en oeuvre de plans d'actions collectifs. Son action est basée sur le principe du volontariat de la part des acteurs économiques concernés.
- Il accompagne la réalisation d'études préalables (audits, diagnostics environnementaux...).
- Il recherche les moyens financiers auprès de ses partenaires financeurs habituels pour soutenir les investissements en faveur de l'environnement écologique et humain (paysages, eau, air, déchets, bruits, énergie, équité sociale, etc.).
- Il participe à la promotion des entreprises et associations écoresponsables exemplaires, en participant à l'organisation de manifestations, visites et journées thématiques...
- Il constitue un fonds spécial permettant de délivrer un «écotrophée» aux entreprises et collectivités, de manière à reconnaître et

promouvoir leurs efforts «d'excellence environnementale et sociale».

- Il accompagne les communautés de communes dans la mise en place d'Opérations Rurales Collectives «Développement durable».
- Il soutient les collectivités dans l'amélioration et la valorisation des zones d'activités existantes : soutien technique et financier à la réalisation de diagnostics et au montage de programmes d'actions, qui visent la qualité environnementale et sociale.
- Il est associé aux réflexions pour la création de zones d'activités intercommunales (recherche de sites appropriés, études préalables).
- Il développe le mécénat avec des entreprises locales, banques, fondations... afin de rechercher des sources de financement complémentaires, ainsi que des relais de communication.
- Il travaille sur les volets «expérimentations» en s'appuyant sur le réseau de la Fédération des Parcs naturels régionaux.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et Départements s'engagent à soutenir financièrement et techniquement les plans d'actions collectifs, les actions en direction des zones d'activités exemplaires et les ORC «Développement durable» initiées sur le territoire du Parc, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communautés de communes sont à l'initiative de projets de type ORC «Développement durable», et s'engagent à viser «l'excellence environnementale et sociale» dans la réhabilitation, création et gestion de zones d'activités.

Rôle des partenaires :

- **Les Chambres de Métiers et de l'Artisanat et les chambres de Commerce et d'Industrie** s'engagent, au côté du syndicat mixte du Parc, à accompagner les acteurs économiques dans la mise en oeuvre de plans d'actions collectifs (formation, audits, démarches qualité...) et d'ORC «développement durable».
- **Les CDDRA** s'engagent à inscrire des moyens financiers facilitant la mise en oeuvre de la performance environnementale, et notamment d'ORC «Développement durable».
- **Les syndicats professionnels** s'associent au syndicat mixte du Parc pour l'application de sa Charte, notamment en matière de sensibilisation, formation et expérimentation.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre d'entreprises accompagnées vers la performance environnementale.

Indicateur de résultat

- Evolution de la part des entreprises dans la consommation énergétique du territoire.

Priorisation territoriale

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

Pôles majeurs de l'industrie et de l'artisanat.



Orientation 6

Mobiliser les ressources par des pratiques respectueuses de l'Homme et de son environnement.

Le tourisme durable :

Notion née lors du sommet de Rio de 1992 qui renvoie à une manière de produire des activités et services touristiques, en fonction de trois composantes : environnementale, sociale et économique.



Chiffres clefs en 2009 :

- 175 millions d'euros de retombées sur le territoire grâce à l'activité touristique
- près de 8 millions de nuitées
- plus de 125 000 lits touristiques (forte dominance des résidences secondaires et des campings).

Mesure 6.4

Qualifier et certifier les entreprises touristiques pour les accompagner vers une gestion durable de leur activité.

Contexte :

Le tourisme est une autre clef majeure du développement économique dans les Monts d'Ardèche. Bénéficiant de l'image attractive du territoire, ce secteur en plein essor s'appuie sur des hébergements de qualité croissante, une offre de plus en plus diversifiée (activités culturelles, sportives, de pleine nature et de découverte des patrimoines), de fortes possibilités de développement dans le domaine de l'écotourisme et, plus généralement, des combinaisons d'activités agri-rurales. Mais cet état des lieux positif ne doit pas occulter les fragilités des structures familiales, nombreuses en secteurs de pentes et de montagne, qui connaissent d'importantes difficultés à se maintenir et s'adapter.

Par ailleurs, le tourisme est en pleine mutation. Les séjours sont plus courts, mais aussi plus fréquents. Les attentes des visiteurs évoluent vers la recherche de nouvelles destinations, de produits de qualité, vers un tourisme plus «éthique et écologique».

Objectif partagé :

- Etre reconnu comme un **territoire exemplaire de tourisme durable**.
- **Multiplier par deux le nombre d'entreprises touristiques porteuses de la marque «Parc» d'ici 2025.**
- Certifier **100 établissements touristiques «Charte européenne du tourisme durable» d'ici 2025.**

Contenu de la mesure :

- > **Former et mettre en réseau les professionnels du tourisme s'engageant vers des pratiques de tourisme durable.**
- Accompagner prioritairement les hébergeurs, restaurateurs, guides et accompagnateurs, puis élargir à moyen terme le réseau aux organisateurs de voyage. Ce réseau ouvre droit à un accompagnement spécifique et qualifiant : conseil, expertise, journées de formation, retours d'expériences.

- Former prioritairement sur les thématiques suivantes :
 - les déplacements peu émetteurs de gaz à effet de serre (offre d'itinéraires pédestre, équestre ou de cyclotourisme, offre de parcs à vélos à assistance électrique...);
 - la gestion économe des ressources et l'adaptation au changement climatique (installation et usage des énergies renouvelables, meilleure gestion de l'eau et récupération des eaux de pluie...);
 - le tourisme solidaire et les prestations au «juste prix» (tourisme social, offres de qualité adaptées aux clientèles à bas revenus);
 - adaptation des sites et des hébergements aux visiteurs en situation de handicap.

> **Accompagner les acteurs dans une première marche de progression, grâce à la certification «Charte européenne du tourisme durable».**

- Proposer un outil de certification aux entreprises touristiques qui s'engagent à mettre en œuvre les principes de la Charte européenne du tourisme durable.
- Valoriser et promouvoir l'offre de ces entreprises touristiques via les outils de communication des différents partenaires (syndicat mixte du Parc, Agence départementale du Tourisme d'Ardèche, Maison du Tourisme de Haute-Loire, Offices du Tourisme, maisons et musées du Parc...).

> **Certifier une démarche qualité aboutie à travers l'outil de la marque «Parc».**

- Valoriser et promouvoir les entreprises touristiques s'engageant à répondre au cahier des charges de la marque «Parc», qui vise l'excellence en matière de prestation touristique.
- Faire de ces partenaires privilégiés de véritables « ambassadeurs » du Parc, en intégrant la dimension éducative dans leurs prestations.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il accompagne les entreprises touristiques volontaires pour une évolution de leurs pratiques, vers une approche intégrant des enjeux de protection de l'environnement, de développement économique et social, de qualité de vie et de satisfaction des visiteurs. Il intervient en complémentarité des actions d'ingénierie conduites par l'Agence départementale du tourisme et la Mission d'Ingénierie Touristique Rhône-Alpes.
- Il pilote sur son territoire le déploiement de la Charte Européenne de Tourisme Durable.
- Il accompagne les entreprises touristiques dans leur démarche de labellisation à travers la marque «Parc naturel régional».
- Il anime le réseau des acteurs bénéficiaires de la marque «Parc naturel régional».
- Il assure une promotion des entreprises porteuses de la marque «Parc naturel régional» et des acteurs certifiées «Charte européenne du tourisme durable».
- Il renforce les relations entre acteurs du tourisme local, régional et national. Il anime les opérations de coopération internationale autour de la thématique du tourisme durable.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage à ne pas exclure le territoire du Parc des appels à projets.

Les Régions reconnaissent le rôle du Parc dans le développement du tourisme durable sur son territoire et lui garantissent un appui technique et financier pour la mise en oeuvre de ses démarches, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les Départements reconnaissent dans leur «Schéma départemental de développement touristique» le rôle du Parc pour un développement du tourisme durable sur son territoire.

Les communes et communautés de communes s'engagent à exercer leur compétence «Tourisme» en respectant les principes et grands objectifs de la Charte.

Rôle des partenaires :

L'Agence Départementale du Tourisme d'Ardèche et la Maison Départementale du Tourisme de Haute-Loire contribuent à la mise en oeuvre des objectifs de la Charte :

- elles s'impliquent auprès du syndicat mixte du Parc dans sa démarche «d'écobellisation» au niveau européen et dans la déclinaison de la «Charte européenne du tourisme durable» sur les Monts d'Ardèche,
- elles participent notamment à la mise en oeuvre du second volet relatif à l'accompagnement des entreprises touristiques.
- Elles conduisent une action de structuration et de valorisation d'une offre écotouristique à échelle départementale. Elles coordonnent également les démarches conduites dans ce domaine par les différents territoires.

Les CDDRA participent à l'application de la Charte du Parc en apportant notamment un soutien financier aux projets d'offres touristiques durables, ainsi qu'aux projets de formation. Ils sollicitent le syndicat mixte du Parc pour avis lors de l'instruction de tous les dossiers portant sur le tourisme qui concernent son territoire.

Les Offices de tourisme, à travers leur rôle de proximité, contribuent à la promotion du territoire des Monts d'Ardèche et à la promotion des offres touristiques qualifiées par le Parc.

Le Syndicat de la Montagne Ardéchoise participe, dans un cadre partenarial avec le Syndicat mixte du Parc, à l'élaboration d'une offre écotouristique.

L'association Polénergie contribue à la mise en oeuvre des objectifs de tourisme durable, notamment par le conseil aux entreprises touristiques en matière de limitation des consommations d'énergie et d'énergies renouvelables.

Les Chambres de Commerce et d'Industrie, en partenariat avec le syndicat mixte du Parc, apportent leur soutien financier et technique aux entreprises touristiques concernées par les démarches de progrès environnemental et socio-économique.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre d'entreprises touristiques porteuses de la marque «Parc naturel régional» et/ou bénéficiant de la certification «Charte européenne du tourisme durable».

Indicateur de résultat

- Evolution de la fréquentation touristique sur les Monts d'Ardèche (répartition géographique et sur l'année, type de clientèle).

Orientation 7

Valoriser les produits spécifiques du territoire.

La logique de « panier de biens » :

- Construire une offre spécifique de **produits liés au terroir** des Monts d'Ardèche, fruit d'une culture, d'une longue histoire et de savoir-faire.
- Compléter et valoriser cette offre par une **offre de services marchands et non marchands** de qualité (tourisme, gastronomie, vente directe, visites de patrimoines...).
- Le consommateur, à travers l'acte d'achat, exprime sa volonté de soutenir la qualité de ce territoire, ses paysages, ressources et traditions architecturales... qui forment un **écrit original**.



Mesure 7.1

Soutenir et promouvoir les productions et filières agricoles locales de qualité.

Contexte :

La force des Monts d'Ardèche réside dans certaines productions qui se démarquent et tirent profit de leur lien au territoire : les variétés traditionnelles de châtaignes et les produits qui en sont issus, à travers l'AOC Châtaigne d'Ardèche, la myrtille sauvage, la diversité des variétés fruitières et légumières, les filières animales avec l'AOC Picodon ou Fin Gras du Mézenc, les charcuteries, l'apiculture, l'oléiculture du piémont cévenol, le Chatus et autres vins IGP de pays...

Si certaines filières souffrent d'un déficit de production, d'autres doivent renforcer leurs critères de qualité pour répondre à la demande actuelle. Enfin, ces filières dépendent de la pérennité des entreprises locales de collecte, d'abattage et de transformation.

Objectifs partagés :

- Maintenir et créer des **unités de production et de transformation**.
- Promouvoir des **productions locales spécifiques**.
- Développer des filières autour des **labels de qualité et des marques de territoire**.

Contenu de la mesure :

> Maintenir et développer les unités de collecte, de transformation, et faciliter l'organisation des producteurs

- Créer des groupements de producteurs, des Groupements d'Intérêt Economique...
- Moderniser les outils d'approvisionnement et de transformation (atelier d'affinage relais, atelier modulaire...) dans les secteurs qui en sont démunis.

> Développer les labels de qualité et marques de territoire.

- Accompagner les filières locales de qualité (Appellation d'Origine Contrôlée, Appellation d'Origine Protégée, Agriculture Biologique, Indication Géographique Protégée, Groupement d'Intérêt Economique).
- Faire émerger de nouveaux produits agroalimentaires et de nouvelles filières qui multiplient les débouchés des productions locales.
- Promouvoir des productions au travers de manifestations, évènements, buffets et publications.

> Inciter et valoriser les démarches agri-touristiques au travers de la marque «Parc».

- S'appuyer sur la marque «Parc» pour constituer un réseau de producteurs de biens agricoles (châtaignes, miels, Chatus, myrtilles, olives...) et de services (hébergement, randonnée, accueil à la ferme...).
- Valoriser conjointement produits et services dans une logique de «paniers de biens» (voir encadré ci-contre).
- Accompagner la diversification au sein des exploitations et le développement d'activités nouvelles (transformation et commercialisation des produits, accueil touristique...).

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il anime le réseau des professionnels porteurs de la marque «Parc», dans le cadre d'une stratégie «panier de biens». Il en assure la promotion. Il coordonne les démarches agri-touristiques afin d'en dégager la lisibilité.
- Il favorise les démarches en faveur des Signes Officiels de Qualité.
- Il apporte son soutien technique et financier aux unités locales de transformation.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et Départements s'engagent à :

- Promouvoir sur le territoire les Signes Officiels de Qualité.
- Soutenir les unités de production et de transformation participant au dynamisme local dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Soutenir les unités de production et de transformation participant au dynamisme local, dans la limite de leurs compétences et moyens.

Rôle des partenaires :

Les Chambres d'Agriculture s'engagent à travers une convention cadre à :

- Contribuer à l'animation de proximité auprès des agriculteurs et aux côtés des acteurs territoriaux : participer à l'émergence des projets agricoles locaux, structurer et accompagner des démarches collectives d'agriculteurs, apporter un appui technique aux exploitants au regard de leurs spécificités.
- Poursuivre leur action d'incitation et d'accompagnement des producteurs vers des démarches de certification et de labellisation.
- Apporter leur soutien aux unités locales de transformation.

Les CDDRA sollicitent le Parc pour avis lors de l'instruction de tous projets agricoles concernant son territoire.

Les associations partenaires :

Les syndicats de défense des AOC, AOP, les syndicats et associations de producteurs réunis autour de labels, s'appuient sur le label «Parc naturel régional» pour défendre, promouvoir et développer leur démarche.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Evolution du nombre d'exploitations adhérentes aux démarches de qualité.

Indicateur de résultat

- Evolution moyenne du chiffre d'affaire des exploitations adhérentes aux démarches de qualité.

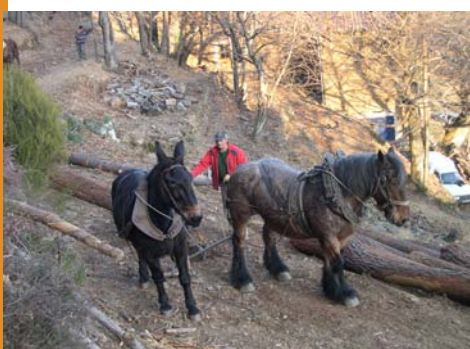
Priorisation territoriale

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

- Espaces agricoles
- Châtaigneraies à exploiter prioritairement
- Encart : Valoriser les productions emblématiques



Orientation 7 Valoriser les produits spécifiques du territoire



Chiffres clefs en 2010 :

2/3 de la surface forestière sont difficilement exploitables.

90 000m³/an sont récoltés (20% de l'accroissement naturel), soit seulement 60% du volume facilement « mobilisable ».

2/3 des bois récoltés sont du bois d'œuvre.

Et seulement 30 000 m³/an sont sciées par les entreprises du territoire.

Objectifs 2020 du grenelle de l'environnement : en appliquant le taux national, il faudrait augmenter de trois fois la récolte actuelle pour alimenter la filière bois.

180 entreprises environ composent la filières bois, dont une centaine sont des entreprises d'exploitation forestière.

Mesure 7.2 Exploiter et valoriser plus et mieux la ressource en bois.

Contexte :

Malgré une ressource en bois potentiellement importante et une demande croissante des consommateurs, les Monts d'Ardèche valorisent peu et mal le massif forestier et le matériau bois. Or, ce matériau renouvelable, recyclable, économe en énergie, représente également un potentiel de valorisation économique du territoire, avec un tissu conséquent d'entreprises d'exploitation et de transformation de la ressource.

Les difficultés de mobilisation et de valorisation viennent d'une part des contraintes d'exploitation (morcellement foncier, enclavement, topographie difficile et contraintes de desserte), d'autre part d'une capacité de transformation limitée (faible capacité de sciage, manque de séchage).

En conséquence, on assiste à une intensification des pratiques d'exploitation sur les secteurs accessibles et productifs de piémonts et de montagne et à contrario à une diminution, voire un abandon, des pratiques forestières sur les secteurs de pentes. Le bois sur pied est majoritairement de qualité moyenne (palette, industrie), tandis que le bois de châtaignier reste sous-exploité. 50% de l'exploitation concerne le bois de sciage résineux, provenant en majorité des forêts publiques.

Objectifs partagés :

- **Produire plus : atteindre 150 000 m³/an de récolte.**
- **Reconquérir 8000 ha de châtaigneraies.**

Contenu de la mesure :

> Mieux suivre les acteurs et la filière.

Poursuivre la veille sur le tissu artisanal local, afin d'adapter les actions auprès de chacun des trois maillons de la filière bois : l'exploitation forestière et la sylviculture, la première transformation du bois (imprégnation du bois, sciage et rabotage), la seconde transformation (fabrication de charpentes, mobiliers, etc.).

Porter un effort particulier auprès des entreprises d'exploitation pour améliorer leur structuration et leur qualification, étape indispensable à leur maintien ou leur installation.

> Produire du bois de qualité, image de marque du territoire.

- Développer des formations, des animations auprès des propriétaires et professionnels.
- Mettre en place des outils de type codes de bonnes pratiques (intégrant la préservation d'espaces sensibles et patrimoniaux : terrasses et captages d'eau potable...).
- Soutenir les démarches de certification.

> Soutenir la valorisation du bois de châtaignier.

- Mettre en place des outils de recommandations et réaliser des travaux démonstratifs pour obtenir du bois de qualité.
- Soutenir les entreprises spécialisées en première et seconde transformation (aide au montage de projets collectifs, qualification et promotion des produits, appui financier...).

> Exploiter plus, en s'adaptant aux contraintes du territoire.

- Faire face aux contraintes topographiques en poursuivant les expérimentations sur les techniques alternatives adaptées au territoire (débardage et transport des bois...).
- Construire des outils, de type cartes et indicateurs, étudiant « l'exploitabilité » du territoire et de certains massifs (requête en fonction de la pente, de la distance au réseau routier et sa réglementation de tonnage...).
- Développer le réseau de desserte interne des massifs « exploitables » (conventions entre collectivités et entreprises de travaux forestiers), tout en veillant aux risques pouvant éventuellement être engendrés pour la biodiversité, ou liés aux pratiques de loisirs motorisés.

> Transformer et valoriser localement le bois.

- Soutenir la modernisation des outils de la première transformation (sciage, séchage, rabotage...).
- Encourager le tri des bois et mettre en place des outils et filières locales de transformation.

- Constituer des débouchés pour le bois d'industrie (panneau de particules...).
- Consolider les filières de bois énergie, en développant les contrats d'approvisionnement, les cahiers des charges avec bilan carbone, la certification et la traçabilité.
- Apporter un soutien spécifique aux démarches de seconde transformation utilisant la ressource locale (circuit-courts), avec la création de référentiels techniques et promotionnels sur la qualité des bois locaux (résistance mécanique...).
- Faire de la commande publique un levier pour les démarches exemplaires et la réalisation d'équipements démonstratifs.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il poursuit la mise en œuvre d'outils de veille économique (tel que l'Observatoire des changements économiques) et favorise l'émergence de statistiques et cartographies locales pour une meilleure connaissance de l'exploitabilité et de la mobilisation de la ressource.
- Il met en place avec ses partenaires des indicateurs d'évaluation des actions et des effets sur le territoire (surfaces et volumes exploités, dessertes réalisées, nombre de formations...).
- Il prolonge son investissement sur les techniques et pratiques d'exploitation forestière : expérimentation de techniques alternatives, chantiers expérimentaux de conversion de châtaigneraies en châtaigneraies bois, intégration paysagère et environnementale des équipements, codes de bonnes pratiques, sensibilisation et accompagnement des professionnels.
- Il fait du site de la Maison du Parc un lieu de démonstration : il met en œuvre un programme d'actions expérimentales sur 10 ha en taillis de châtaigniers, avec l'objectif de concilier production de bois de qualité et préservation de la biodiversité et des paysages.
- Il sensibilise et implique les élus locaux dans la promotion et le soutien des exploitations forestières raisonnées.
- Il soutient les collectivités dans la rédaction des appels d'offres (bilan carbone, bois certifié...) et les accompagne dans l'animation et la réalisation de leurs projets forestiers et bois.
- Il soutient prioritairement les opérations sylvicoles, chantiers et ventes groupés (groupements forestiers...), répondant aux enjeux d'une exploitation raisonnée.
- Il recherche les moyens financiers pour compenser les surcoûts liés à l'utilisation de techniques alternatives et à l'intégration paysagère et environnementale des équipements de desserte.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat poursuit son action en matière d'amélioration du réseau routier national. Il accompagne les propriétaires forestiers pour l'amélioration des dessertes internes et les entreprises de l'amont de la filière, dans la limite de ses compétences et ressources financières.

Les Départements associent le syndicat mixte du Parc dans la mise en œuvre de leurs politiques respectives «Espaces Naturels Sensibles» et «Forêt» . Ils poursuivent leur action notamment en matière de desserte interne des massifs et de transports des bois sur leur réseau routier, tout en tenant compte de la spécificité du Parc dans la déclinaison de leurs actions, ceci dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes et communautés de communes s'engagent à rechercher des solutions pour la sortie des bois empruntant leur réseau de voirie (convention avec les entreprises de travaux forestiers). A travers la commande publique, elles favorisent la valorisation des bois locaux et les démarches de qualité (cahiers des charges intégrant des exigences en termes de matériaux locaux, de bois certifiés, de bilan carbone...).

Rôle des partenaires :

Les chambres consulaires ainsi que l'interprofession FIBOIS, accompagnent le Parc dans les diagnostics portant sur l'étude des entreprises locales de la filière bois.

Le CRPF et l'ONF accompagnent le syndicat mixte du Parc dans la mise en œuvre de techniques alternatives d'exploitation et de desserte, et plus largement sur les objectifs définis dans la charte et la «Commission Forêt» .

Fibois poursuit son action d'accompagnement des entreprises de l'amont.

Les CDDRA s'impliquent dans cette politique, notamment auprès de la première transformation, plus présente sur leurs territoires.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre d'entreprises accompagnées et/ou certifiées.

Indicateur de résultat

- Evolution globale de la récolte et de la part de bois transformé localement.

Etat de référence

90 000m³/an de bois récoltés, dont 1/3 transformés localement.

Priorisation territoriale

Pentes : secteur subissant le plus de contraintes (accessibilité...)

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

Espaces forestiers



Châtaigneraies à exploiter prioritairement



Orientation 7 Valoriser les produits spécifiques du territoire



Mesure 7.3 Qualifier et valoriser les productions et savoir-faire artisanaux et industriels emblématiques.

Contexte :

Le territoire recèle de nombreux produits et productions de qualité, fruits du travail et de l'ingéniosité des hommes. Certains, très spécifiques, ont marqué des générations d'habitants et font partie du patrimoine des Monts d'Ardèche : textile et moulinage, exploitation des eaux minérales et thermales, industrie du bijou, industries du lait et de la viande, savoir-faire de la construction en pierres sèches, lauzes et genêts, cultures en terrasses, bâtis et constructions traditionnelles...

Les métiers d'art participent également à la renommée du territoire.

Depuis 2001, le Parc s'est attaché à valoriser ces savoir-faire qui, outre leur valeur patrimoniale, culturelle et sociale, présentent également un potentiel économique et touristique. Les «Chemins de la Création», le «Mai des Métiers d'Art», la «Vallée du Bijou» sont des exemples concrets de projets mis en oeuvre.

Objectif partagé :

- Maintenir et développer les entreprises empreintes de «**savoir-faire emblématiques du territoire**».

Contenu de la mesure :

> **Utiliser la marque «Parc naturel régional des Monts d'Ardèche» pour qualifier et valoriser les produits les plus emblématiques du territoire.**

- Développer l'attribution de la marque «Parc» à des produits artisanaux, des savoir-faire (eaux minérales, bijoux, artisanat d'art...).

> **Promouvoir les professionnels et les produits.**

- Accompagner les initiatives en faveur des regroupements de

commerçants et artisans, des foires et marchés, manifestations et expositions qui mettent en avant les produits, savoir-faire et créations spécifiques du territoire.

- Développer une offre de découverte du territoire à partir de stages créatifs pour le grand public, d'actions événementielles, de l'ouverture d'ateliers au public...
- Développer des outils de communication et de promotion pour faire connaître sur et hors territoire les professionnels et produits (salons, site internet, etc.).

> **Développer l'innovation dans les produits et savoir-faire.**

- Soutenir le développement de nouveaux produits et process, ainsi que la mise en place de nouvelles organisations (collaboration entre entreprises, réseaux...).
- Développer la formation et l'acquisition de nouvelles compétences. Cet accompagnement consiste à prendre en charge une partie du «risque» que les entreprises ne peuvent pas assumer seules.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il coordonne les actions collectives des professionnels concernés.
- Il est le garant de l'activation de la marque «Parc».
- Il recherche les opportunités techniques et financières sur l'innovation-expérimentation (Etat-Région-Europe) afin de mobiliser des outils supplémentaires d'accompagnement.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et Départements s'engagent à soutenir financièrement et techniquement les plans d'actions collectifs, les actions en direction des zones d'activités exemplaires et les Opérations Rurales Collectives «Développement durable» initiés sur le territoire du Parc, dans la limite de leurs compétences et de leurs

ressources financières.

Les communes et communautés de communes sont à l'initiative de projets de type Opérations Rurales Collectives «Développement durable» et s'engagent à viser «l'excellence environnementale et sociale» dans la réhabilitation, création et gestion de zones d'activités.

Rôle des partenaires :

Les Chambres de Métiers et de l'Artisanat et les chambres de Commerce et d'Industrie s'engagent, au côté du syndicat mixte du Parc, à accompagner les acteurs économiques dans la mise en oeuvre de plans d'actions collectifs (formation, audits, démarches qualité...) et d'Opérations Rurales Collectives «développement durable».



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre d'entreprises accompagnées et/ou porteuses de la marque «Parc naturel régional».

Indicateur de résultat

- Evolution moyenne du chiffre d'affaire des entreprises concernées.

Priorisation territoriale

Pentes et montagne : enjeux forts de maintien de l'activité économique.

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

Pôles majeurs de l'industrie et de l'artisanat.



Orientation 7

Valoriser les produits spécifiques du territoire

Les Pôles thématiques existants en 2010 :

Thématique Savoir – faire

Moulin de Mandy, Pranles
Ardelaine, St Pierreville
Ecomusée du Moulinage, Chirols
Maison Champahnet, Vals les Bains
Filature du Moulinet, Largentière
Arche des Métiers, Le Cheylard

Thématique châtaigneraie

Maison du Châtaignier, Saint Pierreville
Musée de la Châtaigneraie, Joyeuse

Thématique Patrimoine bâti & culturel

Musée du Vivarais Protestant, Pranles
Exposition Route des Dragonnades, Saint Etienne de Serre
Ecomusée des terrasses, St Michel de Chabrilanoux
Moulinage de la Neuve, Marcols les Eaux
Musée des Vans, Les Vans
Ferme de Boulatier, St Andéol de Fourchades
Maison du Gerboul, Thines

Thématique Patrimoine naturel, paysages, découverte de l'environnement

Ecole du Vent Saint Clément

Mesure 7.4

Renforcer et qualifier l'offre touristique de découverte des patrimoines et savoir-faire.

Contexte :

Depuis sa création en 2001, le Parc a mis en oeuvre une stratégie de développement touristique fondée sur «l'émergence d'une offre hors saison estivale, répartie sur tout le territoire et valorisant les patrimoines». Elle s'est traduite notamment par la mise en place de nombreux projets de valorisation, sur des thématiques variées comme les paysages (La Route des Paysages, des sentiers d'interprétation), le volcanisme, le terroir et les savoir-faire agricoles (sentier de la châtaigneraie à Désaignes, Les Castagnades ou fête de la Châtaigne, la Fête de la Myrtille...).

Mais nombre de constructions vernaculaires, de savoir-faire, d'espèces ou milieux remarquables restent encore méconnus, faute de valorisation suffisante.

Enfin, le territoire doit tirer parti d'une clientèle citadine importante, issue de la vallée du Rhône et de l'arc méditerranéen. En outre, le classement de la grotte Chauvet au Patrimoine UNESCO et son espace de restitution sont une opportunité essentielle pour proposer aux futures clientèles une offre patrimoniale et culturelle globale, ouvrant sur l'ensemble des Monts d'Ardèche.

Objectifs partagés :

- **Consolider et enrichir une offre touristique** construite autour de la découverte et de la valorisation des patrimoines.
- **Structurer et qualifier l'offre d'accueil** (sites et personnels).
- **Préserver les potentiels patrimoniaux** : maîtriser les fréquentations, leur répartition sur le territoire et dans l'année, offrir des sites de qualité.

Contenu de la mesure :

- > **Faire des maisons et musées du Parc des «vitrines du territoire», vecteurs de rayonnement touristique.**
- Créer sur l'ensemble du territoire une offre homogène de

découverte des patrimoines, grâce à un maillage de maisons et musées du Parc, incluant la Maison du Parc à Jaujac, en lien avec les Offices du Tourisme.

> Former les accompagnateurs bénéficiaires de la marque «Parc naturel régional».

- Les aider à concevoir des activités compatibles avec les objectifs de protection des patrimoines ; les accompagner pour qu'ils intègrent la dimension éducative dans leur prestation.
- Mettre à disposition des professionnels des outils de sensibilisation, d'éducation à l'environnement et d'interprétation du patrimoine (de type cartes, brochures, etc.).
- Etendre cet objectif, à long terme, aux opérateurs touristiques (agences de voyages et tours opérateurs).

> Soutenir la restauration ou la création de sites, sentiers et itinéraires d'interprétation et de découverte des patrimoines.

- Mener à l'échelle du territoire une démarche de reconnaissance et de valorisation à la fois scientifique, pédagogique et touristique des «géopatrimoines» (exemple : labellisation «Géoparc»).
- Donner une priorité aux sentiers patrimoniaux emblématiques des Monts d'Ardèche.
- Valoriser des sentiers existants par des projets d'interprétation, avec une approche pédagogique et une restauration de patrimoines (calades, murets de pierres sèches, tourbières...).

> Suivre et maîtriser les fréquentations touristiques.

- Mettre en place un plan territorial de gestion des flux touristiques, outil stratégique permettant un suivi des fréquentations dans l'espace et le temps, l'analyse des impacts environnementaux et socio-économiques à l'échelle territoriale et de micro-territoires prioritaires (sites phares et particulièrement sensibles).
- Canaliser les flux de visiteurs en adaptant l'implantation des équipements touristiques, l'organisation des itinéraires de découvertes, l'information des visiteurs.

> Améliorer la qualité des sites de pratiques sportives non motorisées et de loisirs de pleine nature

- Mettre en place des itinéraires de randonnée pour tous les pratiquants non motorisés (pédestres, équestre et de vélo tout-terrain), en prenant en compte l'intérêt et la sensibilité des patrimoines, le respect de la propriété privée et les spécificités locales.
- Restaurer et gérer prioritairement les sites les plus sensibles aux dégradations, en partenariat avec les instances sportives, les gestionnaires de l'espace et les associations de protection de la nature.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il coordonne les initiatives portées par les acteurs du territoire de manière à garantir une offre globale structurée et cohérente.
- Il accompagne les porteurs (publics et privés) de projets touristiques basés sur la valorisation des patrimoines identitaires du Parc et leur propose un soutien technique et/ou financier.
- Il communique sur les offres de découverte des patrimoines (sites et structures, prestations d'accompagnement, événements) via le Site internet et le Journal du Parc, des livrets ou des éditions spécifiques.
- Il engage une démarche de labellisation «Géoparc» à l'échelle du territoire et il coordonne les actions de valorisation des «géopatrimoines».
- Il assiste les professionnels porteurs de la marque «Parc naturel régional» et les opérateurs touristiques dans l'intégration d'un contenu pédagogique dans leurs activités.
- Il participe au développement de la randonnée et à l'organisation des sports de nature sur son territoire, notamment dans le cadre des instances de la CDESI (Commission départementale des espaces, sites et itinéraires).
- Il contribue à l'amélioration de la qualité des sites accueillant des pratiques sportives de pleine nature non motorisées.
- Il conforte la concertation déjà engagée entre les instances sportives, les gestionnaires de l'espace et les associations de protection de la nature pour éviter la dégradation des sites sensibles.
- Il incite à la mise en place d'itinéraires de randonnée pour tous les pratiquants non motorisés (itinéraires pédestres, équestres et de vélo tout-terrain).
- Il met en place un plan territorial de gestion des flux touristiques.
- Il conduit des études de fréquentations, de suivi et d'analyse des impacts sur des sites prioritaires (fortes fréquentations, fortes sensibilités), en apportant une approche pluridisciplinaire.
- Il accompagne les acteurs locaux dans la mise en place et le suivi de

programmes d'actions visant la maîtrise des fréquentations.

- Il respecte les prérogatives des Départements en matière de PDIPR (Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnées).

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et Départements reconnaissent le syndicat mixte du Parc comme partenaire privilégié en matière de valorisation du patrimoine naturel et culturel sur le territoire des Monts d'Ardèche. Ils le soutiennent et l'accompagnent dans ses actions, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Initier des projets de valorisation et de restauration des sentiers et sites emblématiques des Monts d'Ardèche.
- Associer le syndicat mixte du Parc en amont de leurs projets de création d'une offre patrimoniale.
- Valoriser l'offre de découverte des Monts d'Ardèche dans leurs outils de communication.
- Signaler au Syndicat Mixte du Parc les problèmes observés de pression touristique sur des sites sensibles.

Rôle des partenaires :

Les structures départementales de développement touristiques participent à la structuration des filières patrimoniales identifiées par le syndicat mixte du Parc ainsi qu'à leur promotion.

Les CDDRA soutiennent financièrement les projets d'offre de découverte des patrimoines et soumettent pour avis au Parc tous dossiers concernant son territoire.

Les Offices de Tourisme contribuent à la promotion du territoire et de l'offre de découverte des patrimoines.

Le Syndicat Mixte de la Montagne Ardéchoise participe, dans un cadre partenarial avec le Syndicat mixte du Parc, à la construction d'une offre de découverte des patrimoines.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Obtention du label «Géoparc».

Indicateur de résultat

- Evolution de la fréquentation des maisons et musées du Parc.

Priorisation territoriale

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

- Sites naturels emblématiques du tourisme
- Maisons et musées du Parc
- Sentiers patrimoniaux emblématiques
- Projets de voies vertes.

MontM ézenc



Orientation 8

Encourager les démarches de consommation solidaire et responsable

Des intérêts co-latéraux

Le territoire des Monts d'Ardèche, ses producteurs et artisans...

-Encourage une agriculture de qualité.
-Permet aux agriculteurs de travailler et vivre dans les Monts d'Ardèche.
-Favorise le maintien des paysages agricoles et forestiers qui font la richesse des Monts d'Ardèche.
- Favorise le maintien des savoir-faire artisanaux et industriels.

-Garantissent la qualité des produits.
-Portent la preuve de systèmes de production respectueux des ressources (eau, sols, biodiversité...).
-Limitent les déplacements et les coûts énergétiques et environnementaux liés.
-Répondent aux enjeux de santé publique.

Le consomm'acteur...



Mesure 8.1

Faciliter l'accès pour les consommateurs aux produits et services locaux de qualité

Contexte :

Aux portes du Parc, les villes d'Aubenas et de Privas rassemblent plus de 20 000 habitants. Le secteur du piémont est ponctué de pôles urbains accueillant chacun entre 2000 et 3000 habitants. Ces bassins de vie et la population touristique constituent un marché potentiel important pour les productions locales agricoles et artisanales. La complémentarité et la solidarité entre secteurs de piémont, de pentes et de montagne prend ici tout son sens.

Les Monts d'Ardèche bénéficient d'une offre en produits particulièrement riche : produits agro-alimentaires, gastronomie, produits bois, artisanat d'art... Leur valorisation locale nécessite néanmoins des garanties de qualité, de quantité et de proximité pour le consommateur. Cette offre doit donc être lisible et refléter les valeurs du Parc : productions respectueuses des ressources, porteuses de valeurs éthiques, qui intègrent les enjeux de santé publique, qui participent au maintien des paysages, et qui constituent un patrimoine (des savoir-faire, un patrimoine agro-écologique...) à transmettre aux générations futures.

Objectifs partagés :

- **Rapprocher producteurs et consommateurs.**
- Faire des **cantines du territoire** des lieux stratégiques de développement des **circuits-courts**.

Contenu de la mesure :

> Encourager la commercialisation locale des produits alimentaires du territoire.

- Aider au développement de circuits courts locaux : mettre en place des points de vente individuels et collectifs sur le territoire, qui écoulent les productions locales, tout en répondant à des exigences de qualité (AMAP, marchés locaux, manifestations...).

- Qualifier les unités de commercialisation, dans le cadre de démarches concertées (Développement des Marchés de Producteurs de Pays, Charte de qualité...).
- Expérimenter auprès des grandes, moyennes et petites surfaces de commercialisation, des cahiers des charges donnant une place significative aux produits locaux et certifiés.

> Impliquer les collectivités locales par la contractualisation.

- Mettre en place des démarches de contractualisation « intra-territoriales solidaires » auprès des collectivités publiques locales : approvisionnement local et de qualité des cantines (scolaires, hospitalières, maisons de retraite...), produits locaux dans les buffets, etc.
- Mettre en réseau les acteurs, en vue d'un approvisionnement responsable et solidaire en produits locaux (exemple du Centre du Développement Agro-alimentaire).

> Mieux informer le consommateur.

- Développer des actions de sensibilisation, d'information et de promotion des produits et savoir-faire artisanaux existants sur le territoire : journées portes ouvertes des entreprises, circuits découvertes, salons et outils divers de communication, démarches collectives de promotion...

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il promeut les démarches en faveur d'une consommation locale des produits de qualité.
- Il accompagne les collectivités dans la mise en place de démarches d'approvisionnement local.
- Il soutient la qualification des offres valorisées localement.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

Les Régions s'engagent à :

- Rendre possible l'approvisionnement local dans le cadre de leurs

marchés publics des cantines de lycées.

- Soutenir les unités de vente de produits locaux participant au dynamisme local, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les Départements s'engagent à :

- Rendre possible l'approvisionnement local dans le cadre de leurs marchés publics des cantines de collèges.
- Soutenir les unités de vente de produits locaux participant au dynamisme local, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Rendre possible l'approvisionnement local dans le cadre de leurs marchés publics des cantines d'écoles communales et intercommunales.
- Soutenir les unités de production et de transformation participant au dynamisme local, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Rôle des partenaires :

Les Chambres d'agriculture de l'Ardèche s'engagent à travers une convention-cadre à :

- Contribuer à l'animation de proximité auprès des agriculteurs et aux côtés des acteurs territoriaux : participer à l'émergence des projets agricoles locaux, structurer et accompagner des démarches collectives d'agriculteurs, apporter un appui technique aux exploitants au regard de leurs spécificités.
- Contribuer de manière forte à ces objectifs, notamment dans le cadre de leur projet de «Valorisation territoriale des productions locales».

Les CDDRA sollicitent le Parc pour avis lors de l'instruction de tous projets agricoles concernant son territoire.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre de démarches exemplaires accompagnées par le Parc (points de vente collectifs, marchés de producteurs de Pays, contractualisations «intra-territoriales solidaires»)

Indicateur de résultat

- Evolution de la consommation des produits locaux en restauration collective.

Priorisation territoriale

Piémont : secteur majeur de débouché des productions et produits locaux.

Orientation 8

Encourager les démarches de consommation solidaire et responsable



Mesure 8.2 Responsabiliser les consommateurs

Contexte :

Changements climatiques, augmentation des pollutions, effondrement de la biodiversité... sont autant de messages anxiogènes largement relayés par les médias et de mieux en mieux connus du public. Cependant, on constate que la modification des modes de vie permettant de diminuer notre impact ne va pas de soi. Prendre conscience de la nécessité d'agir en faveur de l'environnement ne suffit pas pour entraîner de véritables changements dans les comportements en matière d'alimentation, de transports, de chauffage...

Devenir «consomm'acteur» ou consommateur responsable, c'est comprendre la relation qu'il existe entre les habitudes de consommation et les problèmes environnementaux et sociaux. C'est prendre conscience de sa responsabilité dans le processus de production de biens et de services, depuis l'acte d'achat jusqu'à la production de déchets.

Objectifs partagés :

- **Démultiplier les gestes éco-responsables**, pour leur donner une portée réelle sur l'environnement et l'économie des Monts d'Ardèche.
- **Réduire la quantité de déchets produits sur le territoire.**
- **Etre innovant** dans la valorisation de certains déchets.

Contenu de la mesure :

- > **Faire évoluer la politique éducative du Parc en prenant en compte les enjeux globaux et contemporains.**
- Développer une politique éducative qui, au-delà de l'éducation aux patrimoines et à leur sensibilité, tend vers une éducation globale au développement durable.
- Former et outiller les acteurs qui sont au contact direct des diffé-

rents publics, et qui peuvent ainsi démultiplier les messages invitant au changement des comportements (enseignants, formateurs, animateurs, acteurs du tourisme, accompagnateurs en montagne...)

- Animer des ateliers avec les habitants pour partager les expériences sur les façons « d'agir et de consommer autrement ».

> Soutenir et promouvoir les actions pour la réduction et la valorisation des déchets.

- Renforcer les campagnes d'information et de formation (impliquer les collectivités locales, les distributeurs et les commerçants).
- Etendre ces campagnes de sensibilisation aux entreprises, aux artisans, aux agriculteurs, aux associations ainsi qu'aux publics touristiques.
- Expérimenter des solutions spécifiques pour la collecte, le traitement et la valorisation de certains déchets (recyclage, transformation...), notamment ceux issus du bâtiment, de l'agriculture, de l'automobile, de la restauration...

> Poursuivre la recherche-action sur les freins et moteurs au changement des comportements.

- Engager des études explorant les causes sociologiques, psychologiques et culturelles qui freinent ou au contraire facilitent les comportements en faveur des gestes éco-responsables.
- Mobiliser les disciplines en émergence, comme la psychologie environnementale, qui étudie les conséquences des conditions environnementales sur les comportements de l'individu et la manière dont il perçoit ou agit sur son environnement.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il fait évoluer la politique éducative du Parc en prenant en compte les enjeux globaux et contemporains : il forme et outille son réseau des Partenaires éducatifs, le réseau des acteurs touristiques porteurs de la marque «Parc naturel régional» et les accompagnateurs en montagne. Il propose des guides pratiques, participe à l'organisation et à l'animation d'événements et de rencontres autour du thème de

la consommation responsable.

- Il soutient et promeut les acteurs de l'éco-consommation via ses différents supports de communication. Il met en relation les acteurs de l'éco-consommation avec les collectivités, les Partenaires éducatifs...

- Il s'appuie notamment sur les structures de gestion existantes (syndicats de collecte et de traitement des déchets), dont il reconnaît la légitimité et les compétences. En complément, il apporte sa vision à l'échelle des Monts d'Ardèche, poursuit son rôle de sensibilisation et d'information auprès des élus, des professionnels, des habitants et visiteurs.

- Il contribue, en appui aux structures dédiées, à expérimenter des solutions spécifiques pour la réduction, la collecte, le traitement et la valorisation de certains déchets, en veillant à une bonne articulation entre ses actions et celles conduites par les structures locales.

- Il porte un volet recherche-action, en partenariat avec les acteurs concernés et le Conseil scientifique.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage, à travers une convention entre l'Education nationale et le syndicat du mixte du Parc, à accompagner des projets, outils pédagogiques et formations autour des thèmes du développement durable.

Les Régions et Départements s'engagent à soutenir les actions du syndicat mixte du Parc et à relayer l'information, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes, communautés de communes s'engagent à :

- Mobiliser leurs agents pour suivre les formations proposées par le syndicat mixte et ses partenaires autour de ces thèmes, ainsi que d'en informer les habitants.

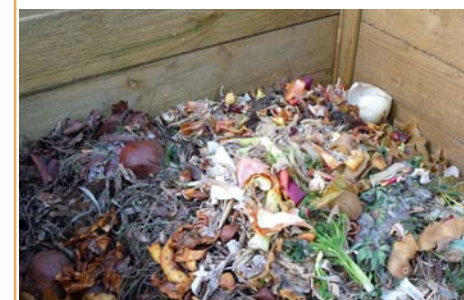
- Accompagner leur actions de développement local d'un volet pédagogique autour de ces thèmes, dans le cadre notamment des Plans de coopération Parc - Communauté de commune.

Rôle des partenaires :

Le réseau des Partenaires éducatifs relaye les actions du Parc sur ces thématiques.

Le réseau des radios locales associatives informent les habitants

sur les actions de sensibilisation et de formation initiées ou suivies par le syndicat mixte du Parc, sur les thématiques de la consommation responsable, de la bonne gestion de l'eau et des déchets...



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre de personnes ayant bénéficié d'une campagne de sensibilisation et de formation à l'éco-citoyenneté.

Indicateur de résultat

- Evolution des comportements de consommation dans les Monts d'Ardèche (résultats des études conduites sur les changements de comportement des consommateurs).

Orientation 9

Intensifier la politique de maintien et d'accueil des activités et des emplois

En 2006, le territoire compte 2076 agriculteurs exploitants, 1490 hommes et 586 femmes, qui travaillent sur des espaces représentant un cinquième du territoire.



Mesure 9.1

Impliquer les collectivités et acteurs locaux pour le maintien et l'accueil des agriculteurs

Contexte :

La place de l'agriculteur dans le paysage à la fois socio-culturel, économique et environnemental est particulièrement prégnante dans les Monts d'Ardèche. Il est à la fois :

- créateur de richesses, par son activité productive,
- gestionnaire de l'espace, par son action sur les paysages et la qualité des milieux,
- «celui qui, partout, est au bout du chemin». Il est omniprésent, où que l'on soit sur le territoire.

Par ailleurs, il est un acteur clef du territoire qui sait faire évoluer son métier. Sur les Monts d'Ardèche, il combine souvent plusieurs activités (tourisme, transformation, exploitation forestière...). Cette activité «agri-rurale» contraste avec l'image classique véhiculée de «l'agriculture spécialisée» : elle s'adapte, se renouvelle.

Si l'agriculture des Monts d'Ardèche montre une certaine capacité à «résister», en misant sur ses productions, ses ressources et ses compétences locales, la situation demeure toutefois très fragile. Le nombre d'exploitations agricoles tend encore à diminuer. Les principales difficultés identifiées concernent l'accès au foncier, la transmission des exploitations, les coûts d'installation et de modernisation... outre les questions d'accès à des services et des logements de qualité.

Objectifs partagés :

- **Reconnaître les rôles de l'agriculteur.**
- **Impliquer davantage les collectivités** dans le maintien et l'installation d'agriculteurs, notamment par une **politique foncière active.**
- **Créer les conditions adaptées pour accueillir des actifs agricoles.**

Contenu de la mesure :

> **Développer l'animation économique et foncière en faveur de l'installation agricole, en lien avec les collectivités et les professionnels agricoles.**

- Accompagner et développer les Comités Locaux à l'Installation (CLI), qui mettent en relation les agriculteurs portant un projet d'installation, les élus, les techniciens, les propriétaires et les agriculteurs cédants.
- Appuyer les communautés de communes dans leur montée en compétence en faveur de l'installation agricole.
- Faire reconnaître la pluriactivité des exploitants (tourisme, transformation, commercialisation, activités de service...) par les collectivités.

> **Créer un environnement propice à l'accueil des actifs agricoles.**

- Favoriser l'organisation foncière pour l'installation agricole : mise en place d'Associations foncières agricoles et pastorales, développement des réserves foncières, politique de mobilisation des biens vacants, groupements fonciers, mise en place de fermes communales.
- Faciliter l'accès aux logements communaux pour les agriculteurs en cours d'installation.

> **Dans un cadre expérimental partagé, tester les évolutions potentielles de normes et de seuils réglementaires.**

- Etre précurseur pour l'adaptation des normes et seuils réglementaires face aux spécificités des Monts d'Ardèche et aux besoins d'une agriculture multifonctionnelle.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il sensibilise les élus au rôle de l'agriculteur, et fait reconnaître l'agriculture du Parc au travers de toutes ses spécificités.
- Il apporte son ingénierie pour accompagner les collectivités dans

une prise de compétences en faveur de l'accueil et du maintien d'actifs agricoles.

- Il veille à associer les professionnels agricoles dans les démarches des collectivités en faveur du maintien et de l'accueil d'actifs agricoles.
- Il s'associe aux collectivités pour développer des mesures de mobilisation du foncier agricole.
- Il expérimente des mesures d'adaptation aux seuils et normes réglementaires en faveur de l'installation agricole.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage à faciliter l'installation des agriculteurs dans les Monts d'Ardèche, dans la limite de ses compétences et de ses ressources financières.

Les Régions poursuivent leur politique en faveur de l'installation agricole, en lien avec les territoires, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les Départements s'engagent à accompagner les initiatives en faveur de l'installation agricole, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Ces partenaires s'engagent à mettre en oeuvre la Charte de Gestion durable des territoires, signée en 2009, qui promeut une nouvelle vision de la gestion du foncier et encourage ses signataires à une meilleure et réelle prise en compte de l'agriculture dans les procédures d'aménagement et d'urbanisme.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Considérer l'agriculture comme une activité économique à part entière des Monts d'Ardèche et à reconnaître ses particularités.
- Améliorer l'accueil de nouveaux agriculteurs sur leur territoire.
- Développer des politiques foncières locales favorisant l'installation agricole.

Rôle des partenaires :

Les Chambres d'agriculture s'engagent à travers une convention cadre à :

- Contribuer à l'animation de proximité auprès des agriculteurs

et aux côtés des acteurs territoriaux : participer à l'émergence des projets agricoles locaux, structurer et accompagner des démarches collectives d'agriculteurs, apporter un appui technique aux exploitants au regard de leurs spécificités.

- Poursuivre leurs actions de formation, de sensibilisation des agriculteurs.
- Poursuivre leurs actions en faveur de l'installation agricole.

La Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER) participe à une organisation foncière permettant l'installation agricole.

Les CDDRA sollicitent le Parc pour avis lors de l'instruction de tous projets agricoles concernant son territoire. Ils contribuent, aux côtés des collectivités, à la mise en oeuvre de politiques en faveur de l'installation d'actifs agricoles.

La Plate-forme Régionale de Développement Rural de Rhône-Alpes contribue à l'application de ces objectifs à travers sa mission «Agriruralité», dont l'un des objectifs est l'apport d'appuis techniques et méthodologiques.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Evolution du nombre de fermes (inter)communales.

Indicateur de résultat

- Evolution des surfaces de réserves foncières agricoles sur le territoire.

Priorisation territoriale

Pentes et montagne : enjeux forts de maintien et d'accueil des actifs agricoles.

Orientation 9

Intensifier la politique de maintien et d'accueil des activités et des emplois



Des potentiels d'activités et d'emplois sur les Monts d'Ardèche :

- Ecotourisme
- Agriculture
- Métiers de l'environnement
- Agroalimentaire et produits de qualité
- Métiers de la «croissance verte» (éco-construction...)
- Filière bois (bois construction et bois énergie)
- Services à la personne et commerces de proximité
- Services aux entreprises
- Métiers d'art
- Activités culturelles et artistiques
- Métiers de la santé (dont le thermalisme)
- Télétravail
- Déchets «verts», déchets d'activité du bâtiment
- Economie de la connaissance (recherche et enseignement autour des thématiques du développement rural, de la géologie, de la biodiversité, du film, etc.)

Mesure 9.2

Créer des activités et des emplois liés au territoire

Contexte :

Les activités agricoles, industrielles et artisanales, ainsi que les activités de commerce de proximité, sont bien présentes sur le territoire et déterminent son attractivité et son avenir.

Cependant, il subsiste encore de grandes faiblesses sur lesquelles les acteurs du territoire doivent se mobiliser : en effet, le tissu des entreprises présente une fragilité globale, particulièrement les activités industrielles traditionnelles et spécialisées, qui ont subi la crise et la perte d'emplois. Par ailleurs, la transmission et reprise d'activités est difficile, avec un nombre insuffisant de repreneurs d'activités. Enfin les services aux entreprises demeurent faibles et donc peu attractifs pour des créateurs ou repreneurs d'activité potentiels.

Objectifs partagés :

- **Maintenir un tissu viable et pérenne** de commerces, d'artisans et d'industries.
- **Développer des métiers et activités d'avenir**, à fort potentiel, en adéquation avec les ressources du territoire et les besoins des populations.
- Garantir un **environnement de qualité (organisation des acteurs, qualité des services, formation...)**, favorable à la création et à l'accueil des activités et des emplois.
- **Prendre en compte tous les actifs** : jeunes, femmes, conjoint(e)s, personnes éloignées de l'emploi, bénévoles, personnes handicapées, etc.

Contenu de la mesure :

> Détecter les potentiels d'activités et d'emplois.

- Mobiliser différents outils d'observation (diagnostics et analyses fines du tissu économique) et d'animation afin de détecter et de

valider des potentiels d'activités nouvelles et d'emplois (création ou transmission-reprise, locaux vacants...).

- Croiser les approches géographiques (à l'échelle de bassins de vie, de vallées ou de communautés de communes) et thématiques (sur des filières ou secteurs d'activités précis).

> Construire des offres d'activités qualifiées et les diffuser.

- Sur la base des potentiels d'activités détectés, construire des offres d'activités «qualifiées» en appliquant et déployant la méthode établie par la Plateforme Régionale de Développement Rural et les Sites de Proximité.
- Diffuser les offres d'activité via des salons et sites internet spécialisés.

> Repérer, accueillir et accompagner les porteurs de projet, notamment des secteurs environnementaux.

- Mettre en œuvre des actions de repérage des porteurs de projets et de sensibilisation à la prise d'initiative et à la recherche d'autonomie (campagnes, sessions d'accueil, parrainages, intégration sociale et professionnelle...).
- Garantir un accompagnement et un suivi de qualité pour tous les porteurs de projet, à toute les étapes du parcours d'installation et de développement de l'activité.
- Accompagner prioritairement les créateurs dont les projets peuvent être qualifiés «d'atypiques» (pluri-activité, projets innovants...), en rapport avec les secteurs de l'environnement et du développement durable, ainsi que les activités de l'économie sociale et solidaire.

> Renforcer la formation et la qualification des ressources humaines.

- Accompagner en premier lieu les métiers en émergence (métiers de l'environnement, éco-construction, services, métiers de la santé, métiers d'art, culture...) et certains secteurs d'activité dans leur modernisation (métiers de la filière bois, commerce, artisanat, tourisme...).
- Adapter l'offre de qualification et de formation aux perspectives

d'emploi local.

- Favoriser l'intégration professionnelle et la qualification des publics éloignés de l'emploi.

> Mobiliser et accompagner les communautés de communes sur des projets de valorisation économique d'envergure.

- Sensibiliser et accompagner les communautés de communes dans le montage d'opérations globales de valorisation des ressources et des potentiels du territoire, en s'appuyant sur un secteur géographique et/ou une filière ciblée (exemple du projet «Vallée du Bijou»).

- Inscrire ce type de démarche dans une logique multi-partenaire, impliquant collectivités, Sites de Proximité, Chambres Consulaires, syndicat mixte du Parc...

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il travaille en partenariat étroit avec les Sites de proximité et la Plate-forme Régionale de Développement Rural en matière de repérage, d'accueil et d'accompagnement des porteurs de projets.

- Il anime le réseau informel «Carrefour de l'accueil» dont l'une des ambitions est d'être «un territoire d'accueil efficace».

- Il recherche avec ses partenaires les moyens de faciliter le parcours de création/maintien/développement, en prenant en compte les dimensions professionnelles et personnelles, en particulier pour les actifs dont les projets peuvent être qualifiés «d'atypiques ou complexes».

- Il apporte un appui en ingénierie auprès des communautés de communes, dans le cadre de plans de coopération, pour les accompagner dans le montage de projets portant sur certaines filières ou thématiques répondant aux objectifs de la Charte.

- Il encourage la mise en œuvre de nouvelles procédures de type ORC Développement Durable.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat et la Région Rhône-Alpes s'engagent, en tant que co-pilotes de la Plate-forme Régionale Développement Rural, à soutenir les Sites de proximité sur le Parc et à transférer leurs savoir-faire et méthodologies sur les zones non couvertes, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les Départements s'engagent à contribuer à la mise en œuvre de ces objectifs dans la limite de leurs compétences et de leurs

ressources financières.

Les Communes et communautés de communes s'engagent à :

- Etre les garants de la qualité de l'accueil des porteurs de projet à leur niveau : ils informent, orientent les porteurs de projet vers les structures d'accompagnement et leur apporte un soutien (intégration dans la vie locale, recherche de locaux...).

- Conduire des projets visant à créer des activités et des emplois en lien avec les potentiels de leur territoire.

Rôle des partenaires :

Les Sites de proximité ardéchois et la Plate-Forme Régionale de Développement Rural de Rhône-Alpes sont partenaires du syndicat mixte dans la mise en œuvre de cette mesure :

- sur les territoires qui les concernent,
- sur la méthodologie de la construction d'offres d'activités,
- sur la fonction de relais local (transfert et immersion).

Les Sites de Proximité accompagnent les porteurs de projets, tous secteurs d'activités confondus.

Les CDDRA participent au soutien des communautés de communes, notamment à travers l'établissement de contrats sectoriels ou de filières. Ils mettent en place des outils et une animation qui concourent aux objectifs de la Charte.

La Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Ardèche Méridionale intègre les objectifs de la charte dans sa mission de coordination de la politique locale de l'emploi et des ressources humaines.

Les Chambres de métiers et de l'artisanat et les Chambres de commerce et d'industrie intègrent les objectifs de la charte dans leurs missions.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre de porteurs de projet accompagnés et soutenus par les structures compétentes.

Indicateur de résultat

- Evolution cumulée du poids des 14 «secteurs potentiels d'activités et d'emplois» dans l'économie globale du territoire (en nombre d'entreprises, chiffre d'affaire global...).

Priorisation territoriale

Pentes et montagne : enjeux forts de maintien et de création d'activités et d'emplois, pour une meilleure répartition de l'activité économique sur le territoire.

Orientation 9

Intensifier la politique de maintien et d'accueil des activités et des emplois



SCOP : Société Coopérative et Participative

SCIC : Société Coopérative d'Intérêt Collectif

Mesure 9.3

Soutenir les acteurs de l'Economie sociale et solidaire

Contexte :

L'économie des Monts d'Ardèche est marquée par la présence de plus en plus forte d'un tissu associatif, dense et diversifié et de nouvelles formes d'entrepreneuriat. Ces acteurs participent à la création de richesses économiques et sont porteurs, dans le même temps, de valeurs sociales, solidaires et culturelles. Ils oeuvrent pour d'autres façons de produire, de travailler, d'épargner et de consommer. Ils forment le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire, qui représente environ 15% des emplois (associations, SCOP, SCIC...).

Ces entreprises sont présentes dans de multiples secteurs d'activités (coopératives d'activités, associations dans le secteur social, services à la personne...), mais elles restent toutefois encore mal connues et identifiées par les pouvoirs publics ou les structures d'aide et d'accompagnement à la création d'activité.

Objectifs partagés :

- Reconnaître et aider les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire présents sur le territoire.
- Faire des Monts d'Ardèche un **territoire ouvert à ces nouvelles formes d'activités, et attractif pour les nouveaux porteurs de projets.**

Contenu de la mesure :

- > **Sensibiliser, informer et former les acteurs économiques et les collectivités à l'Economie Sociale et Solidaire.**
- Promouvoir cette forme d'entrepreneuriat auprès des acteurs publics et privés impliqués dans la vie économique du territoire, via des journées thématiques, des conférences, des visites d'entreprises et divers outils de communication.

> Mener des actions en faveur du maintien et de la création d'emplois dans le domaine de l'Economie Sociale et Solidaire.

- Etudier la faisabilité de création d'entreprises et d'activités nouvelles (SCOP, SCIC, associations...) qui répondent aux besoins du territoire : notamment dans les domaines du transport, de l'habitat, de la petite enfance et la jeunesse, des personnes âgées, des services aux entreprises...
- Mobiliser les élus et les collectivités pour encourager la création de coopératives et de sociétés mixtes publiques/privées, de type Société Coopérative d'Intérêt Collectif.
- Soutenir les associations dont l'objet répond aux objectifs de la Charte, afin de les aider à se professionnaliser...

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il promeut les formes d'entrepreneuriat de l'économie sociale et solidaire.
- Il apporte un appui technique à la création de structures innovantes de l'Economie Sociale et Solidaire, en relation avec ses partenaires spécialisés dans le domaine de la création d'activité et de l'accueil de porteurs de projets.
- Il accompagne les collectivités dans le développement de partenariats publics / privés.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage à :

- Faciliter le développement et la pérennité des structures de l'Economie Sociale et Solidaire.
- Aider à la création d'emplois dans ce secteur, dans la limite de ses compétences et de ses ressources financières.

Les Régions s'engagent à :

- Soutenir au sens large l'Economie Sociale et Solidaire et toutes les

formes d'activités favorisant le lien social et les services en milieu rural, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les Départements s'engagent à :

- Soutenir les structures du secteur de l'Economie Sociale et Solidaire. et la création de nouvelles activités et emplois, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Soutenir les associations et entreprises travaillant dans ce secteur et faire appel à leurs services dans le cadre de la commande publique.
- Entreprendre des partenariats publics/privés dans des projets liés aux besoins de leur territoire.

Rôle des partenaires :

Les organismes d'appui à la création d'emplois et d'activités doivent sur ce territoire porter une attention particulière au secteur de l'Economie Sociale et Solidaire.

Les Sites de proximité s'engagent à promouvoir cette économie sociale et solidaire et à aider à la création d'activités et de partenariats public/privé.

Les organismes intervenant dans le champ de l'économie sociale et solidaire (Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire, Union Régionales des Sociétés coopératives et participatives...) sont associés et mobilisés pour valoriser cette économie et ses acteurs, et favoriser le développement de nouvelles structures.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre d'actions réalisées pour le développement de l'Economie sociale et solidaire (information, formation, études de faisabilité...).

Indicateur de résultat

- Evolution de la part de l'Economie sociale et solidaire dans l'économie globale du territoire (nombre d'entreprises, d'emplois, chiffre d'affaire moyen...)

Orientation 9

Intensifier la politique de maintien et d'accueil des activités et des emplois



Priorisation territoriale

Piémont : importante
Pentes : très forte
Montagne : très forte

Délais de réalisation

Moyen terme (dans les 3 à 6 ans).

Indicateurs de réalisation

- Kilomètres de fibres optiques implantées sur le territoire.

Indicateurs de résultat

- Evolution de la couverture du territoire par la fibre optique (pourcentage de foyers non desservis...)
- Prix des offres commerciales pour les habitants.

Mesure 9.4

S'assurer de la mise en oeuvre sur le territoire d'infrastructures de télécommunication adaptées aux besoins nouveaux des entreprises

Contexte :

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont devenues incontournables dans les pratiques quotidiennes des habitants, des entreprises, ou encore des administrations.

L'accessibilité numérique du territoire a été significativement renforcée avec l'arrivée de la fibre optique, mise en oeuvre grâce à la création en 2007 du syndicat Ardèche Drôme Numérique. Cependant, elle reste limitée sur certains secteurs des Monts d'Ardèche, comme les Boutières, les Sucs, la Cévenne méridionale, où se répartissent pourtant de nombreux hameaux et petites entreprises (hébergeurs touristiques, agriculteurs, éleveurs, artisans...). Sur ces zones «blanches», les technologies filaires ont été complétées par la mise en oeuvre d'autres solutions de transport de données (Wifi, satellite...). Ces solutions n'offrent cependant qu'un service minimum, insuffisant pour rendre ces secteurs géographiques attractifs vis-à-vis des entreprises.

Objectifs partagés :

- **Déployer une infrastructure de télécommunication performante** sur l'ensemble du territoire, à des coûts attractifs.

Contenu de la mesure :

> **Couvrir à terme les «zones blanches» et le manque de capillarité locale.**

- Permettre aux acteurs du territoire de disposer d'une offre de télécommunication répondant à leurs attentes en terme de débit, de qualité de service et de fiabilité.

- Prendre en compte l'évolution des besoins liée à la mise en oeuvre progressive de nouveaux services et de nouveaux usages.

> **Veiller à la présence d'offres d'accès au très haut débit, dans des conditions économiques concurrentielles.**

- Garantir aux habitants et entreprises des Monts d'Ardèche la possibilité de souscrire à une offre d'accès compatible avec les moyens financiers liés à leur activité.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il joue un rôle de relais pour faire connaître et reconnaître les contraintes et spécificités des Monts d'Ardèche auprès des instances régionales et départementales en charge du développement numérique du territoire.

- Il recense les besoins en accès numérique des entreprises du territoire pour établir un bilan des besoins auprès des instances décisionnelles.

- Il accompagne les entreprises du réseau de la marque «Parc naturel régional» auprès des fournisseurs de services d'accès au très haut débit pour leur garantir un niveau de qualité de service, en adéquation avec leurs besoins, dans des conditions économiques compétitives.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage à tendre vers une couverture maximal du territoire en très haut débit en 2025, dans la limite de ses compétences et de ses ressources financières.

Les Régions et Départements s'engagent à accompagner le territoire du Parc dans l'amélioration de l'infrastructure de télécommunication, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières, notamment par l'intermédiaire du syndicat mixte «Ardèche Drôme Numérique» : ils recherchent les solutions techniques permettant de réduire la fracture numérique dans les zones à faible concentration d'habitants, telles que fibrage des Noeuds de Raccordement d'Abonnés (NRA) des zones d'ombres, 4G, ou autres technologies...

Les communes et communautés de communes se mobilisent pour participer aux échanges relatifs à la couverture future des «zones blanches».

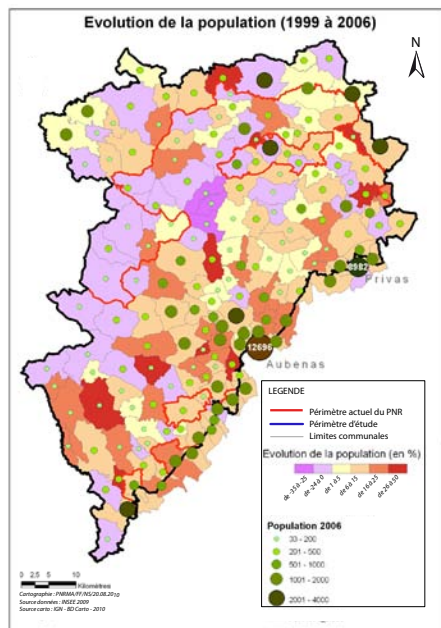
“ Un territoire attractif et solidaire ”

Vocation III



Orientation 10

Impliquer tous les acteurs au projet de territoire : élus, partenaires, habitants et touristes.



INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques.

Mesure 10.1

Créer des outils de veille et de prospective, pour mieux comprendre les mutations du territoire et agir

Contexte :

Les Monts d'Ardèche font face à des mutations liées à des phénomènes locaux, nationaux, voire mondiaux : flux de populations, changements de la structure démographique, évolutions sociétales (nouvelles manières d'habiter, nouveaux besoins, nouvelles pratiques...), recomposition du tissu économique, changement climatique... Il convient donc d'analyser et de comprendre leurs incidences sur le territoire, ainsi que de développer des outils d'aide à la décision et prospectifs, en se servant de l'ingénierie «Parc» et de sa vision à échelle territoriale.

Objectifs partagés :

- **Installer une culture de la prospective**, dont le principe est d'asseoir les décisions d'aujourd'hui sur des données objectives, avec une vision à long terme du territoire et des dynamiques souhaitées.
- **Rendre le territoire «pro-actif»** : agir pour provoquer les changements souhaités.
- **Rendre le territoire «pré-actif»** : agir pour se préparer aux changements attendus.

Contenu de la mesure :

- > **Créer un Observatoire des mutations du territoire.**
 - Mettre en place un outil de veille des évolutions du territoire en matière de : démographie et migrations, économie et services, sociologie, culture, paysage et gestion de l'espace, énergie, biodiversité...
 - Mutualiser une méthodologie et des moyens de veille avec les divers territoires concernés (Communautés de communes, CDDRA, Département, Région...) et des partenariats avec les organismes et établissements spécialisés (INSEE, universités...), tout en traitant des

spécificités de chaque territoire.

- Produire, à partir de ces données, des «porter à connaissance» au service des collectivités, notamment dans le cadre de leur procédure d'élaboration ou de révision d'un document d'urbanisme.

> Produire de la prospective territoriale.

- Utiliser les informations produites par l'Observatoire du territoire pour s'engager dans une démarche prospective à l'échelle des Monts d'Ardèche. Installer durablement la prospective territoriale comme un outil d'aide à la décision pour le Parc, notamment au moments d'évaluation de la mise en oeuvre de la Charte.

> Concrétiser des programmes de recherche-action et d'expérimentation

avec les différents pôles universitaires (Lyon, Grenoble, Valence, Montpellier, Marseille) dans les domaines prioritaires de la Charte, notamment la gestion de l'espace et les nouveaux modes d'habiter.

> Partager et valoriser cette connaissance.

- Restituer et partager régulièrement la connaissance produite à travers des publications synthétiques et cartographiques diffusées très largement aux collectivités, partenaires et accessibles en ligne.
- Inventer des lieux et méthodes d'implication des acteurs (rencontres annuelles, de type Assises du territoire, conférences-débats thématiques, forums de «forces vives...») permettant de diffuser les connaissances et de partager une culture de la prospective.

> Développer des espaces de dialogue avec les habitants

- Renforcer les liens entre le Parc, les collectifs et réseaux écocitoyens volontaires : mettre en place avec eux des espaces de rencontre, une culture de l'échange, du partage d'expériences et d'idées.
- S'appuyer sur les lieux de sociabilité existants (rencontres citoyennes, cafés, fêtes de village, services publics, marchés, espaces culturels, magasins de producteurs, réseau des porteurs de la marque «Parc naturel régional»...) ou la création de nouveaux lieux (Maison

du Parc, réseau des maisons et musées du Parc, réseaux sociaux en ligne...).

- Développer la démarche de «sciences citoyennes» ou «sciences participatives» : accompagner des programmes de recherche qui ont besoin de citoyens volontaires pour collecter un grand nombre de données, sur un large territoire et/ou dans la durée.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il met en place un observatoire des mutations du territoire : il identifie à la fois les items de mutation à recueillir, les entités géographiques pertinentes et la fréquence des collectes de données. Il se rapproche de divers partenaires spécialisés (INSEE, universités...) ou de territoires (Communautés de communes, CDDRA, Département, Région...) pour définir le « mode opératoire » de ces observations et mutualiser les outils.

- Il développe une stratégie de prospective territoriale partagée avec les acteurs endogènes (communes et groupements de communes, CDDRA, associations et habitants...) et exogènes (universités, autres territoires de Parcs, collectivités «supra-Parc»...).

- Il met en place un système d'information géographique pour produire des données cartographiques et alimenter l'analyse des évolutions du territoire des Monts d'Ardèche. Il s'appuie sur des partenariats avec les services compétents des différentes structures partenaires, publiques et associatives (Conseils régionaux, Conseils généraux, CDDRA, établissements publics et associations divers...).

- Il assure la diffusion des connaissances, à travers l'organisation de conférences annuelles, la réalisation de publications, et via son site internet.

- Il implique le Conseil scientifique sur la définition et la conduite de diagnostics thématiques, de programmes de recherche-action et d'expérimentation, sur l'analyse des évolutions du territoire et la prospective territoriale.

- Il crée et anime une commission stratégique «Evaluation» qui réunit élus et techniciens afin de se saisir de ces travaux et proposer des orientations pour les programmes d'actions.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et les Départements alimentent la connaissance des mutations à l'œuvre sur le territoire et partagent les éléments de connaissance, d'analyse et de prospective territoriale.

Les communes et communautés de communes s'engagent à porter leur soutien, dans la mesure de leurs moyens, aux divers travaux de recensement et/ou de recherche-action initiés sur leur territoire, et à s'appuyer sur les outils d'aide à la décision qui leur sont mis à disposition.

Rôle des partenaires :

Les CDDRA et l'ensemble des partenaires qui produisent de la connaissance territoriale veillent à l'articulation et à la complémentarité de leurs démarches de connaissance. Ils reconnaissent le Parc comme chef de file pour comprendre, partager et accompagner les mutations du territoire.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre de programmes de recherche-action engagés avec les universités.

Indicateur de résultat

- Création d'un Observatoire des mutations du territoire utilisé comme outil d'aide à la décision.

Orientation 10

Impliquer tous les acteurs au projet de territoire : élus, partenaires, habitants et touristes.



Les Délégués du Parc sont des conseillers municipaux, communautaires, généraux et régionaux, dont le rôle consiste à :

- relayer l'information entre son conseil municipal et le syndicat mixte du Parc ;
- participer aux décisions majeures du Parc en représentant sa collectivité au sein du Comité Syndical du Parc ;
- participer à la rencontre annuelle des délégués, journée de formation et d'échanges sur la vie du Parc et des collectivités qui le composent.

Mesure 10.2

Informer et sensibiliser pour faire connaître les Monts d'Ardèche et faire comprendre l'action du Parc.

Contexte :

On se sent responsable de ce que l'on connaît. C'est pourquoi l'action éducative, l'information et la communication sont des priorités du Parc des Monts d'Ardèche depuis sa création, avec ce double objectif : faire connaître le territoire et ses patrimoines, faire connaître et comprendre les actions du Parc pour ce territoire.

Cependant, le bilan réalisé des dix premières années du Parc montre que son rôle et sa place, dans un contexte institutionnel de plus en plus complexe, ne sont pas toujours bien connus et compris.

Objectifs partagés :

- **Préparer les jeunes publics à devenir les futurs «écocitoyens»** du Parc, conscients des patrimoines des Monts d'Ardèche et concernés par leur préservation.
- **Renforcer chez les habitants le sentiment d'appartenance** et d'attachement au territoire des Monts d'Ardèche.
- **Faire du syndicat mixte du Parc un acteur bien connu et identifié par les habitants et les élus du territoire.**
- **Avoir sur l'ensemble du territoire des personnes relais du Parc**, qui contribuent à démultiplier son action.

Contenu de la mesure :

- > **Renforcer la communication entre le Parc, ses élus, ses partenaires et ses habitants.**
 - S'appuyer sur les outils de communication du syndicat mixte du Parc (Journal du Parc semestriel, Site Internet du Parc), et sur les partenariats avec les médias locaux (radios locales associatives, presse, TV...).
 - Intégrer les informations concernant les actions du Parc dans les bulletins municipaux, communautaires et départementaux.
 - S'assurer de la diffusion des expérimentations menées avec l'ap-

pui du Parc.

- Construire une notoriété numérique du Parc et une communication participative via : les réseaux sociaux en ligne, blogs, forums, sites des médias en ligne...

> **Missionner des « personnes-ressources » pour relayer l'information, des habitants vers le Parc, du Parc vers les habitants.**

- Consolider le rôle des Délégués du Parc : renforcer leur formation et les outils mis à leur disposition (rencontres annuelles des délégués, guide pratique, lettre d'information bi-mensuelle, outil extranet...). Les délégués, membres du syndicat mixte, sont les représentants du Parc. Ils décident des actions mises en oeuvre par le Parc et, à ce titre, doivent bénéficier d'outils d'aide à la décision.

- Accueillir et former des « ambassadeurs du Parc » parmi les habitants, associations et collectifs volontaires, ainsi que des professionnels porteurs de la marque « Parc naturel régional ». Les ambassadeurs du Parc sont des personnes issues de la société civile qui s'engagent à promouvoir les actions du Parc et à informer, entre autres, les habitants et les visiteurs sur les initiatives du Parc.

> **Renforcer l'éducation au territoire.**

- Faire de la pédagogie par l'action, aussi appelée « pédagogie de projet » : privilégier l'expérience de terrain (chantiers d'inventaire, de restauration et de valorisation patrimoniale...), pour amener les publics scolaires et adultes à devenir acteurs dans la préservation des patrimoines.

- Mobiliser des éducateurs d'horizons différents, garants de la pluralité des approches : approches culturelles, artistiques, scientifiques, ethnologiques...

- Décloisonner les politiques (Education nationale, Direction départementale de la jeunesse, des sports et de la vie associative, communautés de communes...) pour une harmonisation des projets éducatifs et une mutualisation des moyens.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il recense et valorise l'ensemble des ressources éducatives présentes sur le territoire : éducateurs, outils pédagogiques, centres d'accueil...
- Il anime le réseau des Partenaires éducatifs des Monts d'Ardèche, qui regroupe plusieurs structures (fixes ou nomades).
- Il développe le marquage de prestations éducatives et accompagne les partenaires éducatifs sur la prise en charge de publics spécifiques (adaptation des matériels et des contenus pédagogiques).
- Il propose des projets éducatifs fédérateurs, construits autour de thématiques et d'enjeux ciblés (biodiversité, paysage, eau, énergie, consommation responsable, patrimoine culturel...), toujours en lien avec les opérations menées par le syndicat mixte du Parc.
- Il accompagne les projets d'écoles ou d'établissements et propose des formations au développement durable pour les enseignants et les professionnels de l'accueil des jeunes.
- Il accompagne la mise en place de «classes Parc» et propose des actions d'éducation au territoire et à l'éco-citoyenneté pour les jeunes séjournant dans les centres de vacances.
- Il consolide et fait évoluer ses principaux outils de communication et de sensibilisation : le Journal du Parc et le Site Internet du Parc.
- Il consolide et développe différents partenariats : partenariat avec les radios locales associatives (Fréquence 7, Info RC, radio des Boutières, RCF Vivarais...), contributions dans les bulletins municipaux, communautaires et départementaux, relations avec la presse...
- Il renforce ses relations publiques, via le réseau des médias locaux (presse, TV, radio et sites web) et le réseau des collectivités territoriales (réseau des chargés de communication du territoire).
- Il développe une stratégie de communication lui permettant de se positionner sur des réseaux sociaux en ligne, blogs, forum...
- Il est exemplaire en matière d'éco-communication.
- Il anime et valorise le réseau des ambassadeurs du Parc : il relaie les contributions, idées et initiatives des ambassadeurs dans l'action du Parc ; il peut associer les ambassadeurs dans l'évaluation de ses actions.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage, au travers d'une convention entre l'Education nationale et le syndicat du mixte du Parc, à accompagner des projets, outils pédagogiques et formations autour des thèmes du

développement durable et du patrimoine.

Les Régions et départements s'engagent à soutenir les actions de sensibilisation pour faire connaître le Parc, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes, communautés de communes et villes-portes s'engagent à :

- Participer à la construction d'un réseau de partenaires communicants et à informer les habitants sur les actions locales conduites ou accompagnées par le syndicat mixte du Parc.
- Solliciter et interpeller le syndicat mixte du Parc par l'intermédiaire de leur délégué(e). Leur délégué(e) participe aux rencontres annuelles de formation et d'échange qui lui sont spécialement dédiées.
- Diffuser l'information et la documentation relative à l'actualité du Parc transmise par leur délégué(e).

Les communautés de communes s'engagent, dans le cadre des plans de coopération Parc-Communautés de communes, à construire des projets pédagogiques en partenariat avec le syndicat mixte du Parc, intégrés dans leur stratégie globale de développement (elles accompagnent des actions du plan de coopération par un volet pédagogique, de sensibilisation et/ou formation des publics scolaires et/ou adultes).

Rôle des partenaires :

Le réseau des Partenaires éducatifs relaie les actions du Parc sur le territoire, dans le cadre d'actions partenariales.

Le réseau des radios locales associatives relaie les informations relatives à l'actualité du Parc (ses événements et actions) et «donne la parole au Parc» pour expliquer au grand public son action en général, ses thématiques et modalités d'intervention (émission hebdomadaire «Les Pieds dans le Parc», témoignages...).

Le réseau des services «Communication» des institutions du territoire transmet les informations relatives aux actions du Parc et de ses partenaires sur leur territoire. Il cherche prioritairement à mutualiser les moyens et à éviter la démultiplication des messages et sources d'information.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Evolution du nombre «d'ambassadeurs du Parc» et de partenaires éducatifs.

Indicateur de résultat

- Evolution du «taux de notoriété» du Parc auprès des habitants (résultats d'enquêtes).

Priorisation territoriale

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

Réseau des partenaires éducatifs



Orientation 10

Impliquer tous les acteurs au projet de territoire : élus, partenaires, habitants et touristes.



Mesure 10.3

Faire de la Maison du Parc un lieu de médiation, de connaissance et de promotion du territoire.

Contexte :

La Maison du Parc, inaugurée au printemps 2009, conforte peu à peu son rôle d'accueil institutionnel. Aujourd'hui espace de travail pour les élus et les salariés du Syndicat mixte, la Maison du Parc accueille ponctuellement le grand public pour des événements (Mai au jardin, expositions...) ainsi qu'un jeune public avec des activités proposées par les partenaires éducatifs du Parc.

De plus, outre un patrimoine bâti remarquable, le site de Rochemure présente un écrin naturel de quarante hectares et reçoit deux agriculteurs engagés dans des baux agricoles à clauses environnementales.

Objectifs partagés :

- **Accueillir 100% des enfants des Monts d'Ardèche à la Maison du Parc** (dont ceux des villes-portes), pour qu'ils soient sensibilisés à la richesse des patrimoines et à leur préservation.
- **Démontrer aux habitants que cette maison est la leur**, et les inciter à l'animer tout au long de l'année.
- Faire de la Maison du Parc **un point fort d'attractivité touristique** de l'arrière-pays ardéchois, en lien avec le projet de classement UNESCO du site de la grotte Chauvet.

Contenu de la mesure :

> Créer à la Maison du Parc un centre de ressources et d'éducation ouvert à tous les publics.

- Mutualiser ce centre avec divers partenaires (Le Syndicat des Gorges de l'Ardèche, le Viel Audon, le Lycée Olivier de Serres et le Parc, le Centre Régional de Développement Durable ...).
- **Faire de ce centre un outil au service de l'éducation au territoire et au développement durable, proposant : une salle pédagogique, des**

outils adaptés à l'accueil des jeunes publics (livrets, scénographie...), des animations (péri)scolaires «à la journée» en lien avec l'Education Nationale et les partenaires pédagogiques du Parc, ou encore des journées de formation pour adultes dédiées aux «ambassadeurs du Parc».

- Promouvoir l'offre du réseau des Partenaires éducatifs du Parc.

> Faire de la Maison du Parc un espace d'expérimentation et de démonstration.

- Mettre en oeuvre des pratiques exemplaires de valorisation agricole et de gestion forestière (deux exploitations répondant à un cahier des charges exigeant la pratique d'une agriculture biologique).
- Proposer aux visiteurs la découverte d'une palette de milieux (zone humide, milieux agro-pastoraux, jardins et bassins) et de leurs aménagements naturels favorisant la faune et la flore sauvages.
- Ouvrir les portes d'un bâtiment qui offre l'exemple d'une réhabilitation respectueuse du patrimoine, intégrant les principes de la qualité environnementale.
- Equiper le site de divers outils d'interprétation sur les thématiques importantes des Monts d'Ardèche (châtaigneraie, eau, forêt, paysage, géologie...) tout en valorisant le patrimoine vernaculaire du lieu (clède, ancienne usine d'embouteillage, bassin...).

> Créer à la Maison du Parc un espace de promotion et de valorisation du territoire.

- Créer un espace d'accueil et d'information touristique complémentaire aux offices de tourisme proches : faire de la Maison du Parc une véritable vitrine des Monts d'Ardèche, qui incite au parcours du territoire et renvoie aux différents «maisons et musées du Parc».
- Mettre en place un espace «boutique» valorisant les entreprises, les produits et prestations bénéficiaires de la marque «Parc naturel régional» (sous réserve des conclusions favorables d'une étude de faisabilité).

> Faire de la Maison du Parc un espace de gouvernance.

- Maintenir la vocation de la Maison du Parc comme lieu phare de réunion de l'ensemble des acteurs et des «forces vives» du territoire : institutionnels, professionnels, associations et habitants peuvent s'y rencontrer.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il met en oeuvre une stratégie d'ouverture de la Maison du Parc, en collaboration avec ses partenaires. Il garantit l'accueil de tous les publics, en proposant des prestations dimensionnées, à la fois à l'attente des visiteurs et aux capacités budgétaires du Parc (notamment pour le fonctionnement).
- Il met en place un centre de documentation, en relation étroite avec ses partenaires.
- Il s'assure de la mise en place sur son domaine de pratiques agricoles, agro-pastorales et forestières exemplaires, représentatives des actions et des valeurs portées par le Parc.
- Il s'appuie sur le rayonnement de la Maison du Parc pour promouvoir l'offre de découverte des patrimoines (réseau des «Maisons et musées du Parc», cf. mesure 7.4) et des entreprises du territoire.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat

L'Etat, les Régions et Départements s'engagent à participer aux réflexions conduites pour l'ouverture de la Maison du Parc et de son environnement.

Les communes et communautés de communes s'engagent à participer aux réflexions conduites pour l'ouverture de la Maison du Parc et de son environnement. Elles sont force de proposition dans la mise en oeuvre d'une programmation annuelle de manifestations destinées au grand public.

Rôle des partenaires

Les associations du territoire participent à la mise en oeuvre d'une programmation annuelle de manifestations à la Maison du Parc, à destination du grand public.

Le réseau des Partenaires éducatifs du Parc et le réseau des pôles thématiques se mobilisent dans la mise en oeuvre de prestations

pédagogiques et touristiques qui, au sein de la Maison du Parc et de son environnement, seront complémentaires des autres prestations existantes sur le territoire.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Structuration d'une offre d'animation pédagogique «à la journée» à la Maison du Parc.

Indicateur de résultat

- Evolution de la fréquentation de la Maison du Parc (et de ses extérieurs) par les divers publics.

Priorisation territoriale

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

Maison du Parc

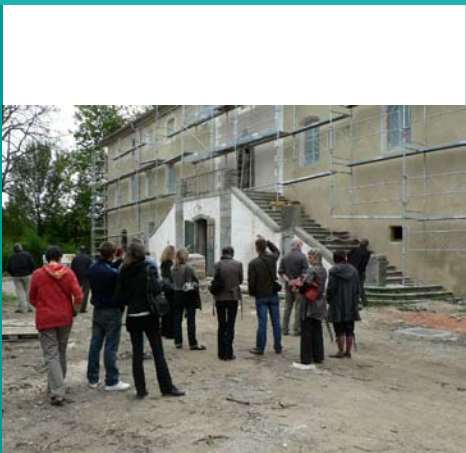


Maisons et musées du Parc



Orientation 11

Se mobiliser autour des ressources énergétiques et du changement climatique



Objectif national :

Améliorer de 20% l'efficacité énergétique à l'horizon 2020.

Mesure 11.1 Renforcer les économies d'énergie

Contexte :

L'épuisement progressif des stocks de pétrole et l'augmentation de son prix auront, dans les années à venir, des impacts directs sur les coûts de fonctionnement des activités économiques, et augmenteront la précarité énergétique des populations. L'énergie électrique devrait également connaître une augmentation du prix du kilowatt heure. Sur le territoire du Parc, les deux secteurs les plus consommateurs d'énergie sont le résidentiel et le transport. La consommation énergétique du territoire est de l'ordre de 92 kTep en 2005 (source: Bilan des émissions de gaz à effet de serre, réalisé par EQUINEO en 2010).

L'usage de l'énergie est un élément fondamental de la vie économique et sociale du territoire. Aussi, il est important d'anticiper les mutations profondes que va connaître le secteur de l'énergie dans les années à venir, en diminuant notamment la consommation globale du territoire. Sur ce point, le Parc a réalisé en 2012 un Plan Climat Energie Territorial, afin de se doter d'un outil programmatique global. Ce Plan tient compte du Schéma régional Climat, Air, Energie.

Objectifs partagés :

- Ramener la consommation énergétique du territoire à 65 kTep (environ 756 GWh).
- Réduire de 30% les consommations d'énergie liées à l'éclairage extérieur.
- Réduire de 30% les consommations d'énergie liées aux secteurs résidentiel et tertiaire.
- Réduire de 20% les consommations d'énergie liées au transport.
- Réduire de 20% les consommations d'énergie des activités économiques.

Contenu de la mesure :

> Réaliser un référentiel « urbanisme-énergie » propre aux Monts d'Ardèche.

- Ce document déclinera les exigences énergétiques et climatiques permettant d'orienter la planification urbanistique.

> Améliorer les économies d'énergie des collectivités.

- Rendre exemplaire la gestion énergétique du patrimoine communal et intercommunal (bâtiments, véhicules et éclairage public), dans une logique de démonstration et de réduction de la facture énergétique.

- Diagnostiquer l'ensemble des équipements communaux à l'échelle intercommunale, mener des travaux de réhabilitation et d'amélioration énergétique.

> Développer les constructions et rénovations consommant moins de 50 kWh/m²/an.

- Soutenir les opérations sur l'habitat répondant aux exigences de sobriété énergétique (bâtiments classés A).

- Développer la formation des professionnels du bâtiment sur la performance énergétique.

> Aider les acteurs économiques à réduire leur vulnérabilité énergétique

- Organiser des diagnostics groupés par typologie d'activité, qui relèvent d'une connaissance spécifique des processus de production, en vue d'actions collectives d'amélioration.

- Accompagner les gestionnaires de zones d'activités, commerciales et artisanales dans les actions collectives de réduction des consommations (réseaux de chaleur collectifs, plans de déplacements inter-entreprises, éclairage extérieur et publicitaire...).

> Optimiser les transports de marchandises

- Accompagner les entreprises industrielles et artisanales pour

optimiser les livraisons et expéditions de matières premières et produits transformés.

- Optimiser le transport des marchandises alimentant les circuits-courts locaux, de façon à ce qu'ils soient efficaces sur un plan économique et énergétique.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il accompagne les collectivités dans l'intégration du référentiel «Urbanisme-énergie» dans les documents de planification.
- Il encourage les intercommunalités à porter la réalisation de diagnostics énergétiques des patrimoines communaux.
- Il encourage la réalisation de diagnostics énergétiques collectifs, sur une typologie d'activités définie.
- Il construit avec ses partenaires les outils permettant de démultiplier l'efficacité de l'action locale (mise en réseau, formations, etc.).
- Il valorise les initiatives exemplaires, notamment les actions ambitieuses allant au-delà de la réglementation en vigueur.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage à :

- Etre exemplaire en matière d'économies d'énergie sur le territoire du Parc dans la gestion de son patrimoine immobilier, dans ses choix d'équipements et dans leur gestion.
- Apporter, via ses services et par l'intermédiaire de ses agences, son concours technique et financier aux programmes d'économies d'énergie initiés en concertation avec le syndicat mixte du Parc.
- Veiller à la conformité des documents d'urbanisme aux objectifs de lutte contre le changement climatique (politique nationale des « 3 fois 20 »).

Les Régions et Départements s'engagent à :

- Etre exemplaires sur le territoire du Parc en matière d'économie d'énergie, dans la gestion de leur patrimoine immobilier et dans la programmation des équipements et des activités relevant de leur compétence.
- Favoriser les actions visant à la sobriété énergétique dans le cadre des subventions qu'elles accordent aux acteurs du territoire, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.
- Apporter, via la mobilisation de leurs partenaires relais, un concours aux programmes collectifs d'économies d'énergie initiés sur le

territoire en concertation avec le syndicat mixte du Parc.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Etre exemplaires en matière de gestion de l'énergie sur leur patrimoine.
- Décliner les enjeux énergétiques dans leurs documents d'urbanisme.
- Etre relais de la mobilisation des acteurs et des habitants.

Rôle des partenaires :

Les CDDRA s'impliquent en veillant à ce que leur politique soit compatible et en lien avec les actions du Parc en matière d'économie d'énergie, en participant à la réduction des consommations d'énergie sur le territoire commun, en soutenant les projets de leur territoire en matière d'économie d'énergie.

Le syndicat départemental des énergies de l'Ardèche accompagne les collectivités locales sous condition d'adhésion à sa compétence optionnelle dans le domaine de la maîtrise de l'énergie (pré-diagnostics énergétiques, suivi et mise en œuvre des actions préconisées).

Polénergie sensibilise les acteurs du territoire sur les questions de sobriété et d'efficacité énergétique, notamment sur la «consomm'action».

Les chambres consulaires incitent et accompagnent leurs ressortissants à réaliser des diagnostics énergétiques groupés par type d'activité, les encouragent à mettre en œuvre les préconisations issues de ces diagnostics et les informent des aides financières existantes pour l'application des préconisations.

Les organisations professionnelles et interprofessionnelles (secteurs du bâtiment, de la filière bois, des transports...) participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans d'actions bénéficiant aux acteurs économiques du secteur privé.

L'ADEME accompagne les actions relatives aux économies d'énergie dans le cadre de ses compétences et de ses ressources financières.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre de collectivités accompagnées par le Parc dans la mise en place d'une démarche d'efficacité énergétique.

Indicateur de résultat

- Pourcentage de réduction de la consommation d'énergie globale sur le territoire.

Orientation 11

Se mobiliser autour des ressources énergétiques et du changement climatique



Etat de référence chiffré (2009) :

Les productions annuelles :

- Energies renouvelables : 1208 GWh, dont
- Hydraulique : 740 GWh
- Bois-énergie : 338GWh (dont 93% de bois-bûche)
- Energie éolienne : 129,6 GWh
- Photovoltaïque : 0,4 GWh produits

60% des besoins en énergie sur les Monts d'Ardèche sont couverts par les énergies renouvelables.

Objectif national :

Porter à 20% la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie du territoire, à l'horizon 2020.

Mesure 11.2

S'approprier un développement équilibré des énergies renouvelables

Contexte :

Le territoire bénéficie de nombreux potentiels énergétiques renouvelables : le soleil, le bois, l'eau et le vent.

En 2009, 60% des besoins énergétiques des Monts d'Ardèche étaient couverts par les énergies renouvelables. L'eau constitue un des deux gisements actuels les plus importants. Mais une diminution de l'électricité produite par les grandes centrales hydrauliques est à prévoir, du fait de la modification des débits réservés par la Loi sur l'eau (diminution d'environ 58 GWh, soit 5 000 Tep).

Le bois-énergie demeure un gisement à fort potentiel de développement sur les Monts d'Ardèche : la plaquette forestière et le granulé de bois connaissent une croissance sûre, notamment par la multiplication de projets communaux de réseau de chaleur.

Parallèlement, l'éolien et le photovoltaïque se développent fortement depuis quelques années, du fait notamment de tarifs d'achat de l'électricité attractifs. Il en résulte un engouement des investisseurs et un démarchage fort sur le territoire pour implanter des installations de production.

Les productions d'énergies renouvelables constituent sans conteste une ressource financière pour le territoire. Elles peuvent néanmoins avoir un impact sur les paysages, le milieu naturel et agricole.

Objectifs partagés :

- Contribuer aux efforts nationaux de développement des énergies renouvelables, soit une **augmentation de 10% de la production en énergies renouvelables des Monts d'Ardèche**, c'est-à-dire 120 GWh supplémentaires sous forme de **bouquet énergétique**.
- Tendre vers un **équilibre entre les consommations d'énergie du territoire et la production locale d'énergies renouvelables**.

- **Veiller à la cohérence avec les politiques en faveur de la biodiversité, de la qualité des eaux et des paysages.**

Contenu de la mesure :

> Produire et consommer localement 60 GWh supplémentaires de bois-énergie.

- Développer les réseaux de chaleur au bois-énergie, publics et privés, notamment en investissement partagé. Continuer la structuration et la qualification de la filière d'approvisionnement en bois-énergie et la professionnalisation des acteurs (entretien et maintenance des installations de chauffage).
- Renouveler les foyers de combustion obsolètes et générateurs de particules polluantes par des technologies efficaces.

> Produire 20 GWh supplémentaires d'électricité photovoltaïque.

- Intensifier les installations de **solaire thermique**, en intégrant les préconisations du «Guide de développement du photovoltaïque dans le Parc des Monts d'Ardèche» : intégration des capteurs solaires, développement de projets collectifs en investissement partagé, recherche de la meilleure implantation possible et préservation la qualité architecturale des ensembles bâtis traditionnels, application des quatre principes de la « centrale villageoise » (une démarche de territoire, une analyse paysagère et une intégration architecturale, une analyse technico-économique, une analyse juridique).
- Favoriser les projets d'installation **photovoltaïques** au sol localisés sur des terres déjà artificialisées (type anciennes décharges, anciennes carrières ou sites miniers...), sous réserve d'études environnementales et paysagères précises.

> Optimiser les centrales micro-hydrauliques existantes

- Expérimenter des technologies plus efficaces pour compenser l'augmentation du débit réservé.
- Expérimenter de nouvelles technologies, comme les turbines

lentes, pour réduire l'impact de ces installations sur le milieu aquatique.

> Produire 39,6 GWh supplémentaires à partir des autres sources d'énergies renouvelables.

- Pour tout projet éolien, appliquer les cinq axes de recommandations inscrits dans le «Guide du développement éolien du Parc des Monts d'Ardèche» :

- garantir le maintien d'une identité territoriale fondée sur des paysages remarquables,
- accorder une attention particulière à la question de la covisibilité entre les projets,
- mettre en œuvre une approche intercommunale,
- rechercher une répartition optimale des ressources financières de l'éolien dans un souci de solidarité territoriale,
- mener une concertation associant tous les acteurs locaux.

- Connaître les potentialités des autres énergies renouvelables : géothermie profonde, déchets et biogaz, agrocarburants...

> Encourager le développement de projets collectifs.

- Développer de nouveaux modes de financement des projets par les acteurs locaux, notamment les investissements partagés.

- Sensibiliser et impliquer les acteurs locaux (élu, habitants et acteurs socio-professionnels) dans la production décentralisée de l'énergie : favoriser les projets de production à petite échelle.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il actualise et complète son «Guide du développement éolien», en intégrant l'évolution du territoire (enjeux environnementaux, paysagers, socio-économiques...), l'évolution des connaissances (scientifiques, technologiques...), ainsi que les territoires nouvellement intégrés au périmètre du Parc.

- Il veille à la compatibilité des projets éoliens avec son «Guide du développement éolien».

- Il privilégie les projets éoliens résultants d'une démarche concertée et publique pour le choix du site et la taille des parcs concernés. **Le territoire du Parc n'a pas vocation à la production de masse** ; des projets ponctuels peuvent néanmoins être soutenus lorsqu'ils allient les intérêts écologiques, paysagers et économiques.

- Il met en place une concertation avec ses partenaires (Services de l'Etat, Conseils généraux, Chambres d'agriculture, Conservatoire

Régional des Espaces Naturels...) pour tout projet photovoltaïque situé en zone agricole, forestière ou naturelle.

- Il émet un avis défavorable pour tout projet photovoltaïque ayant un impact négatif sur les espaces agricoles, forestiers ou naturels et sur les paysages.

- Il accompagne le montage de projets collectifs d'installation d'énergies renouvelables rassemblant plus de trois personnes morales : études d'intégration paysagère et architecturale, outils de concertation et de médiation...

- Il valorise les projets innovants répondant aux critères du Parc des Monts d'Ardèche et favorise le transfert d'expérience.

- Il sensibilise, forme et informe les collectivités, le réseau des professionnels porteurs de la marque «Parc naturel régional» et plus largement le réseau des ambassadeurs du Parc.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage à :

- Associer le syndicat mixte du Parc dans l'élaboration de tout document de planification en matière de développement des énergies renouvelables qui concerne son territoire.

Les Régions s'engagent à :

- Associer le syndicat mixte du Parc pour toute réflexion en amont d'un projet de production d'énergies renouvelables potentiellement situé sur le territoire du Parc.

- Associer le syndicat mixte du Parc à l'élaboration des schémas de développement des énergies renouvelables.

- Mobiliser les partenaires relais pour favoriser la mise en œuvre de projets conformes aux principes de la Charte.

Les Départements s'engagent à considérer le territoire du Parc comme espace prioritaire d'expérimentation de solutions innovantes dans l'utilisation d'énergies renouvelables, pour satisfaire aux besoins des bâtiments et des équipements dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage ou l'exploitation.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Associer le syndicat mixte du Parc dans la définition de tout projet d'énergie renouvelable et à intégrer les critères paysagers énoncés dans les guides correspondants.

- Mettre en œuvre une démarche de concertation avec la population locale en amont de tout projet d'énergie renouvelable.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre de projets collectifs (à dimension expérimentale) de production d'énergie renouvelable mis en œuvre.

Indicateur de résultat

- Evolution de la production globale d'énergies renouvelables (et par filières).

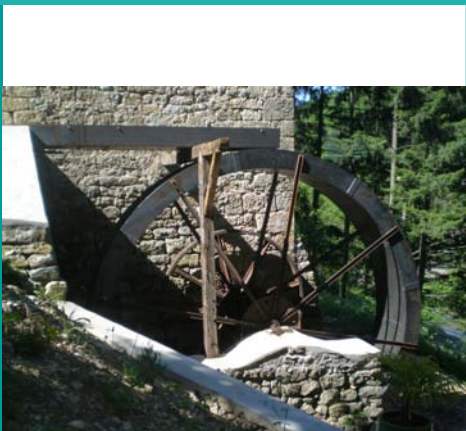
Se référer aux annexes

Annexe 10 : Le guide du développement éolien dans les Monts d'Ardèche.

Annexe 11 : Le guide du développement de l'énergie photovoltaïque dans les Monts d'Ardèche.

Annexe 12 : Les Cahiers de recommandations architecturales et paysagères.

Orientation 11 Se mobiliser autour des ressources énergétiques et du changement climatique



Mesure 11.2

S'approprier un développement équilibré des énergies renouvelables (suite).

- Favoriser des projets à investissement partagé.
- Evaluer avec l'appui du syndicat mixte du Parc les potentialités d'installation d'énergies renouvelables dans le patrimoine immobilier communal ou communautaire.
- Inciter le recours aux énergies renouvelables à travers les documents d'urbanisme, dans le respect de la qualité architecturale et paysagère.

Rôle des partenaires :

Rhônealénergie-Environnement accompagne les projets innovants développés par les acteurs du territoire.

Le Syndicat départemental des énergies de l'Ardèche soutient et conseille les collectivités locales adhérentes dans l'identification de leurs potentiels de production d'énergies renouvelables, dans le suivi et la mise en œuvre de leurs installations de production.

Les associations de promotion des énergies renouvelables informent le syndicat mixte du Parc des projets d'installation et de renouvellement d'énergies renouvelables. Elles accompagnent et facilitent l'expérimentation de nouvelles technologies, intégrant les enjeux de préservation et de développement des Monts d'Ardèche.

Les organismes professionnels et interprofessionnels participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans d'actions bénéficiant aux acteurs économiques du secteur privé.

Les CDDRA intègrent les objectifs de développement des énergies renouvelables dans la définition de leur politique et dans leurs actions.

L'ADEME accompagne les actions relatives au développement des énergies renouvelables dans le cadre de ses compétences et de ses moyens.

Orientation 11

Se mobiliser autour des ressources énergétiques et du changement climatique



GES : Gaz à effet de serre

Objectif national :

Réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre, à l'horizon 2020, par rapport à leur niveau de 1990.

Mesure 11.3

Adapter le territoire au changement climatique.

Contexte :

Malgré les incertitudes sur les conséquences de l'évolution du climat, certaines observations locales, comme le suivi des températures, montrent déjà une augmentation de 1 à 2 °C sur les cinquante dernières années (source Météo France). D'autres évolutions climatiques sont à prévoir : augmentation des précipitations hivernales contre sécheresses estivales accentuées, modification des épisodes cévenols, augmentation de la fréquence des épisodes climatiques extrêmes, modification des régimes des cours d'eau, réduction de la couverture neigeuse ...

Les territoires de moyenne montagne sont généralement les plus exposés à ces modifications. Ces évolutions climatiques auront des incidences sur les ressources du territoire (quantité et qualité de l'eau, maintien des sols, risques d'incendies accrus...), sur les activités économiques (impact sur les activités agricoles, sylvicoles et touristiques) et sur les conditions sanitaires. A l'échelon régional, des outils de connaissance et de régulation (Schémas régionaux Climat, Air, Energie, Plan pluriannuel régionaux de développement forestier...) émergent, qu'il convient de compléter localement.

Objectifs partagés :

- **Se doter d'outils et de méthodes d'observation** des changements climatiques et de leurs effets sur l'environnement naturel et économique du territoire.
- **Impliquer l'ensemble des acteurs du territoire pour une évolution cohérente des pratiques.**

Contenu de la mesure :

> **Mesurer les risques et les effets liés au changement climatique.**

- Conduire des études pour mieux connaître les impacts potentiels sur le territoire et identifier les zones sensibles par type de phénomène climatique extrême.
- Mettre en place un suivi des espèces animales et végétales indicatrices du changement climatique.

> **Sensibiliser les acteurs aux risques liés au changement climatique.**

- Favoriser la prise de conscience des habitants et des acteurs socio-économiques pour une plus grande mobilisation.
- S'appuyer sur des projets de coopération et de solidarité avec des territoires particulièrement sensibles aux évolutions climatiques (montée des eaux, désertification, etc.)

> **Adapter les constructions et l'aménagement du territoire aux aléas climatiques.**

- Systématiser dans la commande publique la performance environnementale des opérations de renouvellement du bâti et de constructions nouvelles.
- Intégrer les risques liés aux aléas climatiques dans la réflexion préalable à l'élaboration de documents de planification.

> **Adapter les pratiques agricoles et forestières aux aléas climatiques.**

- Mettre en œuvre des programmes de recherche-action en matière d'adaptation des pratiques agricoles et forestières : anticiper l'augmentation des risques de parasitisme ; prendre en compte le décalage des étapes de croissance du végétal ; prendre en compte le déficit en eau.

> **Expérimenter des pratiques agricoles et industrielles permettant une utilisation optimale des déchets fermentescibles.**

- Développer les unités de méthanisation sur le territoire.
- Explorer les possibilités d'utilisation de nouveaux types de déchets agricoles et forestiers dans les circuits de valorisation énergétique.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il mobilise ses partenaires techniques et les habitants des Monts d'Ardèche dans le suivi des effets locaux du changement climatique.
- Il accompagne les collectivités dans la prise en compte des risques liés au dérèglement climatique dans leur politique d'aménagement du territoire et dans leurs documents d'urbanisme.
- Il met en œuvre des programmes de recherche-action en matière d'adaptation des pratiques agricoles et forestières.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et Départements s'engagent à apporter leur concours technique et financier aux actions de sensibilisation et aux programmes de recherche et d'expérimentation portés par le syndicat mixte du Parc sur les problématiques d'adaptation du territoire au changement climatique, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes et communautés de communes s'engagent à prendre en compte les enjeux climatiques et les risques liés sur l'environnement naturel, sanitaire et économique du territoire : elles les déclinent dans leur politique, dans leurs documents d'urbanisme, ainsi que dans les paramètres de leurs maîtrises d'ouvrages et maîtrises d'œuvres (rénovations/construction de bâtiments publics, aménagement d'espaces publics et de voiries, gestion d'espaces boisés communaux, etc.).

Rôle des partenaires :

Les organisations professionnelles et interprofessionnelles (secteurs du bâtiment, de l'agriculture, de la filière bois, ...) participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans d'actions bénéficiant aux acteurs économiques du secteur privé.

Les associations de protection de la nature contribuent au suivi des espèces animales et végétales indicatrices du changement climatique, ainsi qu'à la sensibilisation des habitants.

L'association Polénergie participe à la sensibilisation des acteurs sur les risques liés au changement climatique.

Les universités participent à l'amélioration de la connaissance des mécanismes d'absorption de gaz à effet de serre, à travers des programmes de recherche menés sur et pour le territoire.

L'observatoire régional de l'énergie et des gaz à effet de serre prend part aux comités de pilotage des actions relevant de l'amélioration de la connaissance des mécanismes d'absorption de gaz à effet de serre.

Les organisations professionnelles et interprofessionnelles agricoles et forestières participent aux comités de pilotage des actions relevant de l'amélioration de la connaissance des mécanismes d'absorption de gaz à effet de serre. Ils accompagnent leurs adhérents vers des pratiques limitant les GES et optimisant l'exploitation d'énergies liées à la production de gaz (méthanisation notamment).



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre de marchés publics qui intègrent la performance environnementale dans les opérations d'aménagement et d'urbanisme.

Indicateur de résultat

- Mise en place d'une méthode d'observation partagée du changement climatique sur le territoire.

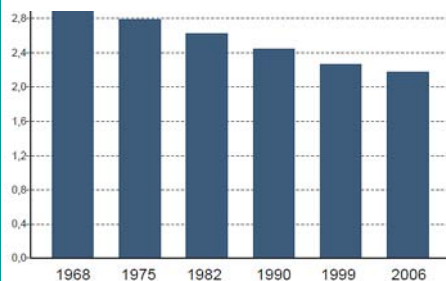
Orientation 12

S'engager pour l'accessibilité et la qualité de l'habitat et des services aux habitants



La population locale évolue...

Nombre d'occupants par résidence principale de 1968 à 2006



Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2006 exploitations principales.

PLH : Plan Local de l'habitat
OPAH : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat

Mesure 12.1

Accroître et diversifier l'offre de logements permanents

Contexte :

De nombreuses Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ont été conduites sur le territoire, comme sur les secteurs d'Aubenas, du canton du Cheylard, du Val de ligne, du canton de Vals-Les-Bains, des Hautes cévennes, ainsi que l'OPAH intercommunale d'Eyrieux aux Serres de revitalisation rurale (avec un volet sur la maîtrise des énergies). Mais le territoire ne compte aucun Plan Local de l'Habitat en 2010.

Les efforts en matière d'habitat doivent se poursuivre et s'intensifier, car les difficultés d'accès au logement touchent encore une large partie de la population, dans un contexte de prix élevés (concurrence des résidences secondaires, du parc touristique) : c'est le cas notamment pour les jeunes adultes et les ménages aux ressources modestes (65 % des ménages ont droit aux logements sociaux), les personnes âgées et personnes handicapées qui ont des besoins qualitatifs très spécifiques, les créateurs d'activités en recherche d'une offre locative individuelle, les travailleurs saisonniers, les plus démunis ou en situation d'urgence, les gens du voyage... L'offre actuelle n'est pas suffisamment diversifiée et présente les limites d'un parc ancien, vétuste, marqué par la vacance. Enfin l'offre de logements locatifs aidés demeure faible.

Objectifs partagés :

- **Produire environ 400 logements permanents par an** sur l'ensemble du Parc.
- **Favoriser la vie dans les coeurs de bourgs et villages**, en privilégiant la requalification et la réhabilitation du bâti.
- **Diversifier l'offre** de logements permanents et expérimenter de nouvelles formes d'habiter.
- **Renforcer l'offre de logements locatifs aidés** et imaginer des alternatives à l'habitat social «classique».
- **Mettre en cohérence les politiques foncières et d'urbanisme avec les politiques locales de l'habitat**, en tenant compte des déséquilibres territoriaux.

Contenu de la mesure :

> Doter le territoire d'outils stratégiques intercommunaux en faveur de l'habitat.

- Développer des outils de définition et de pilotage d'une politique locale de l'habitat, à échelle intercommunale, tels que les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH).
- Articuler la politique du logement avec l'offre de services publics, l'organisation des déplacements et les perspectives de développement économique et démographique.

> Améliorer les logements existants.

- Favoriser la remise sur le marché des logements vacants et la rénovation des logements existants par des opérations de type Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) intercommunales ciblant : la réhabilitation de volumes vacants ou sous-utilisés, les économies d'énergies et d'eau, le recours aux énergies renouvelables, la valorisation des ressources locales (matériaux et savoir-faire), les exigences de confort et de santé.
- Développer la transformation de bâtiments d'origine agricole ou industrielle pour créer des logements.

> Développer des démarches exemplaires et innovantes de création de logements.

- Susciter et accompagner la production de logements neufs, à travers des programmes de qualité et économiquement accessibles (accession abordable, offre locative sociale), en s'appuyant notamment sur la maîtrise foncière et les outils fiscaux et réglementaires.
- Expérimenter des formes d'habitat intermédiaire (individuels groupés dans les villages de pentes et montagne, ou petits collectifs dans les bourgs centres et villages de piémont), peu consommatrices d'espace, intégrées au tissu bâti existant ou dans le cadre de nouvelles opérations d'urbanisme.
- Engager des opérations proposant une offre diversifiée de logements, ainsi que des logements adaptés aux besoins qualitatifs

très spécifiques des personnes âgées et/ou handicapées.
- Favoriser l'émergence et la reconnaissance des projets conduits par des collectifs d'habitants, en tant que projets novateurs et créateurs de liens sociaux.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il participe à la réalisation d'études prospectives sur les besoins et sur l'offre de logements, à l'échelle territoriale ou intercommunale, en partenariat avec les communautés de communes ayant la compétence habitat, et en cohérence avec les approches engagées sur les bassins de vie voisins.
- Il s'engage à promouvoir auprès des collectivités une politique d'habitat de qualité, dans l'objectif de renforcer la cohésion sociale du territoire. Il organise des visites de sites, capitalise les informations et les met à disposition des communes et des communautés de communes.
- Il accompagne des collectivités dans la mise en place d'outils stratégiques intercommunaux de types PLH et OPAH.
- Dans le cadre du «fond d'urbanisme du Parc» et dans le cadre d'appels à projet, il contribue au financement, au montage et au suivi d'opérations de réhabilitation ou de constructions neuves à caractère expérimental et démonstratif.
- Il veille à la prise en compte des objectifs de la charte en matière d'habitat dans l'élaboration et la révision des documents d'urbanisme.
- Il favorise la mise en lien sur le territoire des personnes porteuses d'initiatives et d'expérimentations liées à l'habitat et au foncier.
- Il soutient l'émergence de nouveaux services favorisant la mise en relation de l'offre et de la demande (gestion locative rurale, observatoire de l'offre et de la demande...).
- Il se rapproche des collectifs d'habitants, cherche à capitaliser leurs expériences et à les transférer si elles se révèlent prometteuses.
- Il conduit des études et des recherches de nature sociologique et/ou ethnologique, afin de mieux comprendre les attentes et besoins des populations sur les nouveaux modes d'habiter. Il se lie pour cela avec des établissements d'enseignement supérieur et de recherche (Lyon, Grenoble, Montpellier...).

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et Départements s'engagent à soutenir financièrement le Parc dans sa politique et ses expérimentations,

tout en s'intéressant aux effets territoriaux et de cohésion sociale générés par les dispositifs mis en place, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes, communautés de communes s'engagent à :

- Mettre en place des PLH et OPAH à échelle intercommunale.
- S'associer, dans le cadre du volontariat, aux expérimentations que le syndicat mixte du Parc et ses partenaires proposent d'engager.
- Développer des projets d'urbanisme et architecturaux qualifiés, en veillant à ce que les projets ne se traduisent pas par une discrimination sociale basée sur le coût du foncier et des logements.

Rôle des partenaires :

Les **CAUE**, le **Syndicat départemental d'Energies de l'Ardèche**, les **Offices HLM** s'associent au travail du syndicat mixte dans le cadre d'une convention de partenariat.

Les **CDDRA** répondent à ces objectifs opérationnels selon leurs compétences et moyens respectifs, en bonne articulation avec le syndicat mixte du Parc.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre d'OPAH et de PLH réalisés sur le territoire.

Indicateur de résultat

- Evolution du rapport entre nombre de logements locatifs (dont logements sociaux) et nombre de résidences secondaires et touristiques.

Priorisation territoriale

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

Bourgs centre



Orientation 12

S'engager pour l'accessibilité et la qualité de l'habitat et des services aux habitants



Les Maisons de Services Publics (MSP) sont des structures de proximité, fondées sur un partenariat entre acteurs publics et acteurs privés, qui hébergent plusieurs services d'intérêt général. Animées par des fonctionnaires polyvalents, elles ont pour mission d'accueillir et d'informer les usagers afin de répondre à leurs demandes les plus diverses, en les orientant et en les mettant en relation avec les organismes compétents, ou en les aidant dans leurs démarches administratives, dans des domaines aussi variés que l'emploi, la formation professionnelle, la fiscalité, le logement, le conseil juridique, la distribution énergétique, l'aide à domicile, les activités sportives et de loisirs....

Mesure 12.2

Innover dans les services aux habitants

Contexte :

La proximité des services publics constitue un facteur essentiel de dynamisation des territoires ruraux, a fortiori en moyenne montagne où les contraintes de distances, topographiques et climatiques peuvent devenir rédhibitoires. La facilité pourrait entraîner un recours systématique au traitement des besoins à distance (e-administration). Mais la présence sur le territoire de prestataires de services publics revêt une importance accrue pour le développement local, pour le maintien du lien envers les populations isolées et les plus démunies. De plus, l'offre de services publics dans les Monts d'Ardèche doit s'adapter aux variations saisonnières des besoins souvent liées au tourisme (allongement des horaires d'ouverture de guichets...).

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) sont par ailleurs une opportunité pour ceux qui habitent et travaillent dans ces secteurs éloignés des centres urbains. Elles représentent des moyens efficaces pour proposer un grand nombre de services, développer des projets personnels et professionnels, favoriser des dynamiques sociales et culturelles... Elles permettent notamment de gommer les distances entre fournisseurs de services et usagers, mais également entre usagers.

Objectifs partagés :

- Garantir une **couverture équilibrée du territoire** par les services publics et au public, à moins d'une demi-heure de chaque habitant.
- Assurer l'**accès à un bouquet de services** publics et semi-publics (écoles, crèches, postes, établissements sanitaires, banques...), assorti d'une **exigence de qualité**.
- Considérer les services parmi les **gisements potentiels d'activités et d'emplois nouveaux**.
- Contribuer à la **cohésion sociale, économique et territoriale**.

- Simplifier l'accès aux offres de services au public grâce à **l'usage des nouvelles technologies**.

Contenu de la mesure :

> Développer les outils de suivi de l'évolution des services.

- Réaliser des inventaires, tableaux de bord et enquêtes de satisfaction.
- Mener des diagnostics par entrées thématiques (besoins en services pour répondre au vieillissement de la population, commerces de proximité...) et/ou géographiques, au service de stratégies intercommunales, à l'échelle de bassins de vie par exemple.

> Mettre en place des schémas stratégiques intercommunaux pour une offre mutualisée et renforcée de services au public.

- Travailler notamment sur le maintien et le développement de services en matière de : santé, petite enfance, enfance, jeunesse, éducation, commerces de proximité, services publics, services sociaux, emploi-formation, accompagnement des personnes âgées, activités sportives et de loisirs, activités artistiques et culturelles...

> Démultiplier l'offre de services accessibles dans des lieux d'accueil uniques.

- Développer sur l'ensemble du territoire des points d'accueil regroupant plusieurs services au public et permettant une mutualisation des équipements et des personnels de type «maisons de services publics».
- Favoriser la pluri-compétence ou polyvalence des agents impliqués, notamment par des formations adaptées et valorisantes, ou en aplanissant certains obstacles (notamment l'interdiction du cumul de fonctions).

> Expérimenter de nouvelles formes de services.

- Expérimenter de nouveaux services et des modalités de mise en oeuvre innovantes (itinérance, recours aux technologies de l'information et de la communication, mixité des publics...).

- Créer des espaces publics numériques qui proposent des équipements (informatique, visiophonie) et des formations pour tous les publics (seniors, demandeurs d'emploi, entrepreneurs, e-commerce,...). Mutualiser entre communes (ou intercommunalités) l'animation et la gestion de ces espaces.
- Soutenir les expérimentations d'initiative publique ou privée qui répondent aux enjeux du territoire, dans les divers domaines comme la télé-médecine, la télé-administration, le télé-commerce, la veille éco-citoyenne...

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il apporte un appui technique auprès des collectivités volontaires dans la mise en oeuvre de ces objectifs, dans le cadre de ses missions d'aménagement du territoire, de développement économique et social et d'expérimentation.
- Il met à disposition des acteurs locaux sa connaissance des enjeux globaux du territoire et ses outils d'observation des évolutions socio-économiques.
- Il met en relation les collectivités locales avec les différents partenaires intervenant dans le champ de la détection de potentiels d'activités et de création d'offres d'activités.
- Il contribue à l'évaluation et à la promotion des expériences innovantes, en vue d'une généralisation à l'échelle du territoire.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage à

- Mettre en oeuvre sur le territoire des Monts d'Ardèche la «Charte sur l'organisation de l'offre des services publics et au public en milieu rural» du 23 juin 2006.
- Informer le syndicat mixte du Parc des Monts d'Ardèche en amont de toute modification ou réorganisation d'un service public d'Etat sur le territoire du Parc et de ses villes-portes.

Les Régions et Départements s'engagent à soutenir les initiatives de service public sur le territoire, dans le cadre de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes et communautés de communes s'engagent à :

- Concourir à la mise en place de stratégies intercommunales de maintien et de développement des services publics et au public,

dans le cadre de leurs compétences.

- Compléter l'offre d'espaces numériques publics sur leur territoire.
- Associer le syndicat mixte du Parc dans la définition de leurs projets d'Espaces publics numériques, de sorte à garantir la cohérence (quantitative et qualitative) des équipements à l'échelle territoriale.
- Contribuer à la promotion des projets exemplaires et à la diffusion des informations auprès du public.

Rôle des partenaires :

Le SIVU des Inforoutes de l'Ardèche travaille :

- au développement des visio-accueils, afin de rapprocher les services publics et les usagers par la voie électronique, ainsi que la visioconférence de manière générale ;
- au maintien du réseau des centres multimédias et de leur rôle de services publics de proximité ;
- au conseil dans ces domaines auprès des collectivités, en particulier les plus petites et/ou les plus éloignées.

L'Association Cyb Ardèche est un partenaire référent potentiel pour soutenir les différentes initiatives publiques et privées.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre de schémas stratégiques intercommunaux réalisés relatifs à l'offre de services aux habitants.

Indicateur de résultat

- Evolution du niveau d'accessibilité aux services par bassins de vie (en distance et en période d'ouverture).

Priorisation territoriale

Pentes et montagne : déséquilibre territorial, enjeux forts de maintien et de mutualisation de l'offre en services.

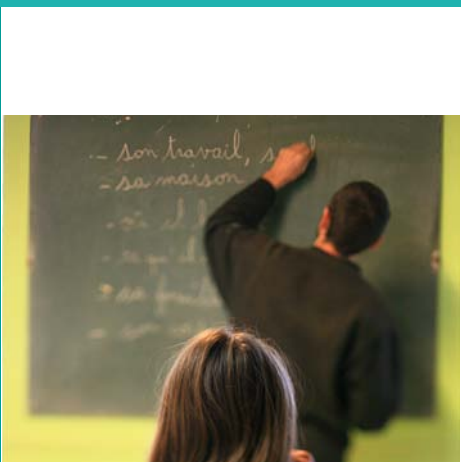
Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

Bourgs centre



Orientation 12

S'engager pour l'accessibilité et la qualité de l'habitat et des services aux habitants



GES : Gaz à effet de serre

Mesure 12.3 Repenser la mobilité des personnes

Contexte :

Le territoire des Monts d'Ardèche se situe à l'écart des principaux axes autoroutiers (autoroutes A7 et A75). Il est dans le même temps extrêmement « dépendant de la voiture » au regard des distances à parcourir pour accéder aux principaux services, des contraintes topographiques et de la faiblesse générale des transports en commun.

L'irrigation par les transports en commun est d'ailleurs très inégale : le sud des Boutières, la Montagne ardéchoise et la Cévenne méridionale demeurent des zones peu desservies. Seulement 27 % des communes du territoire bénéficient de transports locaux spécifiques.

La facilité des déplacements est une condition primordiale d'insertion dans la vie économique et sociale, l'utilisation du véhicule personnel étant quasi-incontournable sur le territoire. Cependant, l'usage de la voiture individuelle est conditionné par le prix des carburants, la raréfaction du pétrole et l'augmentation inéluctable de son prix risquant à moyen terme de précariser une part de plus en plus importante de la population.

Le transport est par ailleurs le deuxième secteur le plus émetteur de gaz à effet de serre (GES). Il est responsable de 21% des émissions de GES sur le territoire, dont 24 % sont imputables au transport de personnes.

Objectifs partagés :

- Réduire les déplacements.
- Utiliser une offre de transport efficace et accessible.
- Se déplacer autrement, pour limiter les coûts, renforcer le partage et le lien social, tout en limitant les impacts sur l'environnement.

Contenu de la mesure :

> Organiser une mobilité cohérente à l'échelle du territoire.

- Mettre en cohérence les différentes politiques et initiatives locales de déplacements et de transports en commun : garantir la mise en relation des différents bassins de vie, la qualité des liaisons permettant la traversée du territoire du nord au sud, d'est en ouest.
- Mettre en adéquation les politiques de déplacements au regard des objectifs de développement de l'habitat et de l'économie locale.
- Accompagner les communautés de communes dans leur politique d'aménagement du territoire pour réduire les émissions de GES liées aux transports : les principes d'optimisation de l'espace, de regroupement de l'habitat, de renforcement des centralités (offre suffisante en matière de services et d'habitat dans les bourgs et villages) participent à cette logique.

> Développer les modes alternatifs au véhicule individuel.

- Créer des modes de travail alternatifs basés sur la non-mobilité : télétravail, visioconférence...
- Développer le transport à la demande, qui constitue une solution pertinente pour les territoires ruraux, dans lesquels la demande de transport est souvent diffuse et les lignes régulières peu efficaces.
- Développer les offres touristiques utilisant des moyens de déplacement alternatifs à la voiture pour se rendre sur le territoire et s'y déplacer.
- Mettre en place des «voies vertes» et des itinéraires touristiques en modes de déplacement «doux».
- Expérimenter et développer la mise en œuvre de « Plans de déplacement inter-entreprises » et de « Plans de déplacements scolaires » du type pédibus ou vélobus.
- Sensibiliser les automobilistes à l'empreinte écologique de l'usage de la voiture individuelle (éco-conduite, co-voiturage...).

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il incite à la cohérence des différentes politiques et initiatives locales de déplacement.
- Il participe aux actions de sensibilisation des acteurs sur le territoire.
- Il valorise les expériences innovantes et favorise leur transfert.
- Il accompagne (apport de méthode et recherche de financements) l'expérimentation de nouvelles formes de mobilité, de non-mobilité et d'alternatives aux carburants fossiles.
- Il initie des outils de planification des déplacements, dont pourront se saisir les acteurs locaux (associations et collectivités).
- Il accompagne techniquement et financièrement l'expérimentation de plans de déplacements inter-entreprises et plans de déplacement pour les scolaires.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat s'engage à :

- Participer à la concertation entre Autorités Organisatrices de Transports, pour une meilleure desserte du territoire en transports alternatifs à la voiture individuelle.
- Favoriser l'aménagement d'infrastructures facilitant les modes de déplacements doux (borne de covoiturage, parking relais, voies vertes, ...), dans la limite de ses compétences et de ses ressources financières.

Les Régions et Départements s'engagent à :

- Adapter leur politique en matière de transport en commun aux spécificités du territoire ainsi qu'à consulter le syndicat mixte de gestion du Parc lors de la mise en œuvre d'outils favorisant le report modal.
- Accompagner techniquement et financièrement les expérimentations de solutions innovantes de transport alternatif à la voiture individuelle, et spécifiquement celles qui sont accessibles au plus grand nombre, pour les habitants et visiteurs.

Les communes, communautés de communes s'engagent à :

- Décliner les enjeux de déplacements dans leur document d'urbanisme.
- Favoriser l'aménagement d'infrastructures facilitant les modes de déplacements doux (borne de covoiturage, parking relais, voies vertes, pistes et bandes cyclables,...)
- Contribuer aux expérimentations de solutions innovantes de

transport alternatif à la voiture individuelle et spécifiquement celles qui sont accessibles au plus grand nombre, pour les habitants du territoire, ainsi que pour ses visiteurs.

- Veiller à un bon maillage des services et équipements pour aider les habitants à réduire leurs déplacements.

Rôle des partenaires :

Les associations œuvrant dans le domaine de la mobilité ou l'énergie (Mobilité 07-26, Polénergie...) sensibilisent les différents acteurs aux enjeux de la mobilité.

Les CDDRA, organisés par bassins de vie, s'impliquent dans la mise en œuvre d'une politique incitant aux alternatives à la voiture individuelle et soutiennent les innovations locales sur le territoire commun.

Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation


- Nombre de démarches innovantes (transports à la demande, plans de circulations inter-entreprises, modes alternatifs au véhicule individuel...).

Indicateur de résultat

- Part du transport dans les budgets des ménages et sur les émissions de gaz à effet de serre sur le territoire.

Priorisation territoriale

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

Projet de voies vertes 

Orientation 13

Affirmer la contribution de la culture au développement local



Mesure 13.1

Mieux connaître et coordonner l'action culturelle du territoire.

Contexte :

Les Monts d'Ardèche bénéficient d'une réelle dynamique culturelle, portée par de nombreux artistes et associations, par des réseaux spécifiques (lecture, arts plastiques, musiques actuelles...), et bénéficiant de l'investissement de nombreux acteurs institutionnels (Conseil général, Parc des Monts d'Ardèche, Pays de l'Ardèche Méridionale, CDDRA VALDAC et Ardèche verte).

Cette diversité d'acteurs et d'actions est une richesse pour le territoire, à condition d'assurer la cohérence des interventions, des modes et des périmètres d'action développés par chacun.

Objectifs partagés :

- Une meilleure répartition de l'offre culturelle sur l'ensemble du territoire, avec une priorité donnée aux secteurs de pentes et de montagne.
- Un environnement et des lieux culturels de qualité, qui participent à l'image et à l'attractivité du territoire.

Contenu de la mesure :

> Constituer un observatoire de l'action culturelle sur les Monts d'Ardèche.

- Regrouper et mettre à jour en continu les données du territoire sur l'activité culturelle : acteurs, lieux, événements, équipements...
- Mettre cet observatoire à disposition des collectivités, des réseaux et acteurs culturels, institutionnels et professionnels (création d'un espace internet dédié à la culture sur les Monts d'Ardèche, publications...).

> Créer et faire vivre un espace d'échanges réunissant l'ensemble des partenaires institutionnels de l'action culturelle.

- Cette instance évalue les besoins du territoire et les programmes d'actions, en s'appuyant notamment sur l'observatoire des données

culturelles.

- Déterminer un projet culturel à l'échelle du territoire des Monts d'Ardèche, en tenant compte des dynamiques existantes dans les villes-portes et de leur aire d'influence.

> Créer un réseau transversal des acteurs culturels des Monts d'Ardèche.

- Fédérer les acteurs de différentes disciplines culturelles et artistiques au sein d'un même réseau. L'approche transversale de la culture permet de dynamiser et de pérenniser les initiatives culturelles du territoire, qu'elles soient portées par des acteurs publics ou privés. Le réseau a pour vocation de créer des synergies et de promouvoir les acteurs et actions culturelles sur le territoire, ainsi que d'en favoriser le rayonnement à l'extérieur.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il met en place l'observatoire de l'action culturelle sur les Monts d'Ardèche et les outils de diffusion des données. Il veille au bon fonctionnement et à la pérennité du dispositif.
- Il anime l'instance de concertation réunissant les différents partenaires institutionnels intervenant sur son territoire dans le domaine de la culture.
- Il met en place et anime le réseau transversal des acteurs culturels.
- Il fait le lien entre le réseau et l'instance de concertation et de coordination des partenaires institutionnels.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et les Départements s'engagent à :

- Mettre à disposition les données culturelles dont ils disposent concernant le territoire pour alimenter l'observatoire.
- Participer à l'instance de concertation animée par le syndicat mixte du Parc.
- Soutenir financièrement les actions du Parc naturel régional dans la mise en oeuvre de ces objectifs, dans la limite de leurs compétences

et de leurs ressources financières.

Les communes et communautés de communes, dotées de la compétence culturelle, s'engagent à :

- Mettre à disposition les données culturelles dont elles disposent concernant leur territoire pour alimenter l'observatoire.
- Participer à l'instance de concertation animée par le syndicat mixte du Parc.

Rôle des partenaires :

- **Les acteurs associatifs** participent aux rencontres du réseau transversal des acteurs culturels animé par le syndicat mixte du Parc. Ils transmettent au syndicat mixte du Parc les données et informations à leur disposition portant sur l'évolution de l'action culturelle.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Création de l'observatoire de l'action culturelle.

Indicateur de résultat

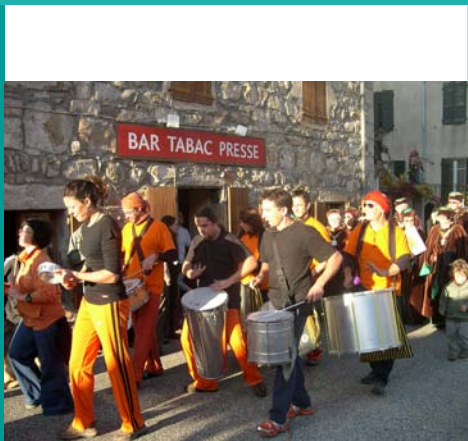
- Répartition de l'offre culturelle (dans le temps et l'espace).

Priorisation territoriale

Pentes et montagne : pour une meilleure répartition de l'action culturelle, facteur de développement local.

Orientation 13

Affirmer la contribution de la culture au développement local



Mesure 13.2

Impliquer les collectivités et développer une stratégie territorialisée de l'action culturelle

Contexte :

Les Monts d'Ardèche forment un territoire rural relativement bien pourvu en équipements culturels : bibliothèques, cinémas, salles de spectacles, musées et centres d'interprétation, espaces artistiques... Mais ils sont pour la plupart localisés aux portes du Parc (Aubenas, Privas, le Cheylard, Les Vans). Dans beaucoup de communes, la bibliothèque demeure le seul lieu de culture. Les cinémas, musées, lieux d'exposition, maisons thématiques et autres centres d'interprétation souffrent d'un manque de fréquentation et donc d'une situation financière difficile.

D'autre part, le territoire bénéficie d'une réelle dynamique culturelle et artistique. Toutefois, cette dynamique reste portée par un milieu associatif fragile qui ne dispose pas des moyens suffisants pour bénéficier d'emplois professionnels, pour qualifier l'offre et en assurer la diffusion.

Enfin, rares sont les collectivités du territoire qui s'engagent dans un projet culturel, impliquant des professionnels de l'animation ou de l'ingénierie culturelle. Et les communautés de communes dotées de la compétence culturelle restent encore peu nombreuses.

Objectifs partagés :

- **Soutenir durablement l'économie culturelle** dans les Monts d'Ardèche.
- Amener l'action culturelle **dans les secteurs de pentes et de montagne**, actuellement les plus isolés de l'offre culturelle.
- Favoriser la rencontre entre les acteurs culturels et les collectivités, autour de **projets fédérateurs et porteurs de sens**.
- Privilégier **l'échelle intercommunale**, qui permet d'ancrer l'action culturelle sur un bassin de vie.

Contenu de la mesure :

> Sensibiliser les collectivités à l'intérêt de l'action culturelle comme facteur de développement du territoire.

- Proposer aux collectivités (communes et communautés de communes) des programmes de type journées thématiques et voyages d'études pour leur montrer l'intérêt et les retombées locales, économiques et sociales, de l'activité culturelle.
- Favoriser l'échange d'expériences pour susciter de nouveaux projets.

> Accompagner les communautés de communes dans la prise de compétences culturelles.

- Accompagner les communautés de communes dans la définition de leurs besoins en matière de développement culturel et dans le recrutement de professionnels de l'animation territoriale et de l'ingénierie culturelle.

> Mailler le territoire de pôles ou d'équipes culturels et artistiques.

- Asseoir une offre culturelle bien répartie sur le territoire grâce à un maillage de pôles à vocation culturelle et artistique, ou d'équipes.
- Soutenir la montée en puissance des pôles les plus stratégiques (espaces culturels polyvalents...).
- Faire de la Maison du Parc un de ces pôles structurants pour l'accueil de projets culturels et la promotion de l'ensemble du réseau.

> Qualifier les projets culturels du territoire.

- Créer un référentiel de «marquage» des lieux, des équipes ou des manifestations, répondant à des critères de professionnalisation, de médiation envers les différents publics, de développement durable.
- Privilégier les projets intégrant la «multidisciplinarité culturelle».

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il met en place des programmes d'actions pour sensibiliser et accompagner les collectivités dans l'élaboration et la mise en oeuvre de projets culturels.
- Il recherche les outils techniques et financiers permettant d'accompagner les collectivités dans leur prise de compétence dans le domaine culturel.
- Il mobilise ses réseaux d'acteurs professionnels et institutionnels pour faire la liaison entre acteurs culturels et collectivités.
- Il accompagne techniquement et financièrement les porteurs de projets culturels, lorsque les projets présentés font écho aux objectifs de la Charte du Parc.
- Il participe à la promotion des pôles ou d'équipes culturels et artistiques du réseau.
- Il accompagne les acteurs de la culture volontaires dans la définition et la mise en oeuvre d'une démarche qualité.
- Il fait de la Maison du Parc un pôle structurant du territoire pour l'accueil de projets culturels et la promotion du réseau des pôles culturels.
- Il expérimente des solutions permettant l'accès à la culture malgré les contraintes d'éloignement et de déplacements dans les contextes de pentes et de montagne.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et les Départements s'engagent, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières, à :

- Mettre à disposition leurs compétences et leurs moyens respectifs dans les différents domaines concernés.
- Accompagner l'émergence et le maintien des pôles culturels et artistiques.
- Soutenir les projets des acteurs de la culture qui font écho aux objectifs de la Charte du Parc.

Les communautés de communes s'engagent à :

- Associer le syndicat mixte du Parc dans leurs réflexions et prise de compétence culturelle.
- Accompagner l'émergence et le maintien des pôles culturels et artistiques.

Rôle des partenaires :

Les pôles ou équipes culturels et artistiques s'engagent à participer à la démarche qualité proposée par le syndicat mixte du Parc.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre de communautés de communes ayant pris la compétence «Culture».

Indicateur de résultat

- Evolution du nombre de pôles et d'équipes culturels et artistiques sur le territoire.

Priorisation territoriale

Pentes et montagne : pour une meilleure répartition de l'action culturelle, facteur de développement local.

Sites prioritaires d'intervention et de vigilance : voir le Plan de Parc

- Pôles culturels majeurs



- Maison du Parc



Orientation 13

Affirmer la contribution de la culture au développement local



Mesure 13.3

S'appuyer sur la création artistique pour «faire bouger le regard porté sur le territoire»

Contexte :

L'histoire, les patrimoines, les paysages et la qualité de vie font des Monts d'Ardèche un espace favorable à la création artistique. Ce territoire est constitué d'une multitude d'entités géographiques et paysagères qui en font la richesse et autant de matière à interprétation artistique pluri-disciplinaire. L'accueil d'artistes en résidence sur le territoire a été initié par le Parc au cours de la première Charte, autour de thématiques spécifiques comme l'évolution des paysages, l'accueil de nouveaux habitants, ou encore le paysage industriel. Le bilan de ces premières expériences est positif : les processus de création artistiques sont propices aux échanges avec et entre les habitants, permettant d'appréhender et de débattre avec eux de problématiques locales. Ces projets artistiques sont facteurs de lien social, de perceptions et de perspectives nouvelles pour le territoire.

Objectifs partagés :

- **Porter un regard neuf sur les Monts d'Ardèche**, questionner l'histoire et l'avenir de ce territoire.
- **Questionner et inventer les façon de vivre** en rapport avec son milieu et son environnement humain à travers la création artistique.
- **Mieux se connaître**, favoriser l'accueil des nouveaux habitants, favoriser les liens inter-générationnels.

Contenu de la mesure :

>Créer une dynamique «Art hors les murs» en résonance avec le classement du site de la Grotte Chauvet.

- Développer des installations artistiques de qualité, réparties sur un large territoire.
- Elargir et diversifier les échanges culturels internationaux.

> Inviter des artistes en résidence de création sur chacun des bassins de vie du territoire.

- Initier ou accompagner des résidences d'artistes autour de thématiques en lien avec les valeurs et objectifs portés par la Charte du Parc.
- Proposer des projets artistiques à l'échelle du territoire ou à l'échelle de petites unités géographiques (vallées, bassin de vie...), présentées aux artistes à travers des «portraits de territoire» spécifiques.

> Mobiliser les chercheurs sur les effets des résidences d'artistes.

- Enrichir ces actions artistiques par l'observation et le concours de chercheurs : analyser les effets sur le dialogue et la cohésion sociale, sur l'évolution des idées et des représentations, sur l'évolution des dynamiques locales.

Rôle du Syndicat mixte du Parc :

- Il initie et accompagne des projets de résidences d'artistes sur le territoire des Monts d'Ardèche. Il met en relation les artistes et acteurs de la culture avec les élus locaux et les habitants, pour aider à la construction collective de ces projets.
- Il assure le suivi de projets de coopération autour de la création artistique, qui mettent en relation les Monts d'Ardèche avec d'autres territoires ruraux voisins, ou partageant les mêmes enjeux patrimoniaux et socio-économiques.
- Il mobilise des chercheurs pour accompagner et analyser les effets de projets de résidences d'artistes sur le territoire.
- Il favorise la participation d'artistes au sein des événements initiés ou soutenus par le syndicat mixte du Parc.

Rôle des signataires de la Charte et de l'Etat :

L'Etat, les Régions et les Départements s'engagent à :

- Mettre à disposition leurs compétences et leurs moyens respectifs dans les différents domaines concernés.
- Soutenir les projets de résidences d'artistes dans les Monts d'Ardèche, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.
- Soutenir les projets de coopération avec d'autres territoires et les projets de recherche autour des domaines culturels et artistiques, dans la limite de leurs compétences et de leurs ressources financières.

Les communes et communautés de communes engagent avec le syndicat mixte du Parc des «portraits de territoire» pouvant alimenter les projets artistiques.



Délais de réalisation

- A réaliser dans les trois ans.
- Actions sur le long terme.

Indicateur de réalisation

- Nombre de résidences d'artistes sur l'ensemble du territoire.

Indicateur de résultat

- Création d'une dynamique «Art hors les murs» en résonance avec le classement au patrimoine de l'Humanité du site de «Chauvet».



Crédits photos : P. Daniel, M. Rissoan, S. Baur, P. Fournier, Agence Basalte, les panoramistes.

Crédits illustrations : E. Fleury, CAUE07, M. Depralon, M. Kempf, A. LAGADEC.

Photo de couverture : Saint-Julien-du-Gua.

Création et rédaction : Parc naturel régional des Monts d'Ardèche, sous la coordination de F. DI RUSSO et N. SALINAS.